



## Vuk Draskovic défie à Belgrade le pouvoir de Milosevic

**CRAQUEMENTS.** Assurés dans le pouvoir de Slobodan Milosevic, ou l'initiative isolée d'un homme imprévisible ? Vuk Draskovic, vice-premier ministre yougoslave, qui dirige le Mouvement serbe du renouveau (SRP, droite nationaliste) multiplie les déclarations critiques sur la politique de Slobodan Milosevic. Il a appelé, mardi 27 avril, à des manifestations de rue à Belgrade contre la prise en mains par l'armée, selon des informations non confirmées, d'une chaîne de télévision. Dans un entretien accordé à la BBC-radio, il ajoute qu'il est prêt, si nécessaire, à se dresser contre le président yougoslave. La veille, il avait invité Slobodan Milosevic à faire preuve de « courage » et à passer un compromis avec l'OTAN. Ces déclarations laissent les alliés perplexes. Les États-Unis s'interrogent sur le poids politique de Vuk Draskovic, tandis que le porte-parole de l'OTAN, Jamie Shea, disperse dans ses déclarations « les premiers grondements du mécontentement ».



Vuk Draskovic, vice-premier ministre yougoslave.

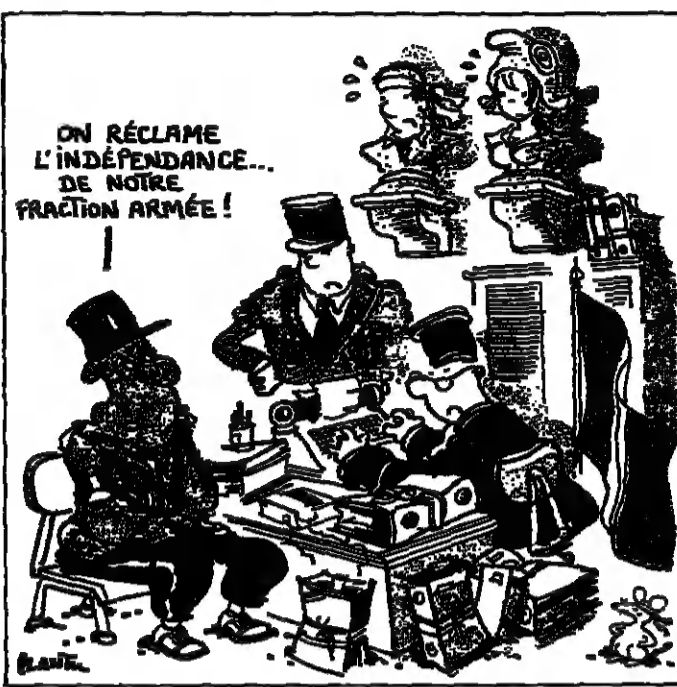
à Belgrade. L'Union européenne a décidé, lundi, de renforcer la panoplie de ses sanctions à l'égard de Belgrade. L'OTAN devait examiner, mardi, les modalités de mise en œuvre de l'embargo pétrolier. Les alliés vont intensifier et concentrer, cette semaine, leurs frappes au Kosovo. L'un des responsables de l'OTAN promet « un cauchemar » aux forces serbes. Malgré la guerre, les consommateurs français et les chefs d'entreprises ne semblent pas avoir modifié leurs comportements.

Lire pages 2 à 5, 18 et 19 et notre enquête page 15

## Corse : des gendarmes contre l'Etat de droit

● Le commandant de la légion de gendarmerie dans l'île ainsi qu'un officier et un sous-officier ont été mis en examen et écroués ● La justice soupçonne des gendarmes d'élite d'avoir monté une provocation en incendiant un restaurant ● M. Chevènement a convoqué à Paris le préfet de Corse

LE PRÉFET DE Corse, Bernard Bonnet, a été convoqué, mardi 27 avril, place Beauvau, par le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement. Il devait s'expliquer sur l'affaire de l'incendie criminel du restaurant « Chez Francis », dans le golfe d'Ajaccio (Corse-du-Sud), pour lequel trois gendarmes ont été mis en examen et écroués. Deux membres du Groupe de pelotons de sécurité (GPS) - un lieutenant et un adjudant-chef - ont été mis en examen, lundi 26 avril, pour « destruction volontaire d'un bien appartenant à autrui par l'effet d'un incendie commis en bande organisée ». Quant au commandant de la légion de gendarmerie de Corse, le colonel Henri Mazères, il a été mis en examen pour complicité « d'adultère ».



mières explications publiques du colonel Mazères, les gendarmes, qui étaient en « mission légère de surveillance », auraient été surpris par l'incendie et se seraient enfuis en laissant sur place un talon-walkie et une cagoule maculée de sang. Mais ces membres du GPS n'avaient curieusement pas donné l'alerte. Dans un premier temps, ils avaient prétendu avoir égaré le talon-walkie le week-end précédent, sur les hauteurs d'Ajaccio, affirmant avoir été victimes d'une malveillance. Le GPS est une unité d'élite de la gendarmerie créée en juillet 1998 spécialement pour la Corse. Chargée de missions dans le domaine de la lutte contre la criminalité organisée, elle a conduit, avec l'accord du gouvernement, des missions de surveillance en marge de l'enquête sur l'assassinat du préfet Claude Erignac. Elle était entrée en rivalité avec les services de police chargés des investigations sur ce crime.

Lire pages 8 et 9 et notre éditorial page 17

## James Bond, agent 007, vole au secours des indépendantistes écossais

**LONDRES**  
de notre correspondant  
James Bond est en colère, furieux contre la presse écossaise, qui lui reproche de faire campagne pour l'indépendance de l'Ecosse alors qu'il partage son temps entre ses résidences américaine et espagnole. En fait, il cherche une maison du côté d'Edimbourg. L'agent 007 est furieux qu'on écrive que lui, Sean Connery, n'a pas fait un seul film en Grande-Bretagne depuis vingt-cinq ans alors que, jure-t-il, trois de ses derniers rôles ont été tournés dans l'île. Furieux, enfin, contre Tony Blair et les travaillistes, qui se bousculaient pour un cliché en sa compagnie quand il s'agissait, en septembre 1997, de remporter le référendum de la décentralisation contre les conservateurs, qui n'en voulaient pas. Or les travaillistes, aujourd'hui, « empoisonnent l'atmosphère » pour dissuader les électeurs de voter pour le SNP, le parti qui prône la séparation de l'Ecosse du Royaume-Uni.

Comme son prédécesseur à la tête du Parti travailliste, John Smith, brutalement décédé en 1992, Tony Blair a cru que la renaissance d'une certaine autonomie écossaise et l'inauguration prochaine d'un Parlement autonome à Edimbourg allaient tuer dans l'œuf toute velléité indépendantiste. C'est le contraire qui s'est produit, et le SNP s'est envolé dans les sondages avant de redescendre récemment à environ 30 % des intentions de vote. La campagne fait rage. Les élections à l'Assemblée écossaise ont lieu le 6 mai et les indépendantistes ont appelé « le plus célèbre Écossais du monde », qui est aussi leur principal sponsor - 500 000 francs par an dit-on -, à la rescousse.

« Je ne suis pas un politicien et je n'ai pas l'intention de le devenir », a lancé l'acteur, lundi 26 avril, aux trois cents militants nationalistes invités par le SNP dans un grand hôtel d'Edimbourg. « Tout ce que j'ai fait ou tenté de faire pour l'Ecosse, ces trente dernières années, a toujours été pour son profit à elle. Jamais pour le mien. » A soixante-huit ans, tous ses fans le savent, le meilleur des James Bond n'a rien perdu de sa fougue. « Nous avons attendu trois siècles avant de retrouver notre Parlement », a-t-il rappelé. « Tout ce que je souhaite, c'est qu'il soit authentiquement démocratique, qu'il reflète vraiment la nouvelle voix de l'Ecosse. Pour moi

port, je pense que l'Ecosse ne doit être rien d'autre que l'égalité de toutes les autres nations du monde. »  
Sur le podium, derrière l'idole, Alex Salmond, le leader du SNP, boit du peut-être : il parle du renouveau de la culture écossaise, qui explose dans la musique, le cinéma, le théâtre, la littérature. Il révèle que Sean Connery porte sur son avant-bras un tatouage qui dit tout : « Scotland Forever », l'Ecosse pour toujours. Donnés largement vainqueurs par les sondages - « mais il reste dix jours de campagne », souligne Alex Salmond -, les travaillistes ne paraissent pas troublés outre mesure par l'arrivée tardive de 007 dans la campagne. « Ce n'est pas le nombre de célébrités qu'il compte qui fait le succès d'un parti, mais son programme », explique Donald Dewar, candidat de Tony Blair. David McLetchie, chef des conservateurs locaux, est plus cruel : « Franchement, dit-il, Sean Connery aurait mieux fait de continuer de jouer au golf à St Andrews plutôt que de venir jouer les James Bond à Edimbourg pour le SNP. »

Patrice Claude

## Des forêts et des hommes

**L'IDÉE** selon laquelle les réserves naturelles sont des sanctuaires dont l'accès est interdit aux hommes - destructeurs - est dépassée. En zone de forêts tropicales, l'objectif est désormais d'associer les populations à la mise en place et à la gestion des zones protégées. Mais les réussites restent maigres. Les habitants, désireux d'améliorer leurs conditions de vie souvent difficiles, sont plutôt favorables à la poursuite de l'exploitation. Extraordinaire réservoir de biodiversité, la forêt tropicale recèle 100 millions d'espèces végétales et animales dont 10 % seulement sont répertoriées. Chaque année, le territoire qu'elle occupe diminue d'une surface équivalente à celle de la Grèce.

Lire page 24

## CMU : les associations veillent

Les députés examinent, à partir de mardi, le projet de loi sur la couverture maladie universelle, sous la surveillance des associations caritatives.

p. 10

## Défense européenne

La Grande-Bretagne a décidé, lundi, de se retirer du programme le plus emblématique en matière de coopération navale, celui de la frégate Horizon.

p. 6

## Sida : l'éradication exclue à court terme

Il ne faudrait pas interrompre le traitement antirétroviral chez les malades, même lorsque le virus est devenu indétectable dans le sang. Le VIH-1 persisterait au moins soixante ans dans certains globules blancs.

p. 25

## Decaux, maître de l'affichage

Jean-Claude Decaux annonce l'acquisition du groupe français d'affichage Havas Media Communication-Advertising (HMC-CA), devenant le plus gros afficheur du monde.

p. 20

## Gastronomie

Dans son établissement au-dessus de Tours, Jean Baralet est revenu de la cuisine d'avant-garde pour des plats plus traditionnels. Du coussin main.

p. 26

## Comment obtenir un congé parental

Légalement, le congé parental d'éducation est ouvert aux hommes comme aux femmes. En pratique, ce sont ces dernières qui en bénéficient.

p. 27

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Guyane, 9 F ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,55 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 250 F CFA ; Danemark, 16 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grèce-Bretagne, 141 ; Irlande, 200 IR ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 10 FL ; Portugal, 200 ESC ; Royaume-Uni, 8 £ ; Suède, 800 F S ; Suisse, 16 KRS ; Suisse, 2,30 F S ; Tunisie, 12 Din ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147-428-7,50 F



## POINT DE VUE

## Kosovo : devant l'échec

par Pierre Hassner

**L**E sommet de l'OTAN s'est achevé sur une déclaration d'unité, de détermination et de confiance dans la stratégie adoptée en Yougoslavie. On ne peut que saluer les deux premiers aspects, qui tranchent avec les divisions et les hésitations du temps de la Bosnie. Mais - au risque de se voir reprocher une impatience fébrile ou une propension pour la stratégie de Café du Commerce - on ne peut qu'exprimer son scepticisme et son inquiétude pour le troisième.

Comment nier, en effet, que les craintes exprimées il y a un mois (selon lesquelles les bombardements, s'ils n'étaient accompagnés d'une action au sol, loin de protéger les populations albanaises, risquaient de durcir la politique de Milosevic, de lui rallier le peuple serbe et d'aggraver encore la situation des Kosovars) - « En cas d'échec », dans *Le Monde* du 27 mars 1999 - se sont vérifiées ? Même si, comme il faut ardemment l'espérer, la situation devait se retourner d'ici quelques semaines ou quelques mois, même si la catastrophe suprême d'une victoire de Milosevic est écartée et si les Kosovars rentrent dans leurs

foyers, comment ne pas voir que l'échec est déjà là, dans les souffrances des déportés, dans les destructions infligées à la Serbie, dans la déstabilisation de la Macédoine et du Monténégro, dans le fossé creusé, à travers les Balkans, entre gouvernements pro-occidentaux et populations hostiles, dans l'immense tâche de reconstruction économique et sociale, psychologique, politique et morale à entreprendre ?

Comment les traces de ce mois interminable, où l'infrastructure serbe était progressivement détruite mais où les forces de Milosevic et ses alliés restaient libres de poursuivre leur œuvre barbare, s'effaceraient-elles de si tôt ? Il y a peu de chances que l'année 1999 ne reste pas, pour la paix et la démocratie, l'Europe et l'Amérique, et les Balkans, une « annus horribilis », faisant pendant à « l'annus mirabilis » de 1989.

Lire la suite et nos autres points de vue page 16

Pierre Hassner est chercheur associé au Centre d'études et de recherches internationales (CERI).

## Le prince des scarabées



**ARTISTE** universel, Jean Fabre peuple son œuvre d'animaux vivants ou morts, de carapaces de scarabées et de corps humains. Dans son dernier spectacle, dont le général Patton est le héros, ou son exposition de sculptures à Strasbourg, l'inventeur du « Bic-Art » soumet la fin du siècle au regard-scapel qu'il pense tenir de son aïeul, l'entomologiste Jean-Henri Fabre.

Lire page 28

|                  |    |                  |    |
|------------------|----|------------------|----|
| International    | 2  | Tableau de bord  | 71 |
| France-société   | 8  | Aujourd'hui      | 74 |
| Régions          | 12 | Météorologie     | 77 |
| Carnet           | 14 | Jeux             | 77 |
| Horizons         | 15 | Culture          | 78 |
| Entreprises      | 18 | Guide culturel   | 78 |
| Emplois/annonces | 18 | Abonnements      | 78 |
| Communication    | 20 | Radio-Télévision | 78 |



## INTERNATIONAL

LE MONDE / MERCREDI 28 AVRIL 1999

**BALKANS** L'OTAN a poursuivi ses frappes contre des cibles en Serbie, mardi 27 avril, en bombardant à nouveau le bâtiment abritant le siège du Parti socialiste (SPS, au

pouvoir) du président Slobodan Milosevic. ● VUK DRASKOVIC, le vice-premier ministre de la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro) a affirmé que « la

Serbie, de plus en plus isolée et faible » devait accepter une force de maintien de la paix au Kosovo. Il s'est déclaré prêt à organiser des manifestations contre le régime de

Belgrade si celui-ci entérinait la reprise en main de la télévision privée Studio B. ● CES DÉCLARATIONS d'un homme réputé imprévisible ont été accueillies avec prudence par les ca-

pitales occidentales. ● LA MACÉDOINE fait face à un nouvel afflux de réfugiés, alors que près de 150 000 Kosovars se trouvent déjà dans ce pays.

## Vuk Draskovic brave le pouvoir de Slobodan Milosevic

L'ancien opposant devenu vice-premier ministre du gouvernement yougoslave s'est dit prêt, mardi 27 avril, à déclencher des manifestations si le régime de Belgrade entérinait la décision de placer la télévision privée Studio B sous la férule de l'armée

L'OPÉRATION « Force allée » de l'OTAN en Yougoslavie entre, mercredi 28 avril, dans sa sixième semaine. Elle a été doublée d'un renforcement des sanctions de l'OTAN et de l'Union européenne. De premières dissidences se font entendre à Belgrade.

● Le vice-premier ministre yougoslave, Vuk Draskovic, a suscité une certaine perplexité en critiquant sans détour dimanche et lundi la politique du gouvernement yougoslave. M. Draskovic s'en est pris à la désinformation pratiquée par les autorités et a estimé que Belgrade devait faire preuve de « courage » pour « aller vers un compromis ». Lundi, M. Draskovic a tenu à préciser qu'il exprimait « la position du gouvernement fédéral » que préside Slobodan Milosevic et que « le président serbe, Milutinovic a

très fermement appuyé [son] point de vue ». Il a appelé mardi à des manifestations pour la démocratie à Belgrade.

● Le porte-parole de l'Alliance atlantique, Jamie Shea, a cru entendre dans ces déclarations les « premiers grondements du mécontentement » à Belgrade. Les Etats-Unis sont demeurés prudents. « Dans quelle mesure il [M. Draskovic] représente la direction à Belgrade, c'est une question toujours en suspens et je me garde bien de m'exprimer à ce sujet », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, James Rubin, qui ne s'en félicite pas moins du fait que M. Draskovic prenne conscience de l'isolement de son pays.

● L'Union européenne (UE) a décidé de renforcer la panoplie de sanctions imposées à la Yougo-

slavie, lors d'une réunion lundi à Bruxelles. Ces mesures vont de l'interdiction de voyager pour M. Milosevic et les siens, à de nouvelles restrictions aux mouvements de capitaux et aux investissements en passant par l'extension du gel des avoirs à l'étranger des gouvernements serbe et yougoslave, l'interdiction des vols commerciaux etc. L'UE a invité le dirigeant modéré albanais, Ibrahim Rugova, retenu à Pristina, à participer à sa prochaine session, en mai. Elle a réaffirmé son adhésion à un projet de « pacte de stabilité » pour les Balkans qui serait mis en œuvre après l'instauration de la paix.

● Le conseil permanent de l'OTAN devait examiner mardi les modalités de mise en œuvre de l'embargo pétrolier contre la Yougoslavie décidé par le sommet de

Washington. Quant au blocus maritime, le général Klaus Naumann, président du comité militaire de l'OTAN a indiqué que l'Alliance n'aurait pas recours à la force pour arrêter des navires transportant du pétrole à destination de la Yougoslavie. En revanche, un porte-parole du Pentagone a indiqué que « si un navire faisant l'objet de sommations décide de fuir, il pourrait être poursuivi et arrêté en utilisant de la force si nécessaire ».

● Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a été autorisé à revenir au Kosovo pour y travailler librement, lors d'un entretien lundi à Belgrade entre M. Milosevic et le président du CICR, Cornelio Sommaruga. M. Sommaruga a indiqué qu'il avait soumis à M. Milosevic, pour approbation, un document énumérant les exigences du CICR :

évacuation des blessés, garantie que les populations civiles seraient protégées, fourniture de produits alimentaires, d'eau, d'abris et de médicaments et visite aux prisonniers. M. Sommaruga attend la réponse du gouvernement yougoslave à ces exigences. Il a néanmoins indiqué que M. Milosevic lui avait dit : « Nous vous ouvrons toutes les routes, vous pourrez aller où vous voulez. (...) Nous assurerons votre protection mais nous ne pouvons vous protéger des bombardements. » Il a aussi ajouté, toujours selon M. Sommaruga, qu'il n'y a pas un seul prisonnier que vous ne pourriez visiter ». Le président du CICR a pu rendre visite aux trois soldats américains capturés par les Serbes le 31 mars.

● L'OTAN demeure résolue à aller jusqu'au bout. Elle va intensifier « cette semaine » ses bom-

bardements en les concentrant au Kosovo sur les forces serbes. Les bataillons serbes au Kosovo vont vivre prochainement « un cauchemar », a déclaré à Bruxelles un responsable de l'Alliance sous couvert d'anonymat. Tandis que l'un des vingt-trois hélicoptères de combat américains Apache, arrivés en Albanie, s'est écrasé lundi lors d'un exercice près de Tirana, le secrétaire à la défense William Cohen a ordonné le déploiement, à partir du week-end, de 30 avions ravitailleurs supplémentaires au sein des forces de l'OTAN engagées dans l'opération « Force allée ». Ils font partie du contingent de 300 avions de combat, de reconnaissance et de ravitaillement en vols supplémentaires réclamés par le général Wesley Clark, commandant suprême des forces alliées.

### « Négociations très constructives » entre M. Talbott et M. Ivanov

Le secrétaire d'Etat adjoint américain, Strobe Talbott, a déclaré, mardi 27 avril, que les discussions qu'il venait d'avoir avec le ministre russe des affaires étrangères, Igor Ivanov, avaient été « très constructives ». « J'ai appris beaucoup sur la perception de la situation par la Russie et je suis convaincu que les Etats-Unis et la Russie collaboreront, aux côtés de nombreux autres pays, en faveur d'un retour à la paix dans la région », a-t-il dit à la presse. M. Talbott devait ensuite rencontrer Viktor Tchernomyrdine, l'émisnaire du président Boris Eltsine pour la Yougoslavie, qui a rappelé que M. Talbott « est une personne qualifiée, qui connaît bien l'Europe et la Russie ». M. Tchernomyrdine s'est entretenu par téléphone pendant plus d'une heure avec le vice-président américain, Albert Gore, sur les possibilités de règlement du conflit au Kosovo. — (AFP, Reuters)

### Les déclarations tonitruantes d'un homme imprévisible

L'HOMME a la réputation d'être imprévisible et d'apprécier les feux de la rampe. Aussi, les déclarations tonitruantes du vice-premier ministre fédéral, Vuk Draskovic, lundi 26 avril, allant à contre-courant de la position défendue bec et ongles par son président, Slobodan Milosevic, laissent-elles perplexes. Pour beaucoup d'observateurs, il est probable que cet ancien opposant rallié au président Milosevic au début de 1998 se soit avant tout exprimé en son nom, contrairement à ce

qu'il affirme. Reprenant des propos déjà tenus la veille, Vuk Draskovic s'est répandu lundi dans les médias pour affirmer que la Yougoslavie devait accepter une force de maintien de la paix des Nations unies qui pourrait inclure des soldats de l'OTAN, si tel était la décision du Conseil de sécurité de l'ONU. Dans une interview télévisée dimanche soir, celui que l'on appelle communément « Vuk » (le loup) avait appelé « ceux qui dirigent le pays » et les « prétendus patriotes » à « ne plus mettre au peuple et à lui dire enfin la vérité ». La vérité, a-t-il souligné, c'est que « nous sommes seuls » : « L'OTAN n'est pas près de s'effondrer, la Russie n'aidra pas militairement la Yougoslavie et l'opinion internationale est contre nous ». Interviewé lundi sur CNN, il a souligné que le gouvernement yougoslave ait « le courage d'aller vers un compromis » sur la base du respect de la Charte des Nations unies.

Pour la première fois depuis le début des frappes de l'OTAN, Vuk Draskovic fait donc entendre une voix dissidente au sein de la coalition au pouvoir regroupant le Parti socialiste (SPS) de Slobodan Milosevic, la Gauche yougoslave (JUL, néocommuniste) de Mira Markovic, son épouse, le Parti radical (SRP, ultranationaliste) de Vojislav Seselj et le Mouvement serbe du Renouveau (SPD, droite nationaliste) de Vuk Draskovic, entré au début de l'année 1998 au gouverne-

ment. Le déploiement d'une force de l'ONU au Kosovo est en effet une solution rejetée continuellement avec force par M. Milosevic qui dit n'accepter que des observateurs non armés. Il n'envisage pas non plus la présence de représentants de pays « agresseurs » de l'OTAN.

#### UN PARI RISQUÉ

Les dirigeants des partis de l'opposition yougoslave ont relevé les critiques faites par Vuk Draskovic contre M. Milosevic. Le gouvernement pro-occidental du Monténégro, seconde république yougoslave, a réagi le premier. « Voici le signal qu'une Serbie différente et démocratique est en train de naître », a affirmé Miodrag Vukovic, le président du Parti socialiste démocratique, au pouvoir au Monténégro. Mais à Belgrade, le leader du Parti démocrate, Zoran Djindjic a réagi avec plus de retenue aux déclarations de son ancien allié à la tête de la coalition d'opposition Zajedno, dont il a appris à se méfier. Si Vuk Draskovic reprend « l'opinion du gouvernement fédéral », cela pourrait représenter « une bonne nouvelle », a-t-il simplement déclaré.

Les Etats-Unis semblent sur la même longueur d'onde. « Dans la mesure où les commentaires de M. Draskovic reflètent une reconnaissance de la réalité qui a cruellement manqué jusqu'ici, tout va bien », a déclaré James Rubin, porte-parole du département

d'Etat. « Dans la mesure où M. Draskovic reconnaît que la Serbie est en passe de devenir chaque jour de plus en plus isolée et faible, tandis que l'OTAN se renforce chaque jour, encore une fois, cela nous convient », a-t-il poursuivi. « Mais dans quelle mesure il représente la direction [yougoslave] à Belgrade, c'est une question toujours en suspens et je me garderai bien de m'exprimer à ce sujet », a conclu le porte-parole.

Le dernier coup d'éclat de Vuk Draskovic apporte un début de réponse. Le président du SPD a en effet appelé, mardi 27 avril, à des manifestations pour la démocratie à Belgrade, à la suite d'informations non confirmées selon lesquelles l'armée aurait pris sous sa coupe la chaîne de télévision privée qu'il contrôle, Studio B. « Nous descendrons dans la rue et manifesterons (...) contre cette décision antidémocratique », a déclaré Vuk Draskovic à la BBC, ajoutant qu'il était prêt, si nécessaire, à se dresser contre l'homme fort de Belgrade, Slobodan Milosevic. L'ancien opposant avait perdu une grande part de sa crédibilité dans l'opinion publique serbe en acceptant de participer au gouvernement. En jouant la carte de la confrontation, il fait peut-être le pari de redorer son blason. Un pari risqué alors que le pouvoir de Slobodan Milosevic semble solidement ancré.

Christophe Châtelot

A quelques kilomètres de nous, la guerre tue une population et les conséquences du conflit sont désastreuses. Des milliers de personnes sont impliqués, des camps de fortune sont montés, les conditions sanitaires et médicales sont déplorables. Face à cette urgence, une équipe d'Hôpital Sans Frontière est déjà sur place.



Plus que jamais, nous avons besoin de vous. Participez à notre collecte de dons\* au profit des Réfugiés du KOSOVO.

**Ne les oublions pas...**

\* Association Reconnue d'Utilité Publique par décret du 10 du 06 novembre 1993.

**HÔPITAL SANS FRONTIÈRE**

Nom : ..... Prénom : .....  
 Adresse : .....  
 Code Postal : ..... Ville : .....  
 Je souhaite faire un don de FF à Hôpital Sans Frontière pour son action au KOSOVO.  
 Ci-joint mon chèque libellé à l'ordre "HSF Mission KOSOVO"  
 à renvoyer à Hôpital Sans Frontière / Hôpital Rothschild - 33, bd Papius 75571 PARIS Cedex 12.  
 Tel. 01 43 44 24 24 - Fax : 01 43 44 80 39  
 Merci de votre soutien.

### L'opposition « entre le marteau de l'OTAN et l'enclume du régime »

L'OPPOSITION démocratique serbe est totalement désorganisée mais certains intellectuels - professeurs d'université, académiciens, anciens responsables de théâtres, militants de mouvements anti-guerre du temps des combats en Bosnie, journalistes - tiennent à exprimer une vue des événements différente de celle du régime. Ainsi, le 17 avril, 27 d'entre eux ont-ils adressé une lettre de « citoyens serbes inquiets » au Courrier des Balkans, qui est une banque de données sur la situation économique, politique et culturelle de cette région et qui soutient les médias démocratiques (site Internet : <http://bok.net/balkans/>).

« Opposants de longue date au régime actuel, et militants pour une Serbie démocratique et anti-nationaliste, ayant choisi de rester en Yougoslavie (...) parce que nous voulons voir notre pays réintégrer la communauté mondiale des nations », les signataires condamnent « avec véhémence les bombardements de l'OTAN qui ont gravement accéléré l'escalade de la violence au Kosovo et qui sont la raison des déplacements de populations, hors et à l'intérieur du Kosovo ». Mais ils

réprochent également « l'épuration ethnique de la population albanaise perpétrée par les forces yougoslaves » - une expression qu'on n'a pas l'habitude d'entendre de la part du régime de Slobodan Milosevic -, ainsi que « la violence de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) dirigée contre les Serbes, les Albanais modérés et autres communautés ethniques du Kosovo. La catastrophe humanitaire au Kosovo (morts, souffrance psychologique et physique extrême pour des centaines de milliers d'Albanais et de Serbes) doit cesser dès maintenant ».

#### POUR UNE SOLUTION POLITIQUE

Selon les auteurs de cette déclaration « pour faire régner le respect », « tous les réfugiés de Yougoslavie doivent pouvoir retourner immédiatement et sans condition chez eux, leur sécurité et les droits de l'homme leur étant garantis et étant proposés. Tous les coupables de crimes contre l'humanité, sans exception, doivent être assignés en justice ».

Les opposants de Belgrade demandent l'arrêt immédiat des

combats entre les forces serbes et l'UCK afin de lancer une nouvelle série de négociations. Ils indiquent qu'il n'y aura pas de solution « facile ou rapide, comme dans les conflits similaires, comme en Irlande du Nord ». Ils réclament également la cessation des bombardements de l'OTAN qui ont déstabilisé « encore plus » les Balkans du Sud et dont le résultat final « sera la destruction des fondements économiques et culturels de la société yougoslave ».

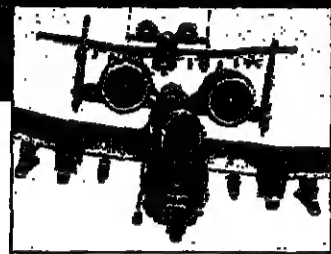
Aux yeux des signataires, le régime en place n'a été que renforcé par les attaques de l'OTAN « du fait de la réaction naturelle des populations qui se rallient autour de leur drapeau en temps d'agression étrangère ». « Nous continuons, ajoutent-ils, notre opposition au régime anti-démocratique et autoritaire actuel » mais les frappes ont affaibli les forces démocratiques en Serbie et menacent le gouvernement réformateur du Monténégro : les opposants se trouvent ainsi actuellement « entre le marteau de l'OTAN et l'enclume du régime ». Ils appellent enfin toutes les parties impliquées à trouver une solution politique au conflit.



## LA GUERRE AÉRIENNE DANS LE CIEL YOUGOSLAVE



Ravitaillement en vol d'un avion américain A-10 A « tueur de chars » au cours d'une mission de combat au-dessus du Kosovo. Les A-10 de l'US Air Force, déployés sur la base d'Aviano, en Italie, sont des appareils d'attaque au sol. Le Pentagone a annoncé, lundi 26 avril, qu'il allait mettre 30 avions ravitailleurs supplémentaires au service des forces de l'OTAN engagées contre la Serbie.



## Le Monténégro s'inquiète de l'embargo pétrolier décidé par l'OTAN

PODGORICA  
de notre envoyée spéciale  
Seul débouché sur la mer de la Serbie, le Monténégro, son petit partenaire rétif au sein de la Ré-

REPORTAGE  
La tradition de la contrebande est ici aussi vieille que le royaume

publique fédérale de Yougoslavie (RFY), espère voir les gages que son gouvernement démocratique a donnés à l'OTAN suffire pour l'exclure de l'embargo décidé contre Belgrade. Il se sentait déjà épargné par les bombardements de l'Alliance, après ceux qui ont touché, à deux reprises fin mars, des installations de l'armée yougoslave déployée dans le pays. Mais les frappes ont de nouveau visé, lundi 26 avril, un site proche de l'aéroport de Podgorica, capitale du Monténégro. Les autorités monténégrines venaient pourtant de faire un pas supplémentaire en direction de l'OTAN en proposant d'accueillir des inspecteurs chargés de vérifier que le pétrole et autres marchandises sous embargo transportés vers ses ports sont bien destinés au Monténégro et non à la Serbie.

et diverses denrées toujours importées en Albanie, prenaient et prenaient le chemin du lac puis des vastes marais qui bordent sa rive nord monténégrine.

Au risque d'être interceptés par des « pirates de pirates », bandits masqués capables de mettre le feu aux embarcations s'ils ne reçoivent pas leur dû. Y compris s'il le faut aux « mini-tankers » construits spécialement pour le lac, bateaux plats conduits par une seule personne, racontent experts et chauffeurs de taxis. La dernière rumeur à Podgorica est que l'armée yougoslave tente de renforcer ses positions sur le lac aux dépens de celles de la police du gouvernement monténégrin, qui y fut de tout temps prédominante.

## L'EMPRISE DE BELGRADE

Evocant donc « certaines réalités », les experts de l'OTAN suggèrent, pour renforcer l'embargo, de couper les voies reliant le Monténégro à la Serbie. La mesure serait plus efficace. Déjà, la SFOR, force de l'ONU en Bosnie, a coupé la voie ferrée qui mène de Bar en Serbie en passant par son territoire. Cela a été fait discrètement au début des frappes, au grand dam de ceux qui disent que l'OTAN n'a pas d'ordres à donner à l'ONU, dont les forces se justifient en disant qu'il s'agit d'empêcher Belgrade d'envoyer des renforts de troupes au Monténégro.

De tels renforts seraient néanmoins en route, a annoncé lundi la presse du Monténégro, évoquant 500 réservistes de Serbie centrale envoyés vers le port de Bar.

Six à sept routes relient les deux Républiques, par de hautes vallées, encaissées, dont les ponts seraient des cibles « idéales ». A condition qu'elles se trouvent en territoire serbe. Car toute frappe au Monténégro ne ferait que renforcer l'emprise de Belgrade et de son armée sur son petit voisin.

Petit à petit, à coup de compromis ponctuels, cette emprise s'alourdit déjà, estime le consul d'Italie à Bar, seul diplomate occidental resté en poste dans le pays, en contemplant avec inquiétude la splendide baie donnant sur ses fenêtres, bordée de réservoirs pétroliers étincelants et flanquée de panneaux publicitaires pour Loukouli-Monténégro, la toute nouvelle société mixte créée... avec les Russes.

Philippe Lemaître

Sophie Shihab

## La fermeté des Quinze sur les sanctions ne convainc qu'à moitié

LUXEMBOURG  
(Union européenne)  
de notre correspondant

Renforcement des sanctions à l'égard de la Serbie et, notamment, mise en œuvre de l'embargo pétrolier avant la fin du mois, a été accordé aux réfugiés et à leurs pays d'accueil, préoccupations qui jouent quant au sort du Monténégro, référence au rôle à jouer par le Conseil de sécurité des Nations unies, volonté d'agir sur le long terme pour assurer la stabilité des Balkans : rien n'a été oublié dans les « conclusions », publiées, lundi 26 avril, par les ministres des affaires étrangères des Quinze ou leurs représentants pour témoigner d'une persistante fermeté à l'égard de Belgrade.

Pourtant, même bien rodé, l'exercice, au moins au niveau de l'image, n'a convaincu qu'à moitié. Certes, la réunion se tenait au len-

demain d'un sommet fatiguant à Washington. Néanmoins, peu de ministres des affaires étrangères s'étaient déplacés. C'était vrai notamment des français, anglais et italiens. La volonté bruyamment manifestée lors de chaque sommet de voir l'Europe jouer pleinement son rôle, dans le processus, ainsi que celle de faire retrouver un lustre disparu au « Conseil des affaires générales », perdent ainsi de leur crédibilité. Joschka Fischer, le ministre allemand des affaires étrangères, qui préside les débats, a accueilli les critiques à l'égard de Slobodan Milosevic récemment exprimées à Belgrade par le vice-président Vuk Draskovic. « Comme un signe qu'on commence visiblement, de l'autre côté, à comprendre la gravité de la situation », mais la « perspective ainsi offerte » n'a pas fait, apparemment, l'objet d'un échange de vues sérieux sur la ma-

nière d'être éventuellement exploitée.

Différents moyens, plus ou moins nouveaux, plus ou moins convaincants - les Quinze avouent ainsi qu'ils ne savent pas encore exactement comment ils feront respecter l'embargo pétrolier - sont envisagés pour gêner Milosevic, sa famille et sa clique.

## AIDE AUX PAYS D'ACCUEIL

Les mots employés désignent toujours le président yougoslave davantage comme un hors-la-loi que comme un interlocuteur possible. Les sanctions sont de plus en plus personnalisées : interdiction de voyager pour Milosevic, sa famille, ses ministres, et l'ensemble des dirigeants du pays ; extension du gel des avoirs détenus à l'étranger par le président yougoslave et par ses proches ou par des compagnies contrôlées par des intérêts serbes ; restrictions supplémentaires aux mouvements de capitaux et à tout autre investissement ; interdiction aux Européens d'exporter des équipements pouvant être affectés à la répression ; interdiction complète faite aux compagnies aériennes de voler entre l'UE et la Yougoslavie ; « encouragement » aux Etats membres et à leurs fédérations sportives d'accueillir des équipes yougoslaves.

Une invitation a été adressée à Ibrahim Rugova, le leader modéré revenu à Pristina, pour la prochaine session du conseil en mai. Les Quinze dénoncent les efforts de Belgrade en vue de saper l'autorité du gouvernement du Monténégro et indiquent leur intention de « saisir toute opportunité » de lui venir en aide.

L'Union se félicite ensuite de la « modération » de l'Albanie et de la Macédoine. L'aide annoncée aux

pays d'accueil des réfugiés, soit 100 millions d'euros - venant s'ajouter aux 150 millions d'euros pour les réfugiés eux-mêmes - sera répartie dans les plus brefs délais. Selon le commissaire Hans van den Broek, 62 millions d'euros iront à l'Albanie, 13 au Monténégro et le reste, pour les besoins d'urgence, pour les besoins d'urgence administratives ne sont apparemment pas encore achevés, à la Macédoine.

Les Quinze ont réaffirmé leur soutien à un pacte de stabilité dans les Balkans à mettre au point avec l'ensemble des pays de la région, en y associant les organisations internationales concernées, en particulier l'OSCE. Les Etats-Unis et la Russie seraient, bien sûr, partie prenante de l'opération. A titre de contribution, l'Union répète qu'elle est prête à négocier un accord d'association avec l'Albanie et la Macédoine.

## Les mesures de rétorsion décidées par la communauté internationale depuis 1998

Les sanctions européennes contre la Serbie ne datent pas du déclenchement des frappes aériennes et s'inscrivent dans toute une série d'initiatives prises à des échelons multiples (ONU, G 8 ou Union européenne).

● 31 mars 1998. Adoption par l'ONU de la résolution 1160, qui prévoit un embargo sur les armes à destination de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro). Déjà en 1991, une résolution des Nations unies avait décrété un embargo sur les armes à destination de la Yougoslavie, qui n'était pas encore divisée en plusieurs Etats.

● 9 mai 1998. Annonce par les ministres des affaires étrangères du G 8 d'un embargo sur les investissements étrangers en RFY.

● 8 juin 1998. Les Quinze, réunis à Luxembourg, approuvent l'interdiction de nouveaux investissements en Serbie et le gel des avoirs du gouvernement de Belgrade dans l'UE. Les Etats-Unis prennent une décision similaire au même moment. ● 15 et 16 juin 1998. Interdiction par l'Union européenne, lors du sommet de Cardiff, de toutes liaisons aériennes assurées par les compagnies yougoslaves avec l'Union européenne.

## TROIS QUESTIONS A... HANS KOSCHNICK

1 A Mostar, en tant qu'administrateur civil désigné par l'Union européenne, vous avez essayé de refaire vivre ensemble des Croates et des Musulmans. Après les déchirements, des communautés différentes peuvent-elles encore coexister ?

Il ne faut pas dire que deux communautés ne pourront plus jamais vivre ensemble. L'histoire prouve le contraire. Mais il faudra du temps, deux générations peut-être. En arrivant à Mostar, j'ai cru que cela trait plus vite, surtout avec les moyens que nous avons mis à la disposition des deux communautés. Mais une guerre civile laisse

des plaies plus profondes qu'une guerre nationale. Au Kosovo aussi, nous avons affaire à une forme de guerre civile parce que les Albanais et les Serbes ont vécu longtemps en voisins.

2 Au Kosovo, comment est-il possible que la communauté internationale ait encore sous-estimé Milosevic ?

Je n'ai pas compris que les Etats qui avaient eu des troupes dans la Forprou en Bosnie n'aient pas su avec quelle dureté - et parfois avec quelle haine - les conflits avaient lieu dans la région. Ils auraient dû savoir que les réactions des Serbes ne respecteraient pas les règles habituelles du droit de la guerre. Le ministre néerlandais des affaires étrangères m'a dit à propos du Ko-

sovo qu'il ne pouvait pas imaginer tant de sauvagerie dans la pratique du nettoyage ethnique. Comment les Néerlandais ont-ils pu croire, après Srebrenica, que Srebrenica ne se reproduirait pas ?

3 Que faire ? Les cinq conditions de l'OTAN ne doivent pas être intangibles si on veut la négociation et non la capitulation. Mais deux points, selon moi, ne sont pas négociables : le retour des réfugiés et leur protection par une force internationale, qui devra être sérieusement armée, parce qu'un homme désarmé, dans les Balkans, n'est pas un homme et n'inspire aucun respect.

Propos recueillis par Daniel Vernet

L'Irlande à deux, c'est encore mieux.

L'Irlande à partir de 1594€ pour deux

Pour de plus amples informations, contactez Aer Lingus  
tél. 01 55 38 38 42, fax : 01 55 38 38 40,  
Minitel 3615 Aer Lingus  
(2,25F/mn) ou votre agence de voyages.

Aer Lingus

150 من الاصل



## L'intensification des raids de l'OTAN affaiblit l'économie yougoslave

10 500 sorties aériennes depuis le début de l'opération

Depuis le lancement de l'opération « Force alliée », le 24 mars, l'Alliance atlantique a comptabilisé 10 500 sorties aériennes dont un peu plus du quart sont de véritables raids d'attaque, les autres missions étant consacrées au soutien logistique et à la surveillance des sites et des forces serbes.

LES ANALYSTES de l'OTAN se disent aujourd'hui persuadés du fait que Slobodan Milosevic n'est plus en mesure de pouvoir constituer ses forces au même rythme qu'elles sont détruites par les bombardements des avions alliés. De la frappe ciblée à la « chirurgicale », au début des opérations, contre la défense aérienne et la défense antiaérienne serbe, on est passé à des vagues de bombardements relativement précautionneux, pour éviter des « dommages collatéraux », puis à un élargissement de la gamme des cibles et à une intensification des raids sur des objectifs militaires et civils, c'est-à-dire économiques et industriels, qui sont présentés comme contribuant à l'effort de guerre de Belgrade au Kosovo. Dernière étape en date : l'embargo sur les importations de carburants.

Concrètement, les raids alliés s'en sont pris successivement à des stations-radar et aux avions de combat serbes, puis au système nerveux (commandement et communications) qui contrôle les forces de répression au Kosovo, à leurs arrières en Serbie et aux infrastructures (y compris les usines de munitions ou les dépôts de carburant) qui les soutiennent pour, enfin, se consacrer à des émetteurs de radio-télévision, accusés d'être les véhicules de la propagande en faveur du régime, et à une résidence privée de M. Milosevic, assimilée à un poste central de commandement.

Quelque 10 500 sorties aériennes, dont un peu plus du quart sont de véritables raids d'attaque et le reste des missions de soutien ou de surveillance, sont d'ores et déjà comptabilisées par l'OTAN depuis le début de l'opération « Force alliée ».

« En croire les experts de la Défense Intelligence Agency (DIA), dirigée par le vice-amiral Thomas Wilson et proche de l'état-major interarmées américain, quelque 30 % des capacités-radar de la Serbie (notamment seize radars d'alerte avancée et des radars de batteries de missiles SAM) ont été détruits ; l'aviation d'attaque au sol est réduite de moitié ; 100 % des moyens de raffinage ont été mis hors service et 25 % des réservoirs de carburant éliminés ; 50 % des usines et des stocks de munitions ont été rayés de la carte. Au Kosovo, selon les mêmes sources, la 3<sup>e</sup> armée yougoslave, ses auxiliaires du ministère serbe de l'Intérieur (la MUP ou ministarstvo unutrašnjih poslova), les groupes paramilitaires et les mil-

ciens - le tout alignant 40 000 hommes, 300 chars, autant de véhicules mécanisés et 200 pièces d'artillerie - ont enregistré des pertes difficiles à évaluer mais qui les rendraient moins mobiles sur le terrain, à moins qu'ils ne se dissimulent et se camouflent pour ruser avec les forces de l'OTAN.

### GAMME DE CIBLES ÉLARGIE

Les estimations sont d'autant plus malaisées que, depuis le début des raids, on a observé que ces moyens serbes se renforcent : 3 000 hommes supplémentaires seraient venus de Serbie, et les groupes paramilitaires du chef nationaliste Arkan seraient, chaque jour, encore plus virulents.

Selon l'amiral Wilson, l'ensemble de ce dispositif répressif, contre lequel l'OTAN va concentrer ses tirs, demeure sous le contrôle direct et encore discipliné de Belgrade, malgré la dégradation de ses moyens de commu-

nications et en dépit d'un flux très limité - on parle de 2 000 hommes localisés, pour l'essentiel, à Pristina - de déserteurs ou, plus précisément, de jeunes qui n'auraient pas répondu à leur ordre d'appel.

Le général Wesley Clark, commandant suprême des forces alliées en Europe et « patron » de l'opération « Force alliée », a réaffirmé - et il est en passe de le confirmer - des nouveaux moyens au profit de l'OTAN : quelque 380 avions supplémentaires (parmi lesquels une armada d'appareils de ravitaillement en vol) déployés autour du théâtre des opérations, vingt-quatre hélicoptères d'attaque et des batteries de lance-roquettes multiples en Albanie. Ce renforcement vise à pouvoir élargir l'éventail des cibles et à mettre l'OTAN, avec une centaine d'avions maintenus

au-dessus de la Serbie et du Kosovo en permanence, en situation de les bombarder par tous les temps vingt-quatre heures sur vingt-quatre, pendant plusieurs semaines, en spéculant sur un revirement de Slobodan Milosevic sous la pression de son entourage.

On est loin des opérations aériennes planifiées fin mars. Le nombre des objectifs susceptibles d'être visés aujourd'hui serait, dit-on, deux fois et demi supérieur à celui des cibles déterminées précédemment. On parle désormais de quelque 2 000 sites en jeu. Cette comptabilité est délicate à suivre : il faut tenir compte du fait qu'un même objectif peut être l'objet de plusieurs attaques renouvelées, tels une piste d'aéroport, un pont, une voie ferrée ou un relais émetteur, dès lors qu'il aurait été remis en état entre temps par les Serbes, avec des moyens de fortune.

Tout se passe comme si les al-

### Les Européens assurent 40 % des missions

Avant l'arrivée de 30 nouveaux avions-ravitailleurs KC-135 et KC-10 américains, ce qui portera à 167 le nombre global des appareils américains et européens de cette catégorie, l'opération « Force alliée » rassemble à ce jour une flotte de 700 avions, majoritairement déployés en Italie. Les États-Unis en alignent 500 à eux seuls. En termes de missions de combat, les raids sont assurés à 60 % par les Américains et à 40 % par leurs alliés européens. Cette proportion est sensiblement la même pour ce qui est des autres missions pour le compte de l'OTAN : reconnaissance, supériorité aérienne et interdiction, soutien, guerre électronique et ravitaillement en vol. Le général Wesley Clark souhaite porter à un millier le nombre des avions engagés. Pour deux raisons principales. La première est que l'OTAN, avec une flotte plus importante de ravitailleurs, puisse, de jour et de nuit, bombarder de nouvelles cibles, et la seconde est qu'elle soit en mesure d'attaquer le territoire serbe davantage en profondeur.

liés, devant la résistance du président yougoslave et de ses chefs militaires, cherchent - sans encore l'avouer publiquement - à s'attribuer de nouveaux buts dans les Balkans et, en particulier, comme s'ils tentaient d'affaiblir une économie yougoslave déjà passablement ébranlée de manière à en ramener le niveau d'activités à celui d'avant la guerre de 1941. Selon l'expression imagée, mais sans doute provocatrice, d'un goût douteux, d'un stratège de l'OTAN, cela revient à vouloir ramer l'économie de son adversaire « à son état, supposé, du temps du Moyen Âge ».

En Irak, les destructions infligées en 1990-1991, pendant les hostilités dans le Golfe, par les raids aériens de l'opération « Tempête du désert », ont contribué et concourent encore à considérablement entraver le développement du pays. La Serbie ne dispose pas des ressources du pétrole pour espérer surmonter un tel handicap.

« Ils arrivent plutôt en fin de journée, lorsque la nuit tombe, c'est plus discret », rapporte Vitar, qui tient un petit café au milieu du village. Selon les personnes qui les hébergent pour la nuit, ils proviennent désormais en majorité de zones situées juste de l'autre côté de la frontière. A Blace, les réfugiés continuent de venir de la ville d'Uroševac, où la population de nombreux villages s'était rassemblée, et de petites communes situées plus près de la frontière.

A Lojane, ces nouveaux arrivants ne font que passer. Avec 1 300 réfugiés, le village a population albanaise a largement épuisé ses capacités d'accueil. Mais la Macédoine tout entière se retrouve dans la même situation. Après avoir beaucoup rechigné, le gouvernement macédonien a donné son accord à la construction d'un nouveau camp au sud de Tetovo (au nord du pays), où les albanophones sont majoritaires. En-

Jacques Isnard

## Les camps macédoniens sont saturés par l'arrivée de nouveaux réfugiés

L'interminable exode vers la Macédoine se poursuit. 150 000 Kosovars se trouvent aujourd'hui dans un pays qui affirmait ne pouvoir en accueillir plus de 20 000

### SKOPJE (Macédoine)

de notre envoyé spécial

Interminable, l'exode des Kosovars vers la Macédoine se poursuit. Lundi 26 avril, plus de 3 200 nouveaux réfugiés ont franchi la frontière à Blace. Installé au cours de la semaine dernière en suppléant de la zone où s'était abattue la première vague d'Albanais du Kosovo, le camp de transit construit par les autorités de Skopje (la capitale macédonienne) tourne désormais à plein régime. Au cours des sept derniers jours, plus de 10 000 personnes ont passé la frontière à cet endroit. Ces chiffres continuent de donner le vertige. Au début de la crise, le gouvernement macédonien avait assuré qu'il ne pourrait pas accueillir plus de 20 000 réfugiés, de peur de voir les tensions s'exacerber entre sa majorité slave et sa minorité albanaise. Les Kosovars sont aujourd'hui plus de 150 000, dont la moitié est placée dans des camps gardés par la police et l'armée.

Ce bilan provisoire ne tient pas encore compte des passages clandestins qui perdurent dans les zones de montagne. La semaine passée, plusieurs milliers de réfugiés s'étaient retrouvés pris au piège dans le petit village de Lojane, à l'est de Blace. Les forces macédoniennes s'étaient un instant opposées à leur entrée sur leur territoire à partir de ce point de passage non officiel. Un accord avait finalement été trouvé. Une soixantaine de bus avait évacué les Kosovars vers les camps. Depuis, aucun nouveau convoi n'a été signalé. Sur place, le dispositif macédonien a même été allégé. Pourtant, chaque jour, de petits groupes d'Albanais parviennent au village après avoir franchi les montagnes qui séparent la Macédoine de la République fédérale de Yougoslavie.

« Ils arrivent plutôt en fin de journée, lorsque la nuit tombe, c'est plus discret », rapporte Vitar, qui tient un petit café au milieu du village. Selon les personnes qui les hébergent pour la nuit, ils proviennent désormais en majorité de zones situées juste de l'autre côté de la frontière. A Blace, les réfugiés continuent de venir de la ville d'Uroševac, où la population de nombreux villages s'était rassemblée, et de petites communes situées plus près de la frontière.

A Lojane, ces nouveaux arrivants ne font que passer. Avec 1 300 réfugiés, le village a population albanaise a largement épuisé ses capacités d'accueil. Mais la Macédoine tout entière se retrouve dans la même situation. Après avoir beaucoup rechigné, le gouvernement macédonien a donné son accord à la construction d'un nouveau camp au sud de Tetovo (au nord du pays), où les albanophones sont majoritaires. En-

viron 20 000 personnes pourraient y être installées. Cela n'épargnera pourtant pas une nouvelle épreuve pour les camps saturés de Stankovac (lire aussi page 15) et surtout de Braçda, où 40 000 personnes, selon les estimations les plus fréquentes, se pressent sur l'emplacement d'un ancien aérodrome.

Si la capacité de Stankovac risque d'être rapidement portée de 12 000 à 15 000 et peut-être même à 20 000 personnes grâce à l'édification de nouveaux quartiers de tentes, à Braçda, des incidents provoqués par les agriculteurs dont les terres entourent la zone dis-



sonnées pourraient y être installées. Cela n'épargnera pourtant pas une nouvelle épreuve pour les camps saturés de Stankovac (lire aussi page 15) et surtout de Braçda, où 40 000 personnes, selon les estimations les plus fréquentes, se pressent sur l'emplacement d'un ancien aérodrome.

Si la capacité de Stankovac risque d'être rapidement portée de 12 000 à 15 000 et peut-être même à 20 000 personnes grâce à l'édification de nouveaux quartiers de tentes, à Braçda, des incidents provoqués par les agriculteurs dont les terres entourent la zone dis-

sonnées pourraient y être installées. Cela n'épargnera pourtant pas une nouvelle épreuve pour les camps saturés de Stankovac (lire aussi page 15) et surtout de Braçda, où 40 000 personnes, selon les estimations les plus fréquentes, se pressent sur l'emplacement d'un ancien aérodrome.

Si la capacité de Stankovac risque d'être rapidement portée de 12 000 à 15 000 et peut-être même à 20 000 personnes grâce à l'édification de nouveaux quartiers de tentes, à Braçda, des incidents provoqués par les agriculteurs dont les terres entourent la zone dis-

sonnées pourraient y être installées. Cela n'épargnera pourtant pas une nouvelle épreuve pour les camps saturés de Stankovac (lire aussi page 15) et surtout de Braçda, où 40 000 personnes, selon les estimations les plus fréquentes, se pressent sur l'emplacement d'un ancien aérodrome.

Si la capacité de Stankovac risque d'être rapidement portée de 12 000 à 15 000 et peut-être même à 20 000 personnes grâce à l'édification de nouveaux quartiers de tentes, à Braçda, des incidents provoqués par les agriculteurs dont les terres entourent la zone dis-

sonnées pourraient y être installées. Cela n'épargnera pourtant pas une nouvelle épreuve pour les camps saturés de Stankovac (lire aussi page 15) et surtout de Braçda, où 40 000 personnes, selon les estimations les plus fréquentes, se pressent sur l'emplacement d'un ancien aérodrome.

Si la capacité de Stankovac risque d'être rapidement portée de 12 000 à 15 000 et peut-être même à 20 000 personnes grâce à l'édification de nouveaux quartiers de tentes, à Braçda, des incidents provoqués par les agriculteurs dont les terres entourent la zone dis-

### El Hilal, une assistance qui se dit sans frontières

#### SKOPJE (Macédoine)

de notre envoyé spécial

Les portes claquent, on entre, on sort, on passe une tête, on s'apostrophe en albanais, en turc, on apporte une théière, on vole une cigarette. Un bureau de El Hilal, en Macédoine, tient toujours un peu de la Cour des miracles et, d'ailleurs, le miracle a bel et bien eu lieu, à la fin du mois de mars, à la frontière avec le Kosovo.

Lorsque la vague des réfugiés déferlait sur le camp improvisé de Blace et que les pesantes organisations onusiennes peinaient à réagir, les microbus et les tracteurs mobilisés par l'organisation macédonienne El Hilal assuraient un mini-pont humanitaire qui permettait d'éviter le pire.

Aujourd'hui, El Hilal continue de parler au plus pressé avec le soutien d'organisations internationales qui bénéficient de ses réseaux d'entraide. « Nous avons des réunions toutes les vingt-quatre heures et, pour l'instant, nous ne voyons pas au-delà », assure un bénévole, professeur de mathématiques à Tetovo, au nord du pays.

El Hilal a poussé sur les décombres du communisme yougoslave, au début des années 90. « Il y a toujours eu chez nous une tradition de solidarité qui a pu s'exprimer avec l'ouverture vers la démocratie », estime son secrétaire général, Behljudin Chehab. Le croissant qui apparaît sur le logo vert et bleu

de l'organisation rappelle à la fois son nom, « Nouvelle Lune », inscrit en caractères romains et arabes, et ses racines religieuses à l'origine de nombreuses suspensions.

Pour certains diplomates occidentaux, El Hilal n'est que le fruit d'un fondamentalisme islamique masqué. Pour le gouvernement macédonien majoritairement slave orthodoxe, cet activisme n'est qu'une manifestation parmi d'autres du nationalisme de la minorité albanaise musulmane.

A Studenica, près de Skopje (la capitale), le correspondant de l'organisation, Mutalip Adem, est l'imam de la mosquée. Après des années d'études au Koweït, il s'exprime aisément en arabe classique, suit avec assiduité les programmes de la chaîne d'information qatarie al-Jazeera et regrette l'extrême flexibilité de l'islam des Balkans tout en ne voyant pas comment les choses pourraient changer.

**SENSIBILITÉ COMMUNAUTAIRE ALBANAISE** Mais des parcours comme le sien semblent bien rares. Au bureau de El Hilal à Tetovo, les filles aux jeans ajustés et aux cheveux décolorés travaillent côte à côte avec les garçons, et on serait bien en peine de trouver une quelconque référence à l'islam dans le petit bureau du président.

En revanche, la sensibilité communautaire albanaise est bien présente. L'incurie des autorités macédoniennes à Blace et dans les

campes de réfugiés a profondément marqué les esprits et libéré des propos définitifs à l'encontre des « Macédoniens », sous-entendu les Macédoniens slaves.

Dans le village de Sedlare, à l'ouest de Tetovo, l'instituteur, Ymer Sinani, correspondant de fraîche date de El Hilal, n'éprouve que mépris pour « ces Macédoniens qui ont facturé l'accueil chez eux de réfugiés du Kosovo ». « Ils ne souffrent pas pour nous, ils souffrent pour Milosevic », ajoute-t-il en tapant du poing sur la table du petit café où il retrouve habituellement ses amis.

A Skopje, le secrétaire général s'efforce de convaincre de l'universalisme de El Hilal. « Nous aidons les gens quelles que soient leur religion et leur nationalité. Nous avons accueilli des Croates et des Bosniaques, et pas seulement les musulmans, quand leurs pays étaient en guerre. Et puis, nous avons déjà apporté de l'aide aux Macédoniens », assure-t-il.

Historien et spécialiste de l'art islamique, il souligne aussi que, « à la direction de l'organisation, sur une cinquantaine d'intellectuels ou d'enseignants, il n'y a qu'un seul religieux. D'ailleurs, nous recevons très peu d'aide des pays musulmans : nos principaux partenaires sont européens », précise-t-il. Avec la prolongation de la guerre, El Hilal n'est pas au bout de ses peines.

G. P.

## LES TROISIÈMES CYCLES DE L'ISG

Ciblez les métiers en développement

- Marketing stratégique, développement et communication commerciale
- Création, reprise et management de PME
- Ingénierie d'affaires et négociations internationales
- Finances internationales, trading et marchés des capitaux
- Audit, conseil et contrôle de gestion
- Gestion des Ressources Humaines et organisation des entreprises
- Logistique et grande distribution
- Management et nouvelles technologies : du multimédia au commerce électronique
- Droit et management des affaires européennes / euro transactions
- Communication globale et information
- Executive MBA pour cadres d'entreprise en activité (weekends et soirées)
- International MBA dispensé sur 3 continents (Europe, Amérique, Asie)

15 mois de spécialisation. 8 mois de pratique (precompta) en entreprise.

Admission : BAC + 1, BAC + 5 • Copies d'inscription : 100 francs (à verser à l'admission)

ISG

DONNEZ RAISON À VOS AMBITIONS

Contact : Marion Maury  
ISG - 8, rue de Lata 75116 Paris - Tel. 01 56 26 26 26

مكتبة القرآن



miens sont saturés  
nouveaux réfugiés  
la Macédoine se poursuit  
aujourd'hui dans un pays  
accueillir plus de 20 000



En Grèce,  
les non communistes  
de Synaspismos  
veulent lutter  
contre la guerre

**ATHÈNES**  
de notre envoyé spécial  
« Européens de tous les pays,  
unissez-vous ! » A l'initiative du  
petit parti de la gauche non commu-  
niste, Synaspismos, quelques cen-  
taines de manifestants ont mar-  
ché à Athènes, pour protester  
contre les bombardements de  
l'OTAN et condamner le régime de  
Milosevic. Ils étaient moins nom-  
breux que le public rassemblé, lun-  
di, sur la place de la Constitution  
par le collectif d'artistes qui avait  
déjà dénoncé la livraison du chef  
kurde Abdullah Öcalan à la Tur-  
quie, mais ils voulaient représen-  
ter la Grèce moderne, européenne,  
celle qui refuse les slogans nationa-  
listes et la mythologie de la  
« fraternité d'armes avec la Serbie  
orthodoxe ».

Il n'est pas facile de résister à la  
vague qui secoue la Grèce depuis  
l'extrême gauche, avec le Parti  
communiste de Grèce (KKE) qui a  
retrouvé les accents antiméris-  
tains de la guerre froide, jusqu'à  
l'extrême droite, politiquement in-  
signifiante mais qui se reconstruit  
dans les diatribes de la presse po-  
pulaire et les anathèmes du pa-  
triarche. M. Christodoulou n'avait  
pas attendu la guerre du Kosovo  
pour replonger l'Eglise orthodoxe  
dans la vie politique grecque. Ce-  
pendant les bombardements de la  
Serbie lui ont offert l'occasion de  
condamner l'OTAN un « pion  
du diable » et de jeter l'opprobre  
sur ceux qui « se disent chrétiens  
et s'attaquent à un peuple pratiquant  
la même religion ».

**PAS DE FRATERNITÉ ANCESTRALE**  
Pour les Grecs, la guerre est  
proche. Les réfugiés, les bombes,  
les morts, les blessés, les débris  
sont là. Plus que les réfugiés, les  
bombardements ont fait peur. Les  
Grecs ont peur de la guerre. Ils voient  
les chars qui remontent du port de  
Salonique vers la Macédoine. 97 %  
des Grecs condamnent l'interven-  
tion armée de l'OTAN. Comment,  
dans ces conditions, garder la tête  
froide et ne pas trop gémir un gou-  
vernement qui s'efforce avec un  
certain succès de concilier la soli-  
darité avec l'Alliance atlantique et  
les réactions spontanées de l'opini-  
on ?

Synaspismos, une coalition des  
anciens communistes qui avaient  
rompu avec Moscou et d'une  
gauche plus intellectuelle, a face à  
la guerre, l'attitude ambivalente  
qu'il a adoptée face au gouverne-  
ment Simitsis. Il est dans l'oppo-  
sition bien qu'il approuve la volonté  
du premier ministre de qualifier la  
Grèce pour l'Europe. Une forte pro-  
portion de ses membres serait  
même prête à faire l'appel à la  
Paix (parti socialiste au pouvoir)  
venant à se diviser. De même, il  
critique les frappes de l'OTAN sans  
tomber dans le tropisme balka-  
nique qui charge les conflits du  
présent de tout le poids du passé.  
En 1992, il s'était déjà distingué du  
monde politique grec en acceptant  
que le petit Etat voisin de Skopje  
se nomme Macédoine.

Pas la fraternité ancestrale avec  
les Serbes - sur laquelle il y aurait  
d'ailleurs beaucoup à dire -, mais  
le respect de la souveraineté, pas  
la solidarité des orthodoxes, mais  
les doutes sur la possibilité pour  
les Kosovars de retourner un jour  
dans leurs foyers, pas la peur irra-  
tionnelle de la Turquie, mais la  
crainte d'une déstabilisation de  
toute la région que les Occiden-  
taux voulaient précisément éviter.  
Synaspismos tente d'introduire  
dans le débat grec une autre lo-  
gique, une logique européenne qui  
n'est pas éloignée de la politique  
du gouvernement Simitsis. Dans  
cette gauche non communiste,  
tout le monde n'est pas encore  
d'accord sur le droit d'ingérence,  
mais, dans un pays officiellement  
si chatouilleux sur le respect des  
frontières qu'il serait prêt à se  
battre pour les cailloux de la mer  
Egée, certains commencent à l'ad-  
mettre, à une condition cepen-  
dant : que cette ingérence ait été  
légitimée par les Nations unies.

Daniel Vermet

## Le monde musulman, sceptique sur les motivations de l'Alliance, affiche une certaine discrétion

Pour eux, une solution doit être parrainée par l'ONU

Les pays musulmans, singulièrement arabes, ont  
envoyé aux réfugiés albanais du Kosovo une  
aide plurielle. L'Organisation de la conférence

islamique a pris contact avec l'Union euro-  
péenne et la Russie pour réclamer une solution  
qui garantisse le retour des Kosovars chez eux.

Ces mêmes pays craignent néanmoins que l'in-  
tervention de l'OTAN au secours des Kosovars  
ne soit le prélude à une mise à l'écart de l'ONU.

FAUT-IL y voir de la lassitude,  
un certain scepticisme, quelques  
craintes sourdes, de douloureux  
souvenirs, ou au contraire un en-  
thousiasme brisé, compte tenu  
d'un climat régional peu favo-  
rable à l'Occident, et singulière-  
ment aux Etats-Unis ? Ou bien  
est-ce, comme le suggère un di-  
plomate arabe, tout cela à la fois  
qui dicte la sobriété des réactions  
politiques des pays arabes et mu-  
sulmans à la tragédie des Alba-  
nais du Kosovo, et à la campagne  
militaire de l'OTAN contre les  
forces serbes ? On est loin, en  
tout cas, des réactions enflam-  
mées qui avaient prévalu au  
Proche-Orient, lors des opéra-  
tions d'« épuration ethnique »  
pratiquées par les Serbes en Bos-  
nie. Derrière les mots transpire  
un malaise. Bien qu'elle soit du  
côté du droit, l'OTAN inquiète.

Quelques défilés d'étudiants  
pro-Kosovars ici, de violentes  
diatribes antiyougoslaves là, de  
généreuses collectes de dons au  
profit des populations, des contri-  
butions personnelles de tel ou tel  
autre monarque, des éditeurs dé-  
nonçant le « nettoyage ethnique »  
ou demandant une interven-  
tion alliée terrestre et l'indé-  
pendance totale du Kosovo, et  
parfois, comme en Iran, une cer-  
taine défiance à l'égard de l'Al-  
liance atlantique : c'est bien peu  
en regard de ce qui s'était passé,  
dès 1992, à propos de la Bosnie.

L'Iran avait alors réclaté la le-  
vée d'une armée islamique et le  
retrait de la présidence du mou-  
vement - de facto défunt - des  
non-alignés, à la Yougoslavie.  
Des manifestants avaient défilé  
dans les rues de ceux des pays du  
Proche-Orient, libérés de  
manifestations extérieures. Des armes  
avaient été envoyées en contre-  
bande au Kosovo, par des jeunes  
de différentes nationalités  
s'étant portés volontaires pour  
combattre aux côtés de ces  
« frères » musulmans, dont ils  
ignoraient l'existence avant l'ef-  
fondrement du système sovié-  
tique.

L'affaire bosniaque revenait  
aussi dans toutes les conversa-  
tions des officiels. Les pays mu-  
sulmans reprochaient aux Occi-  
dentaux ce qu'ils prenaient pour  
de l'indifférence et voulaient être  
associés à la solution du conflit. A  
l'initiative du président français,

Jacques Chirac, le Groupe de  
contact de l'Organisation de la  
conférence islamique (OCI), une  
cinquantaine d'Etats avait eu des  
réunions communes avec son ho-  
mologue occidental (Etats-Unis,  
Grande-Bretagne, Allemagne,  
Italie, France, Russie). En un mot

Alors, les images se brouillent et  
la crainte existe de voir les  
Kosovars devenir les Palestiniens  
de l'Europe, si l'OTAN ne va pas  
jusqu'au bout de sa propre  
logique.

« Bravo, mille fois bravo ! » si  
l'OTAN achève sa tâche, a no-

### Les Emirats vont financer la construction d'un aéroport à Kukës, en Albanie

Les Emirats arabes unis vont financer la construction d'un aéroport à Kukës, dans le nord de l'Albanie, destiné au transit de l'aide aux réfugiés du Kosovo, a rapporté, lundi 26 avril, le quotidien émirati *El Itihad*, proche des milieux officiels. Une délégation officielle des Emirats qui se trouve en Albanie a signé un contrat avec une compagnie albanaise lui confiant l'exécution des travaux. La première tranche, qui comprend la construction d'une piste, d'une aire de stationnement de 40 000 m<sup>2</sup> et d'une tour de contrôle mobile, doit être terminée dans dix jours, ajoute *El Itihad*.

Par ailleurs, le premier ministre pakistanais, Nawaz Sharif, dont le pays est membre du Groupe de contact pour la Yougoslavie de l'Organisation de la conférence islamique, va se rendre en Albanie mercredi 28 avril pour apporter son appui aux réfugiés, a annoncé le ministère des affaires étrangères. Le Pakistan a déjà offert 12 000 couvertures et 342 tentes pour les réfugiés kosovars.

comme en mille, les pays musul-  
mans s'étaient fait bruyamment  
entendre, non sans être parfois  
écoutés. Ou est loin de tout cela  
aujourd'hui.

Le Groupe de contact de l'OCI  
s'est bien réuni pour discuter de  
l'affaire du Kosovo. Il a pris  
contact avec l'Union européenne  
- avec laquelle s'est dégelée une  
« large convergence de vues » - et  
avec la Russie. L'OCI veut  
d'abord et avant tout le rétablis-  
sement des Kosovars dans leurs  
droits au retour dans leurs foyers  
et à « l'autodétermination ». Et si  
pour les pays musulmans, le pré-  
sident Slobodan Milosevic est  
seul responsable de la situation  
actuelle, ce n'est pas au Conseil de  
sécurité et non à l'OTAN de mettre  
en œuvre un règlement du pro-  
blème.

Au spectacle de centaines de  
milliers de Kosovars sur les  
routes de l'exil forcé, de ces  
camps de toile supposés être pro-  
visoires, de tant de détresse hu-  
maine et de déchirements, il est  
difficile aux pays musulmans, sin-  
gulièrement aux Arabes, de ne  
pas penser au terrible exode des  
Palestiniens en 1948, départ  
contraint lui aussi, supposé être  
temporaire et qui s'éternise.

tamment écrit le prince Khaled  
Ben Sultan, fils du ministre saou-  
dien de la défense, dans un édi-  
torial publié à la « Une » du quoti-  
dien *El Hayat*. Mais si l'OTAN  
échoue, « une intervention n'aura  
réussi qu'à aggraver les choses, à  
faire des habitants du Kosovo de  
pauvres réfugiés et à multiplier le  
nombre de camps » d'asile à tra-  
vers le monde.

### « Les Américains ne nous ont pas habitués à se battre pour des principes », un diplomate arabe

« Dans la mesure où l'OTAN,  
pour de bonnes ou de mauvaises  
raisons, voit aujourd'hui au se-  
cours des Kosovars, il n'est pas po-  
ssible de la critiquer », dit le diplo-  
mate arabe. Cela n'avait pas été  
le cas en Bosnie et cela fait une  
grande différence. Mais des chan-  
gements sont également surve-  
nus au sein du monde musulman,  
dont les moindres ne sont pas

l'apaisement des tensions et des  
rivalités entre Arabes et Iraniens,  
l'émergence d'un plus grand sens  
des responsabilités internatio-  
nales à l'égard du Tchéstan et sans doute  
aussi le constat d'une incapacité  
à infléchir le cours des choses.  
Cela n'a pas empêché certains  
éditorialistes de s'interroger sur  
l'efficacité d'une campagne mili-  
taire qui ne serait qu'aérienne.  
D'autres se sont demandé si l'in-  
tervention de l'OTAN n'avait pas,  
en quelque sorte, accéléré  
l'« épuration ethnique ». D'autres  
encore ont mis l'accent sur l'« in-  
cohérence » des Occidentaux, qui  
ont laissé longtemps la bride sur  
le coup à Slobodan Milosevic,  
avant de fondre brutalement et  
massivement sur lui.

« Les Américains ne nous ont pas  
habitués à se battre pour des prin-  
cipes », dit le diplomate arabe,  
pourrait représenter d'un pays  
ami des Etats-Unis et de l'Europe.  
Sa remarque traduit un jugement  
largement partagé dans cette  
partie du monde, où l'OTAN est  
assimilée aux Etats-Unis, les  
autres Etats membres n'y faisant  
presque que de la figuration. Les  
problèmes européens, dit ce di-  
plomate, sont certes prioritaires,  
pour les alliés ; trop prioritaires  
peut-être, au point d'occulter ce  
qui se passe dans d'autres régions  
du monde. Ainsi, une crainte dif-  
fuse existe de voir Israël tenté, en  
période pré-électorale, de mettre  
à profit la « diversion » du Koso-  
vo, pour se lancer dans une quel-  
conque aventure, ou prendre des  
initiatives qui compliqueraient  
davantage encore la situation au  
Proche-Orient.

Aussi, nombreux sont ceux qui,  
dans le monde musulman, sin-  
gulièrement arabe, se demandent  
pourquoi les Occidentaux, si  
prompt à reconnaître la force  
contre les Serbes, ne font pas  
preuve à l'égard de l'Etat hébreu  
d'un minimum requis de fermeté  
diplomatique, pour l'empêcher  
de n'en faire qu'à sa tête. Et  
quelles sont les garanties qu'une  
fois l'opération « Force alliée »  
terminée, l'OTAN ne s'arroge le  
droit d'intervenir où elle voudra  
quand elle le jugera utile, s'écri-  
geant ainsi en une sorte de direc-  
toire du monde aux dépens des  
Nations unies ?

Mouma Nafin

VU A LA TELEVISION SERBE

### Le septième anniversaire de la RFY au son des canons

A LA VEILLE de la date anni-  
versaire de la création (le 27 avril  
1992) de la République fédérale de  
Yougoslavie (RFY, Serbie et Mon-  
ténégro) la télévision s'est adon-  
née à la lecture des télégrammes de  
félicitations qui ont afflué sur la  
table du président fédéral, Slobodan  
Milosevic.

Le président de Serbie, Milan  
Milutinovic, a ainsi mentionné  
« la lutte héroïque du peuple serbe  
pour la défense de la liberté, de  
l'indépendance et de l'intégrité du  
pays ». « Nous allons poursuivre  
cette lutte jusqu'au bout, avec suc-  
cès », a-t-il dit. Le premier mi-  
nistre fédéral, Momir Bulatovic,  
allié monténégrin de Slobodan

Milosevic, a souligné que cette  
lutte était menée avec le pré-  
sident Milosevic, chef de « la ré-  
sistance populaire, en tant que  
commandant en chef de l'armée  
yougoslave ». Il a conclu sur la  
« résolution du gouvernement fé-  
déral à apporter sa pleine contri-  
bution à la défense, à la restaura-  
tion et au futur développement de  
la fédération yougoslave, tant dans  
la guerre que dans la paix ».

Le chef d'état-major de l'armée  
yougoslave, Dragoljub Ojdanic, y  
est allé, lui aussi, de son message  
en assurant que l'organe qu'il  
commande est « déterminé à  
poursuivre cette guerre jusqu'à la  
victoire finale ». Il espère que « la  
raison l'emportera au sein de la

communauté internationale et que  
la violence laissera la place à la re-  
cherche d'une solution pacifique  
que notre pays prône depuis le dé-  
but de la crise ».

La radio de Belgrade, de même  
que la télévision serbe, n'ont fait  
état d'aucun télégramme de deux  
vice-premiers ministres, Vojislav  
Seselj et Vuk Draskovic. Le pre-  
mier est un ultranationaliste favo-  
rable à la guerre à outrance. Le  
second, nationaliste convaincu et  
opportuniste avéré, vient de criti-  
quer l'intransigence de Slobodan  
Milosevic face à l'OTAN. Un mes-  
sage de Milo Djukanovic, le pré-  
sident du Monténégro (second  
pays de la RFY avec la Serbie),  
dont Milosevic n'a jamais re-  
connu l'élection, était encore plus  
éloquent.

PORTE OUVERTE

Passé la longue litanie des télé-  
grammes, les bulletins d'informa-  
tion ont relaté la rencontre entre  
Cornelio Sommaruga, président  
du Comité international de la  
Croix-Rouge (CICR), et le pré-  
sident Milosevic qui a assuré que  
« du côté yougoslave, il n'existe au-  
cun obstacle à ce que les représen-  
tants et équipes de la Croix-Rouge  
internationale accomplissent leur  
tâche sur l'ensemble du territoire de  
la Yougoslavie ». Il a toutefois  
estimé que « le seul obstacle à leur  
engagement réside dans les bom-  
bardements incessants d'objets civils.  
Bombardements responsables  
de leur départ du Kosovo dès  
le début de l'agression contre la  
Yougoslavie ». Il a tenu à préciser

que les attaques aériennes de  
l'OTAN sont la seule raison empê-  
chant « le retour massif des réfu-  
giés ».

Ce bilan « positif » de l'action  
des forces de sécurité et cette  
porte officiellement ouverte à un  
retour d'organisations internatio-  
nales au Kosovo s'accompagnent  
de nombreux commentaires no-  
tant le semi-échec des Etats-Unis  
face à l'Europe lors de la récente  
réunion au sommet de l'OTAN. Si  
l'Union de l'Alliance a été sauvée,  
les analyses constatent que l'in-  
tervention terrestre au Kosovo  
n'a pas obtenu de feu vert et que  
les dirigeants européens, et no-  
amment le président Chirac, se  
sont opposés, comme l'écrit un  
quotidien chinois cité par la télé-  
vision, à la volonté des Etats-Unis  
« de mettre les pays européens sous  
le joug pour tirer le char du gé-  
néral international ».

Hector Forest

### DÉPÊCHES

#### EXPLOSION

Deux grenades lancées par des  
inconnus ont explosé, lundi  
26 avril au soir, devant un poste  
militaire français en Macédoine  
sans faire de blessés, a annoncé  
un porte-parole des forces fran-  
çaises. Il s'agit du deuxième in-  
cident visant les forces françaises  
de l'OTAN en Macédoine. La se-  
maine dernière, une jeep fran-  
çaise avait été incendiée dans un  
village à majorité serbe où un  
convoi français s'était trouvé  
sous une pluie de pierres jetées  
par les habitants. - (AFP)

#### CENSURE

Le centre de presse de l'armée  
yougoslave a tenté, par un dé-  
cret, d'imposer une censure to-  
tale. Intitulé « Code de conduite  
à l'usage des correspondants  
étrangers dans la République fé-  
dérale de Yougoslavie en état de  
guerre », le décret a été publié le  
jour de l'enterrement de plu-  
sieurs employés de la Radio-Télé-  
vision serbe, RTS, dont les ca-  
davres avaient été retrouvés dans  
les ruines de l'immeuble de la té-  
lévision d'Etat, deux jours après  
son bombardement par l'aviation  
de l'OTAN. Rédigé dans un style  
militaire et signé par le colonel  
Milivoje Novkovic, il contient dix  
points. Le cinquième affirme :  
« Tout le matériel de presse - texte,  
photos, son et vidéo - doit être sou-  
mis à l'inspection du Centre officiel  
de presse avant d'être transmis.  
Les émissions en direct de radio et  
télévision ne sont pas autorisées ».  
- (Corresp.)

#### ONU/NOMINATION

Le secrétaire général des Na-  
tions unies, Kofi Annan, a nom-  
mé d'ici un jour ou deux un  
émissaire spécial chargé de le  
conseiller sur la crise des Balkans,  
a fait savoir son porte-parole lun-  
di 26 avril. Il pourrait s'agir soit  
de l'ancien chancelier autrichien  
Franz Vranitzky, soit de l'ancien  
premier ministre suédois Carl  
Bildt, a-t-il laissé entendre, mi-  
nimisant les rumeurs qui voulaient  
que ce poste revienne au chef de  
l'Etat finlandais. - (Reuters)

#### DÉCLARATION DU G7

Les ministres des finances du  
G7, des sept grands pays indus-  
triels ont appelé la commu-  
nauté internationale, lundi  
26 avril, à se mobiliser pour aider  
les pays riverains de la Yougo-  
slavie à faire face aux retombées  
économiques du conflit du  
Kosovo, selon le communiqué  
publié à l'issue de leur réunion,  
mais ne font aucune allusion di-  
recte à une aide financière. Les  
institutions internationales et le  
Fonds monétaire international  
doivent « jouer un rôle crucial »  
dans cet effort, estimant simple-  
ment les grands argentiers du G7.  
- (AFP)

#### AIDE

Un bateau, le *Fret-Aquitaine*,  
affrété par l'Association des ré-  
gions de France, devait quitter,  
mardi 27 avril à midi, le port de  
Marseille pour le port de Durres,  
en Albanie, avec à son bord  
2 500 tonnes de colis alimen-  
taires, du matériel de télé-  
communication et douze ca-  
nions. Deux autres bateaux  
devraient appareiller dans les  
prochaines semaines pour ache-  
miner l'aide des organisations  
non gouvernementales françaises  
au Kosovo.

#### CLANDESTINS

Environ 800 immigrés clan-  
destins dont de nombreux réfu-  
giés kosovars ont été interceptés  
dans la nuit de lundi 26 à mardi  
27 avril sur les côtes des Pouilles  
(sud), a-t-on appris de sources  
policières. Lors de ces opérations,  
une petite embarcation utilisée  
pour le transport des clandestins  
a été saisie par les forces de  
l'ordre ainsi que 31 kilogrammes  
de hachisch, et deux passeurs  
albanais ont été arrêtés. - (AFP)

Bac +2  
**Osez le cinéma !  
et les métiers de l'image**

Assistant de réalisation, assistant de production,  
montage on-line et virtuel, effets spéciaux numériques

Diplôme national homologué par l'Etat  
2 années d'études + stage professionnel

**Documentation au 01 43 42 43 22**

150 من الأصل



Enfin la **RAISON.** La  
capacité d'évoluer et  
de répondre à ses  
problèmes aujourd'hui, aujourd'hui  
et demain.



orla  
 que  
 ces  
 née  
 aux  
 par-  
 ick,  
 Ly-  
 Des  
 vec  
 de  
 de-  
 ier-  
  
 net  
 de  
 ie.  
 ur-  
 ier  
 pte  
 de  
 nix-  
 ces  
 rer,  
 ve-  
 ns  
 le  
 pte  
 ar  
 de  
 sur  
 ly-  
 les  
 pas  
 ou  
 ru.  
 ser

**7-  
fs  
as  
te  
re  
le  
Si  
1-  
L-  
ie**

## NETWORKS OF CONFIDENCE

## Bulk

هكذا من الأصل



**CORSE** Le préfet de Corse, Bernard Bonnet, a été convoqué, mardi 27 avril, par le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement. Ils devaient évoquer l'incendie du restaurant de

Coti Chiavari (Corse-du-Sud) pour lequel trois gendarmes ont été mis en examen. Un lieutenant et un adjudant-chef du Groupe des pelotons de sécurité (GPS) ont été mis en exa-

men, lundi 26 avril, pour « destruction volontaire d'un bien appartenant à autrui par l'effet d'un incendie commis en bande organisée ». Le chef de la légion de gendarmerie de Corse, le colo-

nel Hervé Mazères, a été mis en examen pour « complicité ». Tous trois ont été inculpés. Le GPS est un groupement de gendarmes de 95 hommes créé en 1998. Chargé de missions dans

le domaine du renseignement, de l'antiterrorisme et de la protection rapprochée de personnalités, il était entré en conflit avec les services de police. (Lire aussi notre éditorial page 17)

## L'incarcération de trois gendarmes affaiblit l'action de l'Etat en Corse

Le préfet de région, Bernard Bonnet, a été convoqué par le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement. Il doit s'expliquer sur l'incendie d'un restaurant de plage du golfe d'Ajaccio, pour lequel le chef de la légion de gendarmerie de Corse et deux gendarmes ont été mis en examen

LA LÉGION de gendarmerie de Corse a perdu son chef. Au moins, provisoirement. Le colonel Henri Mazères a été mis en examen, lundi 26 avril, pour « complicité de destruction volontaire d'un bien appartenant à autrui par l'effet d'un incendie criminel du restaurant « Chez Francis » situé sur le golfe d'Ajaccio (Le Monde du 27 avril). Deux membres du groupe de pelotons de sécurité (GPS), un lieutenant et un adjudant-chef, présents sur les lieux au moment des faits dans la nuit du lundi 20 au mardi 21 avril, ont été mis en examen pour « destruction volontaire de bien ». Une information judiciaire a été ouverte par le procureur d'Ajaccio, Jacques Dallest, et confiée au juge d'instruction Patrice Cambérou.

Les trois hommes ont été écroués à la maison d'arrêt de Borgo (Haute-Corse), après que le parquet ait requis contre eux un

mandat de dépôt. Présent sur les lieux, le capitaine Ambrose, grièvement brûlé aux mains, aux jambes et à la tête lors de l'incendie, a été hospitalisé dans un service spécialisé à Toulouse (Haute-Garonne). Il devait être à son tour entendu et mis en examen dès que son état de santé le permettrait.

Les gendarmes ont demandé un délai pour préparer leur défense. Un débat contradictoire doit avoir lieu devant le juge d'instruction sur leur éventuel maintien en détention, vendredi 30 avril.

Dans un communiqué rendu public lundi, la direction générale de la gendarmerie nationale, confrontée « à des constatations susceptibles de mettre en cause deux officiers de gendarmerie », déclare vouloir « tout mettre en œuvre au service de l'autorité judiciaire pour élucider l'ensemble des faits délictueux liés à cette affaire ». Le général Lepetit, patron de l'inspection technique de la

gendarmerie, a été mis à la disposition du procureur d'Ajaccio. L'inspection technique est chargée de l'enquête conjointement à la section de recherche de la gendarmerie d'Ajaccio.

**CONTRADICTIONS** Selon les premiers éléments recueillis, la chronologie de l'affaire fait apparaître des contradictions dans les témoignages des gendarmes. Dans la nuit du lundi 20 au mardi 21 avril, le capitaine, le lieutenant et l'adjudant-chef étaient en planque à proximité de la paillette « Chez Francis » pour « une mission légère de surveillance », a expliqué lundi, avant sa garde à vue, le colonel Mazères. Surpris par l'incendie, ils auraient alors pris peur, et se seraient enfuis en abandonnant sur place une cagoule maculée de sang et un talon-walkie. Ce sont ces deux indices, trouvés avec le simple message manuscrit « Balance des fils » visant le propriétaire de la

paillette, qui ont permis aux enquêteurs, les gendarmes de Pietrosella, de remonter jusqu'à leurs collègues.

Cette version se heurte toutefois à l'explication fournie dans un premier temps par les gendarmes. Mercredi 22 avril, les enquêteurs avaient prévenu le parquet d'Ajaccio de la découverte du talon-walkie. Rapidement interrogé, l'un des trois gendarmes mis en cause avait alors indiqué que ce matériel avait été égaré le week-end précédent dans un lieu difficilement accessible sur les hauteurs d'Ajaccio. Il déclarait alors que le talon-walkie avait été apporté sur place par une personne malveillante afin de mettre en difficulté la gendarmerie.

Vendredi 23 avril, le parquet d'Ajaccio avait saisi l'inspection technique de la gendarmerie. Équivalent de l'inspection générale de la police nationale, elle est chargée de conduire les enquêtes internes sur les dysfonctionne-

ments dans les services. Elle s'était rendue d'abord à Toulouse, pour entendre le capitaine Ambrose, puis elle avait recueilli en Corse la version des deux autres gendarmes.

**UN INCENDIE, LA PEUR, LA FUITE** A ce moment-là, les trois dépositions concordait : ils évoquaient tous une surveillance tournant mal, un incendie, la peur, la fuite. Aujourd'hui encore, aucun des trois gendarmes ne reconnaît une quelconque participation à l'incendie du restaurant de plage.

A ces contradictions, dont une source judiciaire précise qu'elles sont « loin d'être éclaircies », s'ajoutent des questions pour l'instant, sans réponse. Pourquoi les gendarmes se sont-ils enfuis, et n'ont-ils rien signalé de leur équipée ? Ils n'ont même pas pris la peine d'alerter les pompiers. C'est un pêcheur qui s'en est chargé. Sur ordre de qui effectuaient

ils leur mission de surveillance ? Le colonel Mazères, en confirmant, dès lundi 26 avril, la réalité de cette mission a endossé une part des responsabilités qui lui a valu sa mise en examen pour « complicité ».

Bernard Bonnet, le préfet de la région Corse, s'est rendu à Paris, mardi 27 avril. Il devait être reçu en fin de matinée, place Beauvau, par Jean-Pierre Chevènement, le ministre de l'intérieur. Le préfet de région doit notamment s'expliquer sur le rapport de ses services remis la semaine dernière sur cette affaire.

Me Antoine Sollacaro, le bâtonnier de l'ordre des avocats d'Ajaccio, qui assure la défense du propriétaire de la paillette « Chez Francis », Yves Féraud, a d'ores et déjà réclamé sa démission. Le préfet avait ordonné la destruction de l'établissement en infraction avec la loi sur le littoral. M. Féraud avait pris un engagement écrit, le 10 avril, promettant de démolir son restaurant avant le 30 octobre 1999. Il se serait ainsi mis en conformité avec la décision de justice rendue le 4 mai 1995.

Le préfet de région risque de porter une responsabilité importante dans l'affaire, même s'il n'est pas, à ce jour, directement mis en cause. Bernard Bonnet avait été l'un des promoteurs des groupes de pelotons de sécurité (GPS). Il s'est largement appuyé sur les gendarmes dans ses efforts pour rétablir l'état de droit en Corse, au détriment des forces de police, chargées de l'enquête sur l'assassinat de son prédécesseur Claude Erignac, le 6 février 1998. Certains responsables policiers en avaient pris ombrage, accusant le préfet de région de court-circuiter systématiquement la police et le ministère de l'intérieur en faveur des gendarmes et de l'hôtel Matignon.

**Pascal Ceaux et Jacques Follorou (avec Michel Codacci-Pisanelli)**

## Le bâtonnier d'Ajaccio demande la démission de Bernard Bonnet

L'ANNONCE de la mise en examen et du placement en détention du commandant de la légion de gendarmerie de Corse et de deux gendarmes a provoqué une vive polémique sur l'île. Le bâtonnier de l'ordre des avocats d'Ajaccio, M. Antoine Sollacaro, a ainsi réagi, lundi 26 avril, la démission du préfet de région, Bernard Bonnet. « Les gendarmes sont placés sous l'autorité directe du préfet et Bernard Bonnet doit donc démissionner après l'implication de plusieurs officiers dans l'incendie criminel qui a détruit le restaurant », a estimé M. Antoine Sollacaro, par ailleurs avocat d'Yves Féraud, propriétaire de la paillette incendiée.

« Je peux difficilement imaginer que le colonel Henri Mazères ait pu agir sans instruction, ou du moins sans en avoir référé au préfet Bonnet, sous l'autorité duquel il est placé », a ajouté l'avocat. Si tel devait être le cas, M. Bonnet devrait être mis en examen pour complicité par fourniture de moyens et par instructions. M. Bonnet n'est pas au-dessus des lois. Le bâtonnier avait déjà mis en cause le préfet de région, le 13 janvier, provoquant un incident protocolaire lors de l'audience solennelle de rentrée du tribunal d'Ajaccio. Bernard Bonnet avait ainsi quitté la salle

après que M. Sollacaro s'en était pris directement à lui en critiquant les modalités de mise en œuvre de l'état de droit dans l'île.

Les dernières déclarations du bâtonnier ont provoqué la colère du corps préfectoral, qui a exprimé, mardi 27 avril, sa solidarité avec Bernard Bonnet, en dénonçant « les attaques scandaleuses dont il est victime ». Dans un communiqué intitulé : « Trop, c'est trop », les fonctionnaires de la préfecture estiment que « le comble est atteint par une déclaration d'un avocat d'Ajaccio qui, au terme d'un raisonnement insistant, peut pousser à demander la démission du préfet. Cette initiative est odieuse et ridicule. » « La politique d'établissement de l'état de droit en Corse dérange manifestement. Ceux qui ont intérêt à ce qu'elle cesse sont prêts à tout. On le savait déjà. Ceux qui ont, conformément à la volonté du gouvernement, la charge de l'exécuter ne sont que plus déterminés à mener à bien la mission, sous les ordres de leur chef », conclut le communiqué.

Par ailleurs, le président des Amis de Jacques Chirac, Bernard Pons, a estimé, mardi 27 avril, que cette affaire qui touche « la gendarmerie, un des piliers de la République (...), ébranle obli-

gatoirement l'état ». « Si les faits qui sont rapportés ce matin sont exacts, il faut savoir qui est responsable et si l'état qui la sanctionne est immédiate et impartiale. Elle doit aller le plus haut possible, c'est-à-dire là où l'ordre a été donné », a affirmé le député RPR sur LCI, Bernard Pons à l'indiqué ne pas pouvoir « imaginer que des officiers de gendarmerie aient pris sur eux-mêmes de se livrer à une telle opération ».

Les organisations nationalistes corse n'ont également pas tardé à réagir. L'organisation nationaliste Accolta nazionalista corsa (ANC), a estimé, lundi, que dans cette affaire « tous les ingrédients d'un mini-Rainbow Warrior semblent réunis ». Cet incendie, « plus que trouble, (...) laisse entrevoir, si des éclaircissements ne sont pas apportés et si les craintes ne sont pas apaisées, la possible mise en place d'une stratégie de coups tordus », ajoute l'ANC dans un communiqué. L'Union du peuple corse (UPC-nationaliste) évoque, elle, « une minable opération barbouzarde ». « Cette affaire est symptomatique des dérives autoritaires sécuritaires et dangereuses pour la démocratie de l'état en Corse. Elle doit être condamnée avec force », estime encore l'UPC.

## Un an de controverses autour du rétablissement de l'état de droit

ce qu'il nommait déjà les « dans » politiques locaux.

Installé au palais Lantini, siège de la préfecture de région à Ajaccio, le préfet Bonnet a carte blanche pour mettre en place une équipe renforcée de hauts fonctionnaires, dans la préfecture comme à la tête des principales administrations locales de l'île. Il s'agit de mobiliser tous les efforts au service de l'état de droit. Le préfet, qui bénéficie d'un soutien sans faille des pouvoirs publics, s'appuie sur les travaux des nombreuses inspections (finances, affaires sociales, agriculture, industrie et commerce) détachées dans l'île. Cette remise en ordre passe par l'application rigoureuse des instruments étatiques classiques : contrôle budgétaire des collectivités locales, contrôle de légalité. Invoquant en la matière, le préfet Bonnet recourt en outre fréquemment à l'article 40 du code de procédure pénale, qui oblige tout fonctionnaire à signaler à la justice les faits entachés d'irrégularité.

La fermeté de son action provoque des crispations dans la classe politique insulaire. Notamment lorsque le préfet Bonnet demande, en mars 1998, la destruction partielle d'une extension de l'hôtel de l'Assemblée de Corse, dont une tour a été construite malgré l'annulation de plusieurs permis de construire. Ou quand, interrogé sur la date de son départ par les nationalistes du groupe Corsica Nazione, le 31 octobre à l'Assemblée de Corse, il répond : « Je partirai quand vos amis cesseront de racketter, quand vos amis cesseront d'assassiner dans les fêtes de village, quand vos amis cesseront de déposer des explosifs. »

● 6 février 1998 : le préfet de la région Corse, Claude Erignac, est assassiné à Ajaccio de plusieurs balles par deux tueurs non identifiés. L'enquête est confiée conjointement aux policiers du SRPJ d'Ajaccio et de la 6<sup>e</sup> division de la direction centrale de la police judiciaire (devenue depuis division nationale anti-terrorisme, DNAT). De leur côté, les gendarmes sont saisis, depuis le 6 septembre 1997, de l'enquête sur l'attaque de la gendarmerie de Pietrosella (Corse-du-Sud), où avait été dérobée l'arme qui a servi au crime.

● 1<sup>er</sup> février : Bernard Bonnet est nommé préfet de Corse.

● Avril 1998 : plusieurs enquêtes financières sont ouvertes par le parquet d'Ajaccio concernant notamment la gestion de la caisse régionale de développement de la Corse (Cade), ainsi que l'extension du port de Propriano, sur la base d'informations transmises à la justice par M. Bonnet.

● 1<sup>er</sup> mai : le directeur du SRPJ d'Ajaccio, Demetrios Dragaci est conduit à la démission à la suite d'un conflit avec le patron de la DNAT, Roger Marion, qui bénéficie du soutien du juge Jean-Louis Brugère. Avant de démissionner, le policier dénonçait, dans un courrier à ses hommes, « l'action de quelques sujets qui n'ont jamais cessé de tenter, à des fins strictement personnelles, de déstabiliser notre service ».

● 8 septembre : le procureur général de Bastia, Bernard Legras, déclare au Monde qu'il « se refuse à utiliser des procédures d'exception en Corse ». « Cette loi ne doit pas être le lieu d'une application dérogatoire du droit, assure-t-il. On ne pourra rétablir l'état de droit qu'en appliquant nous-même le droit ».

● 31 octobre : à l'Assemblée de Corse, le porte-parole du groupe Corsica Nazione, Paul Questana, prend violemment à partie le préfet Bonnet l'accusant de « safari contre les nationalistes ». « Quand comptez-vous partir ? », lui demande-t-il. « Je n'en ai pas le droit », répond-il.

● 22 juillet : l'ancien administrateur de la Caisse régionale du Crédit agricole et ancien député européen (RPR), François Musso, est mis en examen pour « abus de biens publics » et « détournement de fonds publics ».

● 27 juillet : création d'une unité d'élite de la gendarmerie en Corse, le groupe de peloton de sécurité (GPS).

● 8 septembre : le procureur général de Bastia, Bernard Legras, déclare au Monde qu'il « se refuse à utiliser des procédures d'exception en Corse ». « Cette loi ne doit pas être le lieu d'une application dérogatoire du droit, assure-t-il. On ne pourra rétablir l'état de droit qu'en appliquant nous-même le droit ».

● 16 décembre : le juge Jean-Pierre Niel, membre du « pôle financier » installé à la cour d'appel de Bastia, met en examen la caisse régionale du Crédit agricole, en tant que personne morale. Dix-sept personnes avaient déjà été mises en examen de ce dossier. Selon l'inspection des finances, une quarantaine de personnes ont bénéficié de prêts indûment attribués par la première banque de l'île.

● 30 décembre : Le Canard enchaîné et l'Est Républicain publient des extraits du rapport de synthèse concernant l'enquête sur la mort du préfet Erignac, remis, le 3 décembre, par le chef de la DNAT aux juges anti-terroristes. Selon ce document, les enquêteurs privilégient la piste dite « agricole ». Le parquet de Bastia ouvre une information judiciaire pour « violation du secret de l'instruction et recel ».

● 12 janvier 1999 : la veuve et les deux enfants du préfet Erignac défont le « remue-ménage » entre

policiers et juges et souhaitent que tous les services chargés de l'enquête « oublient leurs querelles et unissent leurs efforts ».

● 13 janvier : lors de l'audience solennelle de rentrée du tribunal d'Ajaccio, le préfet Bonnet quitte la salle en réaction au discours du bâtonnier Antoine Sollacaro qui mettait en cause l'impartialité de l'état en Corse.

● 14 janvier : le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, en visite en Corse, affirme que l'enquête sur l'assassinat du préfet Erignac est « une tâche sacrée ». « L'enquête progresse, dit-il, et je vous demande d'avoir confiance dans son succès, loin des polémiques subalternes et nuisibles ».

● 13 février : réagissant à des informations publiées dans plusieurs journaux et radios, le premier ministre, Lionel Jospin, assure qu'« aucune enquête parallèle à l'enquête judiciaire n'a été menée. Le préfet de Corse a transmis tous les renseignements utiles pour l'enquête qui ont pu être portés à sa connaissance ». Il annonce le même jour avoir reçu, du président de la commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS) un rapport assurant qu'« aucune demande d'interception n'a été formulée par la DGSE et d'autre part que celle provenant de la gendarmerie nationale ne corrobore pas les informations récemment parues ».

● 14 mars : au deuxième tour des élections à l'Assemblée territoriale corse, la liste indépendantiste Corsica Nazione, animée par A. Concolta indépendantiste, vitine légale du FLNC-Canal Historique, obtient 16,77 % des voix, meilleur score jamais atteint par une formation soutenant la lutte armée.

**28 papiers Informatiques Chez Duriez**

Papier pour imprimantes jet d'encre et laser • 80 à 240 gr • Couché glacé satiné ou mat • Métallisé • Papier d'art • Tôle de lin • Papier film • Transparent • Autocollant • Waterproof • Papier photo • Étiquettes • Transfert tee-shirt • Consommables informatiques.

**Duriez,**  
112 bd St-Germain - 75006 Paris

Erich Inciyan



**Nicolas Sarkozy a lancé sa campagne européenne à Paris en présence d'Edouard Balladur**

**Jacques Chirac répond ainsi aux dirigeants du RPR et de DL, qui souhaitent qu'il ne reçoive plus François Bayrou, chef de file de la liste UDF.**

formes de rendez-vous d'ici au 13 juin. Surtout, il considère que le message présidentiel lu, le 24 avril, devant les cadres du RPR est sans

François Bayrou, tête de la liste UDF, s'est félicité de la décision de M. Chirac, qui l'a trouvé « tout à fait juste et bienvenue ». « On a essayé de le mouiller dans une campagne électorale dans laquelle le président de la République, comme institution, n'a rien à faire. Il écarte les sollicitations qui avaient été faites, il se libère des problèmes électoraux, et je trouve qu'il fait très bien », a déclaré le député des Pyrénées-Atlantiques.

La décision de M. Chirac permet, en effet, au chef de file des centristes d'affirmer : « Le président de la République est une référence commune pour tous les partis de l'opposition. » Pas seulement, donc, pour le RPR et pour DL.

**Jean-Louis Saux**

Qu'au cours des derniers mois, le GPS et les sections de recherche des Renseignements généraux organisaient ainsi, sans le savoir, des filatures sur les mêmes militants nationalistes. Les dysfonctionnements entre services de l'État étaient tels qu'une personne surveillée dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat du préfet Erignac a pu retrouver sous son véhicule deux belles de repérages, l'une du GPS, l'autre des RG... Sans grave, lors de la fin d'une per-

du groupe soupçonné d'avoir organisé l'assassinat du préfet, les membres du GPS et les gendarmes eurent la surprise de constater, au pied d'un immeuble d'Ajaccio, qu'une équipe des RG était sur les traces du même homme. Les policiers ne s'aperçurent que plusieurs semaines plus tard. Au mois de novembre 1998, désolant que les gendarmes et le GPS effectuaient aussi des recherches, le directeur nationaliste, le président, chef file la branche radicale du mouvement indépendantiste, le patron de la DNAT Roger Marion décida d'interpellier brutalement M. Castella. Cette intervention eut pour conséquence, selon certains policiers, de permettre aux personnes visées par l'enquête de connaître l'avancée du travail des policiers et des gendarmes.

Par ailleurs, le GPS a effectué des missions dites « de prévention » sur la base de renseignements recueillis par la gendarmerie. De fait, ces actions ont souvent eu une connotation politique en visant des nationalistes corse. Ainsi, de retour de Paris, l'ancien chef du principal mouvement nationaliste corse, A. Cuncinola Nationalista, François Santoni, fut intercepté par le GPS à la sortie de l'aéroport de Figari (Corse-du-Sud). Le GPS pensait que le leader nationaliste était non seulement armé mais avait renoué, depuis sa remise en liberté, au mois de décembre 1998, des contacts politiques en vue de futures négociations. N'ayant aucune arme sur lui, François Santoni fut relâché.

Ce peloton fut également réquisitionné pour mener des opérations de surveillance de sites sensibles, de plus que des gendarmes, obéissant aux plus minutieuses attentats, ces derniers semaines, ont des lieux sensibles à être passés à partie par des nationaux libérés. Dans le même temps, certaines rumeurs faisaient état de «toutes rétrophoniques et de menées parallèles des gendarmes, en marge de l'enquête sur la mort du préfet. La publication d'éléments de ce sens dans plusieurs journaux avait conduit le premier ministre, Lionel Jospin, à démentir, le 13 février, l'existence de toute « enquête parallèle » en Corse.

Dans les actions de surveillance dont ils ont la charge, les membres du GPS n'ont pas le droit d'intervenir même s'ils sont témoins d'un acte malveillant. A en croire le colonel Henri Mazères, patron de la gendarmerie en Corse - aujourd'hui mis en examen dans l'affaire de l'incendie cendrier -, c'est dans ce cadre qu'évoluaient les trois membres du GPS, présents sur la plage de Cotti-Chiavari (Corse-du-Sud), dans la nuit du 19 au 20 avril.

**Jacques Follorou**

L'ÉTAT « pathétique » de la droite inspire les Verts. Tout au moins, à l'évidence, le regain observé, depuis deux semaines, dans le dévot d'optimisme, par la Haute-Colline, est d'inspiration verticiste. « Dany est en pleine forme, il a la pêche ! », confie le député national des Verts, lundi 26 avril, devant les 400 personnes réunies pour un meeting de campagne à Corbail-Essômes. Le ton est donné. Certes, le Kosovo continue d'occuper les esprits. « Nous sommes responsables parce que nous avons dit "oui" à l'intervention de l'OTAN », lance Daniel Cohn-Bendit, mais, assumer ses responsabilités, c'est s'écouler. »

Hollande veuille bien rencontrer notre tête de liste et accepter un vrai débat », assure-t-il.

À ce sujet, « Dany » a une « idée », qu'il appelle, pour rire, l'appel de Corbail, puisqu'il paraît qu'il faut lancer des appels en France. « Je trouve que la majorité plurielle devrait donner à la droite une leçon de démocratie. (...) Nous avons des listes différentes, mais nous ne sommes pas des adversaires. Je propose un meeting en commun - les socialistes, les communistes, les Verts -, puisque nous faisons un gouvernement ensemble. Nous dialoguerons en amis. »

Et de rêver. « Il y aurait M. Hol-

Le député européen défend une intervention des troupes au sol : « Si les Kosovars ne retournent pas dans leur pays avant l'été, ils n'y retourneront jamais. Toutes les grandes déportations de ce siècle nous l'ont montré. » Avant lui, J. Bannamias avait également fait entendre la petite musique serbe : « Le gouvernement doit se résoudre à accueillir enfin plusieurs milliers - et non plusieurs centaines - de réfugiés » et, aussi, « l'ensemble des déserteurs qui fuiraient l'armée serbe, même si la décision est difficile ».

Il y aurait  
M. Hollande  
ou, s'il croit devoir  
le faire représenter  
par Jospin,  
M. Jospin –  
et M. Hue »

Une parenthèse s'est fermée. A peine quelques semaines du 13 juin, il faut quand même parler de l'Europe, de la droite, du discours des « concurrents » de gauche et néanmoins « amis ». A Corbelli, les mots se permettent des incursions sur le terrain protégé de la « ruche plurielle ». « On a commencé notre campagne en août, on a bien fait. On a pu parler de l'Europe que nous désirions », annonce M. Bennahmias, avant de cloquer l'engagement « silencieux » de la « force tranquille » socialiste. « La liste PS est en campagne — c'est du moins ce qui se dit — et attend toujours que François

Hollande veut bien rencontrer les députés de la liste et accepter un vrai débat », assure-t-elle.

À ce sujet, « Dany » a « une idée », qu'il appelle, pour rire, l'appel de Corbél, puisqu'il paraît qu'il faut lancer des appels en France. « Je trouve que la majorité plurielle devrait donner à la droite une leçon de démocratie. (...) Nous avons des listes différentes, mais nous ne sommes pas des adversaires. Je propose un meeting en commun - les socialistes, les communistes, les Verts -, puisque nous faisons un gouvernement ensemble. Nous dialoguerons en amis. »

Et de rêver... « Il y aurait M. Hollande — ou, s'il croit devoir se faire représenter par Jospin, M. Jospin — et M. Hue. M. Hollande dominerait l'idéal-type de la liste socialiste, tout en se contraindre. Il expliquerait comment on peut être pro-européen avec Chevenement et fédéraliste-national sans être fédéraliste, mais pas tout à fait national (...), mais en étant pour une fédération des nations ou une nation des fédérations, puisqu'on comprend que cette notion est un "plus" face à la droite et républicaine, sans être vraiment le contraire du PS. On fédération totalement européenne... » « Dany » reprend son souffle : « On aurait, en tout cas, une position majoritaire, puisque le PS est le parti le plus fort. »

« On en saurait davantage, aussi, comme tout le monde sait, mais, maintenant, c'est différent... »

C'est à ce moment-là que la position intéressante d'un PC en mouvement et sur la triple parité de cette liste — hommes/femmes, ouvert/pas ouvert, pour la guerre/contre la guerre. Robert est au milieu du gué, sur une île : s'il avance, il se noie ; si'il recule, il se noie aussi. Donc, il ne bouge plus. Ce n'est plus la position bête et méchante contre l'Europe, c'est le mouvement qui ne bouge pas, l'ouverture dans la lenteur.

Face à tout cela, bien sûr, il y aurait les Verts, « leur position fédéraliste, leur vision de la cohésion sociale, sociologique et démocratique ». « Euray », Satisfait de son effort, le tête de liste conclut : « Je crois que si nous nous retrouvions, une seule fois, à Toulouse, à Nantes, à Toulon, nous aurions une démocratie d'avance. Vous vous rendez compte le ridicule pour Sarko [Nicolas Sarkozy] ou Bayrou ? Les têtes de liste des Verts se frotte les mains. « Dès ce soir. Je vais faire une petite lettre à François, à Robert... »

Ariane Chemin

## DÉPÊCHES

**■ SYNDICATS :** Maryse Dumas, membre du bureau confédéral de la CGT, chargée de l'action revendicative, souhaite que la seconde loi sur les 35 heures conduise à renégocier tous les accords dont certains volets seront devenus illégaux. « M<sup>me</sup> Dumas refuse « de laisser se prolonger une définition du travail effectif qui permette aux patrons de changer les modalités de calcul des pauses, des jours de congés ou de formation, et de ne pas abaisser la durée réelle du travail », elle veut en outre « empêcher l'arbitraire des entreprises dans l'attribution du temps de travail, pour que les durées minimales et maximales « oscillent le plus près possible des 35 heures », précise M<sup>me</sup> Dumas dans l'« Hebdo de la CGT ».

■ **CONSOMMATION** : la consommation des ménages en produits manufacturés a rebondi, en mars, gagnant, en données corrigées des variations saisonnières, 1,6 % après une baisse de 2,8 % en février. Sur un an, elle enregistre un gain de 6,3 %, selon les chiffres publiés, mardi 27 avril, par l'Insee. Elle croît de 3 % pour le premier trimestre.

**■ OUTRE-MER :** douze organisations indépendantistes de Guadeloupe, de Martinique et de Guyane ont fait part, lundi 26 avril, de leur volonté d'appeler l'électorat des trois départements français d'Amérique à boycotter les élections européennes du 13 juin.

**OSP** **VENTES PAR ADJUDICATION**  
Office Spécial de Publicité  
27 rue Louis Blanc 93003 LA PIERRE Cedex  
Tél. : 01.49.54.07.00 - Fax : 01.49.51.51.30

**LA VILLE DE PARIS vend LIBRE**  
sur surenchère du 1/10<sup>e</sup>, en la Chambre des Notaires de PARIS,  
12, avenue Victoria - **LE MARDI 11 MAI 1991 de 14h30**  
**64, RUE VIEILLE-DU-TEMPLE à PARIS 3<sup>ème</sup>**  
**UN LOGEMENT de 2 PIECES (39 m<sup>2</sup>)**  
**MISE A PRIX : 737.000 F**  
S'adr. à Maître BELLANGER, Notaire associé à PARIS (75001)  
14, Rue des Pyramides - Tél. : 01.44.71.37.35 - 01.44.71.37.71  
Visite le mercredi 5 mai 1991 de 13 heures à 15 heures

**LA VILLE DE PARIS vend LIBRES**  
en la Chambre des Notaires de PARIS, 12, avenue Victoria  
**Le MARDI 11 MAI 1999 à 14 heures 30**

**16. RUE SAINTE-ANASTASE à PARIS (8ème)**  
1 APPARTEMENT de 3 PIÈCES (31,4 m² env.),  
1 STUDIO à PARIS (8ème)

**6. RUE FRANCOU-MIRON PARIS (dème)**  
1 APPARTEMENT de 3 PIÈCES (68,6 m² env.),  
1 DUPLEX de 6 PIÈCES (124,7 m² env.)

**22-24. RUE JACOB à PARIS (6ème)**  
1 STUDIO (31,6 m² env.)

**31. RUE BONAPARTE à PARIS (6ème)**  
1 APPARTEMENT de 3 PIÈCES (83,9 m² env.)

Pour visites et renseignements s'adresser à : Maître BILLARGENT,  
Notaire associé à Paris (75001) 1 rue des Pyramides  
Tél : 01.44.71.37.35 - 01.44.71.37.71

**23. RUE JACOB à PARIS (6ème)**  
**2 PIECES** (7 et 14,9 m<sup>2</sup>) avec faculté de réunion des lots)  
 et 2 **CAVES** (0 et 6,2 m<sup>2</sup>)

**2. RUE DENIS à PARIS (6ème)**  
**1 APPARTEMENT** de 3 **PIECES** (139,7 m<sup>2</sup>) avec **CAVE** (12 m<sup>2</sup>)  
**2 PIECES** (1 et 1,8 m<sup>2</sup>), **1 APPARTEMENT** de 5 **PIECES** (153,3 m<sup>2</sup>)  
**2 STUDIOS** (13,1 et 18,1 m<sup>2</sup>) avec **CAVE** (9 m<sup>2</sup>) et **GARAGE** (15,5 m<sup>2</sup>)  
**2 DEBARRAS** (2 et 3,35 m<sup>2</sup>) avec faculté de réunion des 2 débarras)

**3. QUAI MALAQUAIS à PARIS (6ème)**  
**1 APPARTEMENT** de 3 **PIECES** (99,5 m<sup>2</sup>)

**29. RUE BONAPARTE à PARIS (6ème)**  
**1 APPARTEMENT** de 6 **PIECES** (162,5 m<sup>2</sup>), 2 **CHAMBRES** (6 m<sup>2</sup>)  
 avec **CAVE** (19,3 m<sup>2</sup>) et **D'habitation** de 3 **PIECES**  
 (58,7 m<sup>2</sup>) avec **CAVES** (deux de 5,7 m<sup>2</sup> et une de 6,4 m<sup>2</sup>  
 avec faculté de réunion des 3 pièces)

Pour visites et renseignements s'adresser à : Maître BOURGES,  
Notaire associé à PARIS (75008)77, bld Malesherbes - Tél : 01.44.90.14.14

هكذا من الأصل



سكزا من الأصل

## Les associations veillent sur la couverture maladie universelle

Les députés examinent le projet de loi apportant une assurance aux six millions d'exclus des régimes complémentaires sous la surveillance des organisations caritatives, particulièrement préoccupées par la présence des mutuelles et des assurances privées dans le dispositif

Les députés devaient commencer, mardi 27 avril, dans la soirée, l'examen du projet de loi sur la CMU, qui concernera quelque six millions de Français, parmi les plus démunis. Les associations caritatives ont une

fonction de vigie dans la mise au point de la réforme. Plaidant, depuis des années, pour que le dispositif soit mis en œuvre, elles ont surveillé de très près le travail gouvernemen-

tal et sont à l'origine de nombre d'amendements. Certaines de ces organisations estiment que le texte que les députés s'approprient à examiner, après avoir été amendé par la commission des affaires sociales de l'Assemblée, est en « recul » par

rapport au projet initial de Martine Aubry, ministre de la solidarité. La droite est embarquée par le projet de loi. Elle est favorable au principe de la réforme, mais critique la méthode du gouvernement. Un « DMOS »

- projet de loi portant diverses mesures d'ordre social - n'étant pas prévu, les services de M<sup>me</sup> Aubry ont inclus dans le texte des mesures « fourre-tout », sans lien avec la réforme, ce qui irrite de nombreux députés.

**TOUT AU LONG** de l'élaboration du projet de loi sur la couverture maladie universelle (CMU), les associations caritatives, régulièrement consultées, ont veillé au grain. Enthousiastes sur l'objectif affiché et réclamé depuis plusieurs années - garantir un meilleur accès aux soins pour les plus pauvres -, elles se sont comportées telles des sentinelles, veillant minutieusement aux modalités de sa mise en œuvre. Alors que les députés à l'Assemblée nationale commencent, mardi 27 avril, à examiner le projet, ces associations renouvellent les mises en garde et pointent du doigt plusieurs amendements adoptés par la commission des affaires sociales.

Ainsi, elles résistent à la proposition du rapporteur Jean-Claude Boulard (PS, Sarthe) d'asseoir à la table du futur conseil d'administration du fonds de solidarité de la CMU les mutuelles et les assurances privées. Elles soupçonnent ces organismes de vouloir res-

treindre les prestations. Et elles considèrent que le « droit d'option », qui doit permettre aux six millions de bénéficiaires potentiels de la CMU de choisir entre une caisse primaire d'assurance-maladie (CPAM), une mutuelle ou une assurance privée pour obtenir une couverture complémentaire, n'est plus assuré.

La CMU est un peu leur enfant. Des « notes de contribution » envoyées à l'ancien premier ministre, Alain Juppé, lorsqu'il avait travaillé à un projet similaire mais moins complet, aux tables rondes organisées au ministère de Martine Aubry, les associations caritatives ont largement participé à la rédaction du projet de loi. C'est d'ailleurs sous leur pression que le gouvernement de Lionel Jospin, qui pensait faire seulement appel aux mutuelles et aux assureurs, s'est résolu à associer les CPAM pour le volet complémentaire. Le contexte s'y prêtait. Les atterrissements des mutuelles avaient, en effet, fini par

inquiéter jusqu'à ATD Quart Monde et Médecins du monde, pourtant favorables, dans un premier temps, à l'entrée de ces nouveaux partenaires dans le dispositif.

### CAMPAGNE DE PUBLICITÉ

Ce sont encore les associations qui ont « nourri » la détermination des Verts et des communistes à proposer de relever de 3 500 francs (533,57 euros) à 3 800 francs (579,3 euros) le seuil de revenus mensuels ouvrant droit à la CMU. Cet amendement, d'abord adopté par la commission puis rejeté, devait revenir dans l'hémicycle. « En toute hypothèse, un seuil de ressources qui serait inférieur au minimum vieillesse et à l'allocation adulte handicapée, soit 3 540,41 francs, serait inacceptable, car il exclurait des milliers de personnes âgées et handicapées disposant de très faibles ressources », prévient, dans un communiqué publié lundi 26 avril, l'Union na-

tionale interfédérale des organismes privés sanitaires et sociaux (qui regroupe notamment ATD Quart Monde, la Croix-Rouge, Médecins du monde, Remède, la Fédération de l'entraide protestante, le Secours catholique et le Secours populaire. Celle-ci a listé une série de neuf « demandes prioritaires », dont plusieurs recoupent les préoccupations de Médecins sans frontières (MSF).

Particulièrement impliqué dans le dossier, MSF a multiplié les initiatives pour se faire entendre. L'association s'est récemment offerte une pleine page de publicité dans la presse pour interpeller M<sup>me</sup> Aubry. Intitulée « Lettre ouverte à Madame la ministre de l'emploi et de la solidarité », elle agitait à nouveau l'épouvantail de la « privatisation de l'accès aux soins », accusant le gouvernement de « commencer par les plus pauvres ». MSF édite par ailleurs, depuis décembre, un petit journal de huit pages, baptisé *Droits ouverts*, entiè-

rement consacré à la CMU. Dans le quatrième numéro, daté du mois d'avril, Jean-Michel Belorgey a été sollicité. L'ancien président socialiste de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale de 1988 à 1993, rapporteur de la loi sur le revenu minimum d'insertion (RMI), s'y livre à un vibrant plaidoyer en faveur de l'« assistance », prenant ainsi le contre-pied de Lionel Jospin qui a souvent déclaré vouloir « tourner le dos à l'assistance », jugée « stigmatisante ». « L'assistance est une des plus grandes choses qu'aient inventées la République (...). Mais les mots servent à se rassurer et qu'un certain nombre les ont joués à la baisse. Alors on a rebaptisé l'assistance "aide sociale" au moment où on trouvait qu'assistance, ça ne sonnait pas bien », déclare M. Belorgey.

Tout en saluant les « avancées sociales indéniables » de la CMU, MSF estime aujourd'hui que le texte, amendé par la commission des

affaires sociales, « représente un recul important par rapport au projet initial validé par le conseil des ministres ». L'association dénonce le fait que l'accès gratuit aux soins médicaux soit d'une durée variable selon les bénéficiaires. Un amendement du rapporteur Jean-Claude Boulard prévoit en effet une possibilité de prolongation des contrats, pendant un an, à des tarifs préférentiels, pour ceux qui auraient choisi une mutuelle ou une assurance et dont les revenus auraient progressé. Cette disposition ne concerne, a priori, pas les autres, qui se seront adressés à une caisse d'assurance-maladie. L'idée de M. Boulard d'instaurer une cotisation, même symbolique, est aussi mal perçue. Enfin MSF, comme les membres de l'Unipops, juge « inacceptable » l'absence de recours en cas de litige entre un bénéficiaire et les organismes complémentaires invités à participer à la CMU.

Isabelle Mandraud

### Les principales dispositions du texte

Le projet de loi sur la couverture maladie universelle (CMU), examiné en urgence par l'Assemblée nationale, mardi 27 avril, doit entrer en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2000.

● **Accès au régime de base.** Le texte instaure l'affiliation automatique et obligatoire, dès l'âge de seize ans, au régime de base de la Sécurité sociale. Aujourd'hui, 150 000 personnes en sont encore dépourvues.

● **Accès à une couverture complémentaire.** C'est le second volet du projet de loi : il prévoit l'accès à une couverture complémentaire quasi gratuite pour six millions de personnes qui n'en bénéficient pas. Le texte marque la fin de l'assurance personnelle, souscrite par 550 000 personnes, et de l'aide médicale gratuite gérée jusqu'ici par les départements.

● **Critères d'attribution.** Les bénéficiaires de la couverture maladie universelle doivent justifier d'un lieu de résidence - le siège d'une association suffit pour les sans-domicile-fixe. Le seuil de revenus pour bénéficier d'une couverture

complémentaire gratuite, dans l'esprit du projet, est fixé à 3 500 francs (533,57 euros) mensuels pour une personne isolée.

● **Coût du dispositif.** Le coût du projet est estimé à 9 milliards de francs (1,3 milliard d'euros). Après d'importants transferts financiers (les fonds départementaux sont recentralisés), la facture sera, à terme, pour l'Etat de 1,7 milliard de francs supplémentaires (près de 260 millions d'euros), selon les calculs de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale.

● **« Droit d'option ».** Les bénéficiaires de la CMU auront le choix entre une caisse primaire d'assurance-maladie, une mutuelle ou une assurance privée pour accéder à la couverture complémentaire. Ceux dont les revenus dépasseront le seuil pourront rester dans le dispositif un an de plus, à des conditions préférentielles. Un amendement du rapporteur Jean-Claude Boulard réserve cet avantage aux personnes qui auront opté pour une mutuelle ou une assurance privée.

● **Cotisations.** Le principe d'une cotisation « symbolique » - un droit d'entrée de 150 francs ou une contribution périodique de 30 francs - pour l'accès à la couverture complémentaire a été accepté en commission des affaires sociales.

● **Extension du tiers payant.** Un amendement de M. Boulard étend le tiers payant aux personnes qui s'engageront à consulter le même praticien.

**ATTENTION, DANGER !** La droite considère le projet de loi sur la couverture maladie universelle (CMU) comme un écueil. S'opposer à un texte dont le principe avait été annoncé par le gouvernement d'Alain Juppé, en novembre 1995, est risqué. Mais l'applaudir est impensable... A force de peser le pour et le contre, l'opposition RPR-UDF-DL a fini par se mettre d'accord sur cette position commune : « Favorable au principe, opposée à la méthode ! »

Jean-Louis Debré, vice-président du groupe RPR au Palais-Bourbon, lors d'un déjeuner de presse sur la CMU, le 14 avril. M. Debré était entouré notamment de Bernard Accoyer (RPR, Haute-Savoie), Jacques Barrot (UDF, Haute-Loire) et Jean-François Mattéi (DL, Bouches-du-Rhône), qui présenteront chacun une motion de procédure contre ce texte jugé « sympathique », « nécessaire », mais « dangereux ».

● **Nous allons basculer vers l'assistance.** a alerté M. Accoyer. La droite critique, au premier chef, le principe du seuil de revenus - 3 500 francs (533,57 euros) pour une personne isolée et jusqu'à 7 700 francs (1 173,85 euros) pour

un foyer de quatre personnes - pour bénéficier du dispositif. « Notre architecture était différente, a souligné, nostalgique, M. Barrot, ancien ministre des affaires sociales. En novembre 1995, Alain Juppé avait annoncé, dans son projet de réforme de la Sécurité sociale, la création de l'assurance-maladie universelle. La dissolution de 1997 a clos le dossier. « Il faut harmoniser et maintenir l'aide médicale gratuite pour les personnes les plus démunies ; au-delà, les Français ont droit à une assurance complémentaire financée par une aide personnalisée et progressive en fonction des revenus », préconise M. Barrot.

Le député de Haute-Loire juge que la CMU va déstabiliser les « gens modestes » dont les ressources se situent à la charnière du seuil fixé par le projet de loi de la ministre de la solidarité, Martine Aubry. « Il faut montrer qu'il y a une logique de solidarité et de responsabilité », ajoute M. Barrot, proche de Jacques Chirac. Le texte de M<sup>me</sup> Aubry prévoit que les personnes éligibles à la CMU ne paieront qu'une cotisation « symbolique ». « Ce texte est une trappe à pauvreté : il va dissuader les gens de gagner au-delà du seuil, qui devront dès lors payer leur couverture complémentaire », a renchéri M. Mattéi. Le nouveau dispositif ne règlera pas non plus, selon M. Barrot, les difficultés d'accès

aux soins des classes moyennes : « Un couple qui gagne 8 700 francs par mois avec deux enfants aura toujours les mêmes problèmes d'accès aux soins ! »

La droite dénonce également la « confusion des rôles » entre les caisses primaires d'assurance-maladie (CPAM), les mutuelles et les assurances auxquelles les bénéficiaires de la CMU pourront indifféremment s'adresser pour leur assurance complémentaire. L'opposition parle que les personnes éligibles à la CMU doivent être intégralement prises en charge par les CPAM. M. Mattéi juge qu'il y a « concurrence déloyale ». « C'est le passage de la Sécurité sociale à un système à deux vitesses. La CMU, c'est le Médic Aid américain ! », poursuit M. Accoyer, médecin, en faisant allusion au système fédéral d'assurance-maladie des plus démunis en vigueur aux Etats-Unis, accordée en fonction des revenus.

### TEXTE ALTERNATIF AU SÉNAT

Le député de Haute-Savoie compte aussi démontrer l'« effet considérable » de la CMU sur le budget de l'Etat. Jean-Claude Boulard (PS, Sarthe), rapporteur de la commission des affaires sociales, a calculé que la « charge nette » supplémentaire pour l'Etat, de 1,2 milliard de francs (près de 260 millions d'euros) (Le Monde du 22 avril). « C'est une campagne de « com' », dénonce M. Accoyer qui évalue, lui, le « surcoût » entre « huit et onze milliards de francs ».

### Menace sur les primes d'assurance

S'il ne conteste pas la nécessité d'une couverture maladie universelle, le Mouvement des entreprises de France (Medef, ex-CNPF) s'oppose au mode de financement actuel du projet. Pour le président du groupe de propositions et d'actions protection sociale au Medef (ex-CNPF), Georges Jollès, il faut financer la couverture maladie universelle par des économies sur le système de santé : « Si, dans notre pays, il y a autant de personnes qui ne peuvent pas se soigner, c'est parce que nous avons le système de santé le plus coûteux, et l'un de ceux qui rembourse le plus mal », analyse M. Jollès, dans un entretien aux Echos du 27 avril. « Pour le Medef, il faut améliorer le fonctionnement du système de soins pour réduire les prélèvements, mieux rembourser, et surtout, combattre les exclusions. C'est ce traitement structurel de l'exclusion que nous préférons », ajoute M. Jollès, qui prévoit une hausse des primes d'assurance pour compenser le surcoût de la CMU supporté par les assureurs complémentaires.

« Le rapporteur se base sur un coût de prise en charge de 1 500 francs par personne et par an. Or, en Haute-Savoie, où la population est plutôt jeune, l'aide médicale gratuite représente déjà un coût annuel de 1 920 francs par individu, et la carte solidarité-santé, 2 200 francs... », note le maire d'Annecy-le-Vieux.

Opposée à la CMU, la droite n'entend pas, toutefois, entrer dans le détail. Aucun amendement ne devrait être défendu au nom de « mesures d'urgence » ou d'amendements « de circonstance » : la commission pour dénoncer les « effets pervers » du projet de loi. « Il est difficile de compiler un texte quand la copie est très contestable ! », justifie M. Barrot. M. Mattéi se montre plus pragmatique. « On sort d'une discussion très longue sur les sujets de société, explique-t-il, en évoquant le débat sur le pacte civil de solidarité. On a vu les effets pervers... Cette fois-ci, en cinq ou six heures, nous souhaitons développer nos propositions. »

● **Nous allons montrer une philosophie différente.** ajoute Roselyne Bachelot (RPR, Maine-et-Loire).

Aux députés la philosophie, aux sénateurs de « mettre les mains dans le cambouis ». « Puisqu'ils sont majoritaires », ce sont eux qui auront la tâche, moins populaire, de proposer un texte alternatif.

Clarisse Faivre

## La droite veut une réforme, mais critique le gouvernement

SIX PETITS articles sèment la discorde. Regroupés sous le titre « modernisation sanitaire et sociale », ils n'ont pas grand-chose à voir, bien qu'ils soient accolés au texte, avec le « grand projet social » du gouvernement consacré à la couverture maladie universelle (CMU). Députée de ne pas avoir obtenu une fenêtre parlementaire pour débattre d'une loi portant sur diverses mesures d'ordre social (DMOS) qui lui aurait permis de régler quelques problèmes en attente, la ministre de la solidarité, Martine Aubry, a décidé d'utiliser la CMU.

A droite comme à gauche, les députés n'ont pas apprécié l'inclusion de ces articles « fourre-tout » et l'ont fait savoir. Ainsi, sur les 220 amendements examinés en commission des affaires sociales, 60 concernaient ce chapitre et, parmi les 63 propositions adoptées, un bon tiers traite de ces articles consacrés à la réforme des consultations de dépistage du virus du sida, à la formation des infirmiers du secteur psychiatrique, ou bien encore à la diffusion des informations médicales.

Le texte ayant été présenté de la sorte depuis le départ, au conseil des ministres comme devant le Conseil d'Etat, la manœuvre est techniquement irréprochable. Le gouvernement n'a pas commis l'er-

reur de Philippe Seguin, qui avait tenté, au cours d'un débat, d'introduire des dispositions sans rapport avec la loi discutée (lire ci-dessous). Mais sur le fond, les députés ont le sentiment de s'être fait forcer la main. En effet, ceux qui voudraient approuver la CMU mais pas les autres dispositions ne le pourront pas : la règle veut qu'il y ait un vote unique sur l'ensemble du texte. La nomination d'Alfred Recours (PS, Eure), rapporteur spécial, n'y change rien.

Du coup, lors de l'examen du projet par la commission des affaires sociales, les remarques aigriettes ont fusé. C'est un « amalgame scandaleux », s'est insurgé

Jean-François Mattéi (DL, Bouches-du-Rhône), en soulignant « la situation impossible à laquelle sont confrontés les parlementaires ». « La solution retenue par le gouvernement va brouiller le débat sur la CMU », s'est plainte Jacqueline Frayssé (PCF, Haute-de-Seine). Même le président socialiste de la commission, Jean Le Garrec, a assuré qu'il avait tout fait pour éviter, sans succès. « Les six articles constituent en quelque sorte un « mini-DMOS ». Il ne faut donc pas rechercher une quelconque logique entre les différentes dispositions concernées », a reconnu M. Recours. Pas très convaincu lui-même, le rapporteur a pourtant

rajouté, en introduisant de nouvelles mesures sur le statut des médecins titulaires de diplômes étrangers obtenus en dehors de l'Union européenne et sur la formation des personnels hospitaliers.

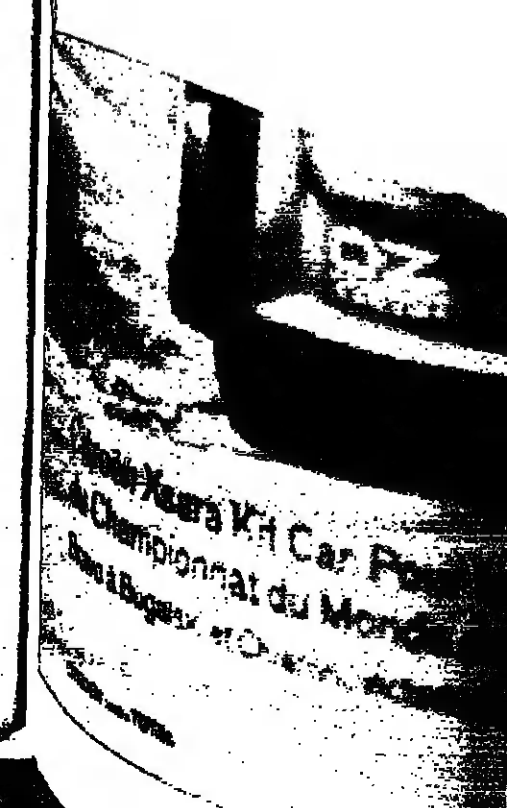
### ARTICLE LIBERTICIDE

« On ne pouvait pas faire autrement. Certaines dispositions doivent être réglées sans attendre », soit pour combler un vide, soit pour des raisons de mise en conformité avec la réglementation européenne, plaide l'entourage de M<sup>me</sup> Aubry. L'article 33, consacré aux conditions d'utilisation de la future carte de « Sécu » Sesam-Vitale 2, est ainsi justifié : « L'intervention du législateur est nécessaire, compte tenu de l'annulation par le Conseil d'Etat des dispositions. » Pour des raisons identiques, les conventions médicales passées en 1997 entre l'assurance-maladie avec un syndicat de médecins généralistes et un syndicat de médecins spécialistes, dans la foulée des ordonnances Juppé, doivent être validées (article 36). Autrement, les actes médicaux pris et remboursés durant cette période deviendraient caduques.

Au passage, redonnant une prochaine annulation par le Conseil d'Etat, le gouvernement avait prévu, « à titre préventif », de verrouiller par la loi la nouvelle convention conclue avec les praticiens généra-

### La manœuvre ratée de M. Séguin il y a douze ans

Le gouvernement peut-il soumettre au Parlement un projet de loi comportant des dispositions sans rapport avec l'objet principal du texte ? Il lui est, en tout cas, interdit de déposer un amendement qui serait la reprise déguisée d'un autre projet de loi. Une telle procédure avait en effet été jugée contraire à la Loi fondamentale par le Conseil constitutionnel, le 23 janvier 1987. Quelques semaines auparavant, Philippe Seguin, alors ministre des affaires sociales et de l'emploi dans le gouvernement de Jacques Chirac, avait obtenu du Parlement, qui examinait un projet de loi portant diverses mesures d'ordre social, le vote d'un amendement reprenant le texte d'une ordonnance sur l'aménagement du temps de travail, que le président de la République, François Mitterrand, avait refusé de signer. L'annulation de ce projet par le Conseil constitutionnel avait contraint M. Séguin à présenter un nouveau projet de loi au conseil des ministres du 18 mars 1987.





1552

هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

12

## RÉGIONS

LE JOURNAL / MERCREDI 28 AVRIL 1998

### Les nouvelles pistes de Satolas inquiètent les riverains

Le développement prévisible de l'aéroport de Lyon, qui vise à devenir « la seconde porte d'entrée en France », suscite des craintes dans les communes voisines. De très nombreux permis de construire ont été accordés dans les zones pourtant réservées, dès 1970, à l'extension des infrastructures

**LYON**  
de notre correspondant régional  
Le projet d'extension de l'aéroport de Lyon-Satolas fait du bruit. Avec 100 000 vols commerciaux enregistrés en 1998, la plate-forme aéroportuaire de la région Rhône-Alpes, ouverte au trafic en 1975, dérange. Depuis plusieurs mois, les riverains de l'aéroport, partie des élus sur le pied de guerre et campent sur leurs revendications : la fermeture de Satolas la nuit, la réduction de la pollution et la création d'un observatoire de surveillance du bruit et des trajectoires des avions. Ces opposants craignent que l'aéroport, qui occupe actuellement 1 100 hectares, ne déborde très vite les hectares de réserves foncières qui l'entourent.

Cet espace constitue l'atout majeur de Satolas pour les vingt-trente prochaines années, concède Guy Mahler, le président de la chambre de commerce d'industrie de Lyon, concessionnaire de l'aéroport. Mais la création d'une troisième piste ne s'imposera que lorsque le nombre des passagers approchera les 10 mil-

lions par an. Cet objectif pourrait être atteint dès les années 2005-2006, selon la chambre de commerce et d'industrie (CCI). La croissance du trafic poursuit au rythme annuel de 6 %.

Cette perspective jugée « irréaliste » par les membres de l'Association contre l'extension et les nuisances de l'aéroport de Satolas (Acenas) mais aussi par un rapport d'expertise demandé par la délégation à l'aménagement du territoire et l'action régionale (Datari). Celui-ci souligne « les

grandes incertitudes » qui pèsent sur l'augmentation du trafic de cet aéroport à vocation essentiellement « euro-régionale ».

#### DESTINATIONS

Mais la rapide montée en puissance du hub (plate-forme de correspondances) mis en place par la compagnie Air France il y a un an a déjà accru très sensiblement le nombre des passagers en correspondance ainsi que l'offre de vols : soixante et onze destinations dont quarante internatio-

nales. Mais ce qui va surtout multiplier le nombre des atterrissages, ce sont les décollages d'avions dont la capacité moyenne n'excède pas cinquante passagers. Cette spécificité de Satolas peut rendre nécessaire, plus rapidement que prévu, la construction d'une troisième piste.

Les experts montrent très prudents. Ils estiment qu'à l'horizon 2015 le trafic global sur cet aéroport devrait se situer à une fourchette comprise entre 12 et 16 millions de passagers, entre 16 et 20 millions pour 2030. Certes, le nombre des mouvements d'appareils devrait s'envoler, mais la croissance du trafic passagers n'excèdera pas les 2 % à 3 %, pronostique l'auteur du rapport commandé par la Datari, François Plassard, directeur de recherches au CNRS : « La construction de deux pistes supplémentaires relève pas d'une décision urgente et elle laisse le temps de mener une véritable procédure de concertation avec les riverains », conclut le rapporteur.

Toutefois, le préfet de la région Rhône-Alpes, Michel Besse, le ministre des transports,

Jean-Claude Gayssot, pour qu'il signe rapidement le projet de modification de l'avant-projet de plan d'alignement (APP) de l'aéroport de Lyon-Satolas. « L'APP permet de sauvegarder le moyen terme et le très long terme des potentialités de la plate-forme. Mais cela vaut pas autorisation pour créer de nouvelles pistes. Personne n'a aujourd'hui la certitude que le besoin existe », prévient M. Besse. L'objectif d'abord de garder intact l'espace réservé pour l'extension future de l'aéroport.

En effet, au cours des vingt dernières années, les réserves foncières incluses dans l'APP de 1970 ont été sérieusement écorchées : cent quarante permis de construire ont été délivrés par plusieurs communes proches de l'aéroport, en totale légalité, dans

des zones pourtant interdites à la construction en raison de leur exposition au bruit ou du survol des avions. Une situation pour le moins absurde qui met en évidence de graves dysfonctionnements administratifs.

#### DES MYTHES

« Recherchons moins les responsabilités que les possibilités d'indemnisation », demande aujourd'hui le président de la CCI, M. Mahler, ne souhaite pas que le développement de l'aéroport ralentisse la mobilisation des opposants aux troisième et quatrième pistes. Pour lui, les atouts de Satolas sont énormes : « Notre ambition est très clairement de constituer la seconde porte d'entrée en France après Paris, le grand aéroport dont Lyon, le sud-est de la France et les régions frontalières (Genève, Turin) auront besoin, et de devenir la seconde plate-forme de correspondance de la compagnie nationale (Air France) ». Il exclut que Satolas devienne un jour le « troisième aéroport parisien ». La piste qui couvrira entre Lyon et les sites de la capitale - actuellement de deux heures en TGV - est, selon lui, trop « dissuasive ».

« Satolas a vécu sur un certain nombre de mythes pour son développement, qu'il s'agisse de la saturation de Genève ou des autres grands aéroports européens, de devenir comme troisième aéroport parisien, met en garde le rapport de la Datari. Il ne faudrait pas que naisse un nouveau mythe : n'est pas parce qu'il dispose de réserves foncières importantes que Satolas doit pratiquer une politique de développement dans toutes les directions ».

Quant à la présidente de l'Acenas, Evelynne Lavezzari, elle dénonce la « logique d'entreprise » du développement de l'aéroport et sa volonté de « gérer le ciel » au détriment de ses deux cent vingt mille riverains, répartis dans quarante-deux communes. L'association sera reçue, mercredi 11 avril, par le ministre des transports.

Claude Francillon

### Des élus midi-pyrénéens manifestent en voiture pour réclamer des routes

**TOULOUSE**  
de notre correspondant régional  
« Le problème, c'est que tout le monde se situe dans l'exception », a déclaré la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, Dominique Voynet, en visitant les travaux de la préparation des plans Etat-région, lundi 26 mai, en Midi-Pyrénées. L'exception, ici, concerne les communications routières - autoroutes, 2x2 voies ou rocades - dont la région, la plus pauvre de France, s'estime servie. La plupart des élus demandent à l'Etat de consentir un véritable « plan Ordonnance » pour le développement de la Midi-Pyrénées, chacun des huit départements considérant, d'ailleurs, une exception plus prioritaire que les autres. Un chiffre illustre l'avalanche : les demandes s'élèvent à 8,3 milliards de francs (1,26 milliard d'euros). Or, lors du précédent exercice de plan, les travaux routiers ont déjà coûté 3,7 milliards de francs. Les fonds de la Voynet à ce jour rappellent chacun à la hiérarchisation des projets en fonction de leur utilité sociale.

Les élus du sud du département du Tarn, réunis par les conseils consultatifs de la plupart des chefs d'entreprise, avaient organisé, le même jour, une manifestation routière d'un nouveau genre : quatre véhicules environ partis de Castres et cortège jusqu'à la capitale régionale, Toulouse, où ils ont provoqué un beau charivari. Les maires de Castres, Mazamet et quatorze communes du district ont convaincu que, sans amélioration qualitative de leur réseau routier, le deuxième d'emploi de la région sacrifié, la fracture territoriale s'agrandira et

le déclin s'avèrera durable. Le sud du Tarn réclame donc le passage à 2x2 voies des liaisons Castres-Toulouse, Albi-Castres, ainsi qu'un axe européen reliant l'A 61 (Toulouse-Carcassonne) et l'A 68 (Toulouse-Albi).

M. Voynet, qui refuse de « faire un dossier au-dessus de la pile en raison d'une manifestation », que « toute clientéliste », leur a répondu, impavide : « Aux élus de démontrer leurs projets de nouvelles infrastructures routières nécessaires du point de vue des objectifs du gouvernement : l'emploi, la cohésion sociale, territoriale et le développement durable ».

Jean-Paul Besse

#### DÉPÊCHE

**ARDECHE** : le tribunal de grande instance de Privas (Ardeche) a ordonné, lundi 11 avril, le rétablissement de l'alimentation en eau dans les quarante-huit heures à une vingtaine d'abonnés ardéchois qui en sont privés pour avoir refusé de payer leurs factures, les jugeant trop élevées. Depuis plus de six ans, plus de six abonnés Ardéchois refusent de régler leurs factures à l'exploitant du réseau, la Compagnie des services et d'environnement (CISE), filiale Bouygues. Regroupés au sein d'une association, ils ont versé l'équivalent du montant de leurs factures depuis 1992 sur un compte bloqué chez un huissier. En début de semaine dernière, la CISE, qui avait mis en demeure plusieurs contrevenants de régler leur facture, a, le 11 avril, a procédé aux premières coupures d'eau.



Le coupé BMW Série 3

4m48, 1475 kilos.

canons de la beauté

encore évolué.

A PARTIR DU 22 AVRIL CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE



re post

## A DEMAIN...

هكذا من الأصل







## HORIZONS

REPORTAGE

# Réfugiés à Stankovac, jusqu'à quand ?

**Edifié dans l'urgence, début avril, le camp macédonien de Stankovac abrite quinze mille réfugiés kosovars. Tous s'organisent pour longtemps : école, terrain de sport et petits trafics. Le premier mariage y sera célébré cette semaine**

**I**l transperce les deux épaisseurs de toile la tente B du camp de Stankovac, Jabi s'en va. Il est tiré du sommeil dès le petit jour par le froid qui joue les réveille-matin. Au nord de Skopje, la Macédoine, les montagnes sont toutes proches et souvent il pleut glace les abris fragiles.

Chassé de nuit, Jabi s'en va alors marcher. Le camp de Stankovac a été édifié dans l'urgence, début avril, par les Français au milieu de collines qui gromment l'impression d'entassement, même si 15 000 personnes se pressent désormais sur la superficie d'un petit village. Jabi emprunte les marches taillées grossièrement dans la terre pour franchir le talus qui le sépare de la route tracée par les engins de l'OTAN. Une trentaine de mètres de la tente 18, puis descend en pente douce vers la « place » de Stankovac. C'est là que se trouvent les tentes de l'organisation australienne Care, qui assure la gestion du camp depuis le départ des militaires. Jabi passe jusque-là, ou bien s'arrête un peu avant pour remplir aux robinets installés depuis bientôt un an une bonbonne de plastique blanc qu'il ramènera à la tente. Un lit de pierres a été aménagé à cet endroit pour que le point d'eau ne se transforme pas en borborygme quand on vient faire la lessive.

Jabi Horba est arrivé le 4 avril à Stankovac. Il a cinquante-six ans. Il y a encore quelques semaines, il enseignait la physique à l'université de Pristina. Jabi a fuit sa maison le 30 mars. Il a passé six jours chez un cousin avant de quitter la ville. Il n'a été retenu qu'une seule nuit au poste-frontière de Blace. Lorsqu'il est arrivé avec sa femme, ses deux fils et deux jeunes filles dans la zone B du camp de Stan-

kovac, en compagnie de sa femme Dhurata, qui a beaucoup pleuré à Stankovac. Lorsque les deux enfants ont quitté Pristina, ils étaient âgés de six ans. Jabi avait quitté la maison où tout le monde s'était réfugié pour aller chercher une lampe à gaz, mais elles n'étaient jamais revenues.

Dans la tente 18 de la zone B, la femme de Jabi, Igballe, range la nourriture à droite et les vêtements à gauche, tout près de l'entrée. La tente fait environ 12 mètres de long et est divisée en deux sections grossières. A Pristina, Igballe

nance dans les quatre années les réfugiés responsables de leurs répartissent les stocks selon les quantités et les besoins. A l'échelle du camp de Bracka et de ses quatre mille personnes, une distribution d'aliments peut tourner rapidement au cauchemar, moins à Stankovac.

À son départ, les réfugiés se sont nourris de pain de soldats, qui a conduit à la mort de nombreux réfugiés. Le commandant Amauld Belynyck raconte que la population du camp avait été estimée dans les premiers jours à 8 000 personnes mais que le nombre de réfugiés a vite fait comprendre que les réfu-

giés pendant deux semaines. Bardha, la fille de la famille Rustemi, également hébergée dans la tente 18, a rapidement intégré les équipes de recensement mises en place par l'ONU (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) à Stankovac, avant de partir en France. Bujar a dix-neuf ans et Bardha vingt et un. Ils parlent anglais tous les deux, ce qui n'est pas le cas de leurs parents. Skender, un ami de Bujar, parle lui aussi l'anglais. Il est pressé en permanence par son père de faire quelque chose, afin de partir du camp pour un pays d'accueil. Avec l'exode et la déportation dans ce camp d'où on ne sort pas,

sitaire haute taille, courtis et mesuré, luttant à peine pour une cigarette à Blace. Lui faisait même, un animal dit-il, mais il a eu moins honte pour lui que pour son père.

Bujar a souvent retourné au camp de distribution pour parler à son ancienne équipe, pour jouer au cache-cache ou pour boire du thé. On plaisait sur la promiscuité imposée par les circonstances, et on plaignait les hommes mariés qui dormaient auprès de leurs épouses en famille avec des gens qu'ils ne connaissaient pas avant d'arriver à Stankovac. Un camarade de Bujar a surpris un couple dans une tente inoccupée en réserve de couvertures. Il venait voir l'endroit pouvait accueillir le flux des nouveaux arrivants. Embarrassé, il a pris quelques cigarettes pour donner une cigarette pendant que l'homme et la femme se rhabillaient en silence.

Lorsqu'il était responsable de la zone B, Bujar a été interrogé sur le fait de savoir s'il devait évoquer la question des préservatifs avec ses amis. Allen, le responsable australien du camp, mais il a renoncé devant la

des cigarettes enroulées en douce s'élève, en effet, au double de celui qui est pratiqué à Skopje, à moins de 10 kilomètres de là. Le quotidien *Fakti* a consacré sa « une », le 21 avril, au « scandale des cigarettes ». Les militaires de profiter de l'occasion pour faire de l'argent en prélevant une commission sur les ventes. Les militaires en feraient même avec la vente de certains produits stupéfiants.

**C**'EST d'ailleurs pour lutter contre la tension que l'administration du camp a décidé d'utiliser de vieux kiosques, autrefois érigés dans les rues de Skopje, où on achètera quelques cigarettes et quelques bricoles dont l'absence justifie les trafics. Ils ont été installés sur la « place », confirmant son statut de centre névralgique du camp. C'est sur la « place » qu'est tracé un terrain de volley-ball. C'est sur la « place » que l'on fait la queue pour pouvoir s'inscrire sur les listes de demandeurs d'appel téléphonique par satellite, appels qui ont lieu le lendemain, après une nuit identique.



HAZIR REKANEUTERS

**Les journées, identiques, se confondent**

kovac, il a retrouvé une famille d'amis, les Rustemi. Un soldat français, Alain, achevait de monter la tente 18, qui devait accueillir au moins dix personnes. Ils se sont installés.

Il n'y a rien à faire à Stankovac. Jabi marche un peu mais il ne va jamais très loin car on ne peut pas sortir du périmètre du camp. Les soldats macédoniens montent la garde à l'entrée du camp, le chemin qui en constitue la principale voie d'accès et le long de la clôture grillagée. Il y a du barbelé qui court du camp jusqu'aux dernières tentes installées au pied des collines. Les réfugiés recueillis par les Français à Skopje ou dans les environs peuvent parfois rendre visite à leurs parents internés à Stankovac ou laisser leur carte de réfugiés au poste d'entrée où veillent des soldats assis sur des chaises. Sinon, les gens se patient à travers le grillage.

Dans la journée, Jabi rend quelques visites ou accueille des amis. Souvent, les uns et les autres se surprennent en plein sommeil, quelle que soit l'heure. Les journées, identiques, se confondent. Pourtant, Jabi lit tous les jours le journal. Le quotidien albanophone *Fakti*, édité à Skopje, a le tirage d'un tabloïd et coûte en ville 10 dinars, soit environ 1 franc. Depuis le 8 avril, il est distribué gratuitement dans le camp. Comme l'été, pratiquement la seule lecture, les articles du jour et ceux des numéros précédents que l'on a pu conserver sont tellement lus et relus qu'ils finissent par se mélanger.

Avant son départ pour l'Allemagne, le jeune cousin de Jabi, Gzim, apportait un peu de joie en imitant les occupants ou les visiteurs de la tente 18. Mais Gzim est parti retrouver son père en Alle-

travaillait pas. Elle lisait beaucoup. A Stankovac, elle essaie de préserver la dignité de son mari. Elle a beaucoup de temps à son service pour garder propres le peu de vêtements que sa famille a pu emporter. C'est une rude tâche. Une boue ocre et collante salit le camp dès qu'il pleut quelques gouttes.

**I**GBALLE est une privilégiée car, dans son périple, elle a pu conserver avec elle trois tasses, deux couteaux, un antique moulin à café et, surtout, un mini-réchaud à gaz. Dans le camp, un tel réchaud peut s'acheter 10 marks, les recharges 5 marks (la monnaie de compte du camp est la monnaie allemande). Ceux qui n'ont pas de réchaud allument parfois des feux. Un réchaud à gaz mal utilisé a explosé dans une tente, et une jeune femme a été sérieusement blessée par l'explosion d'une boîte de conserves qui avait été placée sur la flamme sans avoir été préalablement rincée.

Stankovac n'a jamais manqué de nourriture, au moins jusqu'à présent. Quatre milliers de distribution de nourriture en perma-

nent beaucoup plus nombreux. La ration française a eu beaucoup de succès grâce à son humignon qui permet de réchauffer un peu les bords de conserve, alors que la ration américaine oblige à manger froid. Beaucoup de réfugiés US ont d'ailleurs tenu

**Igballe est une privilégiée car, dans son périple, elle a pu conserver avec elle trois tasses, deux couteaux, un antique moulin à café et, surtout, un mini-réchaud à gaz**

né dans les poubelles. Depuis trois semaines, les réfugiés travaillent aussi les briques de lait et de jus de fruit, les conserves de poisson, des pommes et des oranges. Ils donnent également du savon, de la lessive et des allumettes.

Le benjamin de Jabi, Bujar, a passé de longues heures au centre de la zone B où il a vu régulièrement cet homme fortuné de Pristina faire la queue avec les gens de peu. Bujar a été responsable de la

la direction des familles et ainsi souvent luttant. Dans le train qui les ramène à Stankovac, les deux fils aînés de Jabi, âgés de vingt-cinq et de vingt-quatre ans, ont fait pour la première fois de leur vie leurs parents. Ensuite, ils ont réus-

si à filer à l'anglaise en profitant du défilé de l'arrivée et travaillent depuis pour une organisation humanitaire, ce qui leur permet d'acquiescer à Stankovac. Avec leur jeune frère, ce sont eux qui ont tranché l'avis de leur père sur la conduite à tenir pour les prochaines semaines : la famille restera en Macédoine dans l'attente de pouvoir rentrer, dès que possible, à Pristina. Borsor a été marqué par une image de son père : un univer-

sité de la direction des familles et ainsi souvent luttant. Dans le train qui les ramène à Stankovac, les deux fils aînés de Jabi, âgés de vingt-cinq et de vingt-quatre ans, ont fait pour la première fois de leur vie leurs parents. Ensuite, ils ont réus-

si à filer à l'anglaise en profitant du défilé de l'arrivée et travaillent depuis pour une organisation humanitaire, ce qui leur permet d'acquiescer à Stankovac. Avec leur jeune frère, ce sont eux qui ont tranché l'avis de leur père sur la conduite à tenir pour les prochaines semaines : la famille restera en Macédoine dans l'attente de pouvoir rentrer, dès que possible, à Pristina. Borsor a été marqué par une image de son père : un univer-

complexité du sujet, pour cette population qui mélange les étudiants des villes, des agriculteurs et aux coupes de cheveux à la mode, les vieux paysans reconnaissables de loin à leur pile, la toque de feutre belge en forme de coquille d'oeuf. A Stankovac, les réfugiés sont répartis qu'ailleurs et les garçons aussi vigilants, surtout quand il fait beau et qu'elles s'en vont en riant par deux ou par trois sur les chemins du camp.

Comme ailleurs, l'amour et le sexe sont aussi l'objet de trafics. Selon des observateurs étrangers, la prostitution se pratiquerait dans des tentes un peu plus isolées, dans le haut du camp. Bujar, malgré son réseau de correspondants, n'en a cependant jamais eu la confirmation. Ce qui est sûr, c'est que, en revanche, c'est le trafic de cigarettes. Les distributions ne prévoient rien de la sorte, et les Kosovars, comme la plupart de leurs voisins, fument comme ils respirent.

Le trafic de cigarettes a été un sujet de tension entre les réfugiés et les habitants macédoniens qui se voient un jour mépris. Le prix

**« L'école » s'est installée dans le camp de Stankovac qui s'apprête à fêter son premier mois d'existence.**

Ces kiosques en toile, dans cette ville de toile, constituent le premier signe de la vie du camp dans la durée, après l'école mise en place par Bujar dans la zone B. Stankovac va fêter son premier mois d'existence. Des ingénieurs de la Lyonnaise ont même venus étudier la faisabilité d'un raccordement sur le réseau de Skopje. Viola et Jabi s'y marieront cette semaine. Bientôt, il y fera chaud. Le soir, quand il ne pleut pas, beaucoup ont pris l'habitude de se retrouver sur la « place » pour relire les listes des noms des chanceux en partance pour un pays d'accueil : pour la Belgique, la France, ou la Norvège. On parle rarement du mariage et de l'exode. Jabi, Igballe et Bujar, qui ont refusé à s'écarter du camp, vendredi 11 avril, avec l'aide de leur fils aîné, en ne pense qu'à fuir.

Gilles Paris

World  
nique  
l'accès  
l'année  
ix par-  
eClick,  
et Ly-  
e. Des  
s et  
dt de-  
nmer-

ternet  
ité de  
lique.  
four-  
avier  
impte  
de  
envi-  
tées  
ces  
pérer,  
revela-  
tions  
ar le  
mpte  
par  
ta de  
seur  
ta ly-  
s les  
pas  
t ou  
eau.  
tiser

Ba.

gr-  
ifs  
es  
ce  
re  
de  
SI  
n-  
é-  
ié

ic  
is  
st  
a  
e  
-  
s  
s  
s  
-  
i

هكذا من الأصل



## Parrainons les déserteurs serbes

par Luc Douillard

On croit rêver, hélas. 17 mars, les autorités françaises viennent de refuser le statut de réfugié à un déserteur de l'armée serbe, au motif qu'il ne pourrait pas être la crainte d'une persécution, ou bien un « motif de conscience ». Plus fort : notre ministre des Affaires étrangères a fait savoir le 26 mars à toutes les ambassades et les consulats français qu'il faudra éviter à tout prix de délivrer des visas aux ressortissants yougoslaves, y compris des déserteurs, qui souhaiteraient rejoindre la France.

Continuons comme cela, et la purification ethnique aura lieu dans les jours qui viennent. Les vaches seront bien gardées, avec Slobodan Milosevic comme gendarme implacable du peuple serbe, l'opposition muselée à Belgrade, la dictature confortée, Ibrahim Rugova humilié, et pour finir l'UCK bientôt armé et payé comme des suppléments « indigènes » des Etats-Unis, au Sud-Vietnam, au Nicaragua ou en Afghanistan... Pendant ce temps, l'Occident hermétiquement fermé aux sans-papiers, claquemuré dans une

idéologie xénophobe qui ne souffre aucune exception, même de bon sens. Pourtant, la récente générosité spontanée des Français pour les réfugiés kosovars a prouvé, une fois de plus, que le préjudice raciste de la société civile existe surtout dans le cerveau des décideurs.

D'ailleurs, les adeptes du national-chévenementisme se trompent lorsqu'ils se croient anti-américains : l'OTAN et ses experts improbables, souhaitent-ils vraiment gagner la guerre contre la purification ethnique en Europe ? La question est posée.

Et pourtant, il faudra bien un jour une relève démocratique à Belgrade. A moins de souhaiter cyniquement créer une deuxième Palestine, pour les générations à venir, en plein cœur de l'Europe. Il faudra bien compter demain sur une Serbie délivrée de ses démons, respectée et respectable, au sein d'une Europe balkanique. Cela n'est pas plus utopique après tout que l'unité franco-allemande d'après-guerre.

Sur ce point, c'est ce jeune Allemand, Herbert Frahm, qui avait vingt ans en 1933 lors de l'accession du nazisme au pouvoir, et qui préfé-

rait s'exiler en Scandinavie. Il aurait dû être déporté à vie comme un déserteur et un traître à son pays. Une génération plus tard, le même Herbert Frahm, devenu chancelier allemand sous le nom de Willy Brandt, allait s'incliner devant le

La récente générosité spontanée des Français pour les réfugiés a prouvé que le prétendu racisme de la société civile existe surtout dans le cerveau des décideurs

ghetto de Varsovie, le 7 décembre 1970. Par ce geste symbolique, il assumait un passé auquel il n'avait personnellement pas pris part, et demandait pardon au nom de l'Allemagne pour la folle antisémitisme du nazisme. Ce geste permettait la réconciliation de l'Allemagne démocratique et de l'Europe.

Aujourd'hui, c'est aux futurs Willy Brandt serbes qu'on refuse l'asile sur la terre dite des droits de l'homme. Un instant, prenons au sérieux la doctrine officielle de la

France (droite et gauche confondues) en matière de sans-papiers. Une politique plus humaine vis-à-vis des réfugiés à l'extérieur, nous dit-on, créerait un inexorable « appel d'air » au Maghreb, en Afrique noire, en Asie. Mais ce n'est pas

un « appel d'air » qu'il faudrait créer au sein de la jeunesse serbe, laquelle mériterait notre solidarité ? Si oui, il faut alors en place des filtres efficaces de désertion, et de la faire savoir en Yougoslavie ? N'est-ce pas tragiquement nécessaire, lorsqu'on connaît le ministre binationnel qui procède les purificateurs ethniques ? Pour compromettre l'avenir de la Yougoslavie, il faut donc participer de

la destruction de la Yougoslavie, ce qui est contraire à l'intérêt de la France. Mais, si l'on veut vraiment participer de la destruction de la Yougoslavie, il faut alors en place des filtres efficaces de désertion, et de la faire savoir en Yougoslavie ? N'est-ce pas tragiquement nécessaire, lorsqu'on connaît le ministre binationnel qui procède les purificateurs ethniques ? Pour compromettre l'avenir de la Yougoslavie, il faut donc participer de

aux vols, violés collectifs, et exactions sommaires de civils.

Ainsi va la barbarie, alimentée depuis dix ans par l'inconscience coupable d'un Occident, qui bombarde aujourd'hui des civils serbes et monténégrins, sans même s'efforcer de bloquer les arrivées de pétrole et de matières premières en Serbie. Cela après avoir fermé les yeux sur la terreur et les déplacements massifs de populations en ex-Yougoslavie depuis dix ans (dont les Serbes furent également massivement victimes), après avoir subventionné par nos impôts, pendant années durant, les purificateurs ethniques en Serbie (avec les détournements de l'aide humanitaire), après avoir légitimé Milosevic à Dayton, après avoir réussi le tour de force de ne pas réaliser le retour des réfugiés dans aucune ville bosniaque, retour qui n'a été possible que par nos promesses par ces mêmes accords de Dayton.

Il s'agit aujourd'hui de gagner de l'argent à tout prix. Milosevic, son séral de corrompus, ses milices paramilitaires et ses pseudo-intellectuels idéologues de la purification ethnique. Pour cela, choisissons une

stratégie de réduction du taux de chômage au lieu de l'augmenter comme les pompiers pyromanes. Il est vrai que les dix années perdues restreignent drastiquement notre latitude de choix comme lors de la montée des périls face au nazisme des années 30.

Tous les Belgradois connaissent l'énorme piédestal du parc de Kalemegdan, qui supporte une allégorie de la France, coulée dans cinq tonnes de bronze. C'est le monument de la « Reconnaissance yougoslave à la France », inauguré en 1930, en mémoire de la guerre 14-18. L'un des personnages du monument, on a représenté en grand « la France » enseignant la jeunesse yougoslave pendant la guerre.

N'est-ce pas justement notre vocation d'accueillir, d'éduquer, de former les jeunes qui n'ont pas eu la chance de fuir la guerre ? Monsieur Jospin, il y a urgence.

Luc Douillard est enseignant, président de l'association « Les Français de l'Europe ».

## Devant l'échec

Suite de la première page

On voudrait ici, plutôt que des récriminations ou des recettes miraculeuses, proposer quelques leçons de ce qui vient de se passer : à quel point l'avenir proche est lointain. Ils portent sur les rapports entre l'Europe et les Etats-Unis, entre les Etats-Unis et les moyens adoptés, enfin sur la stratégie, la politique et la morale, aujourd'hui.

En Europe et les Etats-Unis, au-delà des apparences de façade qui cachent des soupçons ou des irritations réciproques, il convient d'écarter les faux procès - sur le passé, le présent et l'avenir. La décision d'intervenir (comme celle de tenir la conférence de Rambouillet) a été européenne, mais moins autant qu'américaine. Celle de limiter les frappes aériennes a été unanime, aucun gouvernement n'ayant proposé, il y a quelques mois, d'engager des forces militaires. Aujourd'hui même, il n'y a qu'un sommet à Washington, du 21 au 23 avril, seul le premier ministre britannique Tony Blair ait plaidé pour l'engagement au sol, et que l'opposition la plus forte soit venue d'autres pays européens, y compris la France et l'Allemagne, les Etats-Unis, la Russie et divisés.

Ce qui est certain en tout cas, c'est que les querelles autour du concept stratégique de l'OTAN, proné par les Américains, et l'identité européenne de défense, ou la politique commune (PESC) projetées par les Européens, sont rendues caduques ou en tout cas mises entre parenthèses par le conflit actuel. Autant les deux perspectives conduisent à s'affronter sur le papier, autant ces affrontements pourront redevenir une réalité concrète après une éventuelle victoire, autant, aujourd'hui, leurs enjeux sont liés. L'intervention en Yougoslavie est le point de départ de l'une et de l'autre : les Européens ont fait preuve de cette initiative dont on les croyait incapables, l'OTAN s'est embarquée au-delà de ses missions et de ses limites géographiques traditionnelles. Il est clair, loin d'être prouvé que c'est un coup de maître, le concept et la PESC ont également été dans l'oeuf, au profit d'une mise de nationalisme isolationniste ou agressif selon les cas. Européens et Américains sont donc sur le même bateau, mais il s'agit de savoir si ce n'est pas un bateau ivre.

Précisément, dans la tempête, l'alliance refuse de changer de cap mais semble braver le danger d'un coup de barre dans deux directions opposées. L'une, l'initiative, est plusieurs pays européens, et malgré certaines réticences américaines, consiste à chercher le contact avec Milosevic, à faciliter par l'intermédiaire de la Russie, en vue d'un compromis sur les conditions de l'arrêt des frappes, sur le caractère de la présence militaire internationale en cas de règlement, voire le contenu de son règlement lui-même.

En fait, il s'agit moins d'affecter les calculs de Milosevic ou de le pousser que de le mettre devant la fait accompli en libérant le Kosovo. Ce dont il s'agit, c'est d'éliminer ou d'en expulser les forces serbes et d'y faire installer les victimes du nettoyage ethnique, en espérant, évidemment, que le pouvoir de Milosevic n'y survivrait pas. Et pour cela il n'y a pas de doute qu'une opération terrestre (peut-être commandée par la constitution d'une tête de pont d'une zone protégée) au Kosovo.

Certes, celle-ci est difficile, voire dangereuse de reculer devant les graves inconvénients politiques et géographiques. Certes la préparation et l'exécution d'une grande opération prendraient plusieurs mois. C'est pourquoi il est dangereux de reculer devant la décision, à la fois parce que le nettoyage ethnique continue pendant ce temps, et parce qu'il faut attendre au risque de finir par affronter le général Hvier. Certes, elle implique les Etats-Unis, mais elle ne peut se limiter au territoire du Kosovo, ni éviter d'infirmer les dégâts aux populations. Il s'agit de déplacer l'accent, en donnant la priorité à la protection des populations prisonnières et à l'attaque des forces ennemies. Et cela soulève l'objection qui est la clé de tout : celle des pertes militaires du côté allié.

Il est clair que les dirigeants des sociétés occidentales (qu'on les appelle démocratiques, libérales ou bourgeoises) considèrent qu'elles ne peuvent faire la guerre qu'en cachette ou à moitié, sous peine de perdre l'appui de leurs opinions publiques. Comment ex-

cepter de préférer entraîner celui-ci dans son propre suicide plutôt que d'accepter une défaite qui provoquerait sa chute.

En fait, il s'agit moins d'affecter les calculs de Milosevic ou de le pousser que de le mettre devant la fait accompli en libérant le Kosovo. Ce dont il s'agit, c'est d'éliminer ou d'en expulser les forces serbes et d'y faire installer les victimes du nettoyage ethnique, en espérant, évidemment, que le pouvoir de Milosevic n'y survivrait pas. Et pour cela il n'y a pas de doute qu'une opération terrestre (peut-être commandée par la constitution d'une tête de pont d'une zone protégée) au Kosovo.

Certes, celle-ci est difficile, voire dangereuse de reculer devant les graves inconvénients politiques et géographiques. Certes la préparation et l'exécution d'une grande opération prendraient plusieurs mois. C'est pourquoi il est dangereux de reculer devant la décision, à la fois parce que le nettoyage ethnique continue pendant ce temps, et parce qu'il faut attendre au risque de finir par affronter le général Hvier. Certes, elle implique les Etats-Unis, mais elle ne peut se limiter au territoire du Kosovo, ni éviter d'infirmer les dégâts aux populations. Il s'agit de déplacer l'accent, en donnant la priorité à la protection des populations prisonnières et à l'attaque des forces ennemies. Et cela soulève l'objection qui est la clé de tout : celle des pertes militaires du côté allié.

Il est clair que les dirigeants des sociétés occidentales (qu'on les appelle démocratiques, libérales ou bourgeoises) considèrent qu'elles ne peuvent faire la guerre qu'en cachette ou à moitié, sous peine de perdre l'appui de leurs opinions publiques. Comment ex-

propre supériorité technologique au lieu de la détruire à l'aide de scandales en soi. Au contraire, il marque un progrès décisif dans le respect de la vie individuelle. Mais il pose, outre le problème de la dissymétrie entre adversaires, celui de la hiérarchie des valeurs attribuées à la vie des différentes catégories d'individus.

Il est clair que pour les Etats-Unis les vies, qui, de loin,

Aujourd'hui, c'est à une Serbie « dénazifiée » (selon l'expression de la dissidente serbe Sonia Byserko) que l'Europe doit ouvrir les bras

comptent le plus, sont celles de leurs propres soldats, d'où l'importance de la récupération des avions pilotes contraints de s'éjecter, respectivement, pendant les guerres du Vietnam et du Kosovo. En d'autres lieux, il est clair que, contrairement à leur pratique de la guerre mondiale, les Etats-Unis ne bombardent pas les populations civiles de l'adversaire (encore que, dans le doute, ils préfèrent le risque de le faire à celui d'un risque accru pour leurs pilotes). Mais les centaines de milliers de victimes qu'il s'agit de protéger de la déportation ou du nettoyage semblent n'arriver qu'en troisième lieu. D'où le paradoxe d'une guerre qui n'est guère que des victimes civiles.

C'est là que le bât blesse, sur le plan moral autant que sur celui de l'efficacité stratégique. Peut-on se risquer de jouer un rôle de justicier, de gendarme, de sheriff ou de pompier sur le plan mondial ou régional, au lieu d'en assumer les risques ? Peut-on livrer à une intervention militaire au prix des vies humaines ou de celle de nos soldats plus que celle des victimes ? Le nouvel internationalisme ou le droit d'ingérence sont compatibles avec une hiérarchie des solidarités qui distingue le degré de risque encouru selon des critères de nationalité ou de familiarité ?

Ces problèmes sont particulièrement visibles dans le cas des Etats-Unis, puissance impériale qui, par l'expérience vietnamienne et fasciée par la technologie, plus soucieuse par ailleurs de protéger la vie de ses soldats que celle de ses écoliers. Mais ils sont également posés par les autres puissances de l'extérieur et trop conscients des principes universels pour se détourner complètement des horreurs qui les entourent, mais surtout trop habitués à la paix et tentés par le repli, individuel et collectif, pour aller jusqu'au bout de leur engagement. D'où le risque de perdre sur les deux tableaux.

Pierre Hassner

## En finir avec Milosevic

par Alain Touraine

S'il cette guerre avait pour but de forcer Milosevic à signer les accords de Rambouillet, elle est une dramatique erreur, puisqu'elle a permis au dictateur serbe de mener à son terme le massacre et l'élimination des Albanais du Kosovo, en se servant de l'ailé qui lui offrent les frappes armées de l'OTAN. Cette guerre n'a de sens - et de nécessité - que si son but est d'en finir avec Milosevic. C'est seulement à partir de là qu'on pourra créer une situation relativement stable dans la région. Ce but ne peut être atteint que si l'Alliance s'engage militairement de manière directe, au sol, et si l'Europe sait proposer aux Serbes une ouverture à l'Ouest.

J'étais à Belgrade, pendant jours avant le début des frappes, au moment même où les ambassades occidentales quittaient la ville. Il n'y avait aucune mobilisation visible, et tous les interlocuteurs, les Serbes étaient « résignés ». Au moins à Belgrade, Milosevic n'était nullement populaire. La situation de guerre a évidemment soulevé cette nation qui se sent attaquée, mais il serait faux d'identifier l'ensemble des Serbes à Milosevic. Il y a des Serbes qui se sentent séparés de la population de la ville.

Il est difficile de savoir qui, à l'intérieur de l'OTAN, qui ne sait pas plus communiquer que mener la guerre, pousse à une solution radicale et qui, au contraire, se satisfait plus volontiers d'un accord de paix qui apparaîtrait acceptable à certains Occidentaux, dès lors que Milosevic laisserait revenir un certain nombre d'Albanais, c'est-à-dire obtiendrait une partition dans des conditions favorables. Une telle partition est en fait probablement son objectif, car il sait que 10 % de Serbes ne pouvaient pas résister à leur supériorité. 90 % d'Albanais au Kosovo. Après la destruction massive de la population albanaise et son exode forcé, une partition apporterait à la population albanaise la même situation qu'au gouvernement de Belgrade des garanties qu'ils ne pouvaient songer à obtenir.

AU COURRIER DU « MONDE »

IMAGES D'EXIL. De longues files de femmes, d'enfants, de vieillards, sous la pluie, dans la neige, dans le vent, le plus souvent le ventre vide, essaient d'atteindre la frontière voisine. (L.)

Ces foules malheureuses évoquent pour moi la retraite des républicains espagnols (près de 500 000 !), en quelques jours, en janvier-février 1939, essayaient d'atteindre la France, mitraillés par les avions italiens. Ils avançaient à pied, poussant un brancard brouettes, charrettes, les bras et les jambes chargés de biens les plus précieux, ou montés à l'âne ou au mulet.

Des journalistes s'étonnent - pour le condamner à juste titre - de l'accueil souvent peu chaleureux que leur réservent les pays limitrophes (Albanie, Monténégro). Certains

avant la guerre. Il y a donc deux solutions possibles : celle qui convient à Milosevic, qui est celle de la partition, dont la première étape, décisive par sa violence, est en ce moment même l'élimination des Albanais ; et, opposée à la première solution, celle qui fait de l'élimination de Milosevic le but principal de la guerre et la condition préalable à la reconstruction politique de toute la région. Le faux débat : faut-il ou non faire la guerre à Milosevic, a vite été rejeté par l'opinion qui garde une conscience de notre trop faible intervention en Bosnie et qui se souvient avec horreur des massacres de Vukovar ou de Srebrenica et du siège de Sarajevo.

Le vrai débat est donc : faut-il arriver à un accord avec Milosevic ou le détruire ? Tout conduit à choisir la solution la plus radicale. Il faut détruire le dernier dictateur à la fois communiste d'Europe. Ce serait aussi le moyen pour les Européens d'intervenir dans le remodelage de leur continent après la chute de l'empire soviétique. Les Américains, au contraire, sont attachés à montrer que c'est toujours d'eux que dépend une solution et qu'ils sont disposés à organiser un nouveau Dayton.

Mais jusqu'ici les Européens n'ont pas tenu un langage plus radical que celui des Américains, et ils semblent avoir une volonté collective presque aussi faible qu'au moment de la crise bosniaque. Il est donc urgent maintenant que l'Europe manifeste sa volonté d'en finir avec Milosevic, même si certains pays ne sont pas disposés à s'engager sur le terrain. La guerre est déborder par ses propres conséquences, et elle deviendrait un sanglant non-sens si elle aboutissait à une partition du Kosovo aux conditions imposées par Milosevic. Cette guerre doit aller le plus vite possible jusqu'à son seul but rationnel : l'élimination du dictateur.

Alain Touraine est sociologue.

parlent de policiers armés, peu patients, de fils de fer barbelés, de camps d'internement... Aurraient-ils déjà oublié - s'ils l'ont - un jour - comment nous-mêmes, Français, avons accueilli nos voisins espagnols poursuivis, jetés sur les chemins de l'exil par Franco et ses sbires ?

A Argelès-sur-Mer, par exemple, les réfugiés étaient regroupés sur la plage, derrière les barbelés et surveillés par des gardes mobiles et des troupes sénégalaises, baïonnette au canon. C'est ainsi que sont nés les camps d'internement d'Argelès-sur-Mer, de Saint-Cyprien, de Barcarès et d'autres... Ils furent heureusement évacués des camps de concentration, mais sans aucun doute des camps du mépris...

Georges Colomer  
Noisy-le-Grand  
(Seine-Saint-Denis)



## Honte à l'OTAN!

par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

« LES ANNIVERSAIRES n'ont de valeur que quand ils sont célébrés. Ils en prennent davantage. Le dimanche 11 mars, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la signature de la déclaration de l'indépendance de l'Algérie, le souvenir des déportés de la dernière guerre. Un symbole à ne pas laisser perdre ! »

Des déportés, il y en a eu beaucoup. On en voit tous les jours-ci plus que jamais. Moins qu'au temps de l'indépendance, mais systématiquement voués à la mort, mais chassés de chez eux, un ballon, affamés, patrouillant, séparés, suffisamment suppliciés pour nous rappeler quelque chose. Qui conquiert un souvenir ? Qui conquiert un souvenir ?

Les yeux pour ne pas pleurer leurs regards de reproche, comme si l'Europe des Balkans, à la fin de la guerre, n'avait pas été une terre de bagnes d'il y a un demi-siècle, profitant de la victoire pour reculer dans la barbarie.

Pour l'Organisation atlantique, la victoire de son cinquantième anniversaire est une occasion de se vanter de sa puissance comparable à celle de son

opposée à l'Est. Pour la première fois, on n'a pu marier la contre-violence militaire hors de toute arrière-pensée territoriale ou économique, au nom des seuls droits de l'homme. Les pays majoritairement en règle avec ces droits auraient tiré les enseignements de la dernière guerre mondiale en agissant précocement, au stade de la réoccupation de la Rhénanie, où c'était jouable, et sans attendre Dantzig.

Avec un peu de patience et d'habileté, ils auraient même pu se couvrir d'un mandat de la nouvelle SDN (Société des Nations) plutôt améliorée qu'on appelle l'ONU. Cela fait-ci, il n'y a pas à improviser après coup une justice de vainqueurs, comme à Nuremberg, puisque les tribunaux pénaux internationaux n'ont pas encore été créés. Par miracle, les opinions publiques, en France

échauffées par Munich, ont par conséquent le bon sens de ne pas se laisser entraîner à la gendarmerie la marche, et d'empêcher le pire à temps enfin !

Au lieu de quoi, les démocraties ont créé une fois de plus un régime désavantageux par rapport aux régimes brutaux du fait accompli. Elles ont donné raison aux pessimistes qui pronostiquaient devant chaque crise que « l'Europe n'en fera rien ».

Par ailleurs, l'ancien régime aujourd'hui est redevenu, en raison de sa faiblesse même, le monde libre baisse les bras, se croit trop loin de ses sanctuaires, au-dessus et supermarchés, des institutions dérivées souffrant ; pas question d'exposer un soldat au sol ! Tant pis s'il faut attendre encore quelques décennies de massacres d'innocents pour que l'on garantisse, au cœur du Vieux Continent, une organisation, le droit d'habiter sa maison, de parler la langue de ses aïeux, de rêver leurs prières !

Pour longtemps encore, il faut attendre le jour où l'armée d'occupation ne sera plus tenue par le feu et par le sang, et s'en retournera dans les bonnes terres persécutées, de fermer les yeux des mourants, de recouvrir les blessés. Le Mal était dans le monde. Le Mal était dans le monde. Le Mal était dans le monde.

Il se cherche des juges fatigués, foute de sa conscience les gouvernements occidentaux de 1999 qui ne sont pas passés à la case, incertaines, tremblantes, mais quand même, d'un petit progrès vers plus d'humanité !

Imaginons un instant les bordes d'Europe qu'on avait promis, sur ce thème, si l'OTAN avait été là, le jour où l'on a vu des croisés, sans rien faire ! Que de sermons, d'invectives, d'imprécations les « frappes » nous ont épargnées, tout en en inspirant bien d'autres ! Toujours ça.

## Les 35 heures, un impact incertain sur l'emploi

COMBIEN d'emplois créés ? A la mi-mai, on ne peut pas le dire. Mais la semaine dernière, le ministre de l'Emploi et de la Solidarité, Jean-Michel Bédard, a donné une première réponse. A mesure qu'on approche cette date, la question se fait plus pressante et plus importante pour le gouvernement.

Dix mois après la promulgation, la première loi Aubry inspire des sentiments mitigés : elle a, incontestablement, relancé un dialogue social dans les entreprises, mais son impact sur l'emploi reste incertain. Le dernier bilan publié par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité fait état, au 7 avril, de 47 000 emplois créés ou préservés, dont un peu plus de la moitié (24 142) ont été créés grâce à l'aide financière que les pouvoirs publics accordent aux entreprises sous la forme d'une baisse de charges sociales. « Nous sommes dans une matière de créations d'emplois », se contente-t-on de commenter à Matignon.

Mais dans quels domaines ? Le gouvernement n'a jamais pris le risque d'annoncer des objectifs précis en matière d'emplois : tout en deux études réalisées une fois connu le contenu de la loi Aubry pour affirmer que la baisse du temps de travail aura bel et bien des effets positifs. Les prévisions françaises des conjonctures économiques (OFCE) prévoit, à terme, 450 000 créations d'emplois dans les entreprises de plus de 20 salariés en cinq ans. La direction de la prévision du ministère des Finances a prévu un gain de 510 000 postes créés sur la même période, tout en prévenant que si une entreprise sur deux seulement passait aux 35 heures et s'il n'y avait aucune modération salariale, on aboutirait à des pertes d'emplois (-20 000) au bout de cinq ans. Mais ces simulations sont si sensibles aux hypothèses de départ et au comportement des entreprises qu'elles ne peuvent avoir qu'une valeur indicative.

### 3 291 ACCORDS, DÉBUT AVRIL

En attendant, les experts gouvernementaux ont l'oeil fixé sur l'évolution du nombre d'accords signés (3 291 pour 333 000 salariés concernés début avril) sur leur effet-emploi. Les accords aidés (10 000 francs par personne concernée par la réduction de la durée du travail) se traduisent par une progression annuelle des effectifs (+0,4 %), soit 2,6 % de plus que ce qu'impose la loi, puisque, pour bénéficier des aides, il faut embaucher au moins 1 % de salariés supplémentaires.

### RECTIFICATIFS

#### ACIDE CYANHYDRIQUE

Une erreur de traduction et une faute d'orthographe glissées dans la page sur les odgines de la vie réalisée en collaboration avec Nature et El País dans Le Monde du 23 avril nous ont fait écrire « cyanide d'hydrogène » et d'« acide cyanhydrique » (dans l'infographie). Il s'agissait, bien sûr, dans les deux cas, d'acide cyanhydrique.

#### LE PRIX DES AUTOROUTES

Une confusion dans les chiffres nous a fait donner dans le reportage consacré à l'autoroute des Alpes (Le Monde du 22 avril) le coût de construction d'un kilomètre de cette voie, en zone montagneuse dans l'Ain, à 150 millions d'euros et non à 1 milliard de francs, tandis que le prix moyen d'un kilomètre d'autoroute en plaine tourne autour de 30 millions de francs (4,7 millions d'euros), et non pas de 300 millions de francs.

#### LE DÉSERT FRANÇAIS

Le livre de Jean-François Gravier Paris et le désert français a été publié en 1947, soit il y a presque un demi-siècle et non pas un siècle, comme nous l'avons écrit (Le Monde daté 25 avril) à l'occasion d'une coupe malencontreuse.

Au-delà des entreprises, dans le cadre d'accords signés pour éviter des licenciements, celles-ci se réservent une marge de négociation, reconnaît un des vice-présidents du Ministère des entreprises de France (Medef). « Une entreprise de 50 salariés qui licencie une personne annule quatre heures de travail », explique-t-il. « Une entreprise de 50 salariés qui licencie une personne annule quatre heures de travail », explique-t-il. « Une entreprise de 50 salariés qui licencie une personne annule quatre heures de travail », explique-t-il.

#### LA PRÉVISION DU GOUVERNEMENT

Par ailleurs, les accords non aidés, qui concernent notamment les entreprises ayant moins de 50 salariés, ont permis de créer 39 heures par semaine, ou moins qui ne veulent pas prendre d'engagements trop risqués sur les embauches, n'ont généré que 3 % d'emplois supplémentaires. Enfin, de grands secteurs comme l'automobile et la banque, où les gains de productivité passent par des réductions d'effectifs, ont vu s'aggraver la baisse de la durée du travail qui auront pour seul effet de limiter la « dégratation ». Ils vont ainsi faire baisser la moyenne des créations d'emplois liées aux 35 heures.

Trente-cinq heures par semaine, tous les salariés d'entreprise n'ont d'ailleurs pas obtenu. Un sondage réalisé, fin janvier, par l'IFOP auprès de trois cents patrons pour le compte de l'Institut de la main-d'œuvre française indique que 28 % d'entre eux envisagent de recruter des salariés supplémentaires, alors que 64 % des patrons prévoient le maintien de leurs effectifs (et 5 % une réduction) dans le cadre de la baisse du temps de travail. Les réticences sont, selon ce sondage, particulièrement fortes dans les entreprises de moins de cinquante salariés.

Enfin, Larrourou, qui vient d'annoncer sa participation aux élections européennes du 13 juin avec une liste baptisée « 35 heures pour

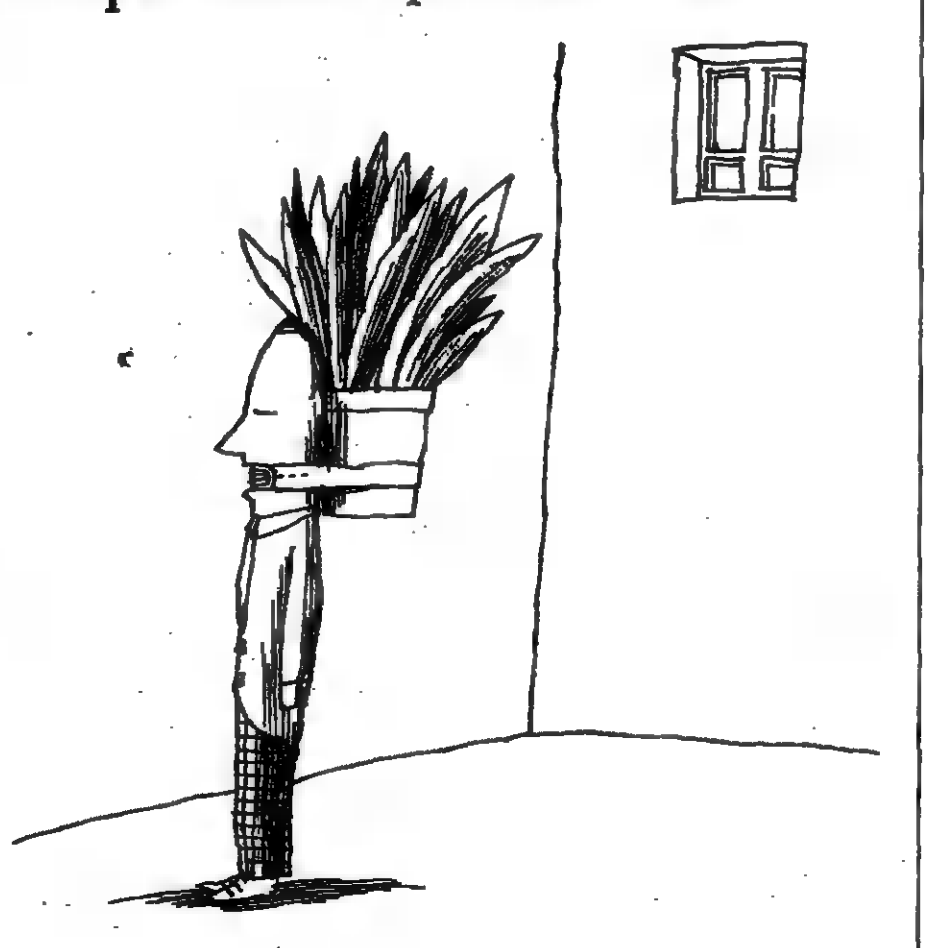
l'emploi », est persuadé que la prudence l'a emporté sur le gouvernement. Le candidat à la présidence des élections européennes sur l'emploi. « Les 35 heures ont été un échec, mais ce n'est pas tout », reconnaît-il. « La gauche a saboté ce qui pouvait être le principal instrument de lutte contre le chômage. » Il en veut pour preuve le fait que M. Aubry ait accepté, par un arrêté d'extension, l'application de la loi dans le secteur du textile (140 000 salariés). En raison d'un quota d'heures supplémentaires, « il permet de garder une durée moyenne de 35 heures 20 et d'introduire la flexibilité », analyse-t-il.

Une certaine confusion risque de s'installer, puisque le gouvernement a annoncé la comptabilisation des accords de Robien. Mais c'est un problème de méthode qui va se poser. « Comment distinguer dans les résultats obtenus par une entreprise la suite d'une réduction de temps de travail par rapport à la suite d'une réduction de la durée de l'entreprise, qu'on songe à la situation conjoncturelle, à l'évolution des nouvelles technologies », avance Gilbert Certe et Dominique Taddé, experts proches de Martine Aubry, et auteurs d'un ouvrage sur le sujet (Réduire la durée du travail, les 35 heures, Le Livre de poche).

Pour l'heure, le gouvernement estime qu'une entreprise sur deux a engagé des négociations sur les 35 heures. Si la réduction du temps de travail ne tient pas ses promesses, le gouvernement aura tout loisir de revenir sur ses discours. Il ne présentera plus la « loi Aubry » comme le cœur de sa politique de l'emploi, mais comme un instrument parmi d'autres de lutte contre le chômage, au titre que le soutien à la croissance, les emplois-jeunes, la baisse des charges sur les salaires ou les aides consenties aux entreprises innovantes.

Jean-Michel Bédard

## L'empoté ceinturé par Pascal Lemaître



## Le Monde

21, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
TEL : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F  
TEL. : 01-42-17-20-00. Tél. : 01-42-17-21-21  
http : www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

## Une affaire d'Etat

EN Corse, « une provocation » a été construite pour déclencher une opération de police. Cette maxime, énoncée en décembre 1982, se trouve dans les archives de la « cellule anti-terrorisme » de l'Élysée qu'animait, sous la présidence de François Mitterrand, des officiers d'élite de la gendarmerie nationale. Sous la plume de ces mêmes « supergendarmes », la ligne de conduite recommandée aux forces de l'ordre en Corse était résumée en des termes évocateurs : méthodes peu regardantes des guerres coloniales : « L'attitude à avoir : ne pas laisser faire, intervenir, frapper à tous les niveaux, nettoyer la place publique quel que soit le cas de figure, aller jusqu'au bout ».

Sept ans plus tard, certains responsables de l'Etat n'auraient-ils donc rien appris des lamentables « cellules », « équipes » et autres polices parallèles ? Car c'est bien une affaire d'Etat qui s'est ouverte, lundi, avec la mise en examen, accompagnée de son placement en détention, du représentant de la légion de gendarmerie de Corse pour complicité du « crime de destruction volontaire d'un bien appartenant à autrui par l'effet d'un incendie commis en bande organisée ». L'événement est sans précédent : un colonel, patron de la gendarmerie pour toute l'île, des officiers et des sous-officiers appartenant à une unité créée spécialement pour la Corse en juillet 1998, le GPS (Groupe de pelotons de sécurité), sont officiellement soupçonnés d'avoir monté une provocation en incendiant un restaurant près d'Ajaccio.

Politiquement, cette affaire est désastreuse : si les soupçons devaient être certifiés, des serviteurs de l'Etat auraient donc, au nom du rétablissement de l'Etat de droit, choisi d'en violer les règles. Comme si, de la Nouvelle-Calédonie à la Corse, du drame d'Ouvéa à la bavure d'Ajaccio aujourd'hui, dès qu'il s'agit de territoires où la République s'effrite de l'État, la gendarmerie se croit en guerre, « secrète » ou « subversive », dans un territoire ennemi. On voudrait convaincre la France que la France reste à leur égard profondément empreinte d'une mentalité de supériorité que l'on n'aurait pas autrement.

Évoquant les pires pratiques « barbares », cette affaire ne tombe pas du ciel. La création du GPS répondait à une demande du préfet de Corse, Bernard Bonnet, et illustrait son goût pour les méthodes parallèles. Nommé après l'assassinat du préfet Erignac, M. Bonnet relevait certes un défi difficile. Mais il a choisi de se comporter en procureur, court-circuitant les instances ordinaires, ignorant la police pour privilégier sa propre police, s'appuyant sur un réseau personnel comprenant des membres de la DGSE, dissimulant des liens privilégiés avec un conseiller technique du premier ministre plutôt qu'avec le cabinet du ministre de l'Intérieur. Heureusement, tirant les leçons du passé, la justice agit avec célérité. Mais on ne comprendrait pas que le gouvernement s'abrite derrière l'instruction en cours pour ne pas lui-même prendre ses responsabilités. Une affaire d'Etat ne se réduit pas à ses exécutants.

Le Monde est édité par la SA Le Monde

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Marie Colombani / Directeur général : Jean-Marie Colombani  
Directeur adjoint : Jean-Marie Colombani / Directeur général adjoint : Jean-Marie Colombani  
Directeur de la rédaction : Gérard Philouze  
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Perrenot, Pierre Georges, Jean-Yves Lhonnau  
Directeur artistique : Dominique Royon  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment  
Rédaction en chef : Alain Fourment  
Auteurs : Laurent Gaudier (Suppléments et collages), Michel Kalman (Éditions), Eric Le Bouc (Illustrations), Patrick Jaurou (Photos), Francis Nouch (Société), Claire Maudou (Illustrations), Jacques Nouch (Illustrations), Jacques Nouch (Illustrations), Jacques Nouch (Illustrations)  
Rédacteur en chef technique : Eric Azou  
Médiateur : Robert Bédard  
Directeur éditorial : Eric Philouze / Directeur délégué : Anne Chassagnon  
Conseiller de la rédaction : Alain Rolland / Directeur des relations internationales : Daniel Vernet / Correspondants internationaux : Bertrand Le Gendre  
Conseil de surveillance : Alain Rolland, président ; Michel Nodding, vice-président  
Autres directeurs : Hubert Benoit-Méty (1964-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Poulletier (1985-1991), Jacques Lacombe (1991-1994)  
Le Monde est édité par la SA Le Monde  
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994  
Capital social : 905 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds européen de placement des personnes du Monde, Association Hubert-Benoit-Méty, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Journal d'Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Misa Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

### IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

#### Les buts de guerre de Mao

LA RADIO communiste Pékin a publié le texte d'une proclamation commune en huit points de Lin Biao et du général Tchou Teh, commandant en chef de l'armée populaire :

1. Protection des vies et des biens. L'armée de libération populaire adoptera une attitude amicale à l'égard de tous ;
2. Protection des entreprises industrielles, commerciales et agricoles ;
3. Confiance par le gouvernement populaire de toutes les entreprises dirigées par le Koumintang et la « grande bourgeoisie nationale » ;
4. Les écoles publiques et privées, les hôpitaux, les bibliothèques, les musées, les théâtres et les entreprises artistiques seront protégés ;
5. Les fonctionnaires du Kou-

mintang doivent demeurer à leur poste. Le gouvernement populaire continuera à les employer selon leurs capacités ;

6. Tout soldat isolé se présente à l'armée de libération populaire ou au gouvernement populaire de la région ;
7. Élimination progressive du système agraire féodal, redistribution ultérieure des terres, intensification de la production, accroissement du standing de vie des paysans ;
8. Les étrangers et les étrangers doivent obéir aux lois et décrets de l'armée de libération populaire et du gouvernement populaire.

(28 avril 1949.)

#### Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 LEMONDE  
Documentation : LEMONDE / LMDOC  
ou par Internet : www.lemonde.fr

Le Monde sur CD-ROM : 01-42-17-29-33  
Le Monde sur microfilm : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE  
Le Monde sur Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

50 من المال



## ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 11 AVRIL 1999

**CONJONCTURE** Si l'Italie, particulièrement exposée dans le conflit des Balkans, commence à constater un recul des ventes au détail et s'inquiète pour son tourisme,

les entreprises et les consommateurs français sont peu affectés. SEULS CERTAINS secteurs, comme le tourisme et, dans une moindre mesure, le transport sont per-

turbés ponctuellement. SUR LE PLAN MACRO-ÉCONOMIQUE, les conséquences du conflit n'ont rien de comparable avec celles, lourdes, de la guerre du Golfe. Le contexte

est radicalement différent. Aucun choc pétrolier ne se profile. LES MARCHÉS financiers font également preuve d'une grande sérénité, si l'euro un peu affaibli.

SEUL BÉMOL, la crainte, du conflit s'enlise et passe à une phase terrestre coûteuse en vies humaines, de voir la confiance des ménages se dégrader progressivement.

# Le conflit du Kosovo affecte peu les entreprises, les marchés et les consommateurs

Seuls les secteurs du tourisme et du transport aérien sont perturbés par les conséquences de l'intervention de l'OTAN contre la Serbie. Les ménages, même s'ils se sentent très concernés, ne semblent pas avoir modifié leurs habitudes d'achat, comme lors de l'attaque contre l'Irak

LES CONSOMMATEURS français, qui semblent assez sereins malgré la guerre au Kosovo, risquent-ils d'indécider leur comportement économique si le conflit se prolonge ? Alors que l'Italie, particulièrement exposée, commence à constater un recul des ventes au détail et s'inquiète pour son tourisme, les entreprises françaises restent peu touchées. Elles s'interrogent sur les conséquences que pourrait avoir une intervention terrestre.

Dans l'immédiat, c'est logiquement le tourisme à cheval sur la zone du conflit qui est affecté, ainsi que le transport aérien, qui connaît certaines perturbations en raison des rotations d'avions militaires. Les croisiéristes, leurs itinéraires, en rayant l'Adriatique et leurs catalogues, l'Américain Royal Caribbean Celebrity Cruise (RCCC), les français Festival de Costa Croisières ne feront plus escale à Venise mais à Gênes. Une conséquence tangible : la Croatie, qui s'était réjouie voir

4,1 millions de touristes affluer en 1998 - leur premier marché en force depuis la guerre de 1991-1995 - voit sa situation sinistère, surtout dans la région de Dubrovnik, ville du Monténégro. Beaucoup de vols charters ont été annulés. « La Croatie a instantanément disparu du marché du tourisme, mais il y a un phénomène à l'échelle de la région, il y a un pas que nous n'avons pas franchi », commente René-Marc Chikil, président de Jet Tours.

Les autres destinations de la région ne sont pas dans les mêmes risques recensés par le secteur des agences étrangères, plaident les professionnels. Pour Jacques Mallot, président de Nouvelles Frontières, la Grèce ou la Turquie, par exemple, ne souffrent d'aucune répercussion. « Les Français consomment, les Français s'inscrivent, les Français voyagent, la situation n'a rien de comparable avec celle de la guerre du Golfe », affirme-t-il de son air d'éternel provocateur. Une analyse qui n'est pas partagée par Michel Leclerc, président de la compagnie allemande de

transport aérien, qui est l'impact sur les compagnies ? Difficile à chiffrer, d'autant qu'elles restent très discrètes sur les ventes et les annulations de vol. L'encombrement du ciel européen. Toute juste reconnaissent-elles la suppression de certaines destinations, Belgrade et Zagreb pour Air France.

En Allemagne, l'hebdomadaire Der Spiegel évaluait, lundi 10 avril, à 5,2 millions d'euros les pertes journalières occasionnées à Lufthansa par le conflit. Un chiffre que la compagnie allemande de

ment, tout en reconnaissant que « la stabilité de la circulation aérienne à Francfort et à Munich est considérablement affectée ». Francfort héberge une base de l'US Air Force et 70 mouvements militaires par jour y seraient enregistrés, sur un total de 1 100 à 1 300 rotations quotidiennes.

### A la suite de l'appel de la Croix-Rouge, certains produits de première nécessité ont vu leurs ventes décoller

Pour le reste des marchés de grande consommation, pas de répercussion majeure pour l'instant. « Si les consommateurs sont affectés par la situation au Kosovo, c'est plutôt positivement », constate Michel Leclerc, co-président des

Centres Leclerc. « En 1991, la guerre du Golfe avait entraîné une réaction spectaculaire, l'effrénation des achats de farine, de riz et de pâtes. Les achats de farine, de riz et de pâtes ont été multipliés par dix sept. Ces réactions pouvaient s'analyser à la journée. Les consommateurs ont acheté des produits et ont sur-stocké ».

Dans les autres secteurs, « Depuis le 15 mars les ventes globales de consommation alimentaire ou d'épicerie sont conformes à la normale », explique Michel Leclerc, de la Croix-Rouge, dont le stock de farine hebdomadaire des ventes de 400 hypermarchés et supermarchés français. Une analyse détaillée de ses données permet cependant de constater en lumière l'achat de farine et de riz par les Français. A la suite de l'appel lancé par la Croix-Rouge, certains produits de première nécessité ont vu leurs ventes décoller. D'ici la semaine du 11 avril, dans les 400 magasins su-

vis par Interscop, « les ventes de farine ont augmenté de 35 %, les pâtes et le sucre ont vu leurs ventes croître de 17 %, les achats de farine de sardine ont doublé ».

Ces achats sont très raisonnés. Ainsi, lorsque la Croix-Rouge a demandé de reporter les efforts de l'industrie sur des produits d'hygiène, les Français ont suivi. « Les ventes de savon ont augmenté sur la semaine du 11 au 13 avril de 59 %, et la hausse s'est élevée à 20 % pour les dentifrices ». Parallèlement, les augmentations spectaculaires sur les produits de première nécessité, début avril, ont été plus d'actualité. « Sur le riz, l'effet est saisissant », explique M. Gerardo de Vera. « La Croix-Rouge a expliqué que les aliments étaient en pénurie pour les réfugiés. Entre le 11 et le 13 avril, les ventes ont chuté. Les consommateurs risquent-ils de changer d'attitude si le conflit se prolonge ? Selon un sondage IFOP/Dimanche Ouest-France publié le 25 avril, les personnes interrogées estiment que leurs comportements seraient modifiés : 23 % reporteraient certains investissements (immobilier, automobile), 11 % reporteraient certaines dépenses d'équipement (électroménager), et 14 % modifieraient leurs projets de vacances ».

Dans l'industrie, une même note reste incertaine. « On a noté un petit tassement des ventes dans nos réseaux de distribution la semaine du 12 avril. En ce qui concerne l'industrie, la première conséquence de la guerre au Kosovo ? Nous sommes incapables de dire », commente Gaston, le directeur du plan de Saint-Gobain. Le conflit n'a pas éloigné les préoccupations des entreprises. Leur présence dans la région est toujours là. Il ne s'agit pas de simples antennes commerciales. Renault, par exemple, dispose d'un bureau de représentation à Belgrade. Son responsable, un Français, a été tué par un serbe. Le marché du constructeur français en Yougoslavie ne s'élève, en 1998, qu'à 100 véhicules.

Enquête de la séquence Entreprises

## Un impact macro-économique sans comparaison avec celui de la guerre du Golfe

LE 2 AOÛT 1990, l'Irak envahit le Koweït. Simultanément, le monde entier vit une période de ralentissement économique, qui allait culminer avec la récession de 1992. La guerre du Golfe est venue comme le détonateur de la crise dans laquelle la France s'est enfoncée au début de la décennie. Crise qui a vu le nombre de chômeurs passer de 3 millions en 1993, à un moment où les législateurs ralliaient la droite, et Edouard Balladur, au gouvernement. Comparer aujourd'hui, sur le plan économique, les guerres du Golfe et du Kosovo ne semble pas justifié.

L'invasion du Koweït par l'Irak a plongé la France dans une véritable crise de confiance : les ménages ont réduit leur consommation, les industriels revu leurs anticipations à la baisse. L'ombre

d'un nouveau choc pétrolier planait. Celui-ci sera levé dans le temps : l'embargo qui a suivi la guerre du Golfe a privé le marché mondial de plusieurs millions de barils par jour, mais la hausse de la production des autres pays producteurs de pétrole, notamment de l'Arabie saoudite, a vite mis fin à ce risque d'envolée durable des cours.

Au printemps 1991, la guerre est finie. La France connaît un certain rattrapage. Mais, celui-ci ne dure pas au-delà de l'automne. Au total, sur l'année, la croissance est de 1,1 %, après 2,8 % en 1990 et 4,5 % en 1991. Car si la guerre du Golfe a bien été le catalyseur d'une crise économique profonde, elle n'en a pas été la cause. Avant elle, déjà, les indicateurs économiques commençaient à digresser : la belle croissance que

l'Hexagone avait connue, surtout depuis le choc pétrolier de 1986, était en passe d'épuisement. La réunification allemande et les politiques monétaires et budgétaires rigoureuses qu'elle a occasionnées des deux côtés du Rhin ont inversé le cycle économique. La guerre du Golfe n'est venue qu'amplifier un phénomène inévitable.

Aujourd'hui, le choc pétrolier ne se profile. L'ensemble des économistes s'accordent à penser que l'actualité internationale, européenne, et les activités industrielles touchées de plein fouet par les turbulences monétaires et la crise de la finance mondiale, ne vont que peser sur le moral, particulièrement en France. Les économistes prévoient que la demande mondiale devrait repartir à un rythme mo-

déré cette année et soutenir une croissance exclusivement tirée par la demande intérieure.

L'euro affecté  
La guerre au Kosovo n'a pour l'instant pas eu d'influence sur la situation économique. Si l'euro a été affecté : depuis le début du conflit, il est passé de 1,08 à 1,06 dollar, ce qui améliore la compétitivité des produits européens. Le conflit des Balkans, toutefois, s'est senti, pourrait peser sur le moral des ménages et sur la consommation. Le président du conseil italien, Romano Prodi, a d'ailleurs tenu des propos encourageants, indiquant jeudi 22 avril que la crise de l'euro avait entraîné une baisse de la consommation dans son pays.

Eric Chaney, économiste chez Morgan Stanley, considère qu'une intervention terrestre lourde -

avec 100 000 hommes, pour l'essentiel européens, envoyés en place - coûterait entre 10 et 20 milliards d'euros par an, soit 75 % à la charge de l'Union européenne. Et aurait un fort impact psychologique sur les ménages. Les entreprises : « Si l'euro devait se passer cet été, la croissance européenne de 1999 perdrait 0,2 point pour atteindre 1,7 %, et celle de 2000, 0,5 point pour atteindre 2,5 % ».

Quoi qu'il arrive, personne n'imaginerait aujourd'hui que l'impact économique de la guerre au Kosovo pourrait être durable. Les crises conjoncturelles, loin d'être du côté des Balkans, sont plutôt à chercher outre-Atlantique, dans un krach du Wall Street, en Chine dans une dévaluation de la monnaie, ou encore en Allemagne dans une récession.

Virginie Malingre

### TROIS QUESTIONS À DANIELLE RAPOPORT

1 Vous êtes psycho-sociologue et vous dirigez le cabinet d'étude sur la consommation DRC. Comment expliquez-vous que l'effet de panique des consommateurs français observé lors de la guerre du Golfe n'apparaisse pas lors du conflit actuel ?  
Les deux conflits ne peuvent se comparer. La guerre du Golfe était une guerre économique, distanciée, quasi « virtuelle ». Elle n'était pas réellement ressentie par le public, ce qui est générateur d'angoisse. Il peut y avoir panique lorsque la place laissée à l'imaginaire est trop forte et lorsque les objets du peur ne sont pas identifiés.

Au contraire, la guerre du Kosovo est proche, détaillée, imagée. On est dans du concret sur lequel les personnes peuvent projeter leurs peurs, mais raisonnées.

2 Les Français ont fait preuve d'un fort élan au début du conflit. Comment expliquez-vous cette réaction ?  
La crise du début des années 90 a marqué un tournant. Les consommateurs ont pris une certaine distance par rapport à leur consommation. L'époque du « tout-achat » et quête du bonheur étaient liées à la révolution. Les citoyens veulent sortir de l'immobilisme et de l'enfermement qu'ils ont connus pendant la crise. Ils veulent reprendre la vie pour eux-mêmes, mais aussi pour donner à leur vie une ouverture au monde, aux autres. Ils veulent créer des liens.

Les gestes de solidarité vis-à-vis du Koweït s'inscrivent parfaitement dans cette tendance de responsabilisation des citoyens qui apparaît depuis 1995. Cependant, il est important de noter que cette générosité peut être un moyen d'atténuer certains peurs.

3 Cela semble être une réaction constante, le moral des Français est atteint ?  
Les consommateurs que j'ai interviewés réagissent dans le cadre de l'observatoire sur l'euro à l'Europe, que je dirige, expriment spontanément sur la guerre. Le fait est que l'extension du conflit est présent dans l'esprit de certains. La peur de la non-maîtrise du monde est évoquée également. Ceci est pour l'instant modéré. La manifestation de l'euro n'est pas vraiment réellement liée dans l'esprit des consommateurs. Ceux-ci craignent que l'Europe ne soit peut-être pas apte à gérer le conflit.

Si cette guerre perdure, elle peut avoir un effet sur la confiance en l'avenir, la confiance dans les institutions. On ne peut pas dire qu'il n'y aura pas d'effets sur la consommation.

Propos recueillis par Laure Belot

**OFFRES**

**L'ASSOCIATION NATIONALE DE PREVENTION DE L'ALCOOLISME**  
Reconnue d'utilité publique

**CHARGE DE MISSION INTERVENTION SOCIALE (H/F)**

Détenteur d'un diplôme en Sciences Humaines et/ou Médico-Sociales (bac + 3 minimum), vous disposez d'une expérience significative dans le secteur de l'intervention sociale et sanitaire et connaissez la vie associative. Vous devrez, sous l'autorité du Chef de Service, concevoir, suivre et évaluer les projets et actions du secteur. Vous apporterez également un soutien technique et méthodologique aux équipes de terrain. Vous organiserez et animerez les commissions de recherche et d'élaboration de démarches de soin et d'accompagnement social.

CDI plein temps basé à Paris - fréquents déplacements. Convention Collective de l'AN.P.A. Statut cadre. Poste à pourvoir immédiatement, adressez vos candidatures (lettre, CV et photo) à :

Monsieur le Directeur ASSOCIATION NATIONALE DE PREVENTION DE L'ALCOOLISME  
20, rue Saint-Fiacre - 75002 PARIS

**URGENT**  
Lycée français de  
POINTE-NOIRE/CONGO  
recrute pour septembre 1999 :  
- 1 PROF. CERT. FRANÇAIS  
- 1 PROF. CERT. MATH  
- 1 PROF. TIT. PHYSIQUE SVT

Tél : (242) 94-30-33  
Fax : (242) 94-43-96  
Mail : LFC10@CALYA.COM

Traducteur technique  
pour l'automobile  
anglais vers français cherche  
**COLLABORATEURS**  
**FREE LANCE**  
Fax : (33) 21-41-11-11

**DEMANDES**

**ING + IAE - 50 ANS**  
Spécialiste de l'organisation industrielle et logistique. Expérience du conseil au travers de missions pragmatiques et diversifiées.

**OFFRE DISPONIBILITÉ TEMPS PARTIEL**  
Pour management opérationnel  
Tél : 05-14-61-11-11

**Ingénieur d'étude + 5. ECO**  
(et stat.) et de l'immobilier (sans état) volontaire, rigoureux, polyvalent et autonome, capable de travailler seul ou en équipe angl. et franc. pour propositions de projets.

T : 01-47-29-57-89 (9 h-12 h)

**CHEF DE SERVICE COMMERCE**  
rech. poste cuisine de direction, ambassade, ministère ou autres. Ecrire au Monde Publicité sous no 9922  
21 bis, rue Claude-Bernard, 75006 Paris

**ALLEMAND FORMATION SC. PO.**  
assure les relations avec le monde germanophone. Étude toutes propositions. Tél : 01-41-11-07-72

**Expert-comptable**  
généraliste et méthodique, exp. nat. et de longue durée, cherche emploi stable dans Cabinet tenu par un indépendant en province acceptées. Ecrire au Monde Publicité sous no 9922  
21 bis, rue Claude-Bernard, 75006 Paris

**J. F. TRÈS SÉRIEUSE AVEC RÉFÉRENCES**  
cherche heures de ménage (lundi ou samedi)  
Tél : 01-42-40-72-57 (18 h)

**ÉDITEUR EXPÉRIENTÉ**  
domaine professionnel et utile, cherche poste à temps plein ou partiel.  
Tél/Fax : 01-48-08-23-02

lundi avec  
**Le Monde**  
DATE MARDI  
retrouvez  
**LE MONDE ÉCONOMIE**  
et les offres

d'autoroutes.

- Le Club Méditerranée ouvre uniquement l'été et loue ses équipements à une entreprise locale.

- Serbie, Monténégro : il y avait au début de l'année quinze entreprises françaises présentes en Yougoslavie : Air France, Alcatel (deux bureaux), Alstom, Balkan Commodities (import-export), Bull, Distri-France, France Produkt (import-export), Ledex (commerce de gros), Matrimonia (robes de mariée), Moulinex, (deux bureaux), Renault, Schneider, Société générale, YugoFrance (import-export).





## Les marchés financiers conservent leur calme

LE CONFLIT dans les Balkans n'inquiète guère, pour l'instant, les opérateurs financiers. Depuis un mois, le marché des actions françaises a pris plus de 5 %, la Bourse de Londres évolue sur ses plus hauts niveaux historiques et celle de New York vole à record. Les événements du Kosovo n'ont pas, pour le moment, influencé la manière significative de la gestion. Indique Christian Dargnat, responsable de la gestion de l'Indocam, la société de gestion du Crédit agricole. Depuis plusieurs mois, les valeurs pétrolières, délaissées depuis l'été dernier, ont retrouvé leur intérêt des investisseurs. Elles ont entraîné la hausse des prix du pétrole, la consommation de 30 000 barils par jour du conflit en Yougoslavie par les troupes de l'OTAN contribuant à tirer les cours du pétrole à la hausse.

Du côté des marchés obligataires, la situation des obligations françaises n'est pas dramatique. Marie-Thérèse Thomsen, économiste chez Merrill Lynch, attribue néanmoins la crise du Kosovo à l'élargissement de l'excès de la dette publique, des obligations françaises ou italiennes avec les emprunts d'Etat allemands, réputés plus sûrs.

UN COÛT LIMITÉ. Les évolutions restent minimales. Le marché des changes montre des signes de fébrilité. L'euro, qui a perdu 3,5 % face au dollar depuis le début des troupes, réagit à toute nouvelle et se raffermi au moindre espoir d'interruption du conflit. Mais la monnaie unique face au billet vert s'explique également par la vigueur de l'économie américaine, bien supérieure à celle des pays de l'Eurozone.

La monnaie de la monnaie indifférente des investisseurs est simple : « Les marchés réagissent en fonction de l'impact économique. Or celui de la guerre au Kosovo est marginal, bien plus faible que la guerre au Golfe par exemple », juge Jean-

Pierre Hellebuyck, directeur de la stratégie d'investissement d'Axa Investment Managers. Les chiffres qu'il cite tablent sur un coût de la guerre limité pour les pays concernés.

Toutefois, « la prolongation de l'aggravation de la guerre au Kosovo porteuses de choc sur le tourisme en Italie et, à moindre mesure, en Espagne et en France. Ensuite, la possibilité d'un recul de la confiance au ménage », selon les analystes de marchés de l'ECF, cela pourrait pénaliser la consommation, principal moteur de la croissance actuellement, et retarder la reprise de l'activité en Europe. Et même, une intervention de troupes terrestres – le pire des scénarios analysés pour le moment par Eric Chaney et Christophe Duval-Kleffer, stratégues chez Morgan Stanley – pourrait affecter les finances publiques des membres de la zone euro. Néanmoins, pour eux, cela ne devrait pas suffire à rompre collectivement le respect des critères de Maastricht en matière de déficit budgétaire.

Les investisseurs se montrent néanmoins confiants sur l'évolution des prix, même si les guerres ont entraîné la cause d'un dérapage de l'inflation. « Une observation à retenir est que depuis 1994, le coût de la guerre en Corée, estimé à 340 milliards de dollars, n'a eu aucune conséquence sur le prix. La guerre au Kosovo est encore loin de ces seuils », estime M. Hellebuyck. Toutefois, « la menace peut peser sur un premier temps sur les obligations européennes, la cause de la proximité géographique et des déficits budgétaires existant », ajoute-t-il.

### LE POIDS DE LA RECONSTRUCTION

La poursuite du conflit fait également peser des risques non négligeables sur les marchés financiers grecs, Athènes étant soumise à l'intégration de la zone euro. Selon les économistes de Goldman Sachs, les investisseurs dans les Balkans ne devraient pas, pour le moment, détourner la Grèce du processus de convergence. « Les développements au Kosovo pourraient toutefois entraîner un péril à l'égard de la Grèce si le mouvement domestique anti-OTAN se retournait contre le gouvernement », donnait lieu à un relâchement des efforts réalisés jusqu'à présent, expliquent-ils.

La résolution du conflit ne devrait pas non plus troubler les investisseurs, même si certains s'interrogent sur les conséquences d'un accès financier à la région pour financer leur reconstruction. L'OTAN pourrait peser sur les budgets des pays de la région, donc sur les marchés obligataires du Vieux Continent et affaiblir la monnaie européenne. Mais d'autres observateurs soulignent que ces dépenses supplémentaires pourraient avoir à l'égard des conséquences positives sur la croissance économique en Europe. « Les dépenses liées à la guerre ne constituent pas un investissement productif, la différence entre les coûts liés à la reconstruction d'un pays », constate un opérateur.

Joël Morio et Cécile Prud'homme

## L'américain Global Crossing achète les câbles sous-marins du britannique Cable & Wireless

La concentration poursuit dans les télécommunications

Pionnier depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle des liaisons télégraphiques puis téléphoniques, le britannique Cable & Wireless abandonne son activité d'installation de câbles sous-marins au profit de l'installation de câbles sous-marins.

transmission de données met en place les « tuyaux » dont les opérateurs téléphoniques ont le plus grand besoin.

LE SECTEUR des télécommunications se remodèle rapidement. L'exemple des grands groupes intégrés à la fois installateurs, exploitants d'infrastructures de télécommunications évolue au profit d'une plus grande spécialisation des acteurs. L'acquisition par l'américain Global Crossing, pour 3,5 milliards de livres (5,6 milliards d'euros), de Cable & Wireless, la division du britannique Cable & Wireless, spécialisée dans l'installation et la maintenance de câbles sous-marins, en est un nouvel exemple. Depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, Cable & Wireless a été le pionnier des liaisons de câbles sous-marins.

Mais actuellement, il se consacre à la transmission de données par les câbles sous-marins et procède à des arbitrages dans les participations. En revanche, Global Crossing est un nouveau venu dans le monde des infrastructures de télécommunications. C'est un groupe financier américain, issu de la vente de la compagnie aérienne Trans World Airlines (TWA) à la fin des années 1990.

Une valorisation qui s'explique par le dynamisme de son secteur. Le marché de la transmission de données progresse à 15 % par an, contre 5 % pour le marché classique.

Capital et soutenu par le Canadian Imperial Bank of Commerce et la Deutsche Bank, le groupe américain Global Crossing, qui a acquis Cable & Wireless, se consacre à la transmission de données par les câbles sous-marins et procède à des arbitrages dans les participations.

Une valorisation qui s'explique par le dynamisme de son secteur. Le marché de la transmission de données progresse à 15 % par an, contre 5 % pour le marché classique.

Une valorisation qui s'explique par le dynamisme de son secteur. Le marché de la transmission de données progresse à 15 % par an, contre 5 % pour le marché classique.

La transmission de données met en place les « tuyaux » dont les opérateurs téléphoniques ont le plus grand besoin. Global Crossing s'est engagé à l'extension de son réseau pour relier les plus grandes villes européennes. De l'autre côté, l'Atlantique, Global Crossing a acquis en mars 1999, l'opérateur américain de boucles locales Frontier pour 11,2 milliards de dollars. Dans le même temps, il a lancé la construction d'un lien transatlantique disposant de la plus importante capacité de transmission du marché (2,5 terabits).

RESEAU MONDIAL. D'ici à 2001, le groupe devrait avoir déployé un réseau mondial reliant l'Europe aux Etats-Unis, le Japon et l'Asie. Quant à l'Europe, Global Crossing a acquis en mars 1999, l'opérateur américain de boucles locales Frontier pour 11,2 milliards de dollars. Dans le même temps, il a lancé la construction d'un lien transatlantique disposant de la plus importante capacité de transmission du marché (2,5 terabits).

Enguerrand Renault

## GEC poursuit son « shopping » technologique

LORD SIMPSON, le PDG du britannique GEC, est un homme pressé. Quatre mois après avoir vendu ses activités d'électronique de défense à son compatriote British Aerospace, il a commencé à acheter pratiquement terminé son « shopping » technologique aux Etats-Unis pour devenir un équipementier de télécommunications capable de rivaliser avec les géants américains Lucent et Cisco.

Après avoir déboursé, début mars, 2,1 milliards de dollars (1,97 milliard d'euros) pour acquérir Reltec, GEC a annoncé, lundi 26 avril, l'acquisition de l'américain Fore Systems, spécialisé dans les commutateurs pour transmissions de données, pour 4,2 milliards de dollars. GEC va créer une filiale ad-hoc (Acquisition Corp.) pour lancer une offre en numéraire sur Fore Systems à 35 dollars par action, soit 43 % de plus que le prix de clôture de l'action sur le Nasdaq vendredi. Fore Systems, dont le siège est à Pittsburgh (Pennsylvanie), emploie environ 2 000 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires de 632 millions de dollars durant son exercice 1998 finissant le 31 décembre. GEC a une participation de 55,4 millions de dollars (-48 % sur l'exercice précédent).

« GEC se situe à l'avant-garde du marché global des infrastructures pour les télécommunications, en croissance rapide », souligne le groupe. L'objectif est de se positionner sur l'ensemble des technologies qui permettent de transmettre plus efficacement des données, comme Internet, sur les réseaux de télécommunications. Le mar-

ché des équipements réseaux pour Internet est estimé à 50 milliards de dollars en 2005.

La Bourse croit à la stratégie de Lord Simpson. L'action GEC a progressé de près de 5 % lundi après-midi, l'annonce de cette nouvelle acquisition et de la perspective d'une cotation prochaine de GEC sur le Nasdaq, le marché des valeurs de haute technologie américaines.

### DOUTES

Pour de nombreux analystes, GEC va un peu vite en besogne. Avec moins de 6 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 1999, GEC est encore loin derrière le numéro 1 mondial Lucent, qui réalise 11 milliards de dollars d'activité. Les deux proies de GEC, Reltec et Fore, n'ont rien des stars du secteur que sont Cisco, Ascend (racheté par Lucent) ou Bay Networks (racheté par Nortel). Certains analystes font également remarquer que la technologie ATM (asynchronous transfer mode) acquise par GEC avec le rachat de Fore, est moins performante que celle des réseaux IP (Internet protocol).

GEC va donc devoir démontrer qu'il a fait le choix des bonnes technologies et qu'il va tirer profit du portefeuille de clientèle acquis avec ces deux achats américains (AT & T, Bell Atlantic et BellSouth, Level Three, Time Warner Communications), d'autant qu'il a déjà épuisé les 4 milliards de dollars qu'il avait tirés de la vente de son activité défense à British Aerospace.

Christophe Jakubyszyn

## CRÉDIT COOPÉRATIF

1998 : une année très satisfaisante

104 MF  
+30,3 %

1 093 MF  
+18,2 %

11,10 %  
dont Tier 1  
7,80 %

2 300 MF  
+16,7 %

75,9 %

Le Conseil d'Administration de la Caisse Centrale, réuni le 1er avril 1999 sous la présidence de M. Jean-Claude DUTELLE, a arrêté les comptes de l'exercice 1998 du Crédit Coopératif. Pour la première fois le bénéfice net franchit les 100 millions de francs (104 MF) par rapport à 1997 (80,8 MF) en progression de 30,3 %. Le chiffre de bénéfice net est le premier résultat positif des bénéfices d'exploitation en cours d'exercice. L'année 1998 s'est caractérisée par un niveau d'activité soutenu dans les domaines de la clientèle PME, du PME fortement accru du fait des reprises, la croissance de la clientèle non marchande s'est poursuivie, appuyée sur un partenariat très actif et multiforme et le développement des relations avec les particuliers s'est accéléré, qu'il s'agisse de collecte ou de crédits.

Le PNB s'élevait à 1 092,9 MF soit 166,6 M€ (+18,2 %). La contribution des opérations de croissance externe a été conforme aux attentes. L'érosion des marges a été compensée par la forte progression des commissions nettes, dont la part dans le PNB est passée de 14,9 % en 1997 à 23 % en 1998, sous le double effet de la politique d'élargissement des perceptions sur l'ancien périmètre et d'une pratique déjà établie dans les établissements réceptifs.

Les dépôts à vue et d'épargne ont enregistré une croissance très notable de près de 25 % et l'ensemble des ressources bancaires de près de 20 %. La progression de l'encours des OPCVM gérés ayant été plus modérée, l'encours moyen de la collecte bancaire et financière auprès de la clientèle s'est accru de 11,1 % au total.

Les emplois à court terme, particulièrement représentés dans les activités reprises progressent de façon remarquable (+33,6 % pour les encours de dépôts, +74,3 % pour le portefeuille). Les versements de crédits d'investissement ont réalisé un bon score (+10 %). Ainsi l'encours total de crédits progresse-t-il de 8,9 %.

CRÉDIT COOPÉRATIF  
UNE BANQUE POUR TOUS LES FRANÇAIS

Les charges de personnel (+13,6 %) ont été bien maîtrisées malgré l'augmentation des effectifs due aux reprises. Les autres frais de gestion, y compris les dotations aux amortissements, (+15,6 %) ont eu un impact des dépenses non récurrentes inhérentes à toute opération d'intégration et d'ajustement du réseau, passé de 56 à 61 millions. L'ensemble des charges générales (+14,3 %) progressent moins que le PNB, le coefficient d'exploitation (75,9 %) s'en trouve amélioré de plus de 2 points. Le résultat brut (265,1 MF) est supérieur de 32,4 % à celui de 1997.

Les sommes affectées à la couverture des risques (101,8 MF en 1998) ont progressé de 81,9 en 1999 ne retenant pas une augmentation des risques, qui sont en diminution mais incluent des provisions à caractère sectoriel.

Les dépenses euro et passage à l'an 2000 ont été provisionnées en charges exceptionnelles. Les fonds propres (2,3 Mds) ont progressé de +16,7 %. Les parts B, dont l'émission a été initiée en 1998, représentent 94 MF et les TSR émis par la Caisse Centrale en 1999 100 millions. Le Tier 1 a progressé de 7,36 % à 7,80 %. Le ratio de solvabilité européen s'élevait à 11,10 % contre 10,59 % en 1997.

Après une année fertile en mutations profondes, 1999 sera particulièrement consacrée à la consolidation et l'optimisation des acquis et à l'approfondissement des partenariats. Rationaliser les structures pour être plus performant au plan commercial et plus efficace au plan administratif est le nouveau défi que le Groupe a engagé. Mener à bien les chantiers communs avec le Crédit Maritime, contribuer aux avancées des entreprises d'Economie sociale dans une période de mutation, optimiser l'action avec la GDR Nord Pas de Calais, développer les partenariats dans la banque solidaire, faire de nouveaux progrès au niveau européen avec les partenaires du EGF, telles sont quelques unes des tâches sur lesquelles le Groupe est à l'œuvre en 1999.

## La FGAAC appelle les agents de conduite SNCF à la grève

LA FÉDÉRATION générale autonome des agents de conduite (FGAAC) de la SNCF a appelé le personnel de conduite à cesser le travail à partir du mardi 27 avril à 20 heures. Cet arrêt de travail est reconductible par tranches de 24 heures jusqu'au lundi 3 mai.

La FGAAC qui compte 29,3 % des suffrages aux élections professionnelles des agents de conduite a appelé à la grève de l'accord sur la réduction du temps de travail qui présente une remise en cause du métier d'agent de conduite. Les perturbations entraînées par ce mouvement de grève devraient être, selon la direction, variables selon les régions.

Par ailleurs, des agents de nettoyage de la gare de Paris, des agents de la SNCF Sud-service, filiale du groupe Nicollin, sont en grève depuis le 12 avril pour demander le bénéfice de la convention collective de la maintenance ferroviaire, a annoncé, lundi, le syndicat SUD-Rail. La direction de Sud-service, l'application de cette convention collective, au lieu de celle des entreprises de propreté en vigueur dans cette entreprise, entraînerait des hausses de salaires de plus de 30 %.

## Le groupe Marie Brizard va passer sous le contrôle de ses créanciers

UN NOUVEAU montage financier alléger l'endettement du groupe Marie Brizard, annoncé mardi 27 avril. Le quotidien Sud-Ouest a révélé que le groupe va passer sous le contrôle de ses créanciers avec un certain nombre de détenteurs d'obligations convertibles, dont des filiales du Crédit agricole et la Caisse d'épargne britannique ICG. Les titres seront transformés en actions, ce qui devrait réduire à une minorité la participation de la holding familiale Sofia, qui détient actuellement 56 % du capital.

Marie Brizard, placé sous le contrôle d'un mandataire ad hoc par le tribunal de commerce de Bordeaux, supporte un endettement de près de 1 milliard de francs.

هكذا من الأصل



\* Offre d'abonnement postal valable uniquement en France métropolitaine jusqu'au 31/12/1992.



## TABLEAU DE BORD

## AFFAIRES

## INDUSTRIE

● **AIRBUS** : le constructeur d'avions européens a annoncé officiellement, lundi 26 avril, le lancement de son plus petit avion, l'A380, un appareil d'une centaine de sièges qui complète la famille A320 et sortira des chaînes d'assemblage allemandes d'Airbus à Hambourg (Le Monde du 18 et 19 avril). Cet appareil fait déjà l'objet de 109 engagements d'achat émanant notamment des compagnies aériennes TWA, Air France, Egyptair et du loueur américain d'avions ILFC.

● **EUROTUNNEL** : le tribunal de commerce de Paris a débouté lundi 26 avril l'Association des actionnaires d'Eurotunnel (Adact), qui avait demandé l'annulation des résolutions autorisant l'attribution de stock-options aux dirigeants et salariés du groupe, et devant être votées lors de l'assemblée générale d'Eurotunnel le 11 mai.

● **BARILLA** : le leader mondial des pâtes a racheté les pains croustillants Wasa, pour 296 millions d'euros au groupe suisse Novartis, qui veut se concentrer sur les aliments santé. Novartis a également cédé sa marque d'aliments diététiques Eden à l'allemand De-Val-Ge Gesundheitswerk.

● **PECHINEY** : le groupe d'aluminium et d'emballage a annoncé le 27 avril l'acquisition de Kenpak, producteur américain d'emballages médicaux.

## SERVICES

● **TELECOM ITALIA** : lundi 26 avril, le ministre italien des finances Carlo Ciampi a reporté la rencontre demandée par son homologue allemand Hans Eichel à propos de la fusion entre Deutsche Telekom et Telecom Italia. De son côté, le gouvernement allemand a fait savoir qu'il ne s'opposait pas à accélérer le processus de désengagement de l'Etat dans le capital de Deutsche Telekom.

● **EBAY** : le site Internet de vente aux enchères a annoncé, lundi 26 avril, l'acquisition pour 250 millions de dollars (242 millions d'euros) de Butterfield and Butterfield, expert dans les enchères haut de gamme.

● **GROUPE PARTOUCHE** : le conseil municipal de Lyon a approuvé lundi 26 avril la

concession d'un casino, qui sera abrité en sous-sol par un hôtel Hilton, dont l'ouverture est prévue en mai sur le site de la Cité internationale, à la société anonyme (SA) Grand Casino de Lyon, filiale à 90 % du groupe Partouche.

● **KINGFISHER** : le groupe de grande distribution britannique a annoncé mardi 27 avril le lancement, en association avec le groupe français Arnault, d'un service européen d'accès gratuit à l'Internet, Libertysurf. Ce service sera initialement disponible en France, dans les magasins Darty.

● **MICRO-INFORMATIQUE** : les ventes mondiales de PC ont continué de progresser au 1<sup>er</sup> trimestre, avec une croissance en volume de 17 à 19 %, selon Dataquest et IDC, mais la forte pression sur les prix a ramené cette croissance à moins de 5 % en valeur.

● **AIR FRANCE** : la compagnie est entrée mardi 27 avril dans son 13<sup>e</sup> jour de conflit à Nice. La régionale d'Air France à Nice et les organisations syndicales se sont rencontrées la veille. L'intersyndicale des personnels au sol d'Air France à l'aéroport de Marseille s'est mise en grève par solidarité avec le mouvement social nicçois.

## FINANCE

● **CRÉDIT LYONNAIS** : après l'achat agricole, les assureurs AGF (filiale d'Allianz) et Axa ont officiellement candidaté au groupe d'actionnaires partenaires (GAP) de la banque publique. Les AGF veulent prendre une participation « entre 5 et 8 % », y compris le 1,66 % déjà détenu, et Axa « autour de 5 % ».

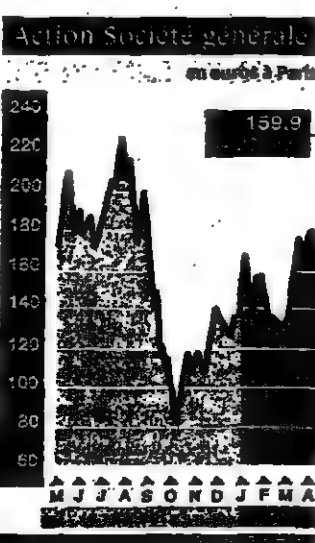
● **COMIT** : le président du groupe bancaire italien Banca Commerciale Italiana (Comit), Luigi Lucchini, a annoncé lundi 26 avril le report surprise d'un conseil d'administration programmé pour mardi. Les administrateurs sont partagés sur la réponse à donner à la demande de mariage présentée récemment par le groupe bancaire Unicredit italien.

● **BRADFORD AND BINGLEY** : les adhérents de la mutuelle de crédit immobilier britannique ont voté, contre l'avis de la direction, en faveur d'une démission qui va se traduire par une entrée en Bourse et la distribution gratuite d'actions.

## VALEUR DU JOUR

## La Société générale sonde ses alliés potentiels

LA BATAILLE boursière ■ BNP, la Société générale (SG) et Paribas se poursuivent sur la communication. ■ Le camp dans une guerre de tranchées, comment un banquier d'affaires, où l'offensive se fait par haut-parleurs interposés, mais ■ personne ne bouge. ■ Pas même la Générale, en dépit de certaines rumeurs. Ainsi lundi 26 avril, Bloomberg indiquait, citant une source proche du dossier, que le banquier belge-néerlandais Fortis ■ déclinait une proposition informelle de SG, lui offrant de prendre 10 % de son capital pour contre l'offre BNP. Au même moment, certains évoquaient l'existence de groupes de ■ entre SG et la banque ■ ABN AMRO. Quelques ■ plus tôt, ■ rumeurs mentionnaient des contacts avec la banque allemande Commerzbank. Ni SG ni Fortis ne faisaient lundi de commentaires. ■ seule certitude à ce ■ que SG étudie toutes les options possibles à l'offre de la BNP, ■ compris l'alliance avec un ■ européen, ■ condition ■ cet-ci permette d'imaginer un mariage équilibré. La Générale de Banque, filiale de Fortis dont Suez ■ le premier actionnaire, aurait pu ■ l'affaire. Quant à la Commerzbank, SG aurait déjà envisagé fin 1998 la possibilité d'une association avec elle, sous la forme d'une alliance tri-partite, avec la

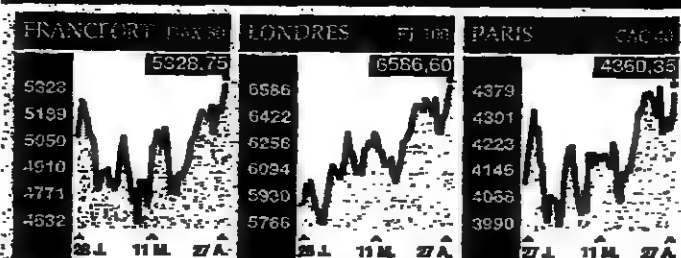


banque espagnole BCH. Pour l'instant, les banques européennes paraissent hésiter à s'engager dans une bataille franco-allemande. Et aucun mouvement de rachat de titres SG en Bourse ne semble en cours, constate un proche de la BNP. Si contre-offensive il devait ■ avoir, explique un banquier, ce serait plutôt lors des prochains jours ■ clôture ■ en cours.

De ■ côté, ■ BNP ■ une nouvelle présentation de son projet de mariage à trois ans ■ analyses financières mardi 27 avril, à Paris puis Londres. Lundi, le titre BNP a terminé en hausse de 1,94 ■ à 73,2 euros, ■ l'action Paribas ■ à 95,65 euros (+0,89 %), l'action SG ■ à 159,9 euros (+1,13 %).

Sophie Fay

## EUROPE



| Europe (indice) | Index          | Change  | Var. % | Var. % |
|-----------------|----------------|---------|--------|--------|
| EUROPE          | EURO STOXX 50  | 3225.81 | 1.57   | 11.49  |
| EUROPE          | STOXX 60       | 3759.66 | 1.85   | 12.80  |
| EUROPE          | EURO STOXX 300 | 330.89  | 1.17   | 7.68   |
| EUROPE          | STOXX 600      | 810.72  | 1      | 71.59  |
| FRANCE          | CAC 40         | 4380.35 | 1.77   | 10.89  |
| FRANCE          | MCX40          | 7729.57 | 2.13   | 4.67   |
| FRANCE          | SBF 120        | 2342.62 | 1.74   | 10.78  |
| FRANCE          | SBF 250        | 2741.81 | 0.81   | 8.61   |
| FRANCE          | SECOND MARCHÉ  | 7871.59 | 1.28   | -5.88  |
| ALLEMAGNE       | DAX            | 6749.81 | 0.58   | 0.46   |
| ROYAUME-UNI     | FTSE 100       | 5252.54 | 0.94   | -7.45  |
| ROYAUME-UNI     | FTSE 250       | 6028.78 | 1.58   | 8.52   |
| LOMBARDIE       | FTSE 100       | 6028.81 | 0.58   | 11.37  |
| ESPAGNE         | STOCK EXCHANGE | 3898.16 | 0.82   | 1.84   |
| ESPAGNE         | MIBEL 30       | 3898.60 | 1.46   | 4.95   |
| PORTUGAL        | BVLX           | 7822.59 | 1.81   | 2.25   |

## AMÉRIQUES



|                               | 27.4    | 27.5    | 27.6    | 27.7    | 27.8    | 27.9    | 28.0    | 28.1    | 28.2    | 28.3    | 28.4    | 28.5    | 28.6    | 28.7    | 28.8    | 28.9    | 29.0    | 29.1    | 29.2    | 29.3    | 29.4    | 29.5    | 29.6    | 29.7    | 29.8    | 29.9    | 30.0    |         |
|-------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| AMÉRIQUE LATINE               | 10718   | 10728   | 10738   | 10748   | 10758   | 10768   | 10778   | 10788   | 10798   | 10808   | 10818   | 10828   | 10838   | 10848   | 10858   | 10868   | 10878   | 10888   | 10898   | 10908   | 10918   | 10928   | 10938   | 10948   | 10958   | 10968   | 10978   | 10988   |
| ÉTATS-UNIS (DOW JONES)        | 10718   | 10728   | 10738   | 10748   | 10758   | 10768   | 10778   | 10788   | 10798   | 10808   | 10818   | 10828   | 10838   | 10848   | 10858   | 10868   | 10878   | 10888   | 10898   | 10908   | 10918   | 10928   | 10938   | 10948   | 10958   | 10968   | 10978   | 10988   |
| ÉTATS-UNIS (S&P 500)          | 10690.4 | 10695.4 | 10700.4 | 10705.4 | 10710.4 | 10715.4 | 10720.4 | 10725.4 | 10730.4 | 10735.4 | 10740.4 | 10745.4 | 10750.4 | 10755.4 | 10760.4 | 10765.4 | 10770.4 | 10775.4 | 10780.4 | 10785.4 | 10790.4 | 10795.4 | 10800.4 | 10805.4 | 10810.4 | 10815.4 | 10820.4 | 10825.4 |
| ÉTATS-UNIS (NASDAQ COMPOSITE) | 10690.4 | 10695.4 | 10700.4 | 10705.4 | 10710.4 | 10715.4 | 10720.4 | 10725.4 | 10730.4 | 10735.4 | 10740.4 | 10745.4 | 10750.4 | 10755.4 | 10760.4 | 10765.4 | 10770.4 | 10775.4 | 10780.4 | 10785.4 | 10790.4 | 10795.4 | 10800.4 | 10805.4 | 10810.4 | 10815.4 | 10820.4 | 10825.4 |
| COLOMBIE (BVLX)               | 2571    | 2581    | 2591    | 2601    | 2611    | 2621    | 2631    | 2641    | 2651    | 2661    | 2671    | 2681    | 2691    | 2701    | 2711    | 2721    | 2731    | 2741    | 2751    | 2761    | 2771    | 2781    | 2791    | 2801    | 2811    | 2821    | 2831    | 2841    |
| S&P 500                       | 10690.4 | 10695.4 | 10700.4 | 10705.4 | 10710.4 | 10715.4 | 10720.4 | 10725.4 | 10730.4 | 10735.4 | 10740.4 | 10745.4 | 10750.4 | 10755.4 | 10760.4 | 10765.4 | 10770.4 | 10775.4 | 10780.4 | 10785.4 | 10790.4 | 10795.4 | 10800.4 | 10805.4 | 10810.4 | 10815.4 | 10820.4 | 10825.4 |
| BRÉSIL (BVLX)                 | 2571    | 2581    | 2591    | 2601    | 2611    | 2621    | 2631    | 2641    | 2651    | 2661    | 2671    | 2681    | 2691    | 2701    | 2711    | 2721    | 2731    | 2741    | 2751    | 2761    | 2771    | 2781    | 2791    | 2801    | 2811    | 2821    | 2831    | 2841    |
| ARGENTINE (BVLX)              | 2410    | 2420    | 2430    | 2440    | 2450    | 2460    | 2470    | 2480    | 2490    | 2500    | 2510    | 2520    | 2530    | 2540    | 2550    | 2560    | 2570    | 2580    | 2590    | 2600    | 2610    | 2620    | 2630    | 2640    | 2650    | 2660    | 2670    | 2680    |
| CHILI (BVLX)                  | 2329    | 2339    | 2349    | 2359    | 2369    | 2379    | 2389    | 2399    | 2409    | 2419    | 2429    | 2439    | 2449    | 2459    | 2469    | 2479    | 2489    | 2499    | 2509    | 2519    | 2529    | 2539    | 2549    | 2559    | 2569    | 2579    | 2589    | 2599    |
| COLOMBIE (BVLX)               | 2248    | 2258    | 2268    | 2278    | 2288    | 2298    | 2308    | 2318    | 2328    | 2338    | 2348    | 2358    | 2368    | 2378    | 2388    | 2398    | 2408    | 2418    | 2428    | 2438    | 2448    | 2458    | 2468    | 2478    | 2488    | 2498    | 2508    | 2518    |
| PEROU (BVLX)                  | 2248    | 2258    | 2268    | 2278    | 2288    | 2298    | 2308    | 2318    | 2328    | 2338    | 2348    | 2358    | 2368    | 2378    | 2388    | 2398    | 2408    | 2418    | 2428    | 2438    | 2448    | 2458    | 2468    | 2478    | 2488    | 2498    | 2508    | 2518    |
| VENEZUELE (BVLX)              | 2248    | 2258    | 2268    | 2278    | 2288    | 2298    | 2308    | 2318    | 2328    | 2338    | 2348    | 2358    | 2368    | 2378    | 2388    | 2398    | 2408    | 2418    | 2428    | 2438    | 2448    | 2458    | 2468    | 2478    | 2488    | 2498    | 2508    | 2518    |
| COLOMBIE (BVLX)               | 2248    | 2258    | 2268    | 2278    | 2288    | 2298    | 2308    | 2318    | 2328    | 2338    | 2348    | 2358    | 2368    | 2378    | 2388    | 2398    | 2408    | 2418    | 2428    | 2438    | 2448    | 2458    | 2468    | 2478    | 2488    | 2498    | 2508    | 2518    |
| ARGENTINE (BVLX)              | 2248    | 2258    | 2268    | 2278    | 2288    | 2298    | 2308    | 2318    | 2328    | 2338    | 2348    | 2358    | 2368    | 2378    | 2388    | 2398    | 2408    | 2418    | 2428    | 2438    | 2448    | 2458    | 2468    | 2478    | 2488    | 2498    | 2508    | 2518    |
| CHILI (BVLX)                  | 2248    | 2258    | 2268    | 2278    | 2288    | 2298    | 2308    | 2318    | 2328    | 2338    | 2348    | 2358    | 2368    | 2378    | 2388    | 2398    | 2408    | 2418    | 2428    | 2438    | 2448    | 2458    | 2468    | 2478    | 2488    | 2498    | 2508    | 2518    |
| COLOMBIE (BVLX)               | 2248    | 2258    | 2268    | 2278    | 2288    | 2298    | 2308    | 2318    | 2328    | 2338    | 2348    | 2358    | 2368    | 2378    | 2388    | 2398    | 2408    | 2418    | 2428    | 2438    | 2448    | 2458    | 2468    | 2478    | 2488    | 2498    | 2508    | 2518    |
| PEROU (BVLX)                  | 2248    | 2258    | 2268    | 2278    | 2288    | 2298    | 2308    | 2318    | 2328    | 2338    | 2348    | 2358    | 2368    | 2378    | 2388    | 2398    | 2408    | 2418    | 2428    | 2438    | 2448    | 2458    | 2468    | 2478    | 2488    | 2498    | 2508    | 2518    |
| VENEZUELE (BVLX)              | 2248    | 2258    | 2268    | 2278    | 2288    | 2298    | 2308    | 2318    | 2328    | 2338    | 2348    | 2358    | 2368    | 2378    | 2388    | 2398    | 2408    | 2418    | 2428    | 2438    | 2448    | 2458    | 2468    | 2478    | 2488    | 2498    | 2508    | 2518    |
| COLOMBIE (BVLX)               | 2248    | 2258    | 2268    | 2278    | 2288    | 2298    | 2308    | 2318    | 2328    | 2338    | 2348    | 2358    | 2368    | 2378    | 2388    | 2398    | 2408    | 2418    | 2428    | 2438    | 2448    | 2458    | 2468    | 2478    | 2488    | 2498    | 2508    | 2518    |
| ARGENTINE (BVLX)              | 2248    | 2258    | 2268    | 2278    | 2288    | 2298    | 2308    | 2318    | 2328    | 2338    | 2348    | 2358    | 2368    | 2378    | 2388    | 2398    | 2408    | 2418    | 2428    | 2438    | 2448    | 2458    | 2468    | 2478    | 2488    | 2498    | 2508    | 2518    |
| CHILI (BVLX)                  | 2248    | 2258    | 2268    | 2278    | 2288    | 2298    | 2308    | 2318    | 2328    | 2338    | 2348    | 2358    | 2368    | 2378    | 2388    | 2398    | 2408    | 2418    | 2428    | 2438    | 2448    | 2458    | 2468    | 2478    | 2488    | 2498    | 2508    | 2518    |
| COLOMBIE (BVLX)               | 2248    | 2258    | 2268    | 2278    | 2288    | 2298    | 2308    | 2318    | 2328    | 2338    | 2348    | 2358    | 2368    | 2378    | 2388    | 2398    | 2408    | 2418    | 2428    | 2438    | 2448    | 2458    | 2468    | 2478    | 2488    | 2498    | 2508    | 2518    |
| PEROU (BVLX)                  | 2248    | 2258    | 2268    | 2278    | 2288    | 2298    | 2308    | 2318    | 2328    | 2338    | 2348    | 2358    | 2368    | 2378    | 2388    | 2398    | 2408    | 2418    | 2428    | 2438    | 2448    | 2458    | 2468    | 2478    | 2488    | 2498    | 2508    | 2518    |
| VENEZUELE (BVLX)              | 2248    | 2258    | 2268    | 2278    | 2288    | 2298    | 2308    | 2318    | 2328    | 2338    | 2348    | 2358    | 2368    | 2378    | 2388    | 2398    | 2408    | 2418    | 2428    | 2438    | 2448    | 2458    | 2468    | 2478    | 2488    | 2498    | 2508    | 2518    |
| COLOMBIE (BVLX)               | 2248    | 2258    | 2268    | 2278    | 2288    | 2298    | 2308    | 2318    | 2328    | 2338    | 2348    | 2358    | 2368    | 2378    | 2388    | 2398    | 2408    | 2418    | 2428    | 2438    | 2448    | 2458    | 2468    | 2478    | 2488    | 2498    | 2508    | 2518    |
| ARGENTINE (BVLX)              | 2248    | 2258    | 2268    | 2278    | 2288    | 2298    | 2308    | 2318    | 2328    | 2338    | 2348    | 2358    | 2368    | 2378    | 2388    | 2398    | 2408    | 2418    | 2428    | 2438    | 2448    | 2458    | 2468    | 2478    | 2488    | 2498    | 2508    | 2518    |
| CHILI (BVLX)                  | 2248    | 2258    | 2268    | 2278    | 2288    | 2298    | 2308    | 2318    | 2328    | 2338    | 2348    | 2358    | 2368    | 2378    | 2388    | 2398    | 2408    | 2418    | 2428    | 2438    | 2448    | 2458    | 2468    | 2478    | 2488    | 2498    | 2508    | 2518    |
| COLOMBIE (BVLX)               | 2248    | 2258    | 2268    | 2278    | 2288    | 2298    | 2308    | 2318    | 2328    | 2338    | 2348    | 2358    | 2368    | 2378    | 2388    | 2398    | 2408    | 2418    | 2428    | 2438    | 2448    | 2458    | 2468    | 2478    | 2488    | 2498    | 2508    | 2518    |
| PEROU (BVLX)                  | 2248    | 2258    | 2268    | 2278    | 2288    | 2298    | 2308    | 2318    | 2328    | 2338    | 2348    | 2358    | 2368    | 2378    | 2388    | 2398    | 2408    | 2418    | 2428    | 2438    | 2448    | 2458    | 2468    | 2478    | 2488    | 2498    | 2508    | 2518    |
| VENEZUELE (BVLX)              | 2248    | 2258    | 2268    | 2278    | 2288    | 2298    | 2308    | 2318    | 2328    | 2338    | 2348    | 2358    | 2368    | 2378    | 2388    | 2398    | 2408    | 2418    | 2428    | 2438    | 2448    | 2458    | 2468    | 2478    | 2488    | 2498    | 2508    | 2518    |
| COLOMBIE (BVLX)               | 2248    | 2258    | 2268    | 2278    | 2288    | 2298    | 2308    | 2318    | 2328    | 2338    | 2348    | 2358    | 2368    | 2378    | 2388    | 2398    | 2408    | 2418    | 2428    | 2438    | 2448    | 2458    | 2468    | 2478    | 2488    | 2498    | 2508    | 2518    |
| ARGENTINE (BVLX)              | 2248    | 2258    | 2268    | 2278    | 2288    | 2298    | 2308    | 2318    | 2328    | 2338    | 2348    | 2358    | 2368    | 2378    | 2388    | 2398    | 2408    | 2418    | 2428    | 2438    | 2448    | 2458    | 2468    | 2478    | 2488    | 2498    | 2508    | 2518    |
| CHILI (BVLX)                  | 2248    | 2258    | 2268    | 2278    | 2288    | 2298    | 2308    | 2318    | 2328    | 2338    | 2348    | 2358    | 2368    | 2378    | 2388    | 2398    | 2408    | 2418    | 2428    | 2438    | 2448    | 2458    | 2468    | 2478    | 2488    | 2498    | 2508    | 2518    |
| COLOMBIE (BVLX)               | 2248    | 2258    | 2268    | 2278    | 2288    | 2298    | 2308    | 2318    | 2328    | 2338    | 2348    | 2358    | 2368    | 2378    | 2388    | 2398    | 2408    | 2418    | 2428    | 2438    | 2448    | 2458    | 2468    | 2478    | 2488    | 2498    | 2508    | 2518    |
| PEROU (BVLX)                  | 2248    | 2258    | 2268    | 2278    | 2288    | 2298    | 2308    | 2318    | 2328    | 2338    | 2348    | 2358    | 2368    | 2378    | 2388    | 2398    | 2408    | 2418    | 2428    | 2438    | 2448    | 2458    | 2468    | 2478    | 2488    | 2498    | 2508    | 2518    |
| VENEZUELE (BVLX)              | 2248    | 2258    | 2268    | 2278    | 2288    | 2298    | 2308    | 2318    | 2328    | 2338    | 2348    | 2358    | 2368    | 2378    | 2388    | 2398    | 2408    | 2418    | 2428    | 2438    | 2448    | 2458    | 2468    | 2478    | 2488    | 2498    | 2508    | 2518    |
| COLOMBIE (BVLX)               | 2248    | 2258    | 2268    | 2278    | 2288    | 2298    | 2308    | 2318    | 2328    | 2338    | 2348    | 2358    | 2368    | 2378    | 2388    | 2398    | 2408    | 2418    | 2428    | 2438    | 2448    | 2458    | 2468    | 2478    | 2488    | 2498    | 2508    | 2518    |
| ARGENTINE (BVLX)              | 2248    | 2258    | 2268    | 2278    | 2288    | 2298    | 2308    | 2318    | 2328    | 2338    | 2348    | 2358    | 2368    | 2378    | 2388    | 2398    | 2408    | 2418    | 2428    | 2438    | 2448    | 2458    | 2468    | 2478    | 2488    | 2498    | 2508    | 2518    |
| CHILI (BVLX)                  | 2248    | 2258    | 2268    | 2278    | 2288    | 2298    | 2308    | 2318    | 2328    | 2338    | 2348    | 2358    | 2368    | 2378    | 2388    | 2398    | 2408    | 2418    | 2428    | 2438    | 2448    | 2458    | 2468    | 2478    | 2488    | 2498    | 2508    | 2518    |
| COLOMBIE (BVLX)               | 2248    | 2258    | 2268    | 2278    | 2288    | 2298    | 2308    | 2318    | 2328    | 2338    | 2348    | 2358    | 2368    | 2378    | 2388    | 2398    | 2408    | 2418    | 2428    | 2438    | 2448    | 2458    | 2468    | 2478    | 2488    | 2498    | 2508    | 2518    |
| PEROU (BVLX)                  | 2248    | 2258    | 2268    | 2278    | 2288    | 2298    | 2308    | 2318    | 2328    | 2338    | 2348    | 2358    | 2368    | 2378    | 2388    | 2398    | 2408    | 2418    | 2428    | 2438    | 2448    | 2458    | 2468    | 2478    | 2488    | 2498    | 2508    | 2518    |
| VENEZUELE (BVLX)              | 2248    | 2258    | 2268    | 2278    | 2288    | 2298    | 2308    | 2318    | 2328    | 2338    | 2348    | 2358    | 2368    | 2378    | 2388    | 2398    | 2408    | 2418    | 2428    | 2438    | 2448    | 2458    | 2468    | 2478    | 2488    | 2498    | 2508    | 2518    |
| COLOMBIE (BVLX)               | 2248    | 2258    | 2268    | 2278    | 2288    | 2298    | 2308    | 2318    | 2328    | 2338    | 2348    | 2358    | 2368    | 2378    | 2388    | 2398    | 2408    | 2418    | 2428    | 2438    | 2448    | 2458    | 2468    | 2478    | 2488    | 2498    | 2508    | 2518    |
| ARGENTINE (BVLX)              | 2248    | 2258    | 2268    | 2278    | 2288    | 2298    | 2308    | 2318    | 2328    | 2338    | 2348    | 2358    | 2368    | 2378    | 2388    | 2398    | 2408    | 2418    | 2428    | 2438    | 2448    | 2458    | 2468    | 2478    | 2488    | 2498    | 2508    | 2518    |
| CHILI (BVLX)                  |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |         |



هكذا من الأصل

VALEURS EUROPÉENNES

L'action Italgas a perdu, lundi 26 avril, 2,7 %, 4 euros, après que la compagnie italienne d'eau et d'électricité contrôlée par l'ENI ait annoncé qu'elle s'attendait à une amélioration de 1,1 % de son profit opérationnel en 1999 accompagné d'une hausse de 1,9 % des dividendes.

La valeur Endesa a clôturé en hausse, lundi, de 1,53 %, 21,21 €. Le groupe espagnol a remporté la bataille qui l'opposait à Duke Energy Corp. pour prendre le contrôle de la compagnie d'électricité chilienne Empresa Nacional de Electricidad.

La réaction à l'augmentation de sa notation Moody's, la valeur Banco

Comercial Portugues s'est appréciée, lundi, de 1,62 %, 26,29 €.

Les actions du secteur télécommunications en Grande-Bretagne étaient en ébullition, lundi, après que British Telecom et AT & T aient acquis chacun 30 % du capital de Japan Telecom. Le titre British Telecom a gagné 5,3 %, Telewest Communications a pris 5,1 %.

Cable & Wireless, qui a indiqué s'être séparé de son activité câbles, a gagné 8 %.

Le titre TNT Post Groep s'est apprécié 5,4 %, 26,3 €, les investisseurs anticipant une poursuite de la vente externe de la poste hollandaise.

27/04 12h37

| SYMBOL | PAIS | en euros | variation |
|--------|------|----------|-----------|
| ALSTOM | FR   | 32,77    | +1,23     |
| ASFA   | FR   | 10,18    | +0,18     |
| BNP    | FR   | 10,18    | +0,18     |
| BRV    | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CA     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CE     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CF     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CG     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CH     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CI     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CJ     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CK     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CL     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CM     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CN     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CO     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CP     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CQ     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CR     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CS     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CT     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CU     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CV     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CW     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CX     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CY     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CZ     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| DA     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| DB     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| DC     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| DD     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| DE     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| DF     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| DG     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| DH     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| DI     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| DJ     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| DK     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| DL     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| DM     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| DN     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| DO     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| DP     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| DQ     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| DR     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| DS     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| DT     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| DU     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| DV     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| DW     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| DX     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| DY     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| DZ     | FR   | 10,18    | +0,18     |

27/04 12h37

| SYMBOL | PAIS | en euros | variation |
|--------|------|----------|-----------|
| ALSTOM | FR   | 32,77    | +1,23     |
| ASFA   | FR   | 10,18    | +0,18     |
| BNP    | FR   | 10,18    | +0,18     |
| BRV    | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CA     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CE     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CF     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CG     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CH     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CI     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CJ     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CK     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CL     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CM     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CN     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CO     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CP     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CQ     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CR     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CS     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CT     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CU     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CV     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CW     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CX     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CY     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CZ     | FR   | 10,18    | +0,18     |

27/04 12h37

| SYMBOL | PAIS | en euros | variation |
|--------|------|----------|-----------|
| ALSTOM | FR   | 32,77    | +1,23     |
| ASFA   | FR   | 10,18    | +0,18     |
| BNP    | FR   | 10,18    | +0,18     |
| BRV    | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CA     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CE     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CF     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CG     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CH     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CI     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CJ     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CK     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CL     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CM     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CN     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CO     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CP     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CQ     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CR     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CS     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CT     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CU     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CV     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CW     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CX     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CY     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CZ     | FR   | 10,18    | +0,18     |

27/04 12h37

| SYMBOL | PAIS | en euros | variation |
|--------|------|----------|-----------|
| ALSTOM | FR   | 32,77    | +1,23     |
| ASFA   | FR   | 10,18    | +0,18     |
| BNP    | FR   | 10,18    | +0,18     |
| BRV    | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CA     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CE     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CF     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CG     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CH     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CI     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CJ     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CK     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CL     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CM     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CN     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CO     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CP     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CQ     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CR     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CS     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CT     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CU     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CV     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CW     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CX     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CY     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CZ     | FR   | 10,18    | +0,18     |

27/04 12h37

| SYMBOL | PAIS | en euros | variation |
|--------|------|----------|-----------|
| ALSTOM | FR   | 32,77    | +1,23     |
| ASFA   | FR   | 10,18    | +0,18     |
| BNP    | FR   | 10,18    | +0,18     |
| BRV    | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CA     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CE     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CF     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CG     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CH     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CI     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CJ     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CK     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CL     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CM     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CN     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CO     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CP     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CQ     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CR     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CS     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CT     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CU     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CV     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CW     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CX     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CY     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CZ     | FR   | 10,18    | +0,18     |

27/04 12h37

| SYMBOL | PAIS | en euros | variation |
|--------|------|----------|-----------|
| ALSTOM | FR   | 32,77    | +1,23     |
| ASFA   | FR   | 10,18    | +0,18     |
| BNP    | FR   | 10,18    | +0,18     |
| BRV    | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CA     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CE     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CF     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CG     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CH     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CI     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CJ     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CK     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CL     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CM     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CN     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CO     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CP     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CQ     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CR     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CS     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CT     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CU     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CV     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CW     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CX     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CY     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CZ     | FR   | 10,18    | +0,18     |

27/04 12h37

| SYMBOL | PAIS | en euros | variation |
|--------|------|----------|-----------|
| ALSTOM | FR   | 32,77    | +1,23     |
| ASFA   | FR   | 10,18    | +0,18     |
| BNP    | FR   | 10,18    | +0,18     |
| BRV    | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CA     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CE     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CF     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CG     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CH     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CI     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CJ     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CK     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CL     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CM     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CN     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CO     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CP     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CQ     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CR     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CS     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CT     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CU     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CV     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CW     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CX     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CY     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CZ     | FR   | 10,18    | +0,18     |

27/04 12h37

| SYMBOL | PAIS | en euros | variation |
|--------|------|----------|-----------|
| ALSTOM | FR   | 32,77    | +1,23     |
| ASFA   | FR   | 10,18    | +0,18     |
| BNP    | FR   | 10,18    | +0,18     |
| BRV    | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CA     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CE     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CF     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CG     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CH     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CI     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CJ     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CK     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CL     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CM     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CN     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CO     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CP     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CQ     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CR     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CS     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CT     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CU     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CV     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CW     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CX     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CY     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CZ     | FR   | 10,18    | +0,18     |

27/04 12h37

| SYMBOL | PAIS | en euros | variation |
|--------|------|----------|-----------|
| ALSTOM | FR   | 32,77    | +1,23     |
| ASFA   | FR   | 10,18    | +0,18     |
| BNP    | FR   | 10,18    | +0,18     |
| BRV    | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CA     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CE     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CF     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CG     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CH     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CI     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CJ     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CK     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CL     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CM     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CN     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CO     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CP     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CQ     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CR     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CS     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CT     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CU     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CV     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CW     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CX     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CY     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CZ     | FR   | 10,18    | +0,18     |

27/04 12h37

| SYMBOL | PAIS | en euros | variation |
|--------|------|----------|-----------|
| ALSTOM | FR   | 32,77    | +1,23     |
| ASFA   | FR   | 10,18    | +0,18     |
| BNP    | FR   | 10,18    | +0,18     |
| BRV    | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CA     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CE     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CF     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CG     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CH     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CI     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CJ     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CK     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CL     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CM     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CN     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CO     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CP     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CQ     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CR     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CS     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CT     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CU     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CV     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CW     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CX     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CY     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CZ     | FR   | 10,18    | +0,18     |

27/04 12h37

| SYMBOL | PAIS | en euros | variation |
|--------|------|----------|-----------|
| ALSTOM | FR   | 32,77    | +1,23     |
| ASFA   | FR   | 10,18    | +0,18     |
| BNP    | FR   | 10,18    | +0,18     |
| BRV    | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CA     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CE     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CF     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CG     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CH     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CI     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CJ     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CK     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CL     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CM     | FR   | 10,18    | +0,18     |
| CN     | FR   | 10,18    | +0,18     |



## VALEURS FRANÇAISES

● L'action BNP s'échangeait, mardi 27 avril dans la matinée, à 74 euros, en hausse de 1,09 %, celle de la Société générale, en hausse de 0,68 %, à 161 euros et Paris à 100,47 %, à 96,1 euros. Les cours de la double OPE valorisent l'action à 158,57 euros et l'action Paribas à 101,75 euros. L'OPE, le SG sur Paribas valorise, elle, le titre Paribas à 100,62 euros.

● Le titre Pernod Ricard s'inscrivait en hausse de 0,88 %, lors des premiers échanges à la séance du mardi. Le groupe s'est refusé à commenter les informations du Point selon lesquelles les hommes d'affaires Albert Frère et George Soros augmenteraient leur participation dans le capital.

● L'action Elf Aquitaine a reculé de 1,11 % à l'ouverture de la séance du mardi. Le marché reste dubitatif devant les rumeurs de mariage du groupe avec un concurrent.

● Le titre Pechiney a abandonné 0,46 % dans les premières transactions du mardi. Le groupe français a annoncé le rachat de Kenpak, un producteur américain d'emballages plastiques destinés au marché médical. Le montant n'a pas été révélé.

● L'action Pinault-Printemps-Redoute a gagné 1,96 %, en début de matinée mardi. Le groupe a publié un chiffre d'affaires pour le premier trimestre en hausse de 14,6 %.

MARDI 27 AVRIL

Cours relevés à 12 h 30

Liquidation : 21 mai

| Prochain          | Cours       | Différence  | %      | Montant     |
|-------------------|-------------|-------------|--------|-------------|
| (en francs)       | (en francs) | (en francs) | (en %) | (en francs) |
| BNP (C.P.)        | 140         | 77,88       | 0,00   | 10,10       |
| CAUTION ACT       | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |
| RENAULT (C.P.)    | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |
| SAINT-GOBAIN      | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |
| THOMSON SA (C.P.) | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |
| AGF               | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |
| AIR FRANCE        | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |
| AIR LIQUIDE       | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |
| ALCANTARA         | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |
| ALSTOM            | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |
| ALTRON TECHNIQ.   | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |
| ATOS              | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |
| BAZAR HOT. VILLE  | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |
| BERTRAND FAURE    | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |

MARDI 27 AVRIL

Cours relevés à 12 h 30

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

| Prochain    | Cours       | Différence  | %      | Montant     |
|-------------|-------------|-------------|--------|-------------|
| (en francs) | (en francs) | (en francs) | (en %) | (en francs) |
| ADMAT       | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |
| ADMAT       | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |
| ADMAT       | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |
| ADMAT       | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |
| ADMAT       | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |
| ADMAT       | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |
| ADMAT       | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |
| ADMAT       | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |
| ADMAT       | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |
| ADMAT       | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |

MARDI 27 AVRIL

Cours relevés à 12 h 30

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

| Prochain    | Cours       | Différence  | %      | Montant     |
|-------------|-------------|-------------|--------|-------------|
| (en francs) | (en francs) | (en francs) | (en %) | (en francs) |
| ADMAT       | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |
| ADMAT       | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |
| ADMAT       | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |
| ADMAT       | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |
| ADMAT       | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |
| ADMAT       | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |
| ADMAT       | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |
| ADMAT       | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |
| ADMAT       | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |
| ADMAT       | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |

MARDI 27 AVRIL

Cours relevés à 12 h 30

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

| Prochain    | Cours       | Différence  | %      | Montant     |
|-------------|-------------|-------------|--------|-------------|
| (en francs) | (en francs) | (en francs) | (en %) | (en francs) |
| ADMAT       | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |
| ADMAT       | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |
| ADMAT       | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |
| ADMAT       | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |
| ADMAT       | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |
| ADMAT       | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |
| ADMAT       | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |
| ADMAT       | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |
| ADMAT       | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |
| ADMAT       | 140         | 801,40      | 0,00   | 10,10       |

|       |     |        |      |       |
|-------|-----|--------|------|-------|
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |

MARDI 27 AVRIL

Cours relevés à 12 h 30

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

|       |     |        |      |       |
|-------|-----|--------|------|-------|
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |

MARDI 27 AVRIL

Cours relevés à 12 h 30

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

|       |     |        |      |       |
|-------|-----|--------|------|-------|
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |

MARDI 27 AVRIL

Cours relevés à 12 h 30

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

|       |     |        |      |       |
|-------|-----|--------|------|-------|
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |

|       |     |        |      |       |
|-------|-----|--------|------|-------|
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |

MARDI 27 AVRIL

Cours relevés à 12 h 30

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

|       |     |        |      |       |
|-------|-----|--------|------|-------|
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |

MARDI 27 AVRIL

Cours relevés à 12 h 30

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

|       |     |        |      |       |
|-------|-----|--------|------|-------|
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |

MARDI 27 AVRIL

Cours relevés à 12 h 30

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

|       |     |        |      |       |
|-------|-----|--------|------|-------|
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |

|       |     |        |      |       |
|-------|-----|--------|------|-------|
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |

MARDI 27 AVRIL

Cours relevés à 12 h 30

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

|       |     |        |      |       |
|-------|-----|--------|------|-------|
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |

MARDI 27 AVRIL

Cours relevés à 12 h 30

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

|       |     |        |      |       |
|-------|-----|--------|------|-------|
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |

MARDI 27 AVRIL

Cours relevés à 12 h 30

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

|       |     |        |      |       |
|-------|-----|--------|------|-------|
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |
| ADMAT | 140 | 801,40 | 0,00 | 10,10 |

مركز من الأصل



## AUJOURD'HUI

LE MONDE / MERCREDI 28 AVRIL

**SCIENCES** Les zones naturelles protégées représentent aujourd'hui 7 % des terres émergées, deux fois plus qu'en 1970. Ces statistiques sont, toutefois, trompeuses,

dans la mesure où elles prennent en compte certains parcs régionaux aux contraintes de préservation peu sévères. En fait, la politique de conservation traverse une crise ma-

jeure. ● **LES PAYS DU SUD** éprouvent les plus grandes difficultés à convaincre du bien-fondé de la préservation la forêt tropicale des habitants fascinés par la

ville et soucieux d'améliorer leur niveau de vie. ● **LA FORÊT TROPICALE** est, pourtant, un réservoir extraordinaire de biodiversité. Elle recèle quelque cent millions d'espèces

animales et végétales, dont seulement 10 % sont recensées, et joue un rôle climatique local important. Il en disparaît chaque année une surface équivalente à celle de la Grèce.

## L'idée de réserves naturelles comme sanctuaires sans hommes a vécu

La politique de la conservation de la nature, en crise, renouvelle ses concepts. On cherche de plus en plus à rendre les zones protégées rentables et à associer les populations locales à leur mise en place et à leur gestion. Mais les réussites restent rares

A EN CROIRE les chiffres, la conservation de la biodiversité ne s'est jamais mieux portée. D'après le World Conservation Monitoring Center basé à Cambridge, le monde compte 9,3 millions de kilomètres carrés d'aires protégées, qui représentent 7 % des terres émergées. Cette surface a plus que doublé depuis 1970. Ces statistiques sont, toutefois, trompeuses. Elles incluent les formes de protection juridique, y compris les plus lâches comme, par exemple, les parcs régionaux français, dont les contraintes environnementales sont très faibles. Ensuite, et surtout, nombre de gouvernements peinent de plus en plus à respecter les règles de préservation des zones naturelles qu'impose leur statut. Enfin, comme l'ont souligné récemment deux groupes de chercheurs dans le magazine scientifique *Science* (du 11 mars), les nouvelles approches de la politique de conservation butent sur de nombreuses difficultés.

Cette crise de la conservation tient, en partie, aux difficultés économiques de nombreux pays concernés - dans l'hémisphère Sud, mais aussi en Europe. Elle est aussi, et surtout, le résultat de problèmes rencontrés viennent aussi du fait que, partout, la philosophie qui sous-tend la conservation est de moins en moins assurée.

Le concept dominant de la conservation est celui de « réserve » : on met à l'abri certaines zones présentant un intérêt écolo-

gique particulier en interdisant d'en interdire au maximum l'accès aux humains, considérés comme forcément destructeurs. Cette approche, de moins en moins acceptée par les populations locales pour qui la tentation est forte d'utiliser ces zones, qui représentent un potentiel économique important en termes de terres à défricher, d'animaux à chasser, ou de minéraux à exploiter. Par ailleurs, le concept même de réserve renvoie à une opposition entre nature et culture qui n'est pas universelle : il faut sortir de la dichotomie entre exploitation et conservation, qui est une vision très occidentale, ethnocentriste.

L'EXEMPLE DU ZIMBABWE

Devant ces contradictions, la science de la conservation cherche de plus en plus à associer les populations locales à la préservation des zones protégées. Si elles tirent avantage de la conservation de la nature, pense-t-on, elles empêcheront sa destruction ou sa transformation. Mais ce n'est pas simple. Dans leurs articles publiés par *Science*, les auteurs citent le cas du Kenya, qui a adopté la politique la plus radicale en faveur d'une protection de la faune financée par le tourisme. L'étude économique conclut qu'une utilisation par l'agriculture et l'élevage des aires protégées produirait un revenu annuel de 203 millions de dollars (191 millions d'euros), bien plus que les 191 millions de dollars



Agriculture sur brûlis en forêt tropicale : une bananeraie au Zimbabwé.

(39,5 millions d'euros) effectivement générés par l'utilisation actuelle.

Il existe pourtant quelques exemples d'une association des populations locales à la préservation de la faune. Le plus connu est le programme Campfire, engagé au Zimbabwe depuis dix-sept ans, qui redistribue aux villages de la zone protégée les revenus du tourisme et des safaris. La gestion desquels ils participent étroitement. Ces exemples prometteurs sont peu nombreux. La majorité des spécialistes n'en voit pas moins que ce type de politique est le seul viable.

## IDÉES NOUVELLES

Mais si le principe est clair, la mise en œuvre n'est pas précisément définie. Elle implique de la part des chercheurs, soulignent les auteurs de l'article de *Science*, une capacité nouvelle à dialoguer avec les habitants, à écouter et à utiliser leur savoir sur l'environnement. Elle suppose aussi qu'on identifie ce qu'est la « communauté locale » partenaire, note Miguel Clobener-Godt, du programme Man and Biosphere de l'UNESCO. Elle représente par là le coutumier, le commun, le département (ou ce qui en tient lieu) ? Il faut aussi se garder, prévient Pierre de Maret, de retomber dans « une autre utopie occidentale ».

l'illusion concernant les vertus de la communauté. « En Afrique centrale, par exemple, les gens sont très individualistes », souligne le chercheur.

Enfin, pour le principe d'implication des populations locales à la gestion des aires protégées, de nouvelles idées émergent. La première est qu'une source de revenus supplémentaires pourrait être trouvée au niveau mondial : la fonction de stockage du gaz carbonique pourrait constituer un marché des émissions de gaz à effet de serre. Un autre important : la mise en place d'un marché des émissions de gaz à effet de serre. Le protocole de Kyoto sur le changement climatique. La deuxième est qu'un parc ne peut être un îlot dans un océan de destruction : pour que ses fonctions écologiques, il doit être entouré d'un environnement exploité de manière acceptable.

Une grande part des conservateurs cherche à convaincre les entreprises de pratiquer une exploitation respectueuse de l'environnement, en échange d'un label certifiant aux yeux des consommateurs leur qualité pratique. Cette démarche d'éco-certification est une des chaudes discussions parmi les écologistes. Le résultat ne sera pas clos de sitôt. L'important est qu'il ait lieu. À la réalité d'un monde dépassé - une réserve de « bonne nature » protégée par des mécanismes humains - la politique de la conservation a remplacé à renouveler ses concepts.

H. K.

## En Afrique centrale, les habitants de la forêt rêvent de la ville

## MAMBELE (Cameroun)

de notre envoyé spécial

On pénètre plus dans la forêt profonde à bord d'un vapeur crachotant, progressant au long du fleuve sombre entre deux massifs luxuriants tandis que battent, au loin, des tambours mystérieux. Depuis que Joseph Conrad a écrit *Le cœur des ténèbres*, le temps s'est accéléré. En deux heures, demi, un petit aéronef à hélices franchit les 500 kilomètres qui séparent le vol d'oiseau Yaoundé, la capitale du Cameroun, de Kika, un bourg perdu dans le massif forestier congolais. Un manteau vert compact, continu, recouvre la terre, siôt quittés les faubourgs de la ville. Parfois, une piste, quelques maisons, méandres d'une rivière.

Dans la forêt tiède, le marcheur s'immagine aisément explorateur, sollicité de tous côtés par la profusion de la vie, tandis que la rumeur des cigales, des coucous, des calaos, environne l'observateur de fils abattus de ruisseaux. Mais

la forêt n'est pas peuplée que de plantes exubérantes et discrètes. Au long des sentiers, on retrouve ici le fil de fer d'un piège au collet, là la griffe provocante d'un chasseur au flanc d'un géant de la sylve. A peine revenu sur la piste en terre rouge, le marcheur croise les camions qui emportent la ville les troncs d'ayous ou de sapellis.

## RÉSISTANCE PASSIVE

Si la forêt reste belle, elle n'est plus vierge, toutes les formes d'humains se disputent son ventre généreux. Elle recouvre le sud du Cameroun, sur près de 100 000 km<sup>2</sup>, mais guère plus de 10 %, surtout au sud-est, sont restés « primaires ». C'est-à-dire qu'elle n'a jamais subi le prélèvement des deux à quatre arbres de plus d'un mètre de diamètre que compte, en moyenne, chaque hectare.

Malgré la très faible densité démographique, les conflits d'appropriation de l'espace sont nombreux : les compagnies

forestières, qui veulent achever d'exploiter ce front pionnier, se heurtent aux organisations écologistes, comme WWF (Fonds mondial pour la nature), qui veut y créer plusieurs réserves. L'état camerounais, démuné ou corrompu, et les agences ou institutions internationales, arbitrent la lutte. Enfin, les allogènes - tribus pygmées (ou bakas), ouvriers des scieries, habitants du travail - essaient de voir reconnaître leur droit à utiliser les produits de la nature.

Il s'agit essentiellement du gibier. Car, la richesse du bois profite surtout aux exploitants forestiers, les autres qu'ils ont ouverts pour évacuer les arbres favorisent le commerce de viande de chasse. Apport nutritif essentiel pour ceux qui vivent dans la forêt, la viande exportée vers les villes (Yaoundé à trois jours de route) est aussi, à côté des petites cultures de bananes, un café, un moyen de se procurer l'argent nécessaire pour acheter les produits manufacturés.

La création de réserves heurte donc la résistance passive des populations locales. « Beaucoup de chômeurs subsistent grâce au braconnage », explique un employé de la scierie SEFAC de Libongo. Les gardes arrachent leurs pièges, brûlent leurs campements, battent les gars s'ils les trouvent. Mais nous, qui sommes travailleurs, nous avons besoin d'eux pour la viande. Cette situation renforce encore la nécessité de la réserve sur le plan écologique. Mais son principe d'autant plus mal accepté que les habitants riches chassent à la paille et à la pierre interdits aux locaux.

## « ON EST UN PEU OUBLIÉS »

Sans négociation locale, la conservation risque donc d'échouer. « Il faut associer tous les acteurs au processus de création des réserves », répète Bertin Tchikangwa Nkanle, ethnologue travaillant pour le WWF. Et ne pas oublier que les habitants

des forêts sont des bons sauvages », affirme la leur parole recueillie. « Ici, on est un peu oublié », dit Charlotte Lambo, garde forestière de la réserve Lobéké. On n'a pas la lumière, pas la télévision. À l'école, on n'a pas les instituteurs, parce qu'ils ne veulent pas venir aussi loin. Les gens montent à Yokadouma pour voir la vie, pour faire l'ambiance, pour avoir de la vraie nourriture, omelette, du pain, de la salade. Elle a vingt-cinq ans, lance, un grand sourire, que, pendant son mois de congé, elle va à Douala pour « danser » les poissons de mer.

La forêt est source de revenus ; la ville attire par ses lumières ; les compagnies de forêts prélèvent le meilleur de la nature. L'écologie, la préservation de l'intégrité des forêts, qui relèvent plus de la politique que du naturalisme d'antan.

Hervé Kempf

## Un écosystème générateur d'une incroyable biodiversité

VUES D'AVION, les forêts tropicales humides apparaissent comme un océan de verdure s'étendant à l'infini, où la végétation est tellement dense que l'on n'aperçoit même pas le sol. Également appelées « sempervirentes » (toujours vertes) par les botanistes, elles se répartissent dans l'inter-tropicale de notre planète, en Amérique latine, en Asie du Sud-Est, en Australie et en Afrique. Les conditions particulières qui y règnent - une température peu variable entre 25 et 32°C, une pluviosité importante et régulière, un climat identique sur de grandes superficies - ont favorisé au cours des siècles l'émergence d'une incroyable biodiversité végétale et animale.

Pour la seule Guyane française, par exemple, plus de 1 000 espèces de plantes - dont 1 200 espèces d'arbres - différentes ont été recensées. On y a aussi observé 35 espèces de sauriens, 76 espèces de serpents, 100 espèces d'oiseaux, 72 espèces de mammifères et 85 espèces de chauves-souris. Sur

un seul arbre de l'Amazonie péruvienne, 47 espèces de fourmis ont été dénombrées ; plus qu'il n'en existe sur la totalité des îles Britanniques ! On pourrait multiplier les exemples à l'infini. Alors que les forêts tropicales humides n'occupent que 7 % de la superficie des terres émergées, elles recèlent, selon les scientifiques, la moitié des espèces terrestres. « Avant 1982, les premières études faisaient état de 3 millions d'espèces. On est ensuite passé à 30 millions et actuellement on penche plutôt pour 100 millions d'espèces, dont 10 % seulement sont recensées », explique Francis Hallé, professeur de botanique à Montpellier-II (Hérault) et responsable de l'opération « Radeau des cimes » destinée à l'étude de la canopée.

Les particularités mêmes de cet écosystème ont contribué à la multiplication des espèces. « Plus l'espace est grand, plus il y a d'individus, et plus il y a de chances que produisent des mutations. On trouve dans toutes les forêts tropicales 20 % d'espèces communes formant 70 % de la biomasse. Tout le reste est

constitué par un grand nombre d'espèces différentes qui sont spécialisées à l'extrême dans un créneau particulier », qui sont souvent des espèces rares », précise Pierre Charles-Dominique, directeur de recherche au Muséum national d'histoire naturelle de Brunoy (Essonne) et responsable de la station de recherche des Nouragues de Guyane française.

Les cycles biologiques eux-mêmes sont différents. Les espèces animales sont programmées pour vivre plus longtemps que les végétaux. De petits rongeurs qui ne dépassent l'âge d'un an au denil en Europe peuvent avoir une vie prolongée jusqu'à sept ou huit ans sous les tropiques. Les arbres ont également un cycle différent. Ils poussent très lentement : leur tronc s'accroît environ 0,5 à 1 millimètre par an. « Quand les arbres atteignent un diamètre de 50 centimètres, 1 mètre, ils peuvent avoir cinq cents à mille ans », ajoute Bruno Bordenave, botaniste au Muséum national d'histoire naturelle et l'institut

de recherche pour le développement. « Poussant très haut, ils peuvent fournir un tronc de 10 mètres de fût sans aucun nœud, alors qu'une belle hêtre de nos contrées ne dépasse pas quelques mètres. Depuis longtemps, les arbres tropicaux sont recherchés pour leurs essences précieuses et leurs couleurs rares, rouges, violettes, noires », précise Pierre Dédéenne, directeur du laboratoire d'anatomie végétale au Cirad de Montpellier (Hérault). Victimes de leur trop grand succès, cependant, les bois tropicaux sont souvent exploités sans laisser le temps à la forêt de se reconstituer. S'ajoutent à cela la transformation des forêts en pâturages (Amazonie brésilienne) ou en plantations de cacao ou de café (Afrique), les dégâts provoqués par une exploitation minière, ou encore la coupe du bois pour des motifs domestiques.

Selon les experts, chaque année disparaît une surface équivalente à celle de la Grèce (133 000 km<sup>2</sup>). Les forêts tropicales rétrécissent comme peau de chagrin et risquent, ce rythme, de disparaître complètement. « Certes, l'espèce humaine survivra à la disparition de cet écosystème, mais elle se privera aussi d'un grand nombre de substances aujourd'hui indispensables qui pourraient être très utiles à l'avenir », regrette Pierre Charles-Dominique.

La destruction de cet écosystème peut aussi avoir un impact sur le climat. Les spécialistes ne connaissent pas encore les effets d'une déforestation importante sur le régime des pluies tropicales dont dépendent, pour survivre, des millions de gens. « Nous ne décrivons pas le cycle hydrologique tropical, mais nous n'avons pas compris les processus mis en œuvre », explique Jan Polcher, climatologue et laboratoire de météorologie dynamique du CNRS à Paris. « Néanmoins, les études effectuées depuis dix ans dans le bassin amazonien indiquent qu'une déforestation du bassin amazonien produirait un réchauffement local de la température de 0,5 à 2 degrés ».

Christiane Galus

SAAB Rite Gauche

INTERNATIONAL AND DIPLOMAT SALES

PROGRAMME FACTORY DIPLOMATIC PRICES

CONDITIONS PRIVILEGIÉES AUX DIPLOMATES

ET FONCTIONNAIRES INTERNATIONAUX

Service commercial ouvert du lundi au samedi

76 bis, av. de Suffren 75015 PARIS - 0 803 00 75 15

SAAB ou le Plaisir de conduire



## Le VIH-1 pourrait persister pendant soixante ans dans certains globules blancs

voir que constituent les lymphocytes T CD4+. Ces études dont les conclusions se fondent sur des projections mathématiques établies à partir des thérapeutiques **■** confirment aussi la nécessité de restimuler le système immunitaire en association avec les médicaments antirétroviraux.

Un réservoir pourrait se former lorsque des virus VIH-1 s'effrit destructeur du système immunitaire et retournent à un état de mémoire au repos, en ayant intégré leur ADN le génome viral. Ce processus est persistant pour permettre une réponse aux antigènes déjà rencontrés et l'ADN viral est intégré d'une manière infectée de manière latente, ils pourraient donc constituer un réservoir à long terme pour le VIH-1.

Cela a pu être démontré *in vivo*. Du VIH-1 capable de se répliquer a

compartiment cellulaire; c'est-à-dire l'incubation de cellules du sang ne peut plus reproduire à partir de ces lymphocytes T CD4+. Avec les thérapies actuelles, ces effets secondaires indésirables ne sont pas minimes, la perspective de l'éradication du VIH-1 semble donc compromise.

Ces mêmes lymphocytes T CD4+ spécifiques du VIH-1 font l'objet d'un autre article dans le même numéro de *Notre Médecine*, écrit par le docteur de l'équipe du Louis Pasteur (Division d'hématopathologie et d'immunologie, département de pathologie, Centre médical de

la mémoire antigénique des lymphocytes CD4+ spécifiques du VIH. Le nombre de cellules-mémoires était significativement inférieur après 24 semaines de traitement efficace contre le VIH.

Dans un **travail**, publié dans le même numéro de **Nature Medicine**, le docteur Guy Gorochoff (département d'immunologie clinique, CERVU, INSERM 7627, hôpital Pitié-Salpêtrière à Paris) indique : « Les associations de médicaments peuvent devenir plus efficaces, aucune éradication du virus n'a été réalisée jusqu'à présent. Il faudra donc, en conséquence, le système immunitaire pour éliminer le charge virale résiduelle. Les tests rapportés par Pichon et ses collaborateurs font apparaître de nouvelles preuves favorables aux protocoles cliniques et stimulation de l'immunité anti-VIH. Le transfert passif d'effecteurs spécifiques du VIH, associés à une HAART ».

Finalement, deux lectures sont possibles de ces deux études. La première est la plus alarmiste : les perspectives d'éradication du VIH sont incertaines et le support épidémiologique de la infection spécifique à ce virus diminue sans traitement antirétroviral. La seconde tendrait à ne voir dans les deux phénomènes rien que du très normal, voire banal.

Tout d'abord, l'estimation de l'équipe de Robert Gorochoff, « basée par des projections arithmétiques, il ne faut pas écarter une imprécision, qui « pourrait aller jusqu'à un facteur 10 », estime le docteur Gorochoff. Six ans — non pas soixante — seraient alors nécessaires pour parvenir à l'éradication ! Le plus probable, restey de toute façon, une longue durée pour arriver à cette fin. Ensuite, il n'y aurait « pas d'amnésie des lymphocytes T », mais une vigilance diminuée : le système immunitaire mobilisé par l'infection par le VIH ne met pas au point une réponse qui viendrait véritablement éliminer le sang du virus. Il resterait alors mobilisable, « même si la réponse n'est pas au défilé ».

**Paul Benkimoun**

DEUX FLETS MÂLES, en un total de 100 pêchés à l'ouest de Hon-  
 (Calvados), à la sortie du chenal de navigation du Seine, pré-  
 sentent des mâles très (féminisation, leurs testicules contenant  
 des ovocytes typiques (cellules de fécondation), indiquant que  
 leurs laboratoire d'écotoxicologie de l'université du Havre. Selon  
 François Lebulenguer, responsable du laboratoire, le syndrome observé  
 dans la cellule est il y a quelques années en Grande-Bretagne par  
 des chercheurs de l'université Brunel (Londres-ouest) sur les gardons  
 pêchés dans certaines rivières anglaises à proximité des stations d'épu-  
 ration. L'ampleur du phénomène en est ainsi que les causes  
 n'ont pas été déterminées, mais les chercheurs devraient  
 désigner comme possibles responsables les concentrations  
 xéno-estrogènes présents dans les eaux du fleuve qui draine un bassin

**LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE** vient d'annoncer le lancement d'un grand projet de tests expériences de la culture d'organismes génétiquement modifiés (OGM) en champ à grande échelle, qui seront placées, pendant quatre ans, sous la surveillance d'un comité scientifique indépendant. Le secrétaire d'Etat à l'environnement, Michael Meacher, a précisé que chacun des trois champs ferait 10 hectares, l'expérience et les travaux de recherches représentant un total 3,3 millions de livres (5 millions d'euros). Il a assuré que le comité d'experts travaillera dans la transparence et publiera les résultats. Le premier champ a déjà été ensemençé dans le sud de l'Angleterre ; le second sera prévu dans la région d'Oxford ; la localisation du troisième sera connue prochainement. Une association opposée à de telles recherches affirme que les données du séquençage génétique des expériences sont faussées. Elles craignent que les cultures OGM contaminent les cultures traditionnelles et plus proches de l'environnement. Elles réclament un moratoire de cinq ans sur toute commercialisation des produits OGM en Grande-Bretagne. — (AFP)

■ **Océanographie** : un aquarium **400** mètres cubes, réplique d'une corallienne aux poissons tropicaux d'un côté, grands prédateurs de l'autre, un **litté** construit au **litté** océanographique de Monaco, a annoncé un directeur François Doumenge, dimanche 25 avril, jour du centenaire de cette institution créée par Albert I (1848-1922). D'un coût de 15 à 20 millions de francs (2,2 à 3 millions d'euros), le **litté** d'Albert I inauguré le 20 novembre 2000, a l'ouverture du Congrès mondial de l'aquariophilie qui se **litté** en principalité. - (AFP)

■ **VOLCANES** : l'éruption du mont Cameroun, à 4 000 m, a engendré une coulée de lave au Yaoundé, qui a débordé et a pu engendrer de graves dommages. Le premier rapport scientifique remis au gouvernement camerounais. Les experts camerounais et étrangers qui ont présenté le rapport assimilent l'éruption actuelle à celle de 1922, et confirment le caractère « modérément explosif » du volcan, compte tenu de la « constitution du site qui se caractérise par un volcanisme intraplaque »... (AFP)

**ARCHEOLOGIE** - **bulgare** - **romains** en parfait état, datant des cinq premiers siècles de notre ère, ont été mis au jour près de Pise, lors de travaux d'extension d'une voie ferrée. Les experts **ont** commencé à dégager un vaisseau de 15 mètres **long** qui pourrait être la première embarcation militaire **l'Antiquité** retrouvée intacte.  **Jusqu'à présent**, on en a **eu** découvert huit, mais les fouilles se poursuivent et la flotte est certainement beaucoup plus importante, **à l'origine** le responsable **des** fouilles. Les archéologues **ont** également retrouvé quelque 300 amphores - style romain et italien - de la deuxième siècle. - (AFP)

**NOBEL :** les lauréats des six prix Nobel bénéficieront d'une récompense 3,9 % plus élevée que les récipiendaires. Ils partageront 47,4 millions de couronnes (3,7 millions d'euros), soit 7,9 millions de couronnes par prix, a indiqué la Fondation Nobel qui donne les prix, et dont les actifs ont augmenté de 10 % en 1998. 25,3 % pour portefeuille en actions. La Fondation possède 39,5 millions de couronnes pour les prix de la paix, littérature, physique, de chimie, de médecine, et (banque centrale) de Suède 7,9 millions de couronnes pour prix d'économie.

L'ACCOUCHEMENT est laborieux : le texte qui doit donner un cadre législatif à l'archéologie française a été jugé insuffisant par le Conseil d'Etat. Un second interministériel a eu lieu en mars, à Matignon, pour revoir un projet qui a été de nouveau présenté au Conseil d'Etat. Il doit figurer l'ordre du jour d'un conseil des ministres. Menacés de leur statut bancaire, menacés de privatisation, les archéologues étaient descendus dans la rue à l'automne 1998. Le mardi du 11 novembre 1998. La ministre de la culture, Catherine Trautmann, avait alors lancé une mission à un triumvirat, Jean-Paul Demoule, Bernard Pêcher et Bernard Poignant : un universitaire, un conseiller d'Etat et un élu (socialiste), maire d'une grande ville (Quimper). En décembre 1999, le rapport qui devait servir de base au texte de Catherine Trautmann était sur son bureau.

tratif (PR) qui ~~donne~~ le monopole des fouilles et le sauvetage en France. Cette proposition a un avantage : elle donne à l'archéologie un statut juridique. Elle crée ce monopole ~~pour~~ ~~à~~ ~~un~~ seul organisme, l'AFAN, reprofilé. Ce qui provoque l'inquiétude, voire l'indignation, des archéologues vivant des universités, du ~~travail~~ ~~des~~ collectivités locales qui ont avec l'AFAN des rapports parfois conflictuels. A Digne, un spécialiste d'archéologie médiévale, Gabrielle Demians d'Archimbaud (université d'Aix-en-Provence), a eu beaucoup de mal à poursuivre ses fouilles de la cathédrale, renvoyées par l'AFAN, alors qu'elle les faisait depuis vingt ans. Jean-Paul Demouise signale qu'il se pose question de toucher aux équipes archéologiques en place qui font un « travail irremplaçable ».

« Ce discours est loin de convaincre. « C'est PARIS qui décidera ou non de faire appel aux archéologues des collectivités territoriales ; mais pourquoi le ferait-elle alors qu'elle a déjà un personnel pléthorique qu'elle ne sait où caser ? », demande un archéologue parisien.

Nicole Meyer-Rodrigues, qui dirige le service archéologique de Saint-Denis, insiste sur la sobriété des fouilles archéologiques, de la documentation fouilles, à leur rôle est de rassembler documentation épars, explique-t-elle. Mais le cadre territorial nous favorise le travail. Les membres de l'APAN sont parvenus à terrain qu'ils ne connaissent pas. Ils travaillent dans des conditions difficiles n'ont qu'une vision partielle des problèmes. Or, on a l'impression que les territoriaux sont étonnés dans leurs bureaux. (...) refusons le monopole, c'est-à-dire l'impossibilité de fouiller sans l'aval de l'APAN.

Henry Amaury, chercheur au CNRS, directeur du laboratoire d'archéologie à Aix-en-Provence, est, lui aussi, très inquiet : « Les refusons la politique du tout ou rien. Si on ne peut pas avoir des exhumations dans les champs de fouilles préventives, ça sera programmée. Au mieux, on n'aura pas plus que des merlettes. » Pour le chercheur abois, « il y a certainement indispensable de revoir le financement de nos chantiers qui s'opposent au jour d'hui à un manque de financement des entreprises on ne municipalités. On doit également réorganiser l'État. Le ministère de la culture prend ses responsabilités et intègre aux services archéologiques régionaux les personnels

compétents. C'est à ces services d'articuler la politique archéologique de la France, pas à l'AFAN.

■ M. Schnapp, professeur d'archéologie grecque à l'université Paris-1, estime que des garanties supplémentaires sont données à tous les acteurs de l'archéologie, collectivités territoriales comprises. ■ Il précise : « Le conseil scientifique de l'établissement public, où figureront des représentants des collectivités locales, mais aussi du monde universitaire, sera déterminant ».

Jean Chapelot, directeur du réseau au CNRS, qui a présidé la réunion d'urgence à Vincennes, explique : « Qu'un établissement public soit nécessaire pour conduire des chantiers au sauvetage lourds, comme ceux du TGV, c'est certain. Mais il n'est pas possible de confier à un organisme, qui ne peut être juge et partie, l'évaluation financière des travaux à effectuer. Ces travaux doivent relever des services régionaux de l'archéologie ».

Alain Schnapp attire également l'attention sur le financement de ces fouilles qui doit être « à la fois simple à mettre en œuvre et transparent pour tous ». C'est ce dernier point qui insuffisant qui avait conduit le Conseil d'Etat à demander la modification du projet de loi. Aujourd'hui, pour financer l'archéologie de sauvetage, l'attention est portée sur le ministère de la culture et les universités : soit la création d'une taxe fiscale affectée, soit une subvention pour la seconde solution. Dans les deux cas, cela revient à faire payer, comme aujourd'hui, les entreprises du BTP.

## STIMULATING THE FUTURE

L'archéologie préventive, constante et signataire du rapport, est indissociable de la recherche archéologique ; aussi doit-elle relever d'une responsabilité de l'Etat. Il est donc imposé à la règle de la concurrence privée par le suggèrent certains préfets. Les rapporteurs proposent de confier cette tâche à un public de recherche, placé sous la double tutelle de la culture et de la recherche, doté d'un conseil d'administration scientifique. Tous les services archéologiques.

En clair, le triumvirat prône la transformation de l'Association pour les fouilles archéologiques (AFAN), créée en 1973, en Etablissement public adminis-

« ATTITUDE HÉGÉMONIQUE »  
Jean Chausserie-Laprade, **Le territoire**, L'Économiste, 1997, 128 pages, 15 F. — Les territoires sont-ils devenus des territoires ? Maritiques, indiques même, ils ont un nom, un signe par nombre, un collègue, que nous appelons l'alpha et l'oméga de l'archéologie préventive. Cette attitude hégémonique détermine l'incompréhension du territoire par la profession. Les organismes (les services archéologiques locaux) implantés localement fident les professionnels et les associations. Ils forment des réseaux et des associations plus petites qui permettent de maîtriser le territoire.

**Le diktat d'urgence** Jean-Paul Demoule, « nous nous assurons le monopole pour faire passer la loi ». Car il n'y a pas d'alternative : ou le monopole, ou la libre.

**0,58 F**  
**USA**

**0,68 F**  
**CANADA**

**0,45 F**  
**ROYAUME-UNI**

# APPELEZ LE MONDE ENTIER À DES PRIX INCROYABLES !

Avec One.Tel, économisez sur tous vos appels : internationaux, nationaux et d'un téléphone fixe vers un téléphone portable. Aucun abonnement, aucune installation, aucune consommation minimum, aucun paiement anticipé. Avec juste l'écou de composer le **53 53 "00"** devant le numéro de votre correspondant.

**AUCUN ABONNEMENT**

**AUCUN PAIEMENT ANTICIPÉ**

**AUCUNE CONSO MINIMUM**

**DES TARIFS II III BLES !**

|                 |                         |
|-----------------|-------------------------|
| Algérie .....   | <b>2,10 F (TTC/cmn)</b> |
| Australie ..... | <b>0,98 F</b>           |
| Belgique .....  | <b>1,00 F</b>           |
| Espagne .....   | <b>1,35 F</b>           |
| Grèce .....     | <b>1,95 F</b>           |
| Irlande .....   | <b>0,88 F</b>           |
| Israël .....    | <b>1,95 F</b>           |
| Italie .....    | <b>1,25 F</b>           |
| Portugal .....  | <b>1,69 F</b>           |

**COMMENT TÉLÉPHONER AVEC**

**COMPOSEZ LE**  
**01 53 53 18**

**CODE PAYS**

**NUMÉRO D'APPEL**

# One.Tel®

**100% Télécoms.**

**RENSEIGNEZ-VOUS AU**

# 01 53 53 75 18\*

\*Veuillez vous diriger à vers les téléphones portables. \*Côté d'un appel vers l'étr. Les tarifs sont valables le jour de leur publication.

ix par-  
Click,  
et Ly-  
e. Des  
avec  
et de  
it de-  
nmer-

ternet  
lité  
ique.  
four-  
avier  
ompte  
de  
envi-  
: taxes  
pérer.  
itions  
ar le  
ompte  
; par  
rix de  
sieur  
hy-  
s, in  
pas  
it  
atizer

**B4.**

ag-  
nes  
Ce  
tre  
nie  
. Si  
an-  
pé-  
tié  
is.  
lac  
les  
et  
la  
de  
u-  
la-  
ies  
ie,  
es  
es  
e-  
a-  
de  
ur-  
te  
  
e-  
ui  
le  
i-

**ESS**

2

•

— — —



# Fringales de l'extrême

Du classique cousu main à la cuisine de chaîne

ALORS, quoi de neuf? Mais la guerre, mon bon monsieur, la guerre. Les fringales de l'extrême, les actualités offertes encore fumantes, tout le saint-frusquin diplomatique et bien-tôt les grandes manœuvres de la tribu des « Apaches » peintures combat. Fascinant. Bien que lancées aux mêmes instants par les mêmes télévisions, les informations reçues par la province n'ont pas forcément le velouté d'effort que l'on sert dans la capitale, territoire à la douceur de vivre aléatoire et à la douceur de vivre aléatoire. Avouez que la Touraine adoucit les moeurs et pourrait rendre l'homme plus réfléchi et moins crispé; n'est-ce pas mon cher Bardet?

Chapeau gondolo, robe rubinée, cashmere autour du cou, le patron du domaine de Belmont fait son marché. Le ventre de l'intendant, c'est lui. À lui de se coltiner les carottes et les oignons nouveaux. Pas de réfrigérateur, pas de soutier pour l'aider, tout seul pour les pommes de terre, les salades et les oranges. La cueillette est compliquée, pas vraiment reposante, la vie de Belmont & Châteaux. Sans compter les aléas. Ce matin-là, l'eau de la piscine avait subitement au vert, d'un vert profond à élever des prénoms, le four à viennoiserie s'était éteint dans la nuit sur un coup de froid et une provision manquait de puissance. Mille autres ennuis emmêlés encore. Pourtant la vie est belle, le travail est honnête et la baraque allait tourner.

Entreprise, l'année dernière, ans déjà. Là, au-dessus de Tours, dans le Sud-Est Empire revu Palladio, l'endroit fait bramer de plaisir tout ce que le monde du voyage compte comme curieux égarés par les interstices du moment. On vient de loin, partout, pour assister à cette démonstration de style français porté sur les fonts baptismaux régulièrement remis à niveau d'une pure eau de Loire. C'est Lourdes sans miracles.

Pour l'heure, le lieu, qui avait jusqu'à présent réussi à éviter son propre pastiche, se voit sauvagement agressé par une petite armée de supporters, exaspérés à l'idée de ne pouvoir y cé-

der. Basculer du minuit à l'inconnu dans d'autres murs les tue. Le coureur se fait fleuve, les suppliques débordent, on crie à l'antiquité de tous les jours, à la fidélité éternelle; on pré- vient de déceptions, dangereuses, mortelles; on fait jouer les relations, on met en avant des par- rainages; toute première qualité, recommandations haut li- gnage. On veut du carillon magique ici et nulle part ailleurs.

**VIEX SAGE** Bardet considère tout ça d'un oeil assez circonspect. Le nouveau siècle qui débarque. On avisera. Sang-froid du poète et littéraire campagnard. C'est ce qui fait la qualité du bonhomme. Nous l'avions rencontré, il y a un peu plus de trois ans, déguisé en jardinier de cinéma, en train de faire visiter ses plates-bandes à un public bien-aimé venu la santé de ses herbes sauvages et de sa.

Le terrain fameux, sa fierté; sa revanche sur sa troisième étoile trop attendue et qu'il n'aurait plus. Au demeurant, il est beaucoup revenu sur les recherches en cuisine d'avant-garde. « Je préfère qu'on se lèche les doigts au lieu de lever les yeux au plafond. » C'est celui que l'on met- tait à la table ronde des rénovateurs, le terrible des années 80, Bardet le Hardi, qui résume à sa manière, tou- jours enlevée, son nouveau pro- gramme. L'hospitalité des fumeurs de la région porte de moins en moins

l'agresseur révolutionnaire. Au- jourd'hui, il préfère parler de goût li- gérien, de respect de la contrée, de re- connaissance que l'on a au patri- moine du district. Vieux sage que l'équilibre n'amuse plus. Si je me remettais à faire l'artiste, ma clientèle s'échapperait par la porte de secours. Non, je tiens mes hommes d'affaires avec des prix raisonnables et des plats sécurisants; mes Américains avec de la tradition; mes Français avec d'autres avec d'anciens réch- bourgeois qui ont fait ma réputation. Cela devrait pouvoir suffire. Très certain- ment, cher maître, très certainement.

À l'heure de ce cousu main dont rêve légitimement la classe moyenne et gourmande, des rabatteurs d'appé- tit se sont mis aujourd'hui à l'ouvrage. Le client en singeant comme ils peuvent les astuces et re- cettes des grands patrons. Taillées en force, leurs nouvelles boutiques dé- roulent à la chaîne une cuisine d'il- lusion dont ce sera aux plus astucieux de faire triompher les vertus.

Dernier exemple en date, à Bougi- val, près des anciennes machines de Mary, Chez Clément - neuf établisse- ments à Paris - vient de chausser les bottes d'une ancienne et distinguée

gloire des bords de Seine, le Coq Har- dy, maison, selon le Michelin de 1985, qui méritait à l'époque une étoile et quatre fourchettes rouges (pleasant restaurant). Changement de ten- dance. En échange, l'entreprise Clément et succursales propose une sorte de vaste luna park où accoste sans état d'âme particuliers un im- portant public de banlieusards soucieux d'émotions simplifiées et non repré- hensibles.

Tendu depuis peu de temps, le piège fonctionne déjà à guichets fer- més; qu'il manquait à ce quartier résidentiel des Yvelines un forum où pouvoir se montrer serait la marque d'un premier pas vers le dé- senlul général. On ajoutera que si l'ambiance y est un peu épaisse et le parking un peu trop riche en berlines au cuir trop neuf, la toque de service ne trompe en rien son monde sur la franchise de ses préparations et que l'écaille du fond de la nef fait très bon effet sur son boulot. Service vif et délé à la hauteur de l'attente.

Jean-Pierre Quéffelec

★ Jean Bardet, 57, rue Grosloire, 37000 Tours; 02-47-41-41-71. Me- nu: 300 F (45,75 €); carte: de 500 à 790 F (de 76,22 à 114,33 €).  
★ Chez Clément, 15 bis, quai Renne- quin-Sualem, 78380 Bougival; tél.: 01-30-78-20-00. Menus: de 85 à 123 F (de 12,95 à 18,75 €). Carte: 170 à 250 F (de 25,91 à 38,11 €).



demandé à cinq chefs, sudistes et fameux, d'interpréter cette recette provençale à leur manière. Les frères Pourcel à Montpellier, Jacques Chibois à Grasse, Philippe Da Silva à Callas, Reine Sammut à Cadénet et Michel del Borgo de l'Hôtel Bristol à Paris ont donc tous composé de nouvelles partitions pour la tapenade.

Parmi les plus étonnantes on notera celle de Reine Sammut, très douce, aux olives vertes et à la crème d'anchovies, mais aussi celle de Jacques Chibois, une tapenade noire qu'il a eu l'audacieuse idée d'associer à des brisures de noix. « en hommage à ma mère, péruvienne d'origine ». De ces cinq tapenades haute couture, c'est sans doute cette dernière la plus innovante. On n'en attendait pas moins du cuisinier grasseois, lui qui n'hésite pas dans certains de ses desserts à marier les fraises aux olives noires confites.

Gilles Grouzet

★ Tapenades de France, 119 F (1,29 €) 90 g. Tapenades de France, 119 F (1,29 €) 35 F (5,33 €) les 85 g. points de vente au 04-92-70-48-20.

## BOUTEILLE

### AOC premières-côtes-de-bordeaux

**Château Barreire** Dans la mosaïque bordelaise, les premières-côtes-de-bordeaux occupent une étroite bande de palus et de coteaux sur la rive droite de la Garonne. Les vins de coteau ont plus de finesse que ceux de plaine, et le merlot ac- corde toute la mesure de sa rondeur et la souplesse de ses tanins. Le Châ- teau Barreire, vignoble de 13 hectares planté de 45 % de merlot et, en parts égales, de cabernet sauvignon et de cabernet franc, produit environ 90 hectolitres de vin. Le raisin est cueilli à maturité, à la main, trié et vinifié à 100 %, la vinification bénéficie des conseils d'Y. Glorès, doyen de la faculté d'œnologie de Bordeaux.

Les nouveaux propriétaires de ce domaine - déjà, semble-t-il, XVII<sup>e</sup> siècle - ont décidé d'ouvrir le chai à barriques et la salle de dégustation à des expositions de peinture et de sculpture. C'est un lieu de convivialité, toute rareté de la région, qui a quinze ans, et dont les millésimes (1994, 1996) collectionnent les concours. A la cuvée spéciale, l'élevage en fûts de chêne a permis une belle dominante de fruits noirs. Prix très raisonnables.

★ Château Barreire rouge 1996: 11 F TTC (5,79 €) par carton de douze. Cuvée spéciale 1996: 48 F TTC (7,31 €) par caisse en bois de six. Château Barreire, 33550 Langoum; tél.: 05-56-67-02-03.

## TOQUES EN POINTE

### A Londres

#### L'ORIENTAL

Le trait dominant de la cuisine londonienne du moment est l'influence prépondérante des saveurs du Sud-est, même chez les français et anglais; c'est aussi la percée d'une cuisine *modern british* intéressante; également, le réel savoir-faire des chefs anglais, la confirma- tion des français, la percée des italiens et, partout, une constante atten- tion portée à la présentation des plats et au service. Avec Eurostar, la « world cuisine » a moins de trois heures de l'Asie. A l'Oriental, dans le luxueux écurie de l'hôtel Dorchester, Kenneth Poon, le chef, est chinois et sa cuisine d'inspiration cantonnaise: boulettes frites et légères, coquilles saint-jacques à la sauce aux haricots noirs, *dim-sum* (aux crevettes, pou- let, châtaignes, champignons, aubergines), canard laqué aux bambous. La carte paraît interminable, mais les cuissons sont précises et les saveurs délicates. 450 références, une habitude inhabituelle dans un restaurant asiatique, mis à part Tan Dinh à Paris. Menu *dim* au déjeuner 25 £ (38 €), 3 plats 29,50 £ (45 €). Le soir, menus dégustation de 47 à 88 livres (71 à 134 €) et carte végétarienne.

★ Park Lane, London W1A 1WH, tél.: 00-44-171-629-8888. Tous les jours.

#### FIFTH FLOOR

La restauration de grand magasin, pas plus à Londres qu'ailleurs, n'a très bonne réputation. Au cinquième de Harvey Nichols, The Fifth Floor Restaurant Bar & Café renouvelle le genre avec un restaurant de 120 couverts - terrasse d'été et grande baie vitrée sur Knightsbridge Square - dans le prolongement du département *food market* et du 101 Sush Bar. Le cadre raffiné joue la complicité avec la cuisine du jeune chef anglais Henry Harris pour lequel une recette n'est jamais qu'un point de départ, un support de création. Cuisine plutôt « française », inspirée de reminiscences (huîtres et méditerranéennes: crevettes frites à l'ail et huile d'olive, lapin aux épinards, bacon, paprika et sauce à la moutarde, loup grillé aux tomates épicées et salade d'oignons rouges. Menu (lunch): 23,50 £ (32 €). À la carte, de 29,50 £ à 37,50 £ (44 € à 56 €).

★ Harvey Nichols, Knightsbridge, London SW1 7NL, tél.: 00-44-171-235-5250. Fermé samedi midi et dimanche.

#### ONE-O-ONE

Ce gigantesque aquarium donnant sur le cœur de Knightsbridge est voué à la célébration du poisson. Le jeune chef français Pascal Prouyat y prodigue les souvenirs de son enfance bretonne et de ses voyages en Afrique. Ses préparations, comme le filet de loup sauce à la crème et à l'échalote, le mulet rouge grillé, purée de pommes de terre à l'huile d'olive, ou encore le bar en croûte de sel cuit à la perfection, sont rigoureuses. Une prédilection pour le poisson qui n'exclut ni le pot-au-feu de poulet de la ferme au chou et aux morilles, ni le filet bœuf d'Écosse rôti, sauce au Burgundy rouge. Un repas léger qu'une galette glacée au citron et mûres viendra conclure d'une note rafraîchissante. Menus au déjeuner 21 £ (31 €) pour 2 plats, 25 £ (37 €) pour 3 plats, menus gourmets au dîner 42 £ (63 €) à 63 £ (73 €). ★ William Street, Knightsbridge, London SW1X 7RN, tél.: 00-44-171-290-7101. Tous les jours.

#### ZAFFERANO

C'est le restaurant du très créatif Giorgio Locatelli. Sa cuisine est une va- riation, sans musicologique du terme, de celle du nord de l'Italie: sa- lade de raie au vinaigre balsamique, pain sardes à la tomate et poitrine rapée, maquereau grillé au fenouil, lapereau au Parme et polenta, spag- hetti au homard, oranges sanguines au prosciutto glacé. Des plats de haut goût, servis avec des vins italiens. Menu de 17,50 £ (20,50 €) à 31 £ (41 €) au déjeuner, 26,50 £ (36,50 €) pour 2 plats à 36,50 £ (46,50 €) pour 4 plats le soir. ★ 15 Lowndes Street, London SW1X 9EY, tél.: 00-44-171-235-5800. Fermé le dimanche.

Jean-Claude Ribault

## La tapenade

À la dernière édition du Salon des métiers de bouche, le Sirha, qui se tenait à Lyon au janvier, la tapenade était le produit à la mode. Près d'une dizaine d'exposants en présentaient sur leurs stands. L'époque de la cuisine méditerranéenne portée au pinacle? Les sushis semblaient pouvoir lui encore concurrence lorsqu'il s'agit pour un « tapenade » dans le coup », on ne s'étonnera pas que cette préparation provençale ait aujourd'hui à l'honneur. Un bœuf à venir dernière qu'il doit son nom: « tapeno » le nom provençal de la capre. Jean-Baptiste Reboul dans sa *Cuisinière provençale*, la tapenade aurait été inventée à Marseille, « mélange d'olives noires, de filets d'anchovy, de thon, de

anglaise et de câpres ». La grande nouveauté de ces dernières années, c'est que la tapenade soit passée du noir au vert. « Même si nous vendons encore un pot de l'une pour six de l'autre, raconte Pierre Arnaud, un fabricant de Tarascon, cette tapenade est relativement neuve. » La tapenade verte, confectionnée avec des olives plus jeunes et moins gorgées de suc, a généralement des saveurs douces et plus herbacées, tandis que la classique noire a un goût plus affirmé et légèrement réglissé. Dans ces deux coureurs, on la trouve désormais sans difficulté au rayon épicerie des supermarchés, mais, chose plus étonnante, dans certains d'entre eux elle existe au rayon frais. C'est le cas, par exemple, des magasins Continent, qui proposent à leur marque, Reflets de France, des tapenades fabriquées près d'Alès, et qui sont rapidement pasteurisées et non pas stérilisées comme c'est le cas de celles vendues habituellement en épicerie sèche. Enfin, preuve ultime de la vogue de la tapenade, Olivier Baussan, le très élégant créateur des boutiques *Ilk* and Co., a

demandé à cinq chefs, sudistes et fameux, d'interpréter cette recette provençale à leur manière. Les frères Pourcel à Montpellier, Jacques Chibois à Grasse, Philippe Da Silva à Callas, Reine Sammut à Cadénet et Michel del Borgo de l'Hôtel Bristol à Paris ont donc tous composé de nouvelles partitions pour la tapenade. Parmi les plus étonnantes on notera celle de Reine Sammut, très douce, aux olives vertes et à la crème d'anchovies, mais aussi celle de Jacques Chibois, une tapenade noire qu'il a eu l'audacieuse idée d'associer à des brisures de noix. « en hommage à ma mère, péruvienne d'origine ». De ces cinq tapenades haute couture, c'est sans doute cette dernière la plus innovante. On n'en attendait pas moins du cuisinier grasseois, lui qui n'hésite pas dans certains de ses desserts à marier les fraises aux olives noires confites.

Gilles Grouzet

★ Tapenades de France, 119 F (1,29 €) 90 g. Tapenades de France, 119 F (1,29 €) 35 F (5,33 €) les 85 g. points de vente au 04-92-70-48-20.

|   |  |  |  |   |  |
|---|--|--|--|---|--|
| <p><b>PARIS 6<sup>e</sup></b></p> <p><b>Yugaraj</b></p> <p>Spécialités Indiennes</p> <p>"Yugaraj demeure, dans sa catégorie, l'un des plus hauts représentants parisiens". Guide Michelin 99 - 14/20</p> <p>midi le Delhi-Express 11 F</p> <p>Carte environ 180 F à 190 F</p> <p>14, rue Dauphine 01.43.26.64.91 - Fermé lundi midi</p> | <p><b>PARIS 6<sup>e</sup></b></p> <p><b>BISTROT &amp; RESTAURANT</b></p> <p>Maison de la Catalogne</p> <p>VINS ET PRODUITS CATALANS</p> <p>4-6-8, rue du Commerce St-Anast / 01.55.42.16.19</p> <p>Au Bistrot Formules à 78 F et 85 F à 100 F</p> <p>1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> après-midi. Ouvert 7/7</p> <p>1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> après-midi. Ouvert 7/7</p> <p>Paris. Banquets et mariages. Fermé Lundi.</p> | <p><b>PARIS 7<sup>e</sup></b></p> <p><b>LES MINISTÈRES</b></p> <p>Depuis 1919 un brin de Paris.</p> <p>175 F apéritif vin compris.</p> <p>Servi le Samedi et Dimanche.</p> <p>30, rue du 11<sup>e</sup> - Tél. 01.42.61.22.37</p> <p>LE RESTAURANT LA BELLE ÉPOQUE</p> | <p><b>PARIS 7<sup>e</sup></b></p> <p><b>Le Bistrot de Breteuil</b></p> <p>Sélect - Qualité - Prix</p> <p>Une adresse qu'on ne peut que vous recommander: le haut gamme formules comprises.</p> <p>vous-même: 11 F de 11 F d'extraits frais de première parmi les plus appréciés (pour ne pas dire les plus chers), des vins directs propriété, le tout 182 F (supplément, vin et café compris). Très rare, dans un compris, 6 superbes de claires au Breteuil.</p> <p>Ouvert 7/7.</p> <p>3, place Breteuil</p> <p>01.45.67.07.27</p> | <p><b>PARIS 11<sup>e</sup></b></p> <p><b>LE JARDIN DU CURÉ</b></p> <p>Béni soit qui bien y mange!</p> <p>"Cuisine du marché à l'excellent rapport qualité/prix". Menu 89 F et 129 F. Fermé dim. soir</p> <p>6 av. Parmentier 11<sup>e</sup> - 01 43 79 19 61</p> <p>46 r. Jacques Hillairet 12<sup>e</sup> - 01 43 42 18 22</p> | <p><b>PARIS 14<sup>e</sup></b></p> <p><b>LA CREOLE</b></p> <p>Ouvert tous les jours - 01.43.20.62.12</p> <p>Spécialités des îles, dans une luxueuse de verdure et de gourmes. Le rendez-vous du slow-bizz, des arts et des lettres. L'un des plus anciens établissements de la capitale. Carte 220 F env. 122, boulevard du Montparnasse</p> |
| <p><b>PARIS 5<sup>e</sup></b></p> <p>"Un des indiens plus connus" (TELERAMA)</p> <p><b>MAHARAJAH</b></p> <p>72, bd Saint-Germain Se</p> <p>127 F - 169 F - Climat.</p> <p>01.43.54.26.07 / T.L.J.</p>   | <p><b>PARIS 6<sup>e</sup></b></p> <p><b>Vagenende</b></p> <p>Maison d'œuvres, fondée en 1904</p> <p>Cuisine traditionnelle et du marché</p> <p>Service continu 11h de midi à 1h du matin</p> <p>142, bd Saint-Germain - 01.43.26.68.18</p>   | <p><b>PARIS 6<sup>e</sup></b></p> <p><b>La Chope d'Alsace</b></p> <p>Rapace Vallois</p> <p>Menu 169 F</p> <p>4, Carrefour de l'Odéon PARIS 6<sup>e</sup></p> <p>Rés: 01 43 26 67 76</p> <p>Ouvert jusqu'à 11h du matin</p> <p>Parking rue de l'École de Médecine</p>   | <p>Retrouvez chaque semaine la rubrique "GASTRONOMIE"</p> <p>renseignements: 01.42.17.39.40 - Fax: 01.42.17.39.40</p>  |   |  |



**ères-côtes-de-bordeaux**

1. Die ...  
 2. Die ...  
 3. Die ...  
 4. Die ...  
 5. Die ...  
 6. Die ...  
 7. Die ...  
 8. Die ...  
 9. Die ...  
 10. Die ...

**■ TRAIN.** Moins de deux heures en TGV sur le Paris-Nantes : 30 mai, et 21 fréquences quotidiennes au lieu de 15, avec des départs à la trente minutes aux heures pointes depuis ..... c'est-à-dire ..... la destination. Idem Bordeaux avec ses vingt supplémentaires en semaine et vingt allers-retours quotidiens. SNCM : le dimanche Grande Ile en ferry en face des îles Chausey, à moins de trois heures de Paris. Temps de ..... pour le Cotentin est ainsi réduit de quarante minutes de puis Paris (150 F, 22,6 € par trajet en ..... -> .....). Réservations du 08-36-35-35-35.

**■ HÔTELS.** Trente ..... du Groupe Concorde affichent en ..... Europe ..... formules à prix doux durant les ..... semaines. Les ..... w.c., air ..... présentant vingt étapes, ..... disponible auprès de la centrale au 0900-07-00-31.

|        |             |        |           |        |  |
|--------|-------------|--------|-----------|--------|--|
| 1023 C | VENISE      | 1718 N | LE CAIRE  | 1528 S |  |
| 1215 P | VIENNE      | 1717 P | VIENNE    | 1518 N |  |
| 715 S  | PARIGI      | 1716 N | VIENNA    | 1726 N |  |
| 715 S  | BRASILIA    | 1715 N | VIENNA    | 1720 N |  |
| 715 S  | BUENOS AIR. | 1719 S | VIENNA    | 1718 P |  |
| 715 P  | CARACAS     | 2322 C | TUNIS     | 1428 C |  |
| 1715 N | PARIGI      | 1715 N | PARIGI    | 1715 N |  |
| 1715 N | LIMA        | 1715 N | PARIGI    | 1715 N |  |
| 715 S  | PARIGI      | 1013 N | BOMBAY    | 2632 P |  |
| 1223 N | PARIGI      | 1715 N | ALGERIA   | 2631 C |  |
| 1715 N | PARIGI      | 1715 N | DUBAI     | 2637 C |  |
| 1023 P | NEW YORK    | 715 S  | HANOI     | 2127 C |  |
| 714 C  | PARIGI      | 715 S  | HONGKONG  | 2127 C |  |
| 1219 C | SANTIAGOCH  | 715 S  | TERESA    | 1524 N |  |
| 1117 P | PARIGI      | 715 S  | NEW DELHI | 2543 S |  |
| 1018 C | WASHINGTON  | 715 S  | PARIGI    | 919 N  |  |
| 1116 S | AFRIQUE     | 715 S  | SEOUL     | 1520 S |  |
| 616 C  | PARIGI      | 1715 N | PARIGI    | 2731 C |  |
| 1715 N | PARIGI      | 1715 N | SYDNEY    | 1521 P |  |
| 915 P  | PARIGI      | 1715 N | OSAKA     | 1521 P |  |
|        |             |        | OSAKA     | 1521 P |  |

## PRATIQUE

ans et de moins de seize ans, le congé parental ne dépassera pas un an. Mais on peut enchaîner plusieurs congés successifs en cas de nouvelle naissance ou adoptions sans qu'il soit nécessaire d'avoir repris son activité.

**TEMPS PARTIEL DIFFICILE**

Un researché on ne peut interrompre son congé à tout moment. La réintégration n'est automatique qu'en cas de décès de l'enfant, ou de baisse subite des revenus du ménage, par exemple si le conjoint se

n'ont pas été respectés, le congé peut être refusé.

● **Couverture sociale.** Maintien des droits et des prestations en nature (remboursement des dépenses de santé) pendant la durée du CPE. Ensuite, on retrouve les droits aux prestations en nature et en espèces (indemnités journalières) pour douze mois, lors de la reprise du travail après le CPE ou après un congé ☐ ou maternité le prolongeant.

● **Adresses.** Le Centre national d'information et

retrouve au chômage. Sinon, il faut solliciter l'**INSEE** de l'employeur par lettre recommandée avec accusé de réception au minimum un **mois** avant la **mise** à la reprise. L'employeur n'est pas autorisé à **refuser** pendant un congé parental **sans** pour motif économique. **Travailler** a droit alors à l'intégralité des **indemnités** Assedic.

Des difficultés surgissent souvent lorsqu'on négocie un **congé parental** à temps partiel : les **employeurs** n'obtiennent pas toujours les **jours** et des horaires de travail qu'ils souhaitent.

**documentation des femmes et des familles (CNIIDFF, 7, rue du Jura, 75013 Paris, tél. 01-42-17-12-34)**

**Information téléphonique :** de 9 h à 12 h 30, mardi, mercredi et jeudi. **seuls rendez-vous :** mardi et jeudi de 13 h 30 à 17 h 30.

**Documentation :** de 13 h 30 à 17 h 30. Le CNIIDFF édite un guide *Maternité, femmes salariées* (32 p., 45 F., Minizel).

**■ CNIIDFF (2,23 F la minute), Internet :**

**www.cniidff.com ■ CNIIDFF**  
réserve 120 CIDEF en réson.

haïssent. Lors du retour dans l'entreprise, les **salariés** ont souvent du mal à négocier un temps partiel comme la loi le leur permet. Beaucoup ne retournent pas leur poste ou un emploi de qualification équivalente. « Il n'est pas rare, au retour d'un long congé parental, de se voir affecter dans un autre service, ou même dans une succursale. S'il y a une clause de mobilité dans le contrat, il sera impossible de protester. Et même s'il n'y en a pas, on ne peut pas contester que le poste ou la modification du contrat de travail, car sur ce point la jurisprudence est très restrictive, défavorable aux salariés », explique-t-il au **Conseil national** des **parents** et des **familiales** (CNIDFF).

perdent un an. « J'ai bien conscience de vivre les plus belles années de ma vie en voyant grandir mon enfant. Je l'emmène partout avec moi, il est avec moi comme je le rêvais. Mais je sais que je sacrifie mon avenir de femme et de mère. Il va venir, car je compte avoir un autre enfant pour lequel je prendrai un nouveau congé », raconte Cé-cile.

Car lorsqu'on bénéficie d'un congé parental, on ne reçoit aucune rémunération, sauf si c'est prévu par la convention collective. On ne perçoit pas non plus d'allocation, du moins pas le premier enfant. À partir du deuxième enfant, on peut obtenir une « allocation parentale d'éducation » (3 045 francs par mois, soit 456 €) à condition d'avoir eu une activité antérieure d'au moins deux ans dans les cinq ans précédant la naissance du dernier enfant à charge. Enfin, toute activité professionnelle est interdite, sauf pour des raisons médicales maternelles. Ces conditions interdisent pratiquement à un parent isolé de prendre un congé parental, sauf s'il dispose d'une pension alimen-

♣ **SOS jeux de mots :**  
 LEMONDE, tapez **7** (2,23 F/min)

pas entendus. - 6. Neige éternelle.  
Musique de **Debussy**. - 7. Gratique  
l'ouverture. - 8. N'est plus de mise  
au Vatican. Bout de limace. - 9. Dit  
tout une fois ouvert. De plus en  
plus nombreuses. - 10. Indique que  
tout n'est pas perdu. - 11. Compositeur  
roumain. Pour travailler le  
terre.

**Philippe Dugois**

**SOLUTION DU MOT**

**HORIZONTALLEMENT.**  
I. Coude à coude. - II. Après-  
demain. - III. Question. Ed. -  
IV. Us. Légère. - V. Ecrite. Anet.  
- VI. Tuillet. - VII. El. (E).  
- VIII. Mener. TGV. (E). Arcs.  
- Réve. - X. Non. Epée. In. - XI. Trans-  
gigeant.

**VERTICALEMENT**

## VERTICALEMENT

**VERTICALEMENT**

1. Caquètement - 2. Opuscule.  
Or - 3. Ure. Ri. Nana. - 4. Dessille.  
5. Est. Tierces. - 6. Adultères. Spi-  
7. Cère. Rat. Eg. - 8. Omega. Com-  
9. Ua. Enervé. - 10. Diérèse. Vin. -  
11. Endètement.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. Le Re-  
sultat de l'Administration.

ISSN 0038-2037

Imprimerie du Monde  
12, rue St. Gurebourg  
54952 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

1. **Trage :** E I L P R S S.  
a) **Les sept-lettres** (Nord, Nord-Est, Est, Sud-Est, Sud et Sud-Ouest) sont : **Occupiez-les** avec ces sept lettres, respectivement 34, 45, 39, 48, 49 et 35 points.  
b) **Avant ce trage, trouvez** sept-lettres et placez l'un d'eux pour 93 points.

N. B. **Si** que vous trouvez solution, effacez-la et continuez.

2. **Préparation de la grille de la semaine prochaine.**  
c) C D E E I N O : trouvez un sept-lettres. H L M O T S Y : trouvez un sept-lettres.

[illegible]

**Solutions dans le monde du**  
**5 mai**

**Solutions du problème paru dans Le Monde du 21 avril.**  
Chaque mot se trouve sur grille par une référence se rapportant à sa première lettre. Lorsque cette référence commence par une lettre, le mot est horizontal ; lorsqu'elle commence par un chiffre, le mot est vertical.

a) PANSUE se trouve à 10, 11. b) SOU-

**PAPE**, ■ E, 44. c) SOUPANE, *québ.*, porridge. d) SUBPOENA, *québ.*, assignation ■ *comparaitre*, M 6, 82 - APEURONS, L 4, 70 - EPANOUIS, 6 B, ■ - EPOUSANT, 9 A, 62 - EPAULONS, ■ 4, 61. e) CARGUEE - GONELLES (ou GONNELLE), poisson - ENCOLLES.

*Michel Charlemagne*

هكذا من الأصل



## LE MONDE / MERCREDI 28 AVRIL 1999

**mologiste Jean-Henri Fabre. ■ IN-  
SECTES, carapaces, viandes... se  
retrouvent aussi dans les sculptures  
exposées ■ la galerie La Chaufferie ■  
Strasbourg, jusqu'au 16 mai.**

L'artiste flamand a pris le général Patton pour héros de son dernier spectacle ; les figures de ses créations plastiques récentes sont de drôles d'insectes : plasticien, chorégraphe, dramaturge... il n'en finit pas de s'interroger sur l'évolution des espèces et de l'art

■ **1958** : 14 décembre 1958, Jean-François (descendant) : l'entomologiste français Jean-Henri Fabre) naît à Anvers, 1975-1980 : 100 pièces ■ théâtre.  
 ● **1974** : Performances ■ Anvers, à New York, à Bertin (*My Body, My Blood, My Landscape, Money Performance, ...*), à Later, etc.), à la BiC-Art, ■ marque de fabrique.  
 ■ **Principaux spectacles**, 1990 : 1990 : écrit avec un ■ un matou, Ankerli Theater, Anvers. 1982 : C'est du théâtre comme il était ■ espérer ■ prévoir, Bruxelles. 1984 : 100 Pouvoir ■ folies théâtrales, 100 Goldoni, Veinise. 1987 : Das Glas im Kopf wird vom Glasclassements dansées d'un opéra qui ■ créé en 1990, Opéra d'Anvers. 1990 : The Sound of the Hand Clapping, ballet pour le Frankfurt Palace les Forsythe (première invitation au Théâtre ■ la Ville), qui sera intégrée, la même année, ■ son deuxième opéra *Silent Creams, Difficult Dreams, Documenta* ■ 1991 : *Sweet Temptations*, Festival de Vienne. 1993 : Da un'altra faccia del tempo ■ Bruxelles, 1993 : *Universal Copyright*, Bruxelles. 1997 : solos pour ses danseurs sur ■ Quatre Tempéraments d'Hindemith, Utrecht-Louvain. 1997 : *Glowing Icons* (sur les mythes ■ notre siècle).







# Tod Machover livre une commande d'opéra en recyclant avec roublardise

Son « Resurrection », d'après Tolstoï, pioche chez Bach, Monteverdi et Bernstein

Une chose sûre : le *Resurrection* (d'après Tolstoï) de Tod Machover, commandé par le Houston Grand Opera, n'a rien des apparences d'un

s'agit bien d'un opéra, qui a comblé d'aise le public. Pour le reste, l'ancien chercheur de l'irac s'est contenté d'un

vulgaire lorsqu'il ne s'est pas servi directement chez Bach, la polyphonie franco-flamande, Monteverdi ou Bernstein.

« RESURRECTION », de Tod Machover, livret de Laura Harrington d'après Tolstoï, Joyce Kilmer (Katerina Maslova), Hendricks (Prince Dmitry Nekhlyudov), Katherine Ciesinsky (Sofia Ivanovna), Kerri Marcinko (Princesse Missy Korchagin), Raymond Very (Peter Simonson), chœur et orchestre du Houston Grand Opera, Patrick Summers (direction), Braham Murray (mise en scène), Simon Higgitt (décors et costumes), Chris Parry (lumière).

HOUSTON  
de notre envoyé spécial  
A chaque création d'un opéra, la question rituelle est posée : est-ce une tentative de réponse donnée de manière plus ou moins sophistiquée : est-ce un « vrai » opéra ? Dans le cas de *Resurrection*, d'après Tolstoï, de Tod Machover, la réponse est assurément positive. Chanteurs sur un plateau, un orchestre relativement traditionnel dans la fosse (avec l'adjonction de synthétiseurs, chez John Adams), une mise en scène, une salle à l'italienne classique. Les apparences sont... Les familles

de la musique de Tod Machover, ceux qui connaissent son *Brain Opera*, créé en 1997, avaient de quoi se faire du souci : recherches technologiques et sonores (il a été chercheur à l'Ircam) paraissent éloignées d'une expression musicale aussi conventionnelle, commande officielle d'un maison d'opéra obligée à « rendre » (ici tout fonctionne au *Fund Raising*, « collecte de fonds »).

L'Opéra de Houston s'est fait une spécialité de la commande d'opéras. Son directeur depuis plus de vingt-cinq ans, David Cockley, a commandé pas moins de vingt-cinq ouvrages nouveaux. Il s'est spécialisé dans la production de raretés, comme les *Four Saints in Three Acts* de Virgil Thomson ou Gertrude Stein. C'est à lui, lieu, au beau milieu d'une ville ultramoderne, dans une salle fréquentée par les fortunes du cru, que furent donnés des opéras aussi différents que *A Quiet Place* de Leonard Bernstein (1983), *Nixon in China* de John Adams (1987), *New Year* de Sir Michael Tippett (1989), *Atlas* de Meredith Monk (1991), *Jackie O* de Michael Daugherty (1997), entre autres exemples, dont trois opéras du « père » de l'opéra nord-américain contemporain, Carlisle Floyd : *Billie's Doll* (1976), *Stark* (1981),

le troisième, *Cold Sassy Tree*, sera créé en avril.

En ce cadre privilégié, Machover a répondu à la commande au-delà des espérances d'un public comblé d'aise. Il a joué à « vrai » opéra d'une manière tellement académique qu'on a bien du mal à comprendre quel son point de vue il a eu. Un point de vue qui importe peu si la musique est de qualité : au fond, un opéra est avant tout une pièce de musique chantée déposée le long d'un livre qu'on espère compréhensible (en sens, à l'opérette contemporaine fonctionne pleinement). Mais, à part les endroits (l'interlude instrumental de guitare et environnements de Katousha), le vocabulaire employé est d'une rare vulgarité.

MOINS BIEN QUE « NOTRE DAME »  
Comment peut-on écrire un finale aussi laïdement mélodramatique, comparable, mais en beaucoup moins bien, à ce qu'on entend dans *Les Misérables* ou *Notre Dame de Paris* ? Quand il ne s'agit pas d'inventer, Machover réinvente, réinterprète, cite. Saint-Saëns avait commencé *Samson et Dalila* un hommage appuyé à la *Passion selon saint Jean*. Tod Machover réinterprète le premier chœur de la *Passion selon saint Matthieu*

dans l'ouverture de son *Resurrection*. Ensuite, il a joué à « vrai » opéra (chœur paysans calqué sur de l'Orfeo), la polyphonie franco-flamande (*vicinians* (duos) à l'ancienne), Bernstein (« Le Simonson » ressemble aux *Chichester Psalms*), et à multiples formules sur pédale harmonique, un procédé très couru, de Bach à l'amplement utilisé par le néo-romantisme tel Arvo Part. Machover écrit un « chœur des esclaves » qui souvient à tous les esclaves de tous les opéras du monde, sa « prano colorature (la princesse Missy) » est une « colorature » typique, les duos sont des duos, les ensembles des ensembles (finale du premier acte).

Paul Hindemith, dans sa scabieuse *Matthias Der Mahler*, ou Igor Stravinsky, dans le très jubilant *Rake's Progress*, surent faire à l'invention à partir de lieux communs, au meilleur sens du terme. Machover, malgré ses interprètes formidables, la direction lyrique précise de Patrick Summers, la mise en scène ultratraditionnelle de Braham Murray, nous a pas convalines. Sa roublardise (succès public gagné vite) ne supporte pas les techniques et poétiques à la hauteur.

René-Jean Lenoir

## L'histoire du Théâtre du Châtelet à l'Hôtel de Ville de Paris

D'UN SIÈCLE À L'AUTRE. LE THÉÂTRE CHATELET. Hôtel de Ville de Paris, salon d'accueil. 29, rue Rivoli, 75004 Paris. Tél. : 01-42-76-43-43. Minitel 3615. Du lundi au samedi, de 9 h à 18 h. Libre. Jusqu'au 18 mai.

« Ce nouveau théâtre, quelle position unique ! Une salle immense pour le théâtre ; en face, le tribunal de commerce pour déposer son bilan et le Palais de justice pour être condamné ; les pieds, la Seine pour le lèter à l'eau. » C'est en ces termes qu'un ami salue les débuts d'Hippolyte Hostein à la tête du nouveau Théâtre Impérial inauguré le 19 août 1862. L'exposition présente à l'Hôtel de Ville parcourt cent trente sept ans d'une histoire qu'illustrent archives, photos, lettres et affiches, maquettes et costumes.

Si les cachots du Grand Châtelet, aussi célèbres que ceux de la Bastille, sont fermés dès 1790, il faut attendre Napoléon I<sup>er</sup> pour les travaux de démolition, Napoléon III pour une édification du bâtiment (de 1856 à 1862) que supervisent le baron Haussmann et Gabriel Davioud, son architecte. Rien n'est trop beau pour cette vitrine d'un Paris en pleine expansion : gigantisme (3 000 places, 340 m<sup>2</sup> de scène), machinerie exceptionnelle, acoustique et visibilité excellentes. On compte les sys-

tèmes d'éclairage, de chauffage et d'aération tout simplement révolutionnaires.

Depuis l'Amphithéâtre équestre (créé par l'Anglais Philip Ashley en 1782) et la salle du Cirque olympique fondé en 1788 par la dynastie des cavaliers Français, quel chemin parcouru ! Pourtant, le premier spectacle du Théâtre impérial la reprise du défilant *Rhotomagus*, une féerie exotique en vingt-cinq tableaux qui a les beaux soirs du Cirque olympique ! Le Châtelet n'oublie pas que numéros équestres, exhibitions de bêtes sauvages, mimodrames puis drames militaires liés à l'épopée napoléonienne, ont présidé à sa destinée. Jusqu'en 1909, ce sont des spectacles à haute teneur en catastrophes : éruption volcanique, bataille navale, sauvetage par aéroplane, explosion de paquebot, déraillement d'un train...

DE BIZET À LUIS  
Dans le même temps, le théâtre est aussi devenu figure de proue de la vie musicale. Dès 1873, les concerts Colonne jouent Bizet, Saint-Saëns, Lalo, Massenet, Ravel, Berlioz mais également Mendelssohn, Wagner, Liszt, Schumann, Brahms... quand ne pas pas Tchaïkovski, Grieg, Richard Strauss ou Debussy. Mahler qui viennent diriger leurs propres œuvres. Dès 1906, les Saisons de Paris instaurées par Gabriel Astruc marquent un tournant avec l'arrivée en 1909 des Ballets : succès artistique et dé-

sastre financier ! On connaît, outre le « four noir » du *Martyre de Saint-Sébastien* (Debussy et d'Annunzio), la révélation de Stravinsky et de *Petrouchka*. Tollé l'année suivante avec le *Prélude à l'après-midi d'un faune* dans lequel Nijinski : « bestialité drastique », brûlât les détracteurs. En 1914, la mobilisation générale. Il faudra attendre 1917 pour connaître avec *Parade* et sa brochette prestigieuse - Satie, Cocteau, Massine, Picasso - un « scandale » la hauteur de l'avant-garde qu'il incarne.

Durant l'Occupation... *Valdes de Vienne* obtient un succès durable, que *Valdes de France*, monté en 1942, s'efforce d'égaliser ! L'après-guerre puis une nouvelle ère incarnée par Lehmann (1928 à 1966) ont peu à peu imposé l'opéra puis le triomphe de Francis Lopez : *Le Chantier de Mexico* propulse en 1951 Luis Mariano au rang d'idole (905 représentations en deux ans), la dernière (avec Rudy Hingoyen), terminera sur la place du Châtelet !

Depuis 1980, le Châtelet, devenu Théâtre musical de Paris, a trois rénovations : trois directeurs successifs : Jean-Albert Cartier, Stéphane Lissner (1988), Jean-Pierre Brossmann (actuel directeur). La réouverture en octobre promet une cage à scène dernier cri ; pour l'heure, la nouvelle programmation d'ores et déjà ouverte à la location.

Marie-Aude Roux

## Steve Naïve enregistre « le bruit de la peinture » d'Alain Blondel

ARBRES, d'Alain Blondel, Arterre, 24, rue d'Aguesseau, 92100 Boulogne. M<sup>me</sup> Jean-Jaures. Jusqu'au 31 mai. Tél. : 01-41-31-31-41.

Rue d'Aguesseau, dans un coin du Boulogne populaire, face au petit parking qui a des als de Brooklyn (au milieu de véhicules presque récents, une DS bronze et une Taunus rose) : la cour d'Arterre. Centre d'art contemporain, est encadrée par les bales d'une ancienne usine de banlieue. Arterre présente « Arbres » d'Alain Blondel. Sur des ardoises de récupéra-

tion comme on en trouve dans les Ardennes et les fermes des Pyrénées, Blondel, depuis des années, commence la journée en faisant la main, en réactivant la palette - une ardoise : un arbre -, jouant sur le fond du schiste argileux aux mémoires de comptoirs et d'écoles. Après quoi, il passe à la peinture.

A la cave, un pied d'un escalier à pic, quatre toiles de format moyen tranchent avec le motif répété et parfois ébréché des ardoises dont l'installation tient de l'alphabet des couleurs. Le pianiste et compositeur Steve Naïve a enregistré en

temps réel le bruit des brosses, des déplacements de l'artiste, des attaques de la touche, pendant l'exécution de l'une d'entre elles. Ce son, que Steve Naïve a intitulé *Le Bruit de la peinture*, soigneusement capté et largement amplifié, est terrifiant. C'est un bruit qui forge et d'impact. La toile s'appelle *Forêt*. Si c'est le bruit qu'appelle *Forêt*, si c'est le bruit qu'appelle l'œuvre, on ne s'étonne plus de leurs évolutions nerveuses.

FENÊTRE SUR SONS  
Partout où il passe, depuis des années, en tournée, dans la vie qui se confond avec celle des tournées, il accompagne depuis vingt ans Elvis Costello, Steve Naïve prend une photographie de la fenêtre qui est ce jour-là la sienne et enregistre les sons qu'il voit. Les sons de rue, de campagne, de ville, qu'on entend depuis la fenêtre. Samedi 1<sup>er</sup> avril, Naïve a présenté un extrait de son accumulation, un montage, milieu des ardoises de Blondel, rue d'Aguesseau. Cette série parmi les arbres est un équivalent de la propédeutique gestuelle du peintre. Comment commencer ? En musique comme en peinture, il ne s'agit pas de brouillons, mais de préudes actifs. Ce du matin du 1<sup>er</sup> avril s'accorde.

Après quoi, avec Brad Scott (contrebasse) et Jon Handelsman (saxophone ténor, clarinette basse), il donne une performance : « Music for Three Musicians » an Open Window ». Cette musique méditative, délicate, ou soudain verte, n'entretient l'idée du jazz qu'ont installée dans les arts les benêts rentables, qu'un rapport accidentel, imprévu et parfois égaré. Un rapport amoureux. Pour autant, ceci explique cela, elle ne peut être jouée que par des « musiciens de jazz ». Sine qua non. C'est ainsi. Le « jazz », comme un certain nombre d'autres existences sur terre, de moins en moins vérifiable. Pas les musiciens : eux, on les vérifie à l'écoute, physiquement, dans l'instant.

Tout cela à des airs plus proches des transylvanités ouvertes par Steve Lacy et Alain Kiril, Jac Berrocal et Michel Potage, Joëlle Léandre, Marion Brown, naguère ou Roger Levingue, que des créations culturelles où s'abîme le seul nom de jazz. C'est le cas : fin juin, Steve Naïve compte présenter à l'illustration de Blondel (que l'on pourra voir en août à la Chapelle de Vence) à la Knitting Factory de New York.

F. M.

## SORTIR

### PARIS

**Paolo Fresu Quartet**  
Avec une sonorité de rêve, veloutée, subtile, le trompettiste italien Paolo Fresu est l'un des plus grands de Miles Davis, dont il sait ne pas être la copie (écouter son nouveau CD *Metamorphosis*, RCA-Victor/BMG). Très bonne formation avec Nguyen Lê à la guitare, Furio Di Castri à la batterie et Massimo Gatto à la basse.

**New Morning**, 7-9, des Petites-Ecuries, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Château-d'Eau, Le 27, 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

**Happy Feeling Quintet**  
« From Swing to Pop » est un programme de compositions (Benny Goodman, Count Basie...) interprétées par cinq interprètes qui jouent de leur instrument. La valeur n'attend pas le nombre des années. Thomas Savy (clarinette), Gilles Berthomieu (trompette), Sylvain Givarec (guitare), Alice Basse (contrebasse) et Sylvain Givarec (batterie) à All Jazz Club. Lequel va changer d'activité. Saint-Germain-des-Près ne change pas.

All Jazz Club, 7-11, rue Saint-Benoît, Paris 6<sup>e</sup>.

M<sup>me</sup> Saint-Germain-des-Près, Le 27, 22 heures. Tél. : 01-42-61-87-02. 120 F.

Juan-José Mosalini  
Inspiré par le double concerto pour guitare, bandonéon et orchestre à cordes d'Astor Piazzolla, *Hommage à Liège*. Juan-José Mosalini a composé une œuvre foisonnante qu'il interprète avec le guitariste Leonardo Sanchez et l'Orchestre régional de Basse-Normandie, dirigé par Dominique Debat (CD *Conciertos para bandoneon y guitarra*, Indigo-Harmonia Mundi).

Auditorium Saint-Germain, 4, Fribourg, Paris 6<sup>e</sup>, M<sup>me</sup> Matillon, Du 27 au 29 avril, à 20 h 30. Tél. : 01-44-07-37-43. De 80 F à 110 F.

### MARSEILLE

**Objectif danse**  
L'association Marseille objectif danse continue sa série de printemps et ses activités multiples. Au tour de Pierre Droulers, accompagné de Stefan Dreher et de Thomas Hauert, d'apporter des *Petites Formes*, leur en nuances et précision. Au tour de la même soirée, Martin Berretini jouera *Egoïne*, un ballet en deux actes qu'il créait pour Michèle Prélange dans le cadre du Vif du sujet à Avignon 98. Sabine Macher en a écrit le livret qu'elle en scène. Curieux mélange, à la fois doux et râpeux ! La Minoterie-Théâtre de la Joliette, 9-11, rue d'Azur, Marseille 2<sup>e</sup>, Du 28 au 30 avril. Tél. : 04-91-55-58-84. De 30 F à 70 F. De 10 F à 70 F.

## GUIDE

### REPRISES CINÉMA

Le Complexe du Toulon de Jean-Claude Fournier. Français, 1995 (1 h 21). M<sup>me</sup> République, 11<sup>e</sup> (01-48-05-51-33).  
Docteur Polak de Stanley Kubrick. Britannique, 1963, noir et blanc (1 h 33). Le Champo-Espace Jacques-Tati, 11 (01-43-54-51-60).  
Vidéodrome de David Cronenberg. Canadien, 1982 (1 h 21). M<sup>me</sup> Beaubourg, 11<sup>e</sup> (08-36-68-14-07 (2,23 Fmn)).  
Rétrospective Catherine de M<sup>me</sup> wrile jeune (1976, inédit), 7<sup>e</sup> (01-42-76-43-43).  
Hommage à Jean Grémillon de M<sup>me</sup> Médici, Paris 5<sup>e</sup>. A partir du 27 avril.

### TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 36-68-03-78 (2,23 Fmn).

### LES FILMS IMMÉDIATS

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (-16 F) commission par place). Place de la Madeleine, parvis la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; 12 h 30 à 18 heures, le dimanche.

**Échappées**  
Jean-René Lemoine, mise en scène de Jenny Alpha, Nicole Dogué, Isabelle Fruleux, Yasmina Hou-Fat, Michèle Lemoine et Myrland.

**Cartoucherie-Théâtre de la Tempête**  
du Champ-de-Mancœuvre, 12<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Château-de-Vincennes, Le 27, 20 h 30. Tél. : 01-43-28-36-36. De 30 F à 110 F. Jusqu'au 28 mai.

**Le Piano à la place de l'Histoire**  
d'un pianiste de Jean-Paul Farré, mise en scène de Christian Schiaretti, Jean-Paul Farré et la voix de Jean-Jacques Reau.

**Œuvre**, 55, rue de Clichy, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Place-de-Clichy, Le 27, 21 heures. Tél. : 01-44-53-85-88. De 90 F à 120 F. Jusqu'au 13 juillet.

**Luchini**  
Reprise par Fabrice Luchini de sa lecture du *Voyage au bout de la nuit* de Louis-Ferdinand Céline. Théâtre Paris-Villette, 211, avenue Jean-Jaures, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Porte de Pantin. A partir du 26 avril, à 21 heures. Tél. : 01-42-01-89-48. De 160 F à 245 F.

**Bryn Terfel (baryton)**  
Malcolm Martineau (piano) Œuvres de Wolf, Ibert, Schumann, Haendel, Schubert, Finzi et chansons traditionnelles galloises. Opéra de Paris, Palais Garnier, place de l'Opéra, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Opéra, Le 27, 20 heures. Tél. : 08-36-69-78-68. De 160 F à 245 F.

**Poulenc**  
Bertrand Denzler, Barry Guy et Christophe Marguet. Un album d'improvisateurs pour une soirée chavirante : le guitariste danois Hasse Poulsen, le saxophoniste suisse Bertrand Denzler, le contre-bas britannique Barry Guy et le batteur français Christophe Marguet. Instants chavirés, 7, rue Richard-Le-noir, Montreuil, M<sup>me</sup> Robespierre, Le 27, à 20 h. Tél. : 01-42-87-25-91. De 160 F à 245 F.

**Kirk Lightsey, Belmondo**  
Maison Radio-France, studio Charles-Trenet, 116, rue du Président-Kennedy, Paris 16<sup>e</sup>. Le 27, à 20 heures. Tél. : 01-42-30-15-16. De 160 F à 245 F.

**Satellit Café**, 44, rue de Folie-Mé-

court, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Oberkampf, Le 27, 28 et 29 à 20 h 30. Tél. : 01-47-00-48-87. 50 F.

**Sasso Big Band**  
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>me</sup> Carreau, Le 27, à 22 h. Tél. : 01-42-76-43-43. 80 F.

**James Williams**  
La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Saint-Germain-des-Près, Le 27, à 22 h 30. Tél. : 01-42-76-43-43. De 120 F à 150 F.

**Philippe Porcili**  
« 40 ans de chansons », accompagné de Bernard Bédouin à la contrebasse ; 1<sup>re</sup> partie : Jean Duino.

**L'Européen**, rue Biot, Paris 17<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Place-de-Clichy, Le 27, à 20 h 30. Tél. : 01-43-87-97-13. 90 F à 130 F.

**Hérôme Atal et les Argonautes**  
Vendetta (1<sup>re</sup> partie). Sentier, Halles, 5<sup>e</sup>, rue d'Abouki, 2<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Sentier, Le 27 au 30, à 20 heures. Tél. : 01-42-36-37-27. 60 F.

**Double Nelson**  
Le Batofar, 11, quai François-Mauriac, Paris 13<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Quai-de-la-Gare, Le 27, à 21 heures. Tél. : 01-42-76-43-43.

### RESERVATIONS

**de guerre**  
d'Edward Bond, mise en scène de Jean-Pierre Vincent. Théâtre Américains, 7, rue Nantier, Paris 11<sup>e</sup>. Tél. : 01-46-14-70-00. 8 mai au 13 juin. 55 F à 120 F.

**Odéon**  
Horvath, mise en scène de Jacques Nichet. Théâtre national, rue Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris 20<sup>e</sup>. Du 7 mai au 13 juin. 01-44-62-52-52. 120 F.

**Champs-Élysées**, 15, rue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. Le 9 mai, à 11 heures. Tél. : 01-49-52-50-50. De 120 F à 150 F.

**Hopkinson** (luth) Théâtre Grévin, 10, boulevard Mabre, Paris 9<sup>e</sup>. Le 10 mai. Tél. : 24-16-97. 90 F à 200 F.

**Quintet**  
Sunset, rue des Lombards, Paris 1<sup>re</sup>. M<sup>me</sup> 11 au 14 mai. Tél. : 01-40-26-46-60.

**Lauteurs**  
No Beauty for me There Where Human Rare : création pour huit acteurs-danseurs. Jan Lauwers (chorégraphie).

**de la Ville**, Les Abbesses, 3<sup>e</sup>, rue des Abbesses, Paris 18<sup>e</sup>. Du 18 au 20 mai. Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F à 120 F.

**Boys**  
M<sup>me</sup> omnibus de Paris-Bercy, boulevard Bercy, 9<sup>e</sup>. Le 11 mai, à 19 h. Tél. : 01-44-68-44-68. 80 F.

**Eagle Eye Cherry**  
Olympia, 28, boulevard Capucines, 9<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Opéra, Le 11 mai, à 19 h 30. Tél. : 01-47-42-25-49. 120 F.

### DERNIERS JOURS

**avril**  
Impression 36 M<sup>me</sup> Michel Deutsch, mise en scène de l'auteur.

**Théâtre**, Bastille, 76, rue de Roquette, Paris 11<sup>e</sup>. Tél. : 01-43-57-42-14. 80 F et 120 F.

**soir on improvise**  
Luigi Pirandello, mise en scène de Claude Stratz.

**Athénée-Louis Jouvet**, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, Paris 9<sup>e</sup>. Tél. : 01-53-05-19-19. M<sup>me</sup> 160 F.

**Philippe Avron**  
un saumon. Théâtre Rive Gauche, 6, rue de la Gai-

eté, Paris 14<sup>e</sup>. Tél. : 01-43-35-32-31. 50 F à 160 F.

**Théâtre Rive Gauche**  
Loc 01 43 35 32 31

**Philippe Avron**  
Je suis un saumon

« Une œuvre géniale. Un joyau, une perle. Un bel lécop et d'amo »  
FIGAROSCOPE « lent et génialité » L'HUMANITE « Sublime l'art du spectacle à une voix » FIGARO « Voyage merveilleusement drôle et fraternel » JDD.

« Meilleur One man »

Illustration de l'œuvre



## GUIDE TÉLÉVISION

## DÉBATS

21.25 **Bray en Artois**, un crime impitoyable. Forum Planète

23.25 **Les Compagnons du devoir**. Forum Planète

## MAGAZINES

15.45 **10 de 10**. Zapping Zone. Disney Channel

18.30 **Nulle part ailleurs**. Invité: Agnès Varda. Canal+

19.00 **Archimède**, sur les toits de la forêt. La cuisine humaine. Défenses naturelles. Canal+

19.10 **Le Rendez-vous**. LCI

20.00 **20 h Paris Première**. Pourquoi ça marche? Spécial: toutes les questions. M6

21.00 **Le Gal Sarrail**. Des mots pour riez. Invité: Guy Bedos; Fellay. Paris Première

21.05 **Temps présent**. De la graine au joint. Canalsat, permis de filmer. TF3

23.10 **La Vie à l'endroit**. L'animal en vedette. France 3

23.25 **Comment ça va?** Spécial handicap. France 3

0.30 **Zone interdite**. Au cœur de la haine. M6

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

1.40 **Saga-Chés**, rap parité. France 3

## DOCUMENTAIRES

20.05 **Les Tribus indiennes**. (18/20). Les Antiques. Planète

20.10 **Volcan**. Jean-Paul J. et la mort. Olympe

20.15 **Reportage**. Spécial Kosovo: OTAN, la guerre des mots. Olympe

20.35 **L'Autre Algérie**. Quotidiens d'Algérie. Olympe

20.45 **La Vie en face**. Les Docteurs de Liverpool. Olympe

20.45 **Les Descendants**. (12/13). Graham Bell. Planète

21.25 **Samuel Beckett**. (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

21.30 **Théma**. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

22.55 **Histoire de l'eau**. (14/1). Les Docteurs de Liverpool. Olympe

0.00 **Conférences**. Des mots pour riez. Invité: Guy Bedos; Fellay. Paris Première

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

0.45 **Dans les coulisses de...** (12/13). Théma. Un diable en paradis: Tom Ungerer. Olympe

## FILMS

20.00 **Best of Brazil**. Montreux 1993. Muzik

22.35 **Zanzuela: La Dolorosa**. Par les Chœurs du Théâtre Calderon, dir. Tullio Gagliardo. Muzik

22.45 **La Pétrole**. Ombre d'Offenbach. Mise en scène de Jérôme Savary. Par l'Orchestre de la Suisse romande, dir. Marc Soustrot. Muzik

23.50 **The Nat «King» Cole Show** 13. Septembre 1957. Muzik

## TÉLÉFILMS

20.40 **Famille à l'essai**. Fred Garber. O. Canal+

21.20 **Les Steinfeld, maîtres de l'or**. Jean-Claude Vanthouly. (14/1). RTBF

22.10 **L'Affaire Sémec**. Yves Boisset (1 et 2). Festival

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6

22.40 **Animation**. Les Trois Brigands. (1 et 2). M6



## Le secrétaire d'Etat italien au Trésor, Nuccio Cusumano, est révoqué et arrêté

Un coup de filet des carabinieri a eu lieu à la suite d'un scandale mafieux en Sicile

ROME  
de notre correspondant  
Les carabinieri ont procédé, lundi 26 avril, à un vaste coup de filet en Sicile. Parmi les hommes politiques et les milieux de la construction. Au total, 11 personnes ont été arrêtées, dont Nuccio Cusumano, secrétaire d'Etat au Trésor (UDR, union démocratique pour la République) - qui a immédiatement été révoqué de ses fonctions par le président du conseil, Massimo D'Alema - et le responsable de l'industrie pour la région Sicile, Giuseppe Castiglione. Un mandat d'arrêt a égale-

ment été délivré à un sénateur, Pino Fittarello, couvert pour le moment par son immunité parlementaire. Tous trois sont membres de l'UDR, formation créée en juillet dernier par Francesco Cossiga et issue des rangs de l'ancienne Démocratie chrétienne, qui, depuis le mois d'octobre dernier, appuie les gouvernements de Massimo D'Alema.

LES TRAVAUX D'UN HÔPITAL  
En dehors de ces « personnalités excellentes » (« les excellences », comme on appelle les mystérieux soutiens de la Mafia) figurent éga-

lement un avocat, des chefs d'entreprise du bâtiment et le directeur de l'hôpital Garibaldi de Catane (Sicile), qui ont été impliqués dans ce nouveau scandale politico-mafieux. Des irrégularités ont été découvertes dans l'adjudication des travaux de la seconde tranche de l'hôpital de 100 000 mètres carrés dont le coût est évalué à 200 milliards de lires (100 millions d'euros). L'enquête a débuté au mois d'octobre dernier.

Une première série d'arrestations avait été opérée. Mais il se s'agissait que de menu fretin, à l'exception de Carlo Romagnoli, un

entrepreneur milanais, l'homme qui avait emporté l'adjudication de l'hôpital Garibaldi. C'est à la suite de ses déclarations que toute la filière de la corruption a été remonter. Comme toujours, il s'agit apparemment d'ententes illicites et de versements de commissions indues. L'implication d'un membre du gouvernement a bien évidemment suscité des remous politiques. Carlo Azeglio Ciampi, ministre du Trésor, a qualifié le scandale de « affaire grave et désagréable ». C'est la première fois depuis la formation du gouvernement D'Alema, au mois de mai, que l'exécutif est misé à un scandale de cette ampleur. Massimo D'Alema a immédiatement réagi, comme l'avait fait Romano Prodi, en mars 1998, à propos d'Angelo Giorganni, numéro 2 du ministère de l'Intérieur, qui avait été chassé du gouvernement en raison de soupçons de collusion avec la Mafia.

En revanche, ce n'est pas la première fois que Nuccio Cusumano, cinquante et un ans, originaire de la province d'Agropoli, en Sicile, est soupçonné de liens avec la Mafia. En 1992, il avait refusé d'échapper à une enquête sur le versement d'une commission de 40 millions de lires (20 000 €). Aujourd'hui, il est à son actif une première : l'arrestation d'un membre du gouvernement dans l'exercice de ses fonctions sans précédent dans l'histoire de la République italienne. Quant à Pino Fittarello, le Sénat devra se prononcer sur la levée de son immunité parlementaire. Il y a quelques mois, sentant sans doute le vent tourner, ce sénateur avait démissionné, sans explications, de la commission parlementaire antimafia.

Patrice Claude

Michel Bôle-Richard

## Un rapport préconise une réforme radicale de la scolarité à l'ENA

DEPUIS TROIS ANS, les promotions sortantes de l'ENA adressent à tour de rôle au premier ministre des « lettres ouvertes », dans lesquelles elles critiquent leur scolarité et demandent la suppression de l'accès direct aux grands corps (Le Monde du 1 avril). Le malaise qui règne à l'Ecole nationale d'administration a été entendu par Michel Puybasset, conseiller d'Etat, aujourd'hui président de la commission d'accès aux documents administratifs (CADA), qui, dans un rapport confidentiel remis au ministre de la fonction publique, Emile Zuccarelli, préconise une réforme radicale de la scolarité.

M. Puybasset, qui avait été chargé d'évaluer la qualité de la formation administrative par l'Ecole, a minutieusement passé en revue les critiques des élèves : le nombre des matières enseignées leur paraît trop important et leur contenu trop académique ; l'enseignement des disciplines dites managériales (gestion des ressources humaines, prise de décision, négociation et communication) leur paraît très insuffisant.

M. Puybasset juge ces revendications justifiées au regard des exigences nouvelles de l'administration, qui imposent un recentrage sur les fonctions de conception des politiques publiques, de contrôle et d'évaluation. Pour atteindre ces buts, il faut également se préoccuper (...) de leur traduction sur le terrain et de leur œuvre dans le temps », explique-t-il. En outre, « le respect de l'environnement nouveau, national et international », la maîtrise de l'art de la négociation et, notamment, « la capacité de proposer des solutions de compromis ».

Le rapport préconise également un « rendu à un meilleur coût », des « capacités managériales évidentes : non seulement de stratégie, et de tactique, mais d'organisateur, d'initiateur, de meneur d'hommes », et « l'autorité hiérarchique ». M. Puybasset. Elle « fait parti » de « capacités multiples, qui relèvent pas seulement de l'intelligence, mais impliquent le caractère et le comportement, peuvent faire l'objet d'un apprentissage ». C'est la raison pour laquelle elle préconise une réforme radicale de la formation, qui doit être à la fois technique, technique administrative, gestion publique (quatre mois) et techniques de l'action internationale et européenne, auxquelles correspondraient trois stages, respectivement en préfecture, en entreprise et à Bruxelles, au lieu de deux précédemment. L'enseignement du management public comprendrait notamment l'animation d'une équipe, la négociation et la gestion de

M. Puybasset préconise, comme le demandent les élèves, une clarification des critères de notation de ces stages. Elle demande que les examens de classement, dont le nombre passerait de quinze à trois, pour ne pas « polluer la scolarité », permettent d'évaluer des capacités autres que celles, intellectuelles, d'analyse et de synthèse : « imagination, doute, sens du concret et des nécessités, capacité à évaluer les impacts ». Cette révolution pédagogique requiert l'embauche de chercheurs en sciences administratives, « l'appel exclusif à des praticiens de l'administration présente le risque d'une transmission, à distance, critique, de valeurs qui doivent être déconstruites ».

Au passage, M. Puybasset suggère que l'ensemble de la scolarité se déroule sur un seul site, à Paris, et que les locaux de Strasbourg soient dévolus à la formation permanente, le « caractère fléché et le fait de la formation actuelle » ayant déjà été « amplement dénoncés ». Si M. Puybasset entend les revendications des élèves sur la scolarité, il veut également supprimer l'accès direct aux grands corps, qui constitue à ses yeux « la moins mauvaise des formules », pour attirer les meilleurs éléments dans la fonction publique et maintenir le sang neuf dans les corps. Après avoir demandé aux élèves de proposer d'une telle suppression, elle propose de traiter le « malaise » des administrateurs civils en revalorisant leurs carrières, en leur réservant des entrées au tour extérieur dans les grands corps et en instaurant une meilleure gestion des hommes, qui permette « de repérer » les plus aptes à occuper des postes de responsabilité.

Acacio Pereira

Rafaële Rivais

## « Crime Watch » : qui a tué la jolie Jill Dando ?

LONDRES

de notre correspondant  
La reine Elizabeth a fait part de sa « peine », le premier ministre, Tony Blair, a rendu hommage à une femme « absolument charmante et talentueuse ». Aux Communes, l'opposition conservatrice, les libéraux démocrates et les travaillistes, pour une fois unis, ont présenté tour à tour leurs condoléances attribuées à la famille de la victime. Lundi soir, dans tous les journaux télévisés du Royaume, la mort de Jill Dando a été l'un des sujets secondaires. Mardi matin, c'est le journal The Times, tous les médias écrits, sans exception, qui ont consacré leur « une » et de nombreuses pages à la mort mystérieuse de la chanteuse de la star la plus populaire de Grande-Bretagne.

Grande, blonde, gentille, jolies, pas bête, Jill Dando était vaguement connue de Lady Diana. « Jill Dando », c'était la voix de la pop britannique, une Sun, quotidien populaire, sur toute sa première page. Elle avait 26 ans, elle était mariée, elle était mère d'un enfant, d'une belle fille de 10 ans, elle était une inconnue, elle était une princesse, ni actrice, ni chercheuse scientifique, c'était une présentatrice de télévision, « l'une des plus sympathiques de la BBC », répètent ses collègues, attristés.

Arrière journaliste qui présentait encore très occasionnellement, en 1996, le fameux « Crime Watch », de la première chaîne, Jill Dando a gagné la faveur des téléspectateurs lorsqu'elle a commencé, en 1994, à présenter l'une des émissions les plus suivies de la BBC, « Crime Watch », un show hebdomadaire construit avec la collaboration de Scotland Yard pour démasquer les auteurs de crimes et les délits non résolus. Les Anglais, qui n'ont pas eu la dénonciation d'un meurtrier, le rapport trouble qu'enrichissent les Français, n'ont jamais à téléphoner à la police pour rapporter les faits. En une semaine d'existence, le show de Jill Dando, « Crime Watch », est impressionnant.

La semaine dernière, justement, Jill Dando et ses collègues avaient lancé un puissant appel à l'attention pour dénoncer ceux qui vivent des heures de bonheur dans les quartiers déshérités et les délinquants de la ville. Le Monde des 21 et 27 avril. En fait, le meurtre de la présentatrice a toutes les apparences d'un meurtre professionnel ou d'une vengeance longtemps mûrie. Depuis lundi midi, la police passe en revue toutes les affaires élucides grâce à son émission. Le prochain « Crime Watch » devrait être des records d'audience.

Patrice Claude

Michel Bôle-Richard

## Les déboires judiciaires d'une ex-fonctionnaire du Quai d'Orsay

CATHERINE BOHER, une ancienne fonctionnaire du ministère des affaires étrangères, a été mise en examen pour « escroqueries » et écrouée à la prison des femmes de Fleury-Mérogis, vendredi 23 avril, par la juge d'instruction parisienne Eva Joly, dans un dossier instruit par sa collègue Laurence Vichnievsky. Agée de 53 ans, cette ex-secrétaire adjointe du Quai d'Orsay est soupçonnée d'avoir participé au printemps 1996 à un détournement de fonds lors de la tentative de libération d'un Camerounais détenu au Yémen. Catherine Boher se serait présentée à la famille du prisonnier comme un intermédiaire potentiel et aurait demandé 1,2 million de dollars (environ 7 millions de francs). L'argent se serait finalement volatilisé et la famille a porté plainte.

Catherine Boher avait été interpellée, mardi 20 avril, à son domicile de Compiègne-de-Confident (Yvelines-Orientales). Elle avait été radicalement

cadres du ministère en octobre 1997 après avoir été condamnée en 1992 à une peine de prison avec sursis dans une autre affaire d'escroquerie.

Le nom de Catherine Boher apparaît également dans un autre dossier instruit par Laurence Vichnievsky, sur la faillite frauduleuse de Conserver 21, une entreprise qui devait commercialiser une « molécule miracle » censée augmenter la durée de vie de produits frais. La société aurait en fait servi à détourner d'importantes sommes d'argent vers des paradis fiscaux. Dans cette affaire, Yves Bonnet, ancien député UDF de la Manche et ancien directeur de la Direction de la surveillance du territoire, avait été mis en examen en novembre 1997 pour « complicité d'escroquerie ». La justice lui reprochait d'avoir joué un rôle actif dans le montage de la société Conserver 21, créée en 1995 par Denis Allot, lui-même inculpé en mars 1997.

Jean-Michel Beaudoin, ancien

chargé de mission de la mission de l'Etat, a été condamné en 1992 à une peine de prison avec sursis dans une autre affaire d'escroquerie. Le nom de Catherine Boher apparaît également dans un autre dossier instruit par Laurence Vichnievsky, sur la faillite frauduleuse de Conserver 21, une entreprise qui devait commercialiser une « molécule miracle » censée augmenter la durée de vie de produits frais. La société aurait en fait servi à détourner d'importantes sommes d'argent vers des paradis fiscaux. Dans cette affaire, Yves Bonnet, ancien député UDF de la Manche et ancien directeur de la Direction de la surveillance du territoire, avait été mis en examen en novembre 1997 pour « complicité d'escroquerie ». La justice lui reprochait d'avoir joué un rôle actif dans le montage de la société Conserver 21, créée en 1995 par Denis Allot, lui-même inculpé en mars 1997.

Acacio Pereira

Rafaële Rivais

Tirage du Monde daté mardi 27 avril 1999 : 500 578 exemplaires.

## Club Med Croisières

Capti, Mykonos, Bonifacio, Santorini, Tunis. Soyez l'un des 350 privilégiés à redécouvrir à bord de Club Med 2 la Méditerranée orientale. Et bénéficiez de 1% de réduction par année de mariage pour les départs des 31 mai, 26 juin et 28 août 1999, quelle que soit votre date d'anniversaire de mariage. Club Med Voyages, Havaï Voyages, Farant Voyages et agences agréées au N. Azur 0 801 802 803. Prix appel local.



-1%

(par année de mariage)

Etre-ne



# Le Monde INTERACTIF

LES NOUVELLES TECHNOLOGIES

MERCREDI 28 AVRIL 1999

www.lemonde.fr/nvtechno



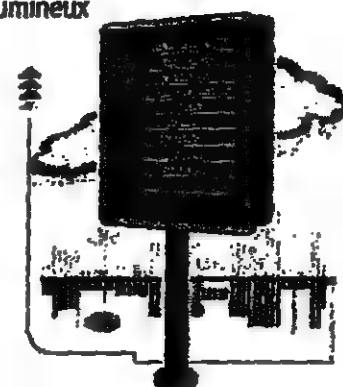
**LES HOMMES**  
Stanislas Dehaene vient de décrocher une bourse de 1 million de dollars pour étudier comment...

« LE MONDE »-CANAL + WebSeeker permet de chercher une information sur le Web en consultant jusqu'à 120 moteurs simultanément. P. VII



**BOGUE**  
Il est raisonnable de se faire hospitaliser au moment du passage à l'an 2000 ? P. IV

**LA TECHNIQUE**  
Comment mesure-t-on la pollution de l'air ? L'aide d'un simple rayon lumineux tendu entre deux points ? P. VI

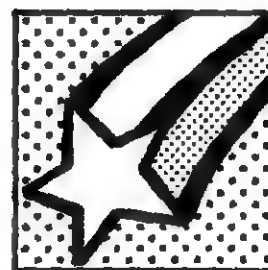


**PETITES ANNONCES**  
6 pages d'offres d'emplois. P. VIII à XIII

L'ENQUÊTE

La Silicon Valley reste pour beaucoup l'Eldorado des nouvelles technologies. Pourtant, à en croire certains investisseurs, il serait plus facile aujourd'hui de lever des capitaux en France

## Start-up : où investir pour réussir ?



CERTAINS mythes ont la vie dure. Celui de la Silicon Valley est des plus coriaces. Chaque année, ils sont des milliers - inventeurs, ingénieurs, hommes d'affaires ou financiers - à aller s'installer dans cette vallée de la Californie et tenter de faire fortune dans les technologies de pointe. Palo Alto, Clara ou San José sont autant de villes qui cristallisent sur leurs noms les rêves de réussite commerciale et financière des nouveaux conquérants de l'Ouest illi-

minés par les feux du Nasdaq, le marché américain des valeurs boursières de haute technologie. Les atouts de la Vallée ne se démentent pas : importance du capital-risque, proximité avec des milliers d'entreprises, utilisation massive des stock-options en guise de salaires, législation sur le travail plus lâche qu'en France... L'inventaire est souvent opposé aux lourdeurs de l'administration française et à la grande difficulté de lever des fonds pour

monter son entreprise dans le secteur des nouvelles technologies. Mais, derrière cette vitrine, la réalité est parfois plus cruelle. L'appât de gains rapides et une concurrence des règles en vigueur dans la région peuvent rapidement transformer l'optimisme en miroir aux aléas. Plusieurs Français en ont fait l'amère expérience : partis pleins d'espoirs, ils se sont fait rattraper par la réalité économique féroce qui veut que l'idée ne soit pas toujours payante. Philippe Claude, capital-risqueur chez Atlas Venture, connaît bien ce problème : « Il y a un dicton dans notre métier qui dit qu'une idée vaut 1 dollar, un produit 10 et un business plan 100. » Il n'est pas rare de voir un ingénieur ou un inventeur se faire déposer de son idée au profit d'un dirigeant plus aguerri aux toutes premières heures.

préfèrent financer du capital-risque que des idées. En 1997, le montant total du capital-investissement en France a atteint la somme record de 8,3 milliards d'euros (1,265 milliard d'euros) pour un volume de 1 500 opérations. Le changement de mentalité qui s'explique par une prise de conscience générale, de la part de l'Etat et des entreprises, de l'importance des nouvelles technologies dans la vie économique. Longtemps envié, l'exemple américain est aujourd'hui largement imité. Et le capital-risque à la française peut même s'appuyer sur l'expérience d'anciens pionniers de la Silicon Valley pour se développer. De quoi inciter les investisseurs à la recherche de start-up à venir dans l'Hexagone et à faire la sourde oreille aux sirènes californiennes.

**PIONNIERS**  
Jean-Marie Chauvet et Patrick Hurstel ont créé voici quinze ans leur entreprise dans la région de San Francisco. De retour en France, ils conseillent et financent désormais les jeunes entrepreneurs. Rencontre. P. II



La philosophie américaine va à l'encontre de la conception patrimoniale de l'entreprise à l'européenne : là bas, on dit qu'une idée vaut 1 dollar, un produit 10 et un business plan 100

« Ce sont des choses qui arrivent, confirme Alain Barthelet, journaliste implanté depuis dix ans la Silicon Valley et membre de DBF, une association qui sert de lieu de rencontre pour les créateurs d'entreprises français expatriés. Ceux qui viennent ici ont besoin de capitaux, mais ils ont beaucoup de mal à accepter l'idée de confier leur société à des investisseurs étrangers. Ça choque leur culture très patrimoniale de l'entreprise. Mais il faut savoir qu'aux Etats-Unis l'idée seule ne vaut pas grand-chose s'il n'y a pas derrière un plan de financement et une stratégie marketing. Alors oui, il y a beaucoup d'argent en circulation, mais les investisseurs sont très exigeants. Et ils n'hésiteront pas à mettre les meilleures personnes aux postes clés, quitte à vous éloigner de la direction. » Ce choc des cultures est parfois bien difficile à avaler pour des hommes et des femmes dont l'entreprise est le projet de toute une vie. Un « quoi ? » qu'il faut pourtant accepter de partager si l'on veut bénéficier de la manne américaine. « Heureusement, les choses sont en train de changer, assure Philippe Claude. La France et, plus généralement, l'Europe deviennent de plus en plus concurrentiels sur le marché du capital-risque et n'ont plus rien à envier aux Etats-Unis. Aujourd'hui, je dirais qu'il est plus facile de lever des capitaux en France qu'en Californie. » Mais c'est le temps où les banques françaises

« .com » par-ci, « .com » par-là, tout devient « .com » quelque chose.

Nevez soumettre la pointe de .com

Sun microsystems

هكذا من الأمل



## Les mots de l'investissement

### BUSINESS ANGEL

Entrepreneur privé qui engage ses propres fonds pour financer une entreprise débutante.

### BUSINESS PLAN

Le business plan est une étude très détaillée des possibilités financières et commerciales de la future entreprise. Il sert à convaincre les investisseurs de la rentabilité et du potentiel de cette société.

### CAPITAL-RISQUE

Investissement dans une société présentant des risques mais promettant une forte croissance. Le rendement généralement attendu est 40 % à 50 % par an.

### LOVE MONEY

Argent donné ou prêté par les proches d'un créateur d'entreprise.

### NASDAQ

Lancé en 1971 par la National Association of Security Dealers, le Nasdaq est le premier marché boursier des valeurs électroniques des États-Unis.

### POSTE D'EXPANSION ÉCONOMIQUE

Les PEE sont les relais du ministère de l'économie et des finances dans les pays étrangers. Ils fournissent des informations, des études de marché et des services à ceux qui s'installent dans l'Hexagone.

### SILICON VALLEY

La Silicon Valley est née dans les années 50. À l'origine, des problèmes financiers de l'université pour créer un pôle technologique est donc pour occuper les milliers d'habitants disponibles sur le campus. Varian Associates a été la première entreprise à s'y installer, suivie rapidement par Eastman Kodak, General Electric et Hewlett.

### STARTUP

entreprise à fort potentiel de croissance, généralement dans le domaine des nouvelles technologies.

### STOCK-OPTIONS

Mode de rémunération très répandu aux États-Unis réservant au salarié des actions de l'entreprise à un prix préférentiel. Lorsque celui-ci décide de les liquider, il les achète au cours de départ (bas) et les revend au cours du (théoriquement plus élevé).

### Jean Bolot, directeur d'Ensim

« En France, les chercheurs n'ont pas la culture entreprise. Ils aiment publier un bon article dans un congrès ou une revue, mais ne pensent pas toujours à développer des produits. » Jean Bolot, ancien chercheur, a passé de nombreuses années à l'Inria (Institut national de recherche en informatique et automatique) à mettre au point des technologies pour Internet. Avec souvent la tentation de voler de ses propres ailes et de monter une société.

En 1998, Jean Bolot part aux États-Unis. « Une fois dans la Silicon Valley, raconte-t-il, je me suis rendu compte que tout le monde montait sa société. À ce contact, on réalise que c'est quelque chose de très facile à faire. » Il refuse alors une offre de poste dans le laboratoire d'AT&T pour rejoindre deux amis dans l'aventure Ensim, une société qui développe des logiciels pour les fournisseurs d'accès.



« L'inria dans le cadre du projet Rodeo (« Le Monde Interactif » du 3 mars), j'ai travaillé à réduire les effets d'encombrement sur le Réseau, notamment dans les domaines du son et de la vidéo. L'amène toute cette expérience chez Ensim. »

Jean Bolot porte un regard admiratif sur la Vallée : « C'est impressionnant de voir des jeunes de 20 ans à la tête de fonds d'investissement gigantesques ! Et puis, l'absence de stock-options permet d'avoir rapidement 15 à 20 personnes sans changer. » Dans la réalité, on s'aperçoit que les technologies développées là-bas ne sont pas plus évoluées qu'en France. C'est l'effet de masse qui fait la différence. Pour reprendre l'exemple de l'inria, je pense que les chercheurs ne capitalisent pas assez sur ce qu'ils trouvent, même si cela évolue peu à peu. »

www.ensim.com

## Pieds tendres

### Itinéraires de trois entrepreneurs français

#### David Dupouy, créateur de Sensiva

David Dupouy, élève ingénieur, développe jours et nuits des programmes pour simplifier la micro-informatique. « Je me disais que, comme je ne pouvais pas faire mes études aux États-Unis, j'allais y travailler. »



Le départ a lieu en août 1997. « Mon carnet de rendez-vous était plein, j'ai refusé plusieurs postes d'ingénieur pour me consacrer à Sensiva. » Aidé par quelques personnes dans la Silicon Valley, David Dupouy dépose les brevets de ses logiciels, rédige son business plan, paye son avocat avec des actions Sensiva. Il commence sa chasse au financement. « Trouver des investisseurs a été épuisant et très difficile. Ils investissent dans seulement 15 des business plans qu'ils reçoivent ; alors, même s'ils ont de l'argent, ils n'investissent pas les yeux fermés ! Mais avec un bon produit, une bonne équipe et surtout beaucoup de persévérance on peut faire partie de ces 15. » Son projet séduit vite : « Dessiner un logiciel pour faire un zoom dans n'importe quel programme graphique avec la souris, c'est quand même plus facile que de se rappeler un tas de commandes qui varient en fonction de logiciels. » Aujourd'hui, plusieurs fabricants de logiciels et de tablettes graphiques ou de souris ont adopté sa technologie. Le logiciel sera bientôt disponible sur Macintosh et sur PC, et une version Windows CE est en cours de développement.

www.sensiva.com

#### Didier Benchimol, président d'Imediation

Avec sa société, Imediation, Didier Benchimol a 60 millions de francs (9,15 millions d'euros) de capital-risque. Un pari un peu fou pour la France. « Les investisseurs américains ont des projets bien définis et surtout l'argent sur une équipe de management qui a déjà fait ses preuves dans l'industrie », explique l'ancien directeur général de Netscape Europe. Fondé par deux Américains, Imediation donne son commerce électronique avec des techniques de marketing sur la toile et de distribution par différents canaux.



« Je suis rentré dans le jeu par l'intermédiaire d'un fonds d'investissement Viventes (composé d'un tiers par Vivendi), qui souhaitait que je participe à l'aventure que je donne à Imediation. » L'ancien Benchimol a un bilan plutôt positif de l'évolution du capital-risque en France. « Aujourd'hui, un projet de financement dans l'Hexagone. Le blocage vient du fait que les investisseurs français ne sont pas spécialisés pour prendre des risques dans les secteurs à fort potentiel qui engendrent souvent de gros dangers. » Autre leçon retenue : « Les entreprises françaises sont en train d'évoluer. Auparavant, elles dépendaient de partir s'installer aux États-Unis pour penser revenir. Aujourd'hui, elles restent là-bas. Maintenant, elles pensent à démarrer partout en même temps pour être sûres de s'imposer sur leur marché. C'est plus cher au départ, mais un facteur d'internationalisation pour les investisseurs. »

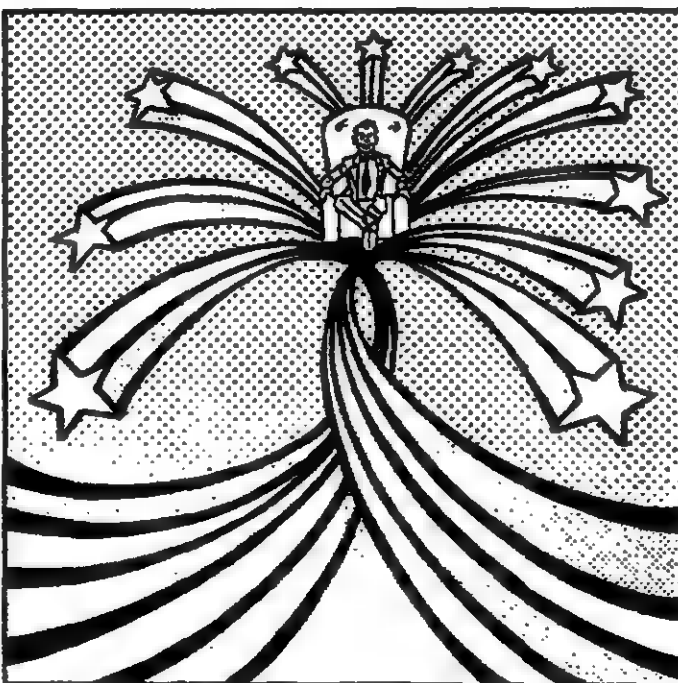
www.imediation.com

G. R.

### L'ENQUÊTE

## Deux pionniers à la conquête de l'Ouest

Quinze ans après avoir créé Neuron Data dans la Silicon Valley, Jean-Marie Chauvet et Patrick Perez parrainent les débutants



Immédiatement intéressé par Nexpert, et recommande les trois jeunes gens. Le pied à l'étrier. En juin 1985, décrochent un chèque de 250 000 dollars pour créer leur société, Neuron Data, siège social à Palo Alto. En

tembre de la même année paraît la première version de leur logiciel, bientôt adopté par Boeing et la NASA. Succès : croissance rapide. Neuron Data ouvre des filiales au Japon, en Europe. En 1990, le jeune trio français refuse l'offre de

de racheter leur société pour 36 millions de dollars. « C'est une erreur », admet Patrick Perez.

Mauvaise gestion, méconnaissance des règles du jeu singulier de la Silicon Valley ? Toujours est-il qu'en 1998, la compagnie qu'ils ont nommée à leur nom, une nouvelle équipe dirigeante. Toujours du côté d'administration, les deux compères rentrent en Europe, à l'un d'eux s'occupent de capital-risque. Le premier à l'instar pour la société Vision Development Ltd. Le second à l'instar pour le compte de Développement. Pas forcément les ardeurs de ceux qui, comme eux, il y a quinze ans, voulaient se lancer les yeux fermés dans la conquête de l'Ouest. Mais pour les avertir de la difficulté de l'entreprise, ses risques. Pour expliquer encore, l'expression de Jean-Louis Gassée, autre Français de la Vallée, qui vaut souvent mieux se battre de la minorité d'une entreprise bien financée que de la majorité d'une entreprise qui prend l'eau. Et, surtout, que la traversée de l'Atlantique n'est plus la condition sine qua non pour trouver des financements.

Philippe Zinbarg

### Concours

JUSQU'AU 15 mai, le ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie organise un concours pour les créateurs de sociétés de personnes résidant en France, ainsi qu'aux ressortissants de l'Union européenne et des Français résidant à l'étranger. Les projets doivent prévoir la création d'une entreprise innovante, s'appuyant sur une recherche technologique, installée sur le territoire national. Les lauréats recevront une aide pouvant s'élever à 100 000 francs (45 735 €) pour financer les prestations nécessaires à la création de leur entreprise. Une fois celle-ci créée, les projets pourront se voir attribuer une aide d'un montant maximal de 3 millions de francs (457 100 €) pour financer jusqu'à 35 % leur développement. Par ailleurs, le Défi start-up est un concours lancé par l'association Scob, pour la création d'entreprise dans le secteur des technologies de l'information. Il propose de lancer des sociétés nouvelles en juin en épaillant les jeunes créateurs par conseils et un appui financier. La première du genre a été financée à hauteur de 1,3 million de francs (184 €) par quatre business angels de l'association afin de financer en place un site électronique. Les trois créateurs ont vingt-sept ans chacun et sont des profils commerciaux et graphistes.

### Trois questions à...

#### Olivier Lallier, consultant au poste d'expansion économique de San Francisco

1 Quel est votre rôle dans une région comme la Silicon Valley ?

Mon rôle principal est de conseiller les créateurs d'entreprise sur leur stratégie d'implantation. En règle générale, on s'aperçoit qu'il y a beaucoup de bonnes idées en France, de bons ingénieurs mais qu'ils ont du mal à vendre. Notre rôle est donc de les conseiller sur les questions de marketing, de communication et de gestion financière de leur future entreprise.

2 Certains Français qui sont partis dans la région parlent du risque de se faire voler sa technologie ou son projet. Y a-t-il des pièges à éviter avant de s'implanter dans la Vallée ?

On ne peut vraiment parler de piège, ni de risques de se faire déposséder de son entreprise. Mais il y a des choses importantes à savoir avant de s'implanter ici. Par exemple, quand on arrive dans la Silicon Valley, je crois qu'il ne faut pas hésiter à ouvrir une partie de son capital à un dirigeant qui connaît le milieu et qui a le savoir donner au projet une

véritable dimension commerciale. Son rôle ne sera pas de s'approprier cette entreprise mais bien de la faire prospérer. Maintenant, le plan des moyens, il est certain que de nombreux hommes d'affaires investisseurs possèdent les moyens financiers et les compétences juridiques pour étouffer une entreprise et s'approprier une technologie. Il faut être prudent, c'est tout.

3 Peut-on dire que dans la Silicon Valley il y a plus d'argent que dans la Vallée ?

C'est pas aussi schématique que cela. Il y a beaucoup d'argent qui circule dans la région car il y a de nombreux facteurs avantageux pour les faire fructifier. Le problème, c'est la concentration, qui n'est pas nécessairement une bonne chose. Ici, si vous n'avez pas de partenariats solides, de grandes entreprises, vous allez rencontrer beaucoup de difficultés pour monter une société dans le monde d'Internet. L'autre problème vient du fait que beaucoup d'entreprises arrivent sur une même niche. La concurrence est donc très forte et les plus petites d'entre elles qui ne disposent pas de ressources nécessaires auront beaucoup de mal à s'imposer.

Propos recueillis par Catherine Fournier

## Risquer en France

### Pas la peine de traverser l'océan pour tenter l'aventure

La moyenne est de 5 millions de francs (760 000 €) mais pouvant atteindre jusqu'à 15 millions de francs (2 290 000 €). « Les mentalités ont évolué. Il y a quelques années, il était de bon ton de dire qu'en France on ne trouvait pas l'argent nécessaire, que l'on ne comprenait rien aux nouvelles technologies. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Avec la multiplication des interventions privées, le retour des établissements bancaires et financiers, le potentiel d'investissement est très élevé. »

Pour preuve, les chiffres du premier tableau de l'Union de l'innovation, inauguré le 15 avril par le ministère de l'économie et des finances, qui sera désormais publié chaque année à la fin de l'année.

+ 70 % de taux de croissance en valeur pour les chiffres d'affaires des entreprises des technologies de l'information et de la communication ; quadruplement des fonds levés sur le nouveau marché ; 15 entreprises financées dans ce secteur en 1998 ; 8 400 brevets déposés. Restent quelques difficultés. Financières : « Il est vrai que les fonds se concentrent essentiellement autour des technologies de l'information et de la communication, et des biotechnologies », souligne-on ainsi chez Leonardo Financial, spécialiste dans le conseil et le financement des PME. Culturelles : « Il faudrait que les chercheurs apprennent à devenir entrepreneurs, estime-t-on. On a parfois du mal à discuter avec eux, leur faire comprendre les enjeux, car ils n'ont pas d'approche du monde de l'entreprise et des réalités économiques. »

O. Z.



Didier Benichou  
président d'Immédiation

## le. top.des.réseaux

Les sites scientifiques et technologiques à visiter

**cimss.ssec.wisc.edu**

Quel temps fera-t-il demain ? Pour répondre à l'éternelle question avec le plus de précision possible, les météorologues utilisent et mettent au point des systèmes technologiquement toujours plus avancés. L'université du Wisconsin, aux États-Unis, fait référence dans le domaine des études météorologiques par satellite. Programmes de reconnaissance des orages tropicaux, recherches sur les comportements climatiques du pôle arctique : le site de l'université fait le point sur les différents champs d'investigation investis par les chercheurs. Les visiteurs y trouvent également les derniers instruments de mesure atmosphérique utilisés par les étudiants, ainsi que des modèles de prévision climatique numériques.

**set.gmd.de**

La Terre dépassera-t-elle un jour l'homme ? L'intelligence artificielle est devenue un champ d'étude qui séduit de plus en plus de chercheurs dans le monde scientifique. Une visite sur le site de l'Institut des systèmes intelligents et autonomes du centre national allemand de recherche en technologies d'information finira par convaincre les plus sceptiques que la frontière entre la fiction et la réalité n'est peut-être pas si étanche.

**cyberworkers.com/Leonardo**

Depuis plusieurs années, l'Observatoire des arts et technologies (Olat) se donne pour vocation de favoriser les points de rencontre entre les arts et les sciences. Artistes,

scientifiques, philosophes, universitaires et simples internautes sont invités à échanger, sur la Toile, leurs idées à propos de l'impact de l'art sur les développements scientifiques et techniques sur la culture contemporaine. Dictionnaire, guide, sélection d'œuvres off line, sites incontournables ou concepts émergents, le site propose de nombreux repères dans le champ de l'art et des technologies. Un détour par l'exposition « Afrique 2000 », consacrée à la fonction du masque africain, s'impose.

Une sélection de Stéphane Mandard



Stéphane Mandard

## Entrée libre

Les offres d'accès gratuit à Internet se multiplient. Exemple avec Free

APRÈS World Online et juste avant Lokace, Free propose l'accès gratuit à Internet, sans abonnement en France. Un formulaire d'inscription (nom, prénom, adresse, numéro de téléphone et date de naissance) suffit pour bénéficier de l'offre d'accès gratuit qui entrera en vigueur au lancement officiel, le 14 avril, 65 jours après le lancement de la Free Zone métropolitaine. Appartenant pour 95 % au groupe Free et pour 5 % aux fondateurs dirigeants, Free présente l'avantage sur ses concurrents de ne pas être une société à but lucratif. Free Online réserve, en effet, son offre aux 250 000 premiers inscrits pour un an à Lokace-Online, à partir du 27 avril, aux 250 000 premiers pour la même durée. Autre distinction de taille, la durée de la Carte Internet n'est pas limitée. « L'investissement de départ, remarque Xavier Niel, actionnaire majoritaire d'Idad, président du conseil d'administration, s'élève à 75 millions de francs. Free s'appuie sur sa propre infrastructure : réseau privé en fibres optiques, trois

opérateurs (France Télécom, World Comet et Colt), 12 sites techniques en province, 10 000 lignes d'accès portées à la fin de l'année et une offre d'accès à la carte par États-Unis. Free a déjà deux partenaires : DoubleClick, pour la régie publicitaire, et Lycos, le moteur de recherche. Les transactions sont en cours avec les fournisseurs d'Internet et les fournisseurs de contenu pour intégrer le kit de connexion à leurs services respectifs.

La gratuité des accès à Internet pose le problème de la viabilité de ce nouveau modèle économique. « Ce qui est très cher pour un fournisseur d'accès, explique Xavier Niel, c'est la gestion du compte client et le marketing. Le coût de fourniture n'est pas élevé, environ 15 à 16 F (2,3 à 2,5 €) hors taxes par mois pour un client. Dans ces conditions, il faut, pour prospérer, des partenariats solides, des revenus publicitaires, des rétrocessions sur les marges obtenues par le fournisseur d'accès. On compte à l'avenir sur le reversement, par l'opérateur, d'une partie du prix de la communication au fournisseur d'accès. Free vise une priorité aux lycéens, aux étudiants, les cadres, les PME, mais aussi qui ne veulent pas investir dans un abonnement ou qui n'ont jamais abordé le Réseau. Notre objectif est de démocratiser Internet. »

A. J.

www.free.fr

### LES HOMMES

## Stanislas Dehaene, le boss des maths

A 33 ans, ce chercheur français vient de décrocher une bourse de 1 million de dollars pour étudier comment notre cerveau calcule

DANS LE BUREAU exigu qu'il partage avec ses collègues, Stanislas Dehaene est tout sourire. On le salue à mots : à 33 ans, ce docteur en sciences cognitives vient d'obtenir 1 million de dollars (plus de 8 millions de francs, 920 000 euros) de la National Science Foundation pour approfondir ses recherches sur les bases cérébrales du calcul arithmétique.

Comment diable a-t-il décroché le prix ? « J'ai dû envoyer un dossier », répond-il en éclatant de rire. Avant d'ajouter, mi-sérieux, mi-raillleur : « Cette somme m'est attribuée personnellement pour mes travaux de laboratoire. Pas question de m'acheter un bateau plein de cravates comme avec un prix Nobel. » Non, Stanislas Dehaene profite de cette manne providentielle pour lancer un programme d'expériences sur dix ans. « Je n'ai aucun compte à rendre. En recherche, avoir une liberté n'arrive jamais », s'exclame-t-il. Un collier de barbe et des lunettes masquent à peine une joie juvénile.

Il la chance lui sourit aujourd'hui, Stanislas Dehaene a tout fait pour la provoquer. Depuis toujours. Lycéen, il est estampillé « fort en maths ». Pour lui, le passage en classe préparatoire n'est qu'une formalité avant d'intégrer l'École normale supérieure en mathématiques.

Mais cette discipline « trop aride pour ma vie » ne lui suffit pas. L'étudiant veut pousser les sens de la pratique des nombres. « J'ai toujours été intrigué par ce qui se passe dans la tête d'un mathématicien lorsqu'il fait des mathématiques », se souvient-il. Avidé de pratique expérimentale, il pousse la porte du laboratoire de psychologie cognitive de Jacques Mehler. Le début de sa thèse sur le mécanisme cognitif de comparaison des nombres. Il profite de son contact avec le docteur Laurent Cohen à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière pour enquêter sur les bizarreries du cerveau.

Certains patients, à la suite de lésions cérébrales, ne savent plus lire sans en sachant compter ou sont incapables d'effectuer la moindre soustraction. Ils qu'ils récitent par cœur les tables de multiplication. Tout passionné de théorie, Stanislas Dehaene planche sur la modélisation de réseaux de neurones avec Jean-Pierre Changeux. Il suit les cours au collège de France. Après une année post-doctorale au laboratoire américain de Posner, où il a familiarisé la technique de l'imagerie cérébrale, il brillant touche-à-tout possède la

panoplie complète d'outils pour comprendre enfin comment le cerveau calcule.

Il se scrute le chef de garni de Stanislas Dehaene pour détecter la légendaire bosse des maths, chère aux phrénologistes du XIX<sup>e</sup> siècle qui étudiaient les fonctions intellectuelles de l'homme d'après la forme extérieure du crâne. La réalité cérébrale est bien plus complexe.

« Pour résoudre la moindre soustraction, les quinze aires cérébrales se coordonnent et agissent de façon commune », explique-t-il. L'approximation nous faisons appel à une perception innée des ordres de grandeur. Cette intuition qui nous fait dire sans réfléchir que 2 + 7 se situe plus près de 10 que de 30. En revanche, le calcul exact sur les grands nombres demande l'activation des aires du langage. Pour lui et les siens — ses trois fils sont premiers de la classe — le calcul a toujours été un jeu d'enfants. Mais, loin d'en tirer une quelconque gloire, ce digne collectionneur de casse-tête préfère se consacrer à ce qui pose problème.

Après la bourse versée par la fondation, il s'agit de mener des recherches sur la « dyscalculie » qui est une déficience de la dyslexie aux enfants. Près de 3 % à 6 % des enfants, socialement adaptés et maîtrisant le langage, seraient dépourvus de capacité arithmétique. « Ils se retrouvent aussi perdus face aux chiffres qu'un daltonien qui ne demande à voir du rouge ou du vert », commente Stanislas Dehaene.

La première étape auprès des adultes atteints de handicap devrait permettre de séparer la cause biologique (génétique périnatale) de l'influence de l'éducation. « A l'heure où l'on in-

téressant de mesurer de façon concrète l'impact de l'éducation sur le cerveau », poursuit-il. Nul doute qu'il sera impressionné par ce lavage de cerveau universel, il ajoute : « Si l'éducateur agit sur les représentations mentales de l'enfant, la culture évolue de son côté pour rendre la tâche plus facile au cerveau. » Il témoigne la calculatrice ou l'ordinateur, auxiliaires indispensables du cerveau humain.

« Laissons l'ordinateur prendre en charge les opérations qui relèvent du calcul formel. Je vous le garantis, notre cerveau n'est pas bon pour ça. Débarassé de ces contraintes, on apprend des choses significatives. » Pour autant Stanislas Dehaene ne vend pas son âme à la machine toute-puissante. On ne lui d'un Marvin Minsky, théoricien de la complexité de la vision à quelques algorithmes ingénieux. Dehaene, lui, continue de scruter les circonvolutions cérébrales, seules capables de résoudre des problèmes complexes. Ce qui ne l'empêche pas d'imaginer une interface directe entre l'ordinateur et le cerveau humain. Mais il se sert des ondes cérébrales pour communiquer avec l'ordinateur reste une manipulation humaine d'une médiocre efficacité. C'est que l'homme n'est pas

un ordinateur. Même le pire ? « Dans une récente expérience américaine, on a réussi à détecter par imagerie cérébrale si le percevant imaginait un visage ou un paysage. » De là à lever un jour la voile sur les pensées intimes de chacun, il y a un pas que Stanislas Dehaene n'est pas prêt à franchir.

### Les millions de Mr Mac

« L'ENT, besoin de l'Imagination », dit-il. Les qualifications dont s'affuble lui-même James McDonnell, alias Mr Mac. Ce « self-made-man » n'est autre que le fondateur de la compagnie d'avions McDonnell Douglas. Si la fortune personnelle de Stanislas Dehaene sourit à son travailleur impatient, il ne remplit qu'à moitié son rêve de gosse de l'Arkansas. Passionné de sciences, Mr Mac s'enthousiasme alors pour les découvertes en astrophysique et en génétique. Il crée en 1950 la fondation McDonnell, forte de 300 millions de dollars aujourd'hui, pour soutenir les laboratoires dans cinq domaines (astrophysique, génétique, sciences cognitives, systèmes complexes, histoire des sciences). A l'occasion du centenaire de sa naissance, la fondation a offert dix chercheurs — moins de quarante ans — 1 million chacun afin qu'ils poursuivent leur voie de recherche originale.

De quoi s'agit-il en œuvre la devise du feu Mr Mac, pour qui « l'indépendance financière est le seul moyen d'une créativité maximale ».

www.jamf.org

### Dates

12 mai 1965

Naissance à Roubaix (Nord).

Entre à l'École normale supérieure pour étudier les mathématiques.

Thèse en psychologie cognitive sous la direction de Jacques Mehler (École des hautes études en sciences sociales, EHESS).

1996 Sortie de son ouvrage *La Bosse des maths* aux Editions Odile Jacob (300 p., 140 F, 21,34 €).

Chargé de recherche à l'unité 334 de l'Inserm, au sein du service hospitalier Frédéric-Joliot du Commissariat à l'énergie atomique.

8 avril 1999 Repoit 1 million de dollars de la fondation James McDonnell pour poursuivre ses recherches sur le calcul.

هكذا من الأملي



## Le tour du bogue

### « Délit de tromperie »

Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat aux PME, au commerce et à l'artisanat, a menacé de poursuites pour « délit de tromperie » ou pour « défaut intrinsèque », les fournisseurs de matériel informatique bogue. M<sup>me</sup> Lebranchu a accusé les fournisseurs d'ordinateurs de « manque de transparence ». « Il faut tout dire et qu'il ne faut pas opter pour une politique de l'outruche », a-t-elle ajouté. La ministre a par ailleurs annoncé qu'une caravane de camions affrétée par l'Etat ferait le tour de France, afin de mobiliser les entreprises isolées sur le problème du bogue de l'an 2000.

### Représailles

Selon Rosanne Hynes, directrice du Comité an 2000, se du Pentagone, la coopération américano-russe sur les problèmes du bogue de l'an 2000 n'a jamais été suspendue. « Le ministère de la défense russe prend le problème très au sérieux et fait le maximum pour le résoudre », précise-t-elle. Rappelons que le porte-parole du ministère de la défense avait annoncé l'interruption de cette même coopération en signe de protestation contre les attaques de l'OTAN en Serbie.

(« Le Monde interactif » du 7 avril).

### Argent de poche

Pour Bob Moore, porte-parole de la Réserve fédérale américaine, 47 milliards d'euros, 111 milliards de francs vont être imprimés pour répondre à la demande des banques, mais surtout à celle de nombreux citoyens américains, qui souhaitent d'argent en numéraire, étant inquiets des effets du bogue de l'an 2000 sur le système bancaire.

### Psychologique

Aux Etats-Unis, le bogue de l'an 2000 a passé le stade du problème technologique pour devenir psychologique. Selon John Koskinen, principal conseiller du président Clinton pour le passage au troisième millénaire, le risque majeur n'est pas le bogue à lui-même, mais le mouvement de panique injustifié. Edward Kelley, gouverneur, a déclaré, lors d'un colloque sur les médias et la prévention, que c'est essentiellement la réaction du public qui inquiète, si oui ou non, le problème du bogue de l'an 2000 a été résolu.

### Baby-boom

La promesse de produits gratuits à vie et l'espoir de plus de 1 million de livres sterling



(10 millions de francs, 1,52 million d'euros) de retombées publicitaires pour les géniteurs du premier enfant né en 2000 pourraient produire un véritable baby-boom en Grande-Bretagne. Outre une éventuelle saturation des maternités, les obstétriciens s'inquiètent de la paralysie des ordinateurs des hôpitaux à laquelle pourrait conduire le bogue de l'an 2000.

### Chinois

La Chine a tardivement rattrapé son retard de préparation au passage au troisième millénaire. M<sup>me</sup> Zhang Qi, directeur général du département des produits électroniques du ministère de l'Industrie, les a alloués à la résolution de ce problème insuffisants, la coopération et la coordination entre les

départements concernés inadéquates et le personnel inexpérimenté.

### Alimentaire

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le bogue de l'an 2000 menacerait la production agricole et les systèmes d'approvisionnement alimentaire au niveau mondial. La menace pèse sur « la chaîne alimentaire dans son ensemble », estime la FAO. « Les perturbations devraient affecter les approvisionnements en semences, les informations sur les marchés et l'ensemble des services essentiels à la production agricole », indique-t-elle encore. Les conséquences sanitaires, économiques et qu'un mauvais dosage des médicaments pourrait entraîner. Les grands pharmaciens, Sanofi Rhône-Poulenc Rorer en tête, confirment que les outils d'analyse de conformité des produits fortement touchés, tout comme les matériels de supervision (capteurs, automates...) les centrales pesées, qui pourraient fonctionner de façon erronée. Les deux milliards de francs pour mettre à jour et remplacer leurs systèmes prêts comme la plupart des multinationales de la pharmacie. Cependant, les inspections menées par l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de

### Prévention

Suite à une réunion du directeur de la société japonaise de produits pharmaceutiques Fujisawa Pharmaceutical Co., les cadres supérieurs ont décidé de ne pas prendre l'aviation durant les vacances de l'hiver 2000. Cette décision collective a été prise de préserver la sécurité de la société de tout crash aérien.

## La pharmacie fait passer la pilule

### Les grands du médicament ont dépensé des millions pour s'adapter

L'ENSEMBLE la chaîne du médicament est concernée par le bogue depuis la logistique (approvisionnement) matières premières, produits finis jusqu'au contrôle électronique de la production et à l'analyse de la qualité. On imagine les conséquences sanitaires, économiques et qu'un mauvais dosage des médicaments pourrait entraîner. Les grands pharmaciens, Sanofi Rhône-Poulenc Rorer en tête, confirment que les outils d'analyse de conformité des produits fortement touchés, tout comme les matériels de supervision (capteurs, automates...) les centrales pesées, qui pourraient fonctionner de façon erronée. Les deux milliards de francs pour mettre à jour et remplacer leurs systèmes prêts comme la plupart des multinationales de la pharmacie. Cependant, les inspections menées par l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de

santé révèlent que nombreux industriels moyens et petits ont cumulé un retard inquiétant (certains n'ont même commencé leur inventaire). « Je ne m'inquiète pas car ce sont des obsessions », la qualité », souligne le professeur Hazbroucq, directeur pharmaceutique de la pharmacie centrale des hôpitaux (PCH). En revanche il est préoccupé par la question du stockage, la distribution, qui est fortement informatisée. Ainsi l'approvisionnement cinquantaine établissements publics dépend de la tour de stockage de la PCH, qui gère électroniquement millions de palettes médicaments. Les grands distributeurs qui alimentent les pharmacies ont commencé à leur tour à devoir pas avoir de problèmes. Pour parer à l'éventualité, les industriels, grossistes, les hôpitaux et les officines prévoient de faire des stocks. En espérant que les usagers ne feront pas de abusives. Les professionnels, conscients de leur obligation morale, feront tout pour que les médicaments qui sauvent la vie ne viennent jamais à manquer. Ils savent que la moindre rupture de stock est dévastatrice.

J.-R.D. et N.Q.S.

## La santé aux urgences

« LES QUESTIONS. Il vaut mieux se les poser à l'avance et, comme beaucoup d'autres CHU, nous avons plus de questions que de réponses », indique Philippe Banville, directeur adjoint et directeur général pour l'an 2000 du centre hospitalier universitaire (CHU) d'Amiens. Dans ce domaine, je suis partisan de la plus grande transparence. Voilà qui ne laisse pas indifférent quand on songe à l'immense chantier que représentent les CHU et les 500 hôpitaux de France. Rien qu'à Amiens (1 800 lits, 10 000 personnes), il y a à rééquiper plus de 10 000 appareils et systèmes électroniques (technique-logistique, systèmes biomédicaux, systèmes d'information) susceptibles d'être touchés par le bogue.

« 95 à 98 % des appareils biomédicaux ne sont pas concernés par le bogue, les quelques pour-cents qui le sont peuvent être remplacés », dit de l'automate pour la numération de la formule sanguine qui donne des résultats erronés ou du stimulateur cardiaque temporaire qui flanche. Sans oublier l'appareillage électronique installé au domicile des patients, comme pour la dialyse, qui reste difficile à recenser. « Notre message est simple : le bogue n'est pas une cause, cet accident a cependant démontré la potentielle des systèmes techniques et électroniques vitaux. »

« 95 à 98 % des appareils biomédicaux ne sont pas concernés par le bogue, les quelques pour-cents qui le sont peuvent être remplacés », dit de l'automate pour la numération de la formule sanguine qui donne des résultats erronés ou du stimulateur cardiaque temporaire qui flanche. Sans oublier l'appareillage électronique installé au domicile des patients, comme pour la dialyse, qui reste difficile à recenser. « Notre message est simple : le bogue n'est pas une cause, cet accident a cependant démontré la potentielle des systèmes techniques et électroniques vitaux. »

Trois questions à...

### Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé

1 Quelle est l'estimation du coût global de l'an 2000 pour le système de santé ?

Cette estimation est délicate à réaliser, mais le coût représente probablement 1 à 1,5 % des dépenses des établissements de santé. Et la rénovation du parc biomédical, technique et informatique qui est engagée à cette occasion est un gage de meilleure qualité des soins pour l'avenir.

2 Comment comptez-vous anticiper les inquiétudes du public ?

Après avoir informé et sensibilisé tous les acteurs de la santé publique, il est primordial de leur faire entendre que l'an 2000 n'est pas une anomalie en fin d'année, mais une période de fête. Martine Aubry, moi-même allons informer le public sur les moyens mis en œuvre. Une chose me paraît essentielle : le passage à l'an 2000 ne doit pas troubler la relation de l'usager avec le système de santé. Il n'est pas question d'intervenir dans la relation entre la personne malade et son médecin, qui seul juge du traitement adapté à la situation. En revanche, il y a des interventions programmées et donc des hospitalisations qui

incertitude zéro », assure Philippe Cîre, sous-directeur des systèmes d'information et chargé de mission sur le bogue à la direction des hôpitaux. En novembre 1998, le secrétaire d'Etat à la santé a demandé aux hôpitaux et cliniques d'inventorier le matériel, de mener des analyses d'impact, de questionner leurs fournisseurs, puis de réaliser les tests nécessaires. Pour les y aider, la direction des hôpitaux a mis au point, à partir d'études réalisées dans trois CHU pilotes, un guide méthodologique « Passage à l'an 2000 en milieu hospitalier ».

Cette action d'envergure demande une prise de conscience et une implication de tous. A Amiens, par exemple, la direction a mis en place un comité de 150 correspondants (chef de service, médecin, spécialiste en informatique...) en charge de la sensibilisation terrain et remontées d'information. Car la « bombe » du millénaire est un casse-tête chinois.

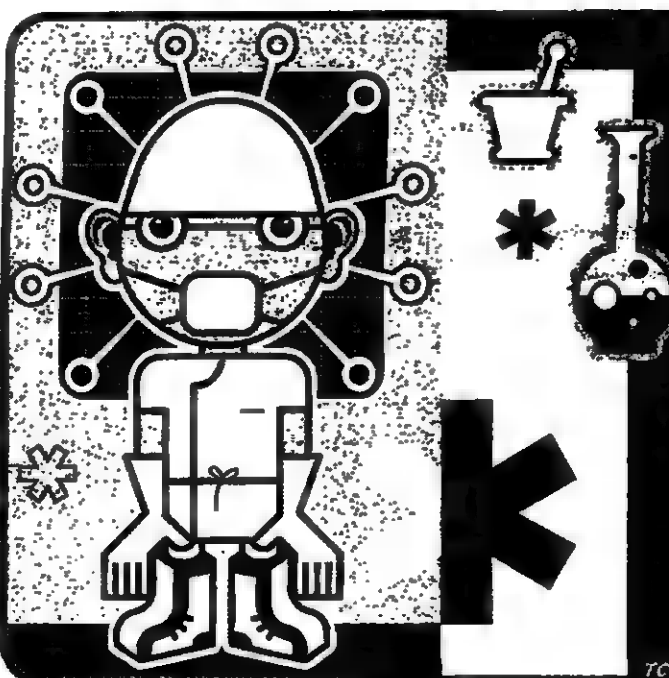
La hantise : l'appareil qui pourrait échapper au recensement, celui qui circule les services ou celui qui aurait dû être réformé et qui ne l'a pas été. L'évaluation des risques est également complexe. Deux appareils à l'hôpital amiénois sur les 10 000 utilisent une horloge temps réel avec des impacts divers : certains dont les données sont opérationnelles, d'autres un problème d'affichage, d'autres génèrent des données erronées, tombent en panne. Les ingénieurs ont été confrontés à des cas insolites, comme celui de deux appareils absolument identiques, l'un de fonctionner l'autre pas, sans

prévoir. Lorsque l'on a le choix du moment, ce n'est généralement pas la période des fêtes de fin d'année que l'on retient. Mais bien entendu les personnes devant être hospitalisées seront prises en charge dans les conditions habituelles mises en œuvre par les hôpitaux.

3 Avez-vous prévu des plans de crise ?

« Les plans de sauvegarde pour parer d'éventuels dysfonctionnements dans les établissements sont bien sûr préparés. Nous allons être attentifs à la mobilisation des personnels : ceux-ci ont déjà été sensibilisés et seront présents pour faire face aux urgences qui ne manqueront pas d'intervenir durant cette période qui est une période de fête. Martine Aubry et moi-même veillons à ce que les services du ministère et les agences sanitaires soient dès à présent extrêmement attentifs à l'approvisionnement en médicaments, ou en sang. Celui-ci ne doit souffrir d'aucune carence. Le système de veille sanitaire est également en alerte. »

Propos recueillis par Jean-Rémi Déléage et Natacha Quester-Séméon



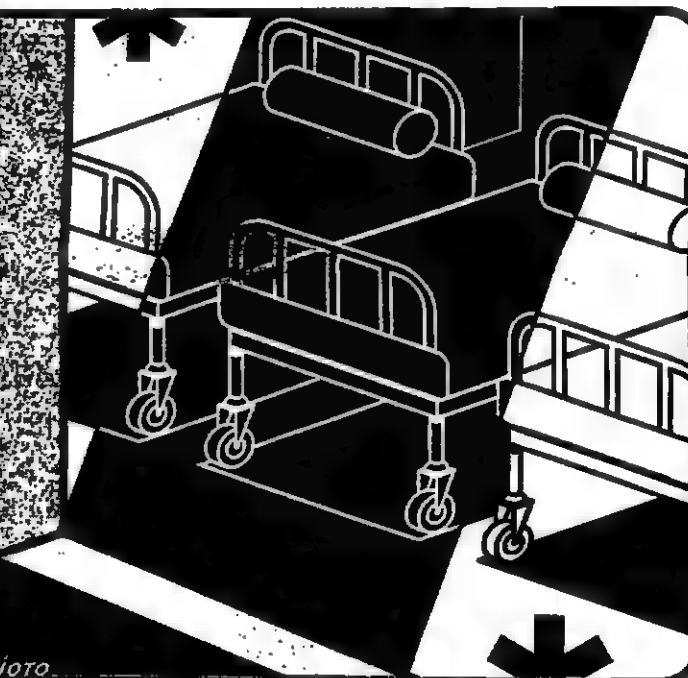
on sache pourquoi. Il y a aussi certains équipements compatibles qui ne le sont pas des qu'on... Beaucoup d'établissements ont pris l'habitude d'adapter le matériel standard du matériel à leurs besoins en ajoutant des boîtiers. L'assurance du fabricant que les appareils passent bien l'an 2000 présage donc en fait de la sûreté du matériel : personnalisé. Chaque hôpital public a dû un travail de fournir, questionnant les fournisseurs par lettre recommandée (400 en moyenne) : fabrication d'appareils, mais aussi fourniture de services d'eau, d'électricité,

### Les hôpitaux attendent l'an 2000 avec la hantise d'avoir oublié de vérifier des appareils vitaux

de télécommunications. Et considérer la dégradation de qualité : on connaît mal l'impact des microcoupures sur les systèmes électroniques. « Une simple baisse de pression de l'eau, explique Bernard Clays, ingénieur technique et logistique au CHU d'Amiens, empêche le bon fonctionnement des blocs opératoires. De même, au bout de deux heures de coupure, la situation sanitaire (douches, douches) devient vite ingérable. »

« S'il y a aujourd'hui une dynamique d'action dans les grands hôpitaux, la situation globale reste très hétérogène, déclare François Grimonprez, directeur du département plateau technique du Centre de l'expertise hospitalière. Beaucoup de sites n'ont pas encore effectué leur inventaire, et d'autres se sont lancés dans les corrections sans même faire d'inventaire et sont obligés de revenir en arrière. Les fournisseurs renvoient les hôpitaux et les cliniques sur leur site Internet alors que la plupart ne sont même pas branchés ! » Sur le plan national, Philippe Cîre, qui a sensibilisé la question, dit que la sensibilisation concerne aussi bien le public que le privé, mais il est évident que, sur le terrain, il y a des disparités : la plupart des petits établissements sont en décalage.

Il est plus que temps que les grosses unités se rechargent encore partagent leur savoir-faire avec celles qui



en retard, en... Philippe Pucheu, responsable des études à l'AMIA, les établissements hospitaliers et les établissements privés (Fehap). « La notion d'urgence nationale et d'action pour le bien commun n'est pas passée dans les esprits », reconnaît Philippe Banville. Un point de vue partagé par Taouzi, consultant en ON-X Consulting, société qui a participé à la mise au point du guide méthodologique : « Pour des raisons culturelles, les grands hôpitaux et les établissements plus modestes, le secteur public et le secteur privé n'ont pas l'habitude de collaborer. Autre exemple, dans le milieu hospitalier, le bogue souligne le divorce entre le monde administratif et le monde médical, qui cohabitent difficilement : l'un raisonne en « équipements impactés », l'autre en « processus de soins ». Il y a également un manque de coordination entre les ministères et collectivités locales : personne n'a demandé aux services de santé des armées de partager leur connaissance de la gestion de crise en matière de bogue. »

Tous les hôpitaux devront mener, à partir d'octobre, les tests avec les fournisseurs, mais ces derniers n'ont pas forcément les ressources humaines nécessaires pour travailler dans les temps. « C'est une grosse préoccupation », dit Philippe Cîre ; mais, s'il y a la moindre incertitude sur un matériel vital, la consigne est de ne pas l'utiliser, même s'il n'y a qu'un risque sur cent. « Impossible d'avoir un stock national que les hôpitaux ne puissent pas atteindre. En attendant, on prépare des plans alternatifs : des plans d'urgence, l'ensemble du personnel hospitalier en formation maximale pendant la période du 25 décembre au 5 janvier. D'autant que, ajoute Philippe Cîre, si les hôpitaux et les cli-

niques qui ne sont pas prêts renvoient leurs patients vers les CHU, l'asphyxie, voire l'embolie, est à craindre. » De plus, conséquence des fêtes, il risque d'y avoir un afflux aux urgences au moment même où il en faudrait le moins possible. Le paradoxe, c'est que le ministère devra demander aux patients qui le peuvent de décaler leur hospitalisation programmée (50 % des cas), sans que cela jette la suspicion sur la qualité des soins en fin d'année. Le ministère fait confiance aux Français et à leur bon sens. Reste à savoir si la réciproque est vraie.

J.-R.D. et N.Q.S.

### Mode manuel

POUR FAIRE face aux coupures d'eau ou d'électricité, panne sur les appareils vitaux, des plans de secours sont en cours d'élaboration. L'étude de l'état des lieux de la santé. Par exemple il faudra prévoir un matériel prêt à déclencher manuellement le démarrage d'un électrocardiogramme ou d'un système d'assistance respiratoire. Par ailleurs, certains biologistes ou manipulateurs dans les laboratoires devront se réentraîner d'ici à la fin de l'année à opérer en manuel. Mais tout n'est pas contournable : pour certains équipements automatisés, le personnel n'est plus formé. Ainsi, rien ne remplace la précision d'une image du cerveau au scanner en cas de traumatisme crânien. De même, les techniques d'analyse de sang ne sont plus enseignées en faculté. Et les fabricants qui fabriquent les réactifs ont déposé leur bilan à cause des vendeurs d'automates.

Les duetti

eurs à



**Lumineux**

révél-projecteur, l'heure s'inscrit sur un large écran à cristaux liquides et s'affiche sur un mur, un plafond ou une surface plane. La projection est orientable et réglable quant à l'intensité lumineuse et la grandeur des chiffres. Cadre en noir, argent ou en bois. 299 F (299 €) et 499 F (499 €) la version radio pilotée qui se remet automatiquement à l'heure.  
■ Oregon Scientific : 01-43-48-00-22

**Vibrant**

Comment être alerté avec discrétion des appels qui proviennent d'un téléphone mobile ? Casio propose une solution astucieuse qui associe une montre, la Vivibel, et le portable. Celle-ci se met à vibrer lors de la réception d'un appel. La sensibilité du vibreur est réglable. Poignet fin s'abstient car la montre est volumineuse (diamètre : 4 cm). 1 195 F (1 195 €) bracelet en résine et 1 575 F (1 575 €) bracelet en métal.  
■ Casio : 03-88-71-51-51  
■ www.casio.com

**Intégré**

Construit par **Alcatel** utilisant un navigateur conçu par Sun Microsystems, le prototype WebTouch est un téléphone d'une nouvelle génération. Il est doté d'un moniteur intégré qui permet de surfer sans passer par un micro-ordinateur. Son usage est simple : à l'aide d'un clavier, de touches préprogrammées, d'un écran tactile et d'un lecteur de carte à mémoire, il donne accès à de nombreux services, du commerce électronique à la réception.

## Les duettistes

Ils fonctionnent en tandem ou ont des doubles fonctions

d'informations boursières. Le lancement du WebTouch est envisagé en septembre aux États-Unis et en Europe. Prix envisagé : moins de 1 000 F (300 €).  
■ www.alcatel.com

**Mobile**

Expert en communication, l'ordinateur poche HP Jornada 680 travaille en duo. Il se connecte à un téléphone portable GSM et récupère le courrier électronique. Par le biais de la carte Rex ou Rex Pro, qui sert d'agenda électronique, les données sont échangées avec un poste de travail fixe. Le HP Jornada 680 fait aussi office d'enregistreur.

**Universel**

Avec l'adaptateur téléphonique PNote Pro, on peut se connecter à Internet partout dans le monde. Fonctionnant en 100, 220 et 240 volts, il évite de devoir adapter sa prise aux normes du pays. Compact et léger (225 g), le PNote Pro se fixe au bloc d'alimentation du portable à l'aide d'une bande velcro fournie. 289 F (44 €).  
Fournisseur : APC (American Power Conversion).  
■ www.apc.com/francais/PowerLocator.htm

Produits sélectionnés par Agnès Batifoulier

## Dans les labos

**La pile à combustible carbure**

Mettre en circulation, en Californie, quarante-cinq véhicules propulsés par une pile à combustible entre 2000 et 2003, c'est le nouveau défi que se sont lancés les constructeurs automobiles Ford et DaimlerChrysler, dont l'accord sur cette technologie remonte au printemps 1998. La pile fonctionne sur le principe inverse d'une électrolyse et produit de l'électricité tant qu'elle est alimentée par un carburant riche en hydrogène. Elle a l'avantage d'être non polluante. Mais les constructeurs doivent encore résoudre les problèmes de stockage du carburant et des coûts de production de la pile.

**El Niño pisté par les poissons**

Les déplacements du plancton et des poissons qui le suivent pour se nourrir pourraient permettre de prévoir les années où El Niño sévit. Pour parvenir à cette conclusion, les chercheurs de FIRD (Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération [ex-Orstom]) ont croisé deux modèles de simulation numérique, l'un intégrant les paramètres physiques de la circulation océanique, l'autre modélisant la consommation de nitrates par le plancton végétal. Ils savaient que les zones les plus poissonneuses se situent à la lisière des eaux chaudes et d'autres plus froides, remontées des profondeurs. Et ils avaient noté que, pendant les années El Niño, cette frontière était située à 500 km plus à l'est qu'en période normale.

**Les fullerènes ont la vie dure**

Les fullerènes, molécules quasi sphériques composées d'un grand nombre d'atomes de carbone, suscitent beaucoup d'espoir. On a pensé à les utiliser pour acheminer des composants en exploitant leur structure en forme de cage. Voici maintenant qu'on les soumet à de fortes pressions dans l'espoir d'obtenir des matériaux presque aussi durs que le diamant. Et ça marche ! Une équipe grenobloise aidée de chercheurs portugais et russes a réussi à synthétiser une phase polymérisée à trois dimensions, c'est-à-dire un réseau de fullerènes dont chacune des « cages » est liée avec ses douze voisines. Sous l'effet de la pression, les liaisons entre les atomes de carbone sont devenues plus courtes.

**Des électrodes et au lit !**

Pour passer une bonne nuit, les astronautes n'auraient pas besoin d'un marchand sable, mais d'être couverts d'électrodes ! Telle est la curieuse conclusion d'une étude sur le sommeil en orbite rapportée par le magazine britannique *New Scientist*. Charles Czeisler, du Harvard Medical School Hospital, à Boston, a émis l'hypothèse que les astronautes ne dorment pas parce qu'ils étaient préoccupés par leur mission. Et expliqué leur meilleur sommeil avec des électrodes par le fait que permettre aux médecins d'étudier leur repos était alors inclus dans leurs tâches !

## LA TECHNIQUE

# Capteurs à six pattes

ON NE COMPTE plus les extraterrestres insectoïdes de bande dessinée d'yeux multiples et d'antennes supersensibles. Car, c'est évident - (il) moins pour les scénaristes de BD - cet arsenal, dont l'être humain est dépourvu, ne peut qu'apporter sinon des sens supplémentaires, du moins des sens plus développés. Sans aller jusqu'à ces utopies de science-fiction, certains chercheurs travaillent pour les systèmes de détection particuliers des insectes, non seulement pour comprendre comment ceux-ci fonctionnent mais aussi pour utiliser ces supercapteurs naturels comme détecteurs de pollution.

Illustration : **INRA** pour la recherche de ces animaux aux insecticides répandus par les agriculteurs, l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) s'est penché sur les mécanismes qui met en œuvre la mouche drosophile afin de se protéger des attaques chimiques extérieures. Pour s'apercevoir qu'un type de protéines actives dans la défense de son organisme, les cytochromes P450, répondaient également à la présence de certains gaz d'échappement des automobiles, les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP). En présence de HAP, les gènes des cytochromes P450 sont activés, et la drosophile est capable de produire ces protéines qui lui servent à se protéger du stress chimique auquel elle est soumise.

Comme l'explique Marcel Amichot, chargé de recherche à l'Unité santé des végétaux et environnement du INRA d'Antibes, « l'un des buts de ces recherches est l'utilisation de l'insecte comme biomarqueur de la pollution de l'air. Pour cela, nous devons d'abord identifier les gènes qui sont activés lorsque l'animal est en présence des polluants. » Resterait ensuite à développer l'instrumentation susceptible de transformer la mouche en biodétecteur pratique d'utilisation.

■ L'alléchantie idée de la drosophile transgénique devenant fluorescente lorsque le gène sensible est activé est préférée une solution plus classique consistant à déposer sur un support solide de l'ADN correspondant aux gènes dont on veut suivre l'expression et à le mettre en contact avec le matériel génétique des mouches exposées à l'air pollué. Ce procédé présente l'avantage de pouvoir suivre plusieurs dizaines de gènes à la fois. Par rapport à des capteurs chimiques traditionnels, le biodétecteur va nettement plus loin.

A plusieurs centaines de kilomètres d'Antibes, une équipe de chercheurs allemands s'est intéressée à un coléoptère de la famille des buprestes, *Melanophila*.



Les chercheurs s'intéressent de près à l'extrême sensibilité des insectes qui signalent la pollution et les incendies bien avant les appareils électroniques

ressée à un coléoptère de la famille des buprestes, *Melanophila*. Les larves de cette espèce présentent la particularité de ne pouvoir se développer que dans le bois d'arbres récemment brûlés. D'où la nécessité absolue de pouvoir rapidement repérer, et à grande distance, les incendies des forêts. Les entomologistes savaient déjà que la bes-

L'INRA s'est penché sur les mécanismes que met en œuvre la mouche drosophile afin de se protéger des attaques chimiques extérieures

## Détecter, pas mesurer

SI LES CAPTEURS biologiques sont plus sensibles que leurs homologues électroniques, ils présentent l'inconvénient de ne pas fournir de données chiffrées quant au niveau de pollution. Un faux problème pour Marcel Amichot, du centre INRA d'Antibes : « Qu'est-ce qui est le plus important ? Dans les problèmes de pollution, une valeur absolue n'a pas de véritable signification parce qu'elle n'indique pas la réponse absolue du système. En plus, il mélange les polluants naturels aux synergies ou des effets d'un polluant par un autre. Dans ces conditions, l'avantage du vivant par rapport au capteur chimique est clair : on voit si l'environnement global a un effet toxique ou pas sur l'organisme. »

Mais qui est le point de .com?

Nous sommes le point de .com

Sun  
microsystems

هكذا من الأصل



## Agenda

### RENCONTRES

**Le 29 avril**  
Kosovo : la guerre sur Internet  
Un jeudi par mois, à 19 heures, l'émission Multimédia de Le Monde Interactif organise un forum thématique retransmis sur Internet en Real Video. Les internautes peuvent poser leurs questions en direct aux intervenants.  
■ [www.ecole-multimedia.com](http://www.ecole-multimedia.com)

**Du 28 au 30 avril**  
Téléform 99  
Salon professionnel des nouvelles technologies, de l'éducation et de la formation. Un concours des meilleurs intranets/extranets récompensera les gagnants d'Internet appliqués à la formation. Inscription sur le site.  
■ Parc Chanot, à Marseille  
■ [www.cyberworkers.org/](http://www.cyberworkers.org/)

**Du 28 au 30 avril**  
Salon multimédia  
Organisé dans le cadre du Salon International du livre et de la presse.  
■ Palexpo de Grenoble  
■ [www.salonmultimedia.com](http://www.salonmultimedia.com)

**Jusqu'au 11 mai**  
Méta-Instrument  
Le Méta-Instrument mesure en permanence la position, la vitesse, le poids de déplacement des pieds, des poignets, des mains et des doigts. Les informations sont traitées en temps réel par des logiciels développés au gré de l'imagination des compositeurs. Présentation-concert dans le cadre de l'exposition « L'Art du son ».  
■ Cité des sciences et de l'industrie, Paris  
■ Tous les jours à 14 h 30, 15 h 30 et 16 h 30, sauf les lundis.  
■ [www.cite-sciences.fr](http://www.cite-sciences.fr)

**Du 28 avril au 11 mai**  
Foire de Paris  
La Foire de Paris organise un Salon du multimédia regroupant plusieurs espaces : informatique, télé, vidéo et son.  
■ Parc de Versailles  
■ [www.sdpd.com/marketing/salon-multimedia](http://www.sdpd.com/marketing/salon-multimedia)

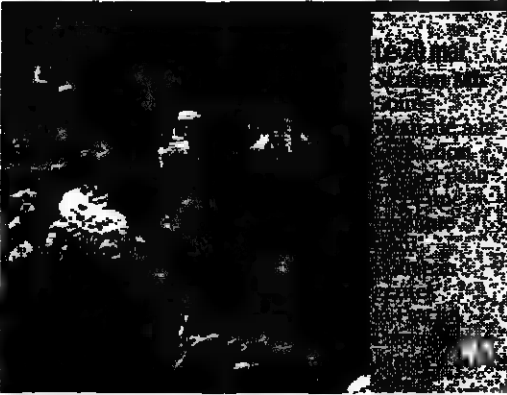
**Le 4 et 5 mai**  
Actualité juridique  
L'Institut d'études politiques de Grenoble organise deux journées de formation consacrées aux aspects juridiques de l'Internet.  
■ [www.sciences-po-upmf-grenoble.fr](http://www.sciences-po-upmf-grenoble.fr)

### Les rendez-vous d'avril et de mai

**Le 5 mai**  
Forum des images  
Chaque mois, la Vidéo-thèque de Paris propose une lecture critique de films Internet ou de CD-ROM. Au programme ce jour, deux sites artistiques consacrés à la danse. L'entrée pour la journée est de 30 F (4,57 €).  
■ [www.forum.vdp.fr](http://www.forum.vdp.fr)

**Le 5 mai**  
Médecine du sport  
L'Association sportive de l'Association nationale des communications (Asint) organise le 16 heures le 21 mai le premier colloque sur la médecine du sport retransmis en direct sur le Web. Avec notamment une conférence sur le thème d'Internet, un moyen de recherche de l'information médico-sportive.  
■ [www.minet.net/colloque\\_asint/](http://www.minet.net/colloque_asint/)

**Du 13 au 15 mai**  
Alpinisme  
La Maison des jeunes de la culture (MJC) d'Annecy-le-Vieux (Haute-Savoie) organise les premières Rencontres des jeunes créateurs multimédia en



Rhône-Alpes. Inscription gratuite pour tous les jeunes rhodaniens de 12 à 30 ans.  
■ [www.quartz.fr/agora/](http://www.quartz.fr/agora/)

**Le 20 mai, à 20h30**  
Station Mir  
Huit artistes de Station Mir, collectif de recherche et de création audiovisuelle en multimédia, s'associent à d'autres groupes et temps d'une soirée Nomade à la Fondation Cartier pour une musique d'un nouveau genre : la Fractal Pacing Music.  
■ [www.fondation.cartier.fr/tra/nomade/](http://www.fondation.cartier.fr/tra/nomade/)

**Du 23 avril au 7 juin**  
Alpinisme  
Des écoliers de Vercors vont à la recherche du jour le jour, sur Internet, l'expédition Vertical 99, première

### Manchettes

#### Le retour des ferrofluides

Le Financial Times du 20 avril fait le point sur les applications ferrofluides. Le quotidien rapporte que ces aimants liquides, obtenus par la suspension de minuscules particules magnétiques à l'intérieur d'un liquide support, existent depuis plus de 70 ans, trouvent aujourd'hui une seconde jeunesse. Ils peuvent être utiles dans le domaine de l'environnement pour la séparation des métaux contaminants, mais aussi pour la confectionner des joints de raccordement pour les oléoducs et pour la transmission de l'énergie ultrasonique.

#### Compaq change de tête

Faute de résultats suffisants cette année, l'emblématique patron de Compaq, Eckard Pfeiffer, a démissionné le dimanche 19 avril suite à un conseil d'administration houleux. Il est remplacé par Benjamin Rosen, le président du conseil de Compaq. Le New York Times du 20 avril rapporte que la décision a été prise à l'unanimité et rappelle les mauvais résultats qui ont entraîné ce départ : érosion à parts du marché sur les très lucratives ventes de serveurs, la chute des prix des PC, mauvaise gestion des dépenses et difficultés d'intégration de Digital Equipment, récemment absorbé.

#### Un site pour l'adoption

L'USA Today du 11 avril rapporte la volonté du gouvernement de créer un site Web pour faciliter l'adoption d'enfants aux États-Unis. Ce site devrait présenter les photos de plus de 1000 enfants en attente d'un foyer. Il ne devrait pas être opérationnel avant l'année 2001. Le quotidien précise que la mise en place du site coûtera 1,5 million de dollars (1,4 million d'euros, 9,3 millions de francs) à l'État. Le site sera maintenu à l'année 2001 à 1,25 million de dollars. Actuellement, rappelle l'USA Today, 57 États disposent d'un tel site mais le manque de moyens les rend peu opérationnels. La création du gouvernement d'un tel site est fondée sur une statistique qui prône le triplement du nombre d'enfants à adopter en 2001 aux États-Unis.

#### Du danger des mobiles

Les utilisateurs de téléphone portable ont du souci à se faire. C'est ce qu'assure, dans son édition du 11 avril, New Scientist, qui relève que, si les risques de cancer du cerveau dus aux ondes des micro-ondes ne sont pas démontrés, le coup de fil sur un mobile présente quelques dangers. L'International Journal of Radiation Biology (vol. 75) rapporte ainsi des études de mémoire, au moins un temps, la réaction accrue pour se souvenir chez les sujets exposés.

### LA TECHNIQUE

## L'air sous surveillance

Les grandes villes françaises se dotent de nouveaux moyens pour tenir la pollution à l'œil

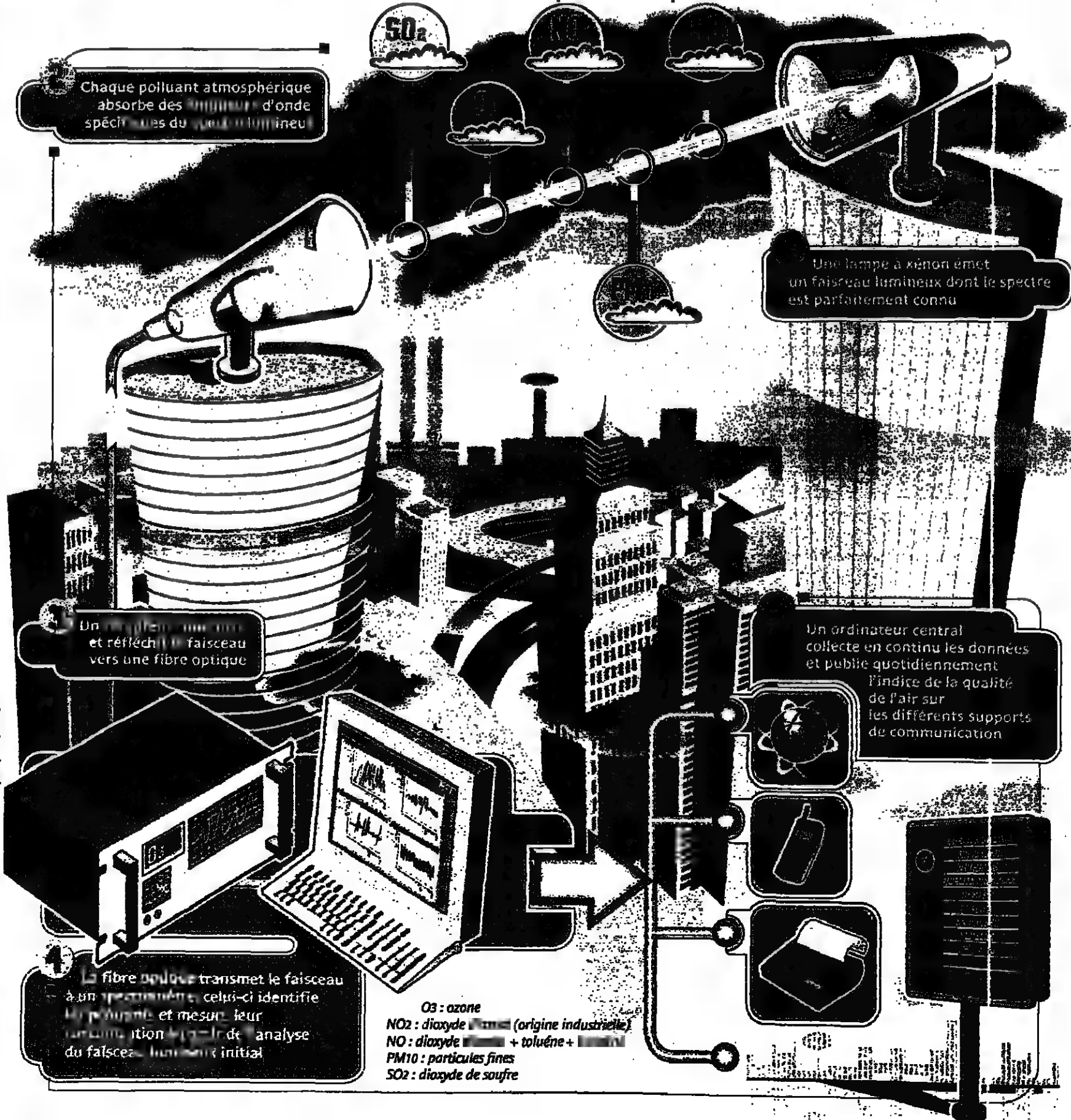
■ BORDEAUX, Le Havre, Lille, Lyon, Marseille, Paris, Rouen, Strasbourg et Toulouse. 265 morts prématurés sont dus chaque année à la pollution de l'air, annonce en guise d'alerte, il y a une semaine une étude de l'Institut de veille sanitaire (InVS). Les résultats de cette enquête confirment la forte implication des particules (fumées noires), du dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>), du dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>) et de l'ozone (O<sub>3</sub>) dans la surmortalité par maladies cardio-vasculaires et par maladie respiratoire.

Or la loi sur l'air reconnaît à chacun le droit de respirer un air qui ne nuise pas à sa santé et d'en connaître précisément la qualité. Dans le sud, Airparif, l'association chargée de surveiller la pollution atmosphérique en Ile-de-France, publie chaque jour, et depuis février sur son site Web, l'indice de la qualité de l'air de la ville de Paris et son agglomération, mesuré au minimum de la journée par quelques stations implantées en Ile-de-France.

Depuis quelques années, Airparif utilise la méthode DOAS (spectroscopie d'absorption optique différentielle), un système télémétrique qui permet de mesurer la pollution atmosphérique sans avoir besoin de prélèvement d'échantillons d'air. Le principe du système est simple : les gaz polluants absorbent les longueurs d'onde lumineuses caractéristiques, le dispositif émet un faisceau lumineux sur un trajet de 100 mètres reliant la tour Saint-Jacques, dans le centre de Paris, au toit du bâtiment d'Airparif, près de la Bastille, et d'en analyser le spectre. Il est alors possible de mesurer simultanément jusqu'à six polluants d'origine industrielle sur plusieurs kilomètres de distance.

Selon Martine Boissavy Vinau, ingénier à Airparif, « ce système donne une idée beaucoup plus précise de la pollution réelle, car les stations de prélèvement « point fixe », qui sont généralement situées au ras du sol. Toutefois, celui-ci présente un inconvénient de taille : il est difficile de mesurer en ville, car il faut être situé à une hauteur élevée afin qu'aucun obstacle ne vienne perturber le trajet lumineux ».

Le réseau de surveillance de l'environnement de Lyon expérimente, lui, un Lidar, dispositif dérivé du système DOAS qui permet de réaliser des coupes en trois dimensions de concentrations de polluants, mais qui rencontre encore des problèmes de calibration et de validation de ses résultats.





## Maître crawler

### WEBSEEKER 3.0

Editeur : ForeFront  
Distribué : Apsydoc  
(filiale à 100 % d'AB Soft)  
Support : CD-ROM PC  
Configuration minimale : PC 486 ;  
16 Mo de RAM ; Windows 95  
Prix : 925 F (50 €)

POUR trouver une information sur Internet, chacun a sa petite technique. Mais comment ne pas avoir la même désagréable impression de manquer une page Web lors d'une recherche ? Et si il existait, quelque part, bien cachée dans un recoin de la Toile, l'information exacte que l'on cherche ?

Pour en avoir le cœur net, on peut toujours utiliser plusieurs moteurs de recherche. Certains, comme Altavista, optent pour le "full text searching" : chaque fois que le mot-clé figure sur une page, elle est référencée. Tapez « Kosovo »... et débrouillez-vous avec 294 réponses !

Autre technique, l'indexation. A partir de « Excite », le moteur Yahoo propose des classements par catégories : 19 sites sont proposés, du « exploration géographique », aux « institutions et politique ». Reste que cette navigation est longue, laborieuse et pas toujours efficace.

Heureusement, il y a les « metacrawlers » (moteurs), comme go2net.com, qui proposent de consulter et réunir les résultats les plus pertinents de plusieurs moteurs à votre place. C'est simple, rapide et gratuit. Mais pas forcément complet.

WebSeeker, un logiciel sur CD-ROM, s'impose comme le dernier mot de la recherche.

Le métamoteur le plus puissant à ce jour. Enregistrez l'application, lancez votre navigateur, tapez le mot-clé ou votre phrase à WebSeeker... et voilà ! En plus des grands généralistes - Altavista, Lycos, Yahoo, Infoseek... - les moteurs spécialisés dans le sport, le droit, les



Si le métamoteur propose une synthèse spectaculaire, l'esprit d'analyse, lui, n'est pas fourni avec le kit

WebSeeker permet de lancer une requête simultanément sur des dizaines de moteurs de recherche, de vérifier et de trier les résultats. Une information plus complète, en un temps record

voyages ou le multimédia sont consultés pour vous. Jusqu'à 100 moteurs, classés par catégories, vont être passés au crible. Trois types de requêtes sont proposées : « éclair », « fouille » ou « fouille ». La première ne contient d'offrir les résultats

bruts, la seconde supprime les doublons et met en évidence les pages les plus consultées. La troisième crée une page Web avec index. Ensuite, dans la recherche, les pages sélectionnées sont téléchargées au fur et à mesure. L'accès devient alors instantané ! Non seulement on apprécie la fluidité, mais en plus le logiciel se débarrasse des publicités. Une fois rajoutée au début de chaque page permet de passer d'un site à l'autre en un clin d'œil. Une recherche effectuée sur le WebSeeker prend environ 8 secondes et permet de retenir quelque 100 sites. Un peu par le WebSeeker la requête, en précisant plusieurs termes à trouver ou à exclure impérativement. WebSeeker permet d'enregistrer une recherche, ainsi que les résultats sur le disque dur, pour être éventuellement mise à jour ultérieurement. Ce métamoteur propose même à l'utilisateur de planifier ses recherches. Au jour et à l'heure dits, le logiciel se lance tout seul, parcourt le Web, enregistre les informations et se déconnecte ! Attention ! Si le métamoteur propose une synthèse spectaculaire, l'esprit d'analyse, lui, n'est pas fourni avec le kit.

Julien Pot (Canal +)

## Dans les rayons

### Dico jeunes

Des images et des sons, une interface simple et intuitive, une interface de recherche puissante, un correcteur orthographique basé sur la phonétique, une intégration complète au traitement de texte Word : rien n'est impossible. En somme, un dictionnaire junior pour tous l'indispensable compagnon de tous les élèves des premières années du collège. Au programme, pour les 8-12 ans, 10 000 mots, 10 000 exemples, 1 000 mots prononcés et 100 groupes thématiques.

Le Robert Junior (Havas Interactive). Pour PC 299 F (45,58 €).

### L'Egypte éternelle

L'Egypte éternelle est un jeu vidéo sur le sujet de prédilection des égyptologues. Mais, s'il ne fallait consulter qu'un seul des nombreux CD-ROM consacrés à ce thème, L'Egypte au temps des pharaons serait vraisemblablement la corde. D'autant que depuis le 9 avril 1999, et jusqu'au 12 juillet de la même année, ce titre interactif plus interactif que jamais, avec l'exposition, organisée au Grand Palais par la Réunion des musées nationaux et le Louvre, « L'art égyptien au temps des pyramides ». A noter que ce CD-ROM a été reconnu d'intérêt pédagogique par le ministère de l'éducation nationale.

L'Egypte au temps des pharaons (Le Louvre et la Réunion des Musées nationaux). Pour PC 199 F (30,34 €).

### Dernières parutions

Le futur et après ? (Flammarion). - La « théorie critique » nouvelle médiévale proposée par le médiologue Dominique Wolton, directeur de recherche au CNRS. Un peu ardue, mais passionnante, pour comprendre que « l'idéologie technique d'aujourd'hui n'est pas moins dangereuse que les multiples dominations d'hier ». 199 F (19,67 €).

Mini City 3000 (First Interactive). - On se présente plus le jeu, il est la dernière version vient de sortir, et c'est le premier volume des aventures de sept millions de joueurs. Mais voici maintenant le livre, guide officiel pour créer la ville de ses rêves. 15,23 €.

Le futur de minuit (Syntex). - Un CD-ROM d'éveil, comme on dit un livre d'éveil : Marielle Lefèvre a mis en scène sa musique (sur une création de Mishiru Oshino) - le CD-ROM est produit par la chaîne de télévision japonaise NHK, les images de l'album Pacosva, artiste tchèque spécialisée dans le futur pour enfants. Mais le moindre texte additionnel, ce titre est destiné, en priorité, aux moins de 10 ans. 30,34 €.

## Le Monde CANAL+

### Sabir cyber

## Tableur

LE TABLEUR est la plus belle invention de la micro-informatique. On le doit à deux individus, Dan Bricklin et Bob Frankston, inventeurs du logiciel Visicalc (pour Visible Calculator) en 1978. Bricklin était un informaticien qui avait repris ses études à Harvard en 1977, après une première expérience professionnelle pendant laquelle il avait travaillé sur les traitements de données des mini-ordinateurs de DEC. Il cherchait à trouver une utilité aux micros et pensait que ceux-ci pouvaient simplifier la gestion des entreprises.

Bricklin était aussi un idéaliste qui pensait que les logiciels devaient être la propriété de tous. Il refusa de déposer un brevet.

D'autres s'en chargèrent. Publié au printemps 1979, quelques mois avant Wordstar, le premier traitement de texte, et huit ans après la calculatrice, le tableur venait révolutionner l'histoire du calcul et l'ensemble des rapports entre l'homme et le chiffre.

Excessif ? Je ne crois pas. Le tableur est d'abord une pure invention, peut-être la seule de toute la micro-informatique. Les jeux vidéo, le traitement de texte, Internet, les bases de données, la photo numérique, tout cela a été inventé soit bien avant, soit tout à fait indépendamment. Seul le tableur a été créé ex nihilo pour ces nouvelles machines. Avec Lotus 1-2-3, à partir de 1982, c'est d'ailleurs lui et lui seul qui les fait entrer dans les entreprises. Le destin du tableur et celui du micro-ordinateur sont ainsi intimement liés. Mais il y a plus. On considère souvent que le tableur est un « traitement de chiffres », au même titre qu'il y a des traitements de texte. Mais il fait subir aux chiffres bien plus que ce que le traitement de texte fait aux mots. Il les travaille, les ordonne, en fait naître d'autres, et leur donne un nouveau sens. L'équivalent littéraire de tableur serait traitement d'idées.

Des origines, en anglo-américain, le tableur fut un spreadsheet. Le mot, et l'idée existaient déjà dans un dictionnaire américain de comptabilité de 1952 (Eric L. Kohler's Dictionary for Accountants). Une spreadsheet (les deux mots étaient séparés) désignait une feuille de travail comportant une matrice permettant de vérifier les calculs comptables par une double approche, en lignes et en colonnes.

Mais le mot ne se traduisait pas bien en français (« feuille en colonnes » ou « format à l'italienne » ?), et son origine y était inconnue des informaticiens, un grand notement local s'ensuivit.

Cherchez nous. Comme le tableur original s'appelait Visicalc, on commença par parler de calque. En mai 1982, dans L'Ordinateur individuel, l'essai d'un concurrent de Visicalc, intitulé Supercalc, suggère calc, aussitôt traduit « calque ».

Mais, si les initiales comprennent d'elles-mêmes et relient calque à calcul, les nouveaux venus ne voient pas le rapport entre un logiciel de calcul et une feuille de papier calque.

En juillet, calque est remplacé par calculateur visible, décalqué de Visicalc. En septembre, on se résigna pour tableur magique, avec d'une défile de la raison. Un an après, le numéro récapitulatif « Cinq ans d'informatique individuelle » risqua un « tableur ou calque », qui signa la fin d'une époque. Il partit de la fin 1983, on dit tableur.

Ces trois ans de tâtonnements ne furent pas perdus, car tableur est bien supérieur à spreadsheet. Le mot français, plus général, ne reste pas collé à la gèbre comptable, et il est en plus actif. C'est justice, car le tableur agit bel et bien sur ce qu'on entre dans ses cellules.

Clio (Canal +)

## Tendance

MOT solidement implanté, sans concurrence chez les noms communs. Mais le danger vient justement de l'absence de concurrence. Le monopole de fait de Microsoft sur le marché du tableur, transforme Excel, le produit de la marque, en nom de moins en moins propre.

### Dico

L'ENTRÉE de tableur dans le Petit Larousse fournit un bel exemple des difficultés culturelles françaises à s'emparer du domaine. Le mot est bien présent dès 1987, mais sous l'entrée suivante : « Logiciel permettant d'opérer une partition fine d'un écran d'un visual ». La bourde sera corrigée dans les années 90 avec la définition suivante : « Programme de traitement et de manipulation de données numériques visualisées », qui n'est pas un modèle non plus, mais qui dure à ce jour. Le portugais utilise spreadsheet, l'italien foglio elettronico, l'allemand Kalkulationstabelle et l'espagnol hoja de balance.

Et pour vous, que pouvons-nous mettre au .com?

Nous sommes le point de .com

Sun  
microsystems

هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

REPRODUCTIONS

IV

VIII / LE MONDE / MERCREDI 11 AVRIL 1995

## Informatique - Réseau

### Importante enseigne de grande distribution recherche son Directeur Informatique

Paris R/P H/F  
Directement rattaché à la Direction de la centrale nationale du groupe, les missions conduiront :  
■ assurer l'évolution du système d'information interne de notre centrale,  
■ prendre en charge l'analyse des besoins fonctionnels, l'instruction, la mise en œuvre, la coordination des solutions retenues et l'ensemble du périmètre (centrales d'achat, magasins, autres sociétés de l'enseigne),  
■ être garant de la sécurité et de la cohérence de l'ensemble des systèmes d'information du groupe,  
■ définir les budgets et gérer l'ensemble des moyens matériels et humains.  
Agé de 35/40 ans, Bac +4/5, Ingénieur ou Universitaire, vous justifiez d'une expérience similaire qui vous a permis d'acquies des solides connaissances en architecture de systèmes ouverts (UNIX, NT, réseaux et groupware) et un sens aigu du management d'équipes et de projets. Vos qualités de gestionnaire, d'animateur et votre excellent relationnel seront garants de votre réussite au sein du groupe.  
Merci d'adresser votre candidature, sur lettre ou par courrier, sous la référence **1542000** à **Stéphane Aerts**,  
10 avenue André Peretti, 92000 Neuilly-sur-Seine  
e-mail : [informatique@michaelpage.com](mailto:informatique@michaelpage.com)  
www : [www.mprance.com](http://www.mprance.com)

**Michael Page**  
INFORMATIQUE

### filiale spécialisée d'un groupe bancaire national de premier rang recherche un Chargé d'Etudes Risques

Paris H/F  
Rattaché au Directeur des Risques, vous serez chargé de la conception, de la mise en place et de la gestion des outils nécessaires à l'analyse et à la surveillance des risques (tableaux de bord, outils d'aide à la décision).  
■ participerez à la création et au suivi de différents "scores" afin d'optimiser les processus de décision sur les dossiers de crédit immobilier et la consommation.  
Possédant de bonnes connaissances informatiques, vous serez capable de mettre en place et de maintenir un système expert.  
Agé de 26/30 ans, formation supérieure, idéalement Grande Ecole d'Ingénieur, vous avez au moins trois années d'expérience dans une activité similaire au sein d'un établissement financier spécialisé.  
Une bonne connaissance du logiciel de traitement statistique SAS est indispensable.  
Pour ce poste, nous recherchons un candidat autonome, rigoureux, doté d'une grande capacité de travail et désireux de s'impliquer dans un projet ambitieux.

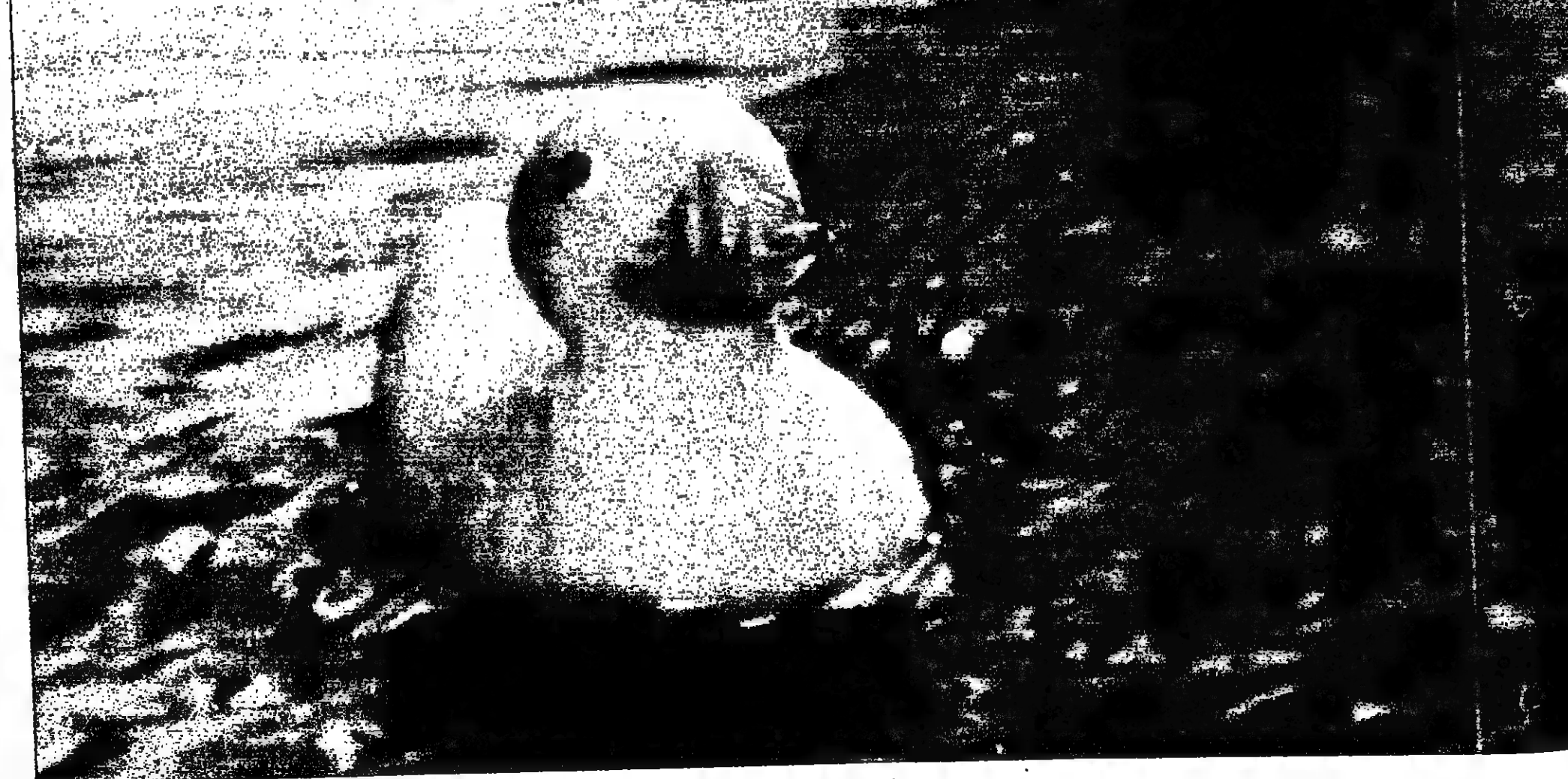
Merci d'adresser votre candidature, sur lettre ou par courrier, sous la référence **BJB182499** à **Jean-Vaery**.

web : [www.mprance.com](http://www.mprance.com)

23 rue Boleslève 75116 Paris e-mail : [banque@michaelpage.com](mailto:banque@michaelpage.com)

**Michael Page**  
BANQUE

## besoin d'autonomie.



## 9 TELECOM faites le choix de vos envies.

Faire le choix de vos envies, c'est déjà faire un choix d'avenir. En rejoignant 9 Telecom, filiale française de Telecom Italia, opérateur d'envergure internationale, vous participerez au développement de produits et de services parmi les plus innovants et les plus compétitifs du marché.  
Nouvel acteur majeur de la téléphonie fixe en France, 9 Telecom s'adapte en permanence aux exigences des entreprises et des particuliers. Pour contribuer à son développement, 9 Telecom recherche des collaborateurs imaginatifs, motivés par l'évolution constante d'un secteur de pointe.

### DIRECTION DES SYSTEMES D'INFORMATION

Notre Direction est garante de la définition, du développement et de l'exploitation des systèmes d'information et des plateformes de services.

### Chefs de projets Développement

Au sein d'équipes fonctionnelles, vous veillerez à la mise en forme des cahiers des charges, au pilotage de la maîtrise d'œuvre et de l'application de systèmes d'information. Vous avez acquis une expérience significative dans les domaines de la facturation, du marketing, de la relation clientèle, des cartes d'appels, de la gestion des adresses, du datawarehouse, si possible dans le secteur des télécoms.  
Réf : CPD/AG/179

### Ingénieurs Systèmes-Réseaux-Sécurité

Vous assurez l'industrialisation de la gestion et de la sécurité des systèmes de notre département exploitation. Ingénieur de formation, vous connaissez impérativement les plateformes Unix, IT, les Réseaux Cisco, les protocoles TCP/IP, Radius. La maîtrise d'Internet est un plus. Réf : ISR/AG/179

### Ingénieurs/Chefs de projets Architecture-Intégration-Qualité

Selon votre profil, vous participez à l'intégration, à la définition et à l'évolution de l'architecture et veillez à la qualité des systèmes d'information. La connaissance de l'environnement Telecom est indispensable. Réf : CPA/AG/179



études Risques

## PRIME une carrière d'ingénieur est un défi permanent

Société spécialisée dans le conseil en hautes technologies (350 personnes) recherche dans le cadre de son développement :

**Ingénieurs Télécoms**

Vous avez 1 à 7 ans d'expérience dans le développement des logiciels de base et la programmation de systèmes embarqués. Vous maîtrisez les langages C, C++, Java, Perl, Python, PHP, JavaScript, etc. Vous êtes motivé et souhaitez relever des défis.

**Ingénieurs Temps Réel**

Vous avez 1 à 7 ans d'expérience dans le développement de logiciels temps réel. Vous maîtrisez les langages C, C++, Java, Perl, Python, PHP, JavaScript, etc. Vous êtes motivé et souhaitez relever des défis.

**Développeurs Administrateurs**

Vous avez 1 à 7 ans d'expérience dans l'administration de systèmes d'exploitation et de bases de données. Vous maîtrisez les langages C, C++, Java, Perl, Python, PHP, JavaScript, etc. Vous êtes motivé et souhaitez relever des défis.

**Ingénieurs Réseau/Administrateurs**

Vous avez 1 à 7 ans d'expérience dans l'administration de réseaux et de systèmes. Vous maîtrisez les langages C, C++, Java, Perl, Python, PHP, JavaScript, etc. Vous êtes motivé et souhaitez relever des défis.

**Ingénieurs Technologies Object-Oriented**

Vous avez 1 à 7 ans d'expérience dans le développement de logiciels orientés objet. Vous maîtrisez les langages C, C++, Java, Perl, Python, PHP, JavaScript, etc. Vous êtes motivé et souhaitez relever des défis.

<http://www.prime.fr>

## Généraliste des télécoms : rejoignez le leader

Il y a plus de 100 ans en Finlande, une entreprise a aujourd'hui l'un des plus importants réseaux de télécommunications. Nous comptons 10 000 employés dans 45 pays et nos produits sont utilisés dans 150 pays. Particulièrement reconnus dans le domaine des systèmes de télécommunications, nous développons actuellement en France, Grande-Bretagne, Italie, Espagne, Hongrie, République Tchèque, Slovaquie, et Turquie. Nous recherchons pour chacun de ces pays un

## Chef de Projet

Acquisition de sites

Vous avez une bonne expérience du management commercial dans un environnement technique. Vous recherchez l'innovation, l'esprit d'équipe, l'aspect international - tout cela dans une société renommée en pleine expansion. Vous souhaitez véritablement mener à bien vos missions et vivez avec des perspectives uniques. Saisissez cette opportunité !

Vous planifiez et coordonnez les installations de télécoms sur les sites en cours d'acquisition. Vous contrôlez de manière constante l'avancement du projet et les implications durée/coûts/qualité. Vous êtes également chargé de management des équipes internes sous-traitants, les aspects légaux, l'administration et les procédures d'autorisation.

La connaissance des systèmes réseaux digitaux est requise. Rigoureux, organisé, vous maîtrisez l'anglais. Nous offrons des conditions attractives et de réelles perspectives d'évolution dans une entreprise internationale.

Vous êtes intéressé par ce challenge ?

Pour plus d'informations, contactez nos consultants au (0) 177 940 556 du lundi au vendredi, ou envoyez votre CV, lettre et photo en anglais ou allemand sous réf. 9-186 à : Eckstein Personnel Consulting GmbH - P.O. Box 5487 - D-65746 Eschborn - Germany. E-mail : muukkonen@eckstein-p-consulting.de

Des opportunités sont à saisir dans d'autres domaines d'activité

d'équipe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous la référence choisie à 9 Telecom, DRH, 38 Quai du Point du Jour, 92650 Boulogne cedex ou par Email : [recrutement@9telecom.fr](mailto:recrutement@9telecom.fr)  
[www.9telecom.fr](http://www.9telecom.fr)

VOUS DEVRIEZ EN DEMANDER PLUS AUX TELECOMS.



مكثا من الأمل



هكذا من الأصل

X / LE MONDE / MERCREDI 4 AVRIL 1999

REPRODUCTION INTERDITE

## Informatique - Réseaux Télécommunications

### Grands réseaux de voix et de données

Alcatel est l'un des acteurs majeurs sur le marché en forte croissance des solutions de télécommunications (voix, données, images, services) destinées aux entreprises. Leader en France, la Division Service et Distribution (3 000 personnes, 3,7 MdF de CA) comprend huit Directions qui couvrent l'ensemble du territoire. Nous souhaitons renforcer nos équipes techniques et de management dans le domaine des Services et recherchons des ingénieurs à fort potentiel :

#### PROJECT MANAGERS

PARIS RP (RÉF. N1916) • RÉGIONS (RÉF. N1927)

Rattaché au Responsable des Opérations, vous prenez en charge l'organisation et le pilotage de projets complexes (réseaux voix / données / images, call centers). Vous assistez nos équipes commerciales dans l'élaboration de l'offre et devenez l'interlocuteur privilégié du Client. Vous gérez le projet dans sa globalité : planning, aspects financiers et contractuels, déploiement sur site, coordination de l'équipe de réalisation. Vous êtes le garant de la satisfaction du Client. Ingénieur de formation, vous avez une expérience similaire de 2 à 5 ans, de préférence dans le domaine des réseaux.

#### CONSULTANTS TÉLÉCOMS ET RÉSEAUX

PARIS RP (RÉF. N1938) • RÉGIONS (RÉF. N1949)

Vous réalisez des missions d'audit et de conseil dans les domaines télécom, systèmes, réseaux et multimédia. Vous intervenez en avant-vente, assistez nos Clients dans l'expression de leurs besoins, collectez les informations de trafic et assurez la modélisation des flux. Vous améliorez l'efficacité des systèmes et/ou des environnements rencontrés en proposant des solutions techniques pertinentes. Vous travaillez dans une optique de prospective sur les évolutions technologiques et sur la stratégie d'Alcatel. Ingénieur, vous avez une expérience similaire d'au moins 2 ans et un bon sens de la communication.

#### CONCEPTEURS RÉSEAUX

PARIS RP (RÉF. N1960) • RÉGIONS (RÉF. N1971)

Au sein de nos projets d'intégration, vous assurez la réalisation de prestations d'ingénierie qui complètent notre offre standard de solutions techniques. Vous concevez l'architecture des réseaux (plan de dressage, configuration, ...) et l'optimisez en vous appuyant sur les outils de simulation et de design les plus évolués. Vous prenez part à la réalisation du projet avec les équipes d'installation. Vous sollicitez, si nécessaire, l'intervention d'experts techniques. Ingénieur de formation, vous avez au moins 2 ans d'expérience dans la conception d'architectures de réseaux.

\* Chef de Projet

#### JEUNES INGÉNIEURS TÉLÉCOM ET RÉSEAUX

VOIX, DONNÉES, ADMINISTRATION DE RÉSEAUX, CALL CENTERS  
PARIS RP (RÉF. N1982) • RÉGIONS (RÉF. N1993)

Après une période d'intégration et de formation à nos produits, services, outils et méthodes, vous prenez part à nos projets télécom et réseaux. En contact avec nos équipes commerciales et à l'écoute des besoins des Clients, vous intervenez dans les phases de mise en œuvre, de déploiement et de recette de solutions innovantes : voix, données, call centers, administration de réseaux. Vous évoluerez progressivement vers une fonction de spécialiste (Concepteur Réseaux, Ingénieur d'Applications, Consultant, Expert Produit, ...) ou un poste de coordination et d'encadrement (Project Manager, ...). Ingénieur débutant, ou doté d'une première expérience, vous avez de bonnes connaissances en réseaux télécom.

#### Profil et Offre

En fonction du poste concerné, vous avez de 25 à 35 ans environ. Vous évoluez dans un environnement high tech : télécom, informatique, consulting, ... Vous offrez une solide culture technique (réseaux Voix/Données, environnements hétérogènes, ...) à une expérience acquise dans le cadre de projets proches des nôtres. Vous avez un bon niveau d'anglais. Vous bénéficiez d'un environnement de travail de haut niveau, propice au développement de votre potentiel. L'importance de votre contribution dans l'évolution de notre "Service Clients" vous garantit de réelles perspectives d'évolution au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous la référence choisie à notre Conseil : PREMIÈRE LIGNE 57, avenue Charles de Gaulle 92200 NEUILLY - Fax : 01 41 92 98 99. E-mail : premiere-ligne@wanadoo.fr

#### MAIRIE DE PARIS

DIRECTION DES AFFAIRES

Le Maire de Paris a reçu pour l'ensemble des écoles élémentaires, collèges et lycées municipaux parisiens (500 établissements) pour septembre 2000. Maître d'ouvrage de ce projet, elle recherche pour renforcer la maîtrise d'œuvre un

#### Ingénieur - Organisateur

Responsable technique et maître d'œuvre, vous participerez à la rédaction des appels d'offres, l'exécution des marchés et aurez en charge l'expertise technique, le suivi et la logistique des prestations. La mission s'orientera dans un second temps vers la conception, la mise en œuvre et la gestion de la téléphonie (voix, données, IP ...) des mêmes établissements.

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur (Bac +4/5), vous possédez une expérience de conduite de projets importants, et une connaissance des technologies de câblage et Internet. L'esprit ouvert, rigoureux, méthodique, apte au dialogue avec de nombreux partenaires, vous saurez vous impliquer dans ces missions d'avenir.

Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre et prétentions)

Mairie de Paris - DASCO

Bureau Technologies de l'Information

et de la Communication

3, rue de l'Arsenal - 75181 PARIS Cedex 04

bdc@mairie-paris.fr

MAIRIE DE PARIS

GEC  
déménagement !

Toujours du  
nouveau  
chez GEC...  
même l'adresse.



Générale Europe Consultants

## Carrières internationales

Table de Projet  
organisation

TES  
QUALITATIF

Notre agence de communication recherche pour participer à un test de campagne : des ingénieurs système et information et des ingénieurs télécoms ayant une expérience professionnelle. Si cette offre vous intéresse, appelez le 01 53 24 28 44. Indemnisation prévue.

Société internationale d'assistance technique recherche pour ses chantiers de moyenne et longue durée en CHIMIE ET PETROLE :

DIRECTEURS DE CHANTIER  
DIRECTEURS ADMINISTRATIFS  
SUPERINTENDANTS OU CHEFS DE ZONE

SUPERVISEURS :

• Génie Civil • Charpentes Métalliques • Levage • Tuyauteries • Electricité • Instrumentation • Peinture • Calorifuge.

De formation technique (Bac + 2), vous êtes bilingue français/ anglais et justifiez d'une expérience dans la fonction (2 ans minimum requise). Vous êtes disponible sous 1 mois. Merci d'adresser lettre de motivation, CV, photo et prétentions, en précisant la réf. C8914014 sur l'enveloppe à B.P. 80 - 92105 Boulogne cedex qui transmettra.

Un bon choix se fait  
rarement seul.

Un bon choix ne se fait pas sans exigence.  
Notre objectif : garantir l'adéquation des hommes et de leurs fonctions.

Un bon choix ne se fait pas sans dialogue.  
Notre objectif : favoriser un échange complet et sincère, pour évoluer dans la confiance.

Un bon choix ne se fait pas sans efficacité.  
Notre objectif : vous faire gagner du temps et de l'argent, grâce à la qualité des moyens d'évaluation et l'efficacité des services.

SYNDICAT DE CONSEIL EN RECRUTEMENT

SYNTEC

Le label des annonces Syntec, c'est le talent  
de 144 cabinets conseil à vos côtés.

30, rue Fabert - 75007 PARIS  
www.syntec-recrutement.org



# Informatique - Réseaux Télécommunications

Christian Dior  
COUTURE

Pour accompagner le développement de  
notre Direction Informatique, nous recherchons un :

## Chef de Projet Junior International

Rattaché au responsable des études, vous prendrez en charge l'ensemble des applications informatiques de notre réseau boutiques au niveau international (Europe, Asie, USA). Intercouteur privilégié des filiales et support pour les échanges d'information, vous êtes responsable de la consolidation et de la fiabilité des données. A moyen terme, vous participerez à l'évolution technologique et fonctionnelle de notre base centrale.

De formation ingénieur ou universitaire, vous avez acquis une expérience de 2 ans en tant que chef de projet junior ou analyste en environnement micro-informatique et plus spécifiquement avec VISUAL, BASIC, ACCESS, SQL. Serveur. Une expérience fonctionnelle de la gestion commerciale serait appréciée.

Vos capacités d'analyse, de conception, votre autonomie et votre sens du service vous permettront de réussir vos missions et vous ouvriront des perspectives au sein d'un groupe de dimension internationale.

Un excellent niveau d'anglais et une forte disponibilité géographique sont requis pour ce poste. Poste basé à Paris avec de nombreux déplacements à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre, photo et prétentions) à/n° 117/CRJ/MD à Catherine Brossat, PM Ressources Humaines, 28 rue Anatole France, 92300 Levallois-Perret. E-mail : pmrh@pmrh.com



Ce qui

Les métiers  
du Crédit  
Lyonnais

Vous êtes bien. Bien dans votre tête. Plein d'énergie. Optimiste, enthousiaste et volontaire. Vous avez du tempérament et faites preuve de créativité. Ce qui vous anime, c'est la gestion du changement. Dans le cadre de la mise en place d'un nouveau système de traitement des instruments financiers (SIVM), nous recherchons pour notre centre de **Responsable valeurs mobilières H/F**

## Responsable valeurs mobilières H/F

Responsable de la cellule de pilotage, vous êtes chargé d'optimiser l'efficacité et de garantir l'intégrité et l'évolution du nouveau système d'information. A l'écoute des différents clients (directions marketing, dépositaires, intermédiaires, back-offices...) et en relation avec vos fournisseurs (informatique, les organismes de place), vous :

- assurez et fédérez une équipe d'experts et de techniciens experts dans leur métier (20 personnes),
- constituez et participez à des groupes de travail et à des études de place en appui du département organisation,
- gardez la sécurité et la qualité du traitement des opérations,
- assurez un reporting régulier auprès de votre hiérarchie et de la maîtrise d'ouvrage.

De formation bac +4/5, vous justifiez d'une expérience reconnue de 7 à 8 ans dans le domaine des valeurs mobilières et idéalement en informatique. Vos qualités managériales et de gestionnaire, votre maîtrise des interfaces clients/fournisseurs, notamment avec l'informatique, vous permettront de réussir dans cette fonction.

Pour ce poste à pourvoir immédiatement, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite et CV), 5075 la rue RVM/LM, au Crédit Lyonnais DCTI/Ressources Humaines, 92081 Paris-La Défense Cedex 10.



CREDIT LYONNAIS

NOUS VOUS DEVONS UNE NOUVELLE BANQUE

PRINTEMPS

recherche

## Responsable de Projet en Organisation

Dans le cadre de notre développement, nous recherchons pour notre Direction de l'Organisation et de l'Assurance Qualité un Responsable de Projet.

En relation étroite avec nos directions opérationnelles, vous prendrez en charge l'optimisation et la rationalisation des processus existants et l'amélioration de nos services clients (clients marchands).

De formation ingénieur ou universitaire, vous avez une première expérience de 3 à 5 ans dans ce type de fonction acquise dans une entreprise industrielle ou commerciale. Une expérience en Organisation et en Assurance Qualité serait appréciée.

Vous possédez une bonne connaissance des systèmes d'information et une bonne maîtrise des outils informatiques. Vous maîtrisez particulièrement la gestion de projets d'organisation, l'expérience de la mise en œuvre de projets de type ERP, la connaissance de la supply chain et/ou de la logistique achat/vente dans la Grande Distribution serait un plus.

Votre sens relationnel, votre pugnacité et votre humilité sont des atouts majeurs pour réussir dans ce poste.

Nous attendons votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) au Service Recrutement Cadres - PRINTEMPS, 102 rue de Provence, 75009 PARIS.



## POUR GAGNER QUELQUES DIXIÈMES DE SECONDES SUPPLÉMENTAIRES, LES CONSULTANTS ALTRAN N'HÉSITENT JAMAIS À PRENDRE DES ANNÉES D'AVANCE.

Leader européen du conseil en technologies, Altran s'engage pour trois ans aux côtés de l'écurie Prost Grand Prix, en qualité de partenaire technologique.

Altran apporte son expertise pour appuyer les défis technologiques auxquels l'écurie doit faire face. Des consultants européens du groupe Altran sont impliqués sur les projets de recherche et développement menés au sein de Prost Grand Prix.

Le partenariat unissant Altran à Prost Grand Prix se fonde sur la reconnaissance par les deux sociétés de valeurs et de modes de fonctionnement communs, autour des technologies de haut niveau, de la performance et de la place centrale de l'homme dans leurs activités.

Dans un environnement économique et technologique en évolution constante et très rapide, Altran accompagne ses clients en mettant à leur service son approche plurisectorielle et multiséculaire des technologies innovantes. Il les aide à développer ou à maintenir l'avance technologique qui leur permet d'accroître leur compétitivité.

Consultants en Télécom-Radiocom R4. PGPLM-1322

Consultants en Méthodes-Production R4. PGPLM-1334

Consultants en Systèmes Temps Réel R4. PGPLM-1336

Exercer notre métier, c'est découvrir la richesse culturelle du groupe, évoluer et progresser en fonction de vos souhaits et des opportunités des 65 sociétés européennes d'Altran.

Si l'univers du conseil en technologies vous attire et si vous vous reconnaissez dans les valeurs qui unissent Altran et Prost Grand Prix, merci d'adresser votre candidature en précisant la référence choisie à Jean-Michel Martin, 251 bd Pereire, 75017 Paris.

E-mail : martin@altran-group.com

Pour plus d'informations sur notre partenariat technologique ou sur le groupe, vous pouvez consulter notre site web : [www.altran-group.com](http://www.altran-group.com)



[www.altran-group.com](http://www.altran-group.com)

les jeudis de l'informatique  
& des télécoms

Le jeudi 6 mai 99

[lesjeudis.com](http://lesjeudis.com)

Le Monde

سكيا من الأمل



XII / LE MONDE / MERCREDI 28 AVRIL 1999

REPRODUCTION INTERDITE

## Envoie de Liberté...

*Sunbeam*

### Directeur Supply Chain

Responsable du Planning et des Stocks

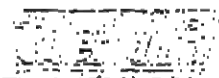
### Directeur des Achats

### Analyste Prévisions des Ventes

**Responsable des Approvisionnements Internationaux**

Responsable JD Edwards - Finance et Logistique

**Env. réponse nos lettres à l'adresse: votre cariste (lettre de motivation, CV & photo) en précisant impérativement la référence de votre choix sur l'enveloppe et la lettre et l'adresse de destination: Monsieur le Cariste, 114, avenue Charles de Gaulle - 92522 Neuilly-sur-Seine cedex. Les entretiens auront lieu à Paris ou à Lyon.**

**PA Consulting Group**

## ***Le monde de l'industrie et de la recherche***

Vous adrez résoudre des problèmes complexes ?  
Vous allez être servi

Desirant ne posséder d'aucune première expérience, vous êtes collimateur d'une grande école d'ingénieurs, et vous jouez des compétences dans l'un des domaines suivants : Mécatronique, Sciences de l'Automatisme, Mécatronique des Fluides, Procédés, Neurosciences ou Génie Atomique. Vous serez chargé(e) d'une équipe et serez en contact avec les clients. Vos bonnes aptitudes d'adaptation, et votre maîtrise de l'anglais seront vos atouts pour mener à bien cette mission. Pour ces postes basés à Paris Le Défense, merci d'adresser votre candidature (lettre et cv) sous référence IN 95 à : PRAMATOME Tour PRAMATOME, Département Rassegnoir, Humaines -ASCH- 1 place de la Coulole, 92045 Paris La Défense.



FRAMATOME

**Table 1**

## BRETAGNE



**ZOOPOLE**  
développement

Cette association loi 1901 située à Saint-Brieuc - Ploufragan  
Côtes-d'Armor est un **Centre d'Innovation  
Technologique** composé de plusieurs centres de profit  
qui assure également l'animation économique d'un Technopôle  
spécialisé dans la santé humaine et animale.  
Elle recherche son

## LECTEUR (H/F)

**Mission :** Placé sous l'autorité du Président de l'Association, il sera chargé de :

- Prospecter en France voire en Europe des entreprises susceptibles de s'implanter sur le Technopôle.
- Gérer l'association. Participer à la définition de la politique de développement de l'association et mettre en œuvre les plans d'action qui en découlent.

- Représenter l'association et l'ensemble des établissements du Technopôle dans les réseaux locaux, régionaux et nationaux de l'innovation et du développement économique.
- Animer des réunions et des groupes de travail avec le Technopôle.

Pour les aspects techniques, il pourra s'appuyer sur les compétences des universitaires, vétérinaires, ingénieurs, pharmaciens, chercheurs et techniciens présents sur le site.

**Profil :** Nous souhaitons confier cette mission à un candidat de formation supérieure ayant acquis une réelle compétence en stratégie, management ou marketing et fort d'une expérience significative réussie en développement économique. Des connaissances de type scientifique seraient appréciées.

Reponses assurées par notre Conseil aux candidats remplissant strictement ces conditions et dont le dossier comprend lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous Réf. 99.04.07.D./A.M.

**Alain KERVADEC** - B.P. 423 - 5, place de la Liberté  
**22004 SAINT-BRIEUC** Cédex 1 - Tél. 02.96.33.23.88

**DISCRETION ASSURED**



# Le monde de l'industrie et de la recherche

## Généraliste des télécoms : rejoignez le leader

Créée il y a plus de 100 ans, notre entreprise, dont le siège est situé en Finlande, est aujourd'hui l'un des plus grands spécialistes des télécommunications à travers le monde. Nous sommes particulièrement reconnus dans le domaine des systèmes réseaux digitaux. Nous recherchons un

## Responsable Infrastructure

Vous possédez une solide expérience du management de projets dans le domaine de la construction - acier, électricité ou énergie. Vous souhaitez travailler à la pointe de la technique, et continuer à vous perfectionner. Saisissez votre chance !

Vous êtes responsable de la construction d'un site dans le domaine des télécommunications. A ce titre, vous avez pour missions la planification et l'organisation du projet, le contrôle des coûts et de la qualité, la mise en place et l'encadrement des équipes (personnel interne et sous-traitants). Vous prenez également en charge les procédures légales. De formation ingénieur ou équivalent, vous avez le sens du service client. Votre talent d'organisateur et vos qualités de management sont essentiels pour réussir à ce poste. La maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Nous vous offrons une rémunération attractive et des perspectives professionnelles importantes au sein d'une entreprise internationale.

Nous nous développons aujourd'hui en France, Grande-Bretagne, Italie, Espagne, Hongrie, République Tchèque, Slovaquie et Turquie.

Pour plus d'informations, appelez nos consultants au 49 (0) 6173-940 556 du lundi au vendredi ou adressez votre candidature en anglais ou allemand sous la référence 9-104 à : Eckstein Personnel Consulting GmbH - P.O. Box 5467 - D-65746 Eschborn - Germany. E-Mail : muukkonen@eckstein-P-Consulting.de

Et travaillez à la pointe de la technologie !

Cabinet de conseil et d'études spécialisé dans le secteur de la santé recherche un

## Directeur d'études

Ce poste implique :

- des connaissances approfondies dans le domaine de l'économie et des politiques de santé,
- une expérience de plus de 3 ans dans le conseil en tant que Chef de projet.

Une expertise dans la conduite du changement serait un plus.

Formation : niveau 3<sup>e</sup> cycle ou Grande Ecole.

Age : 35/40 ans environ.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV à SANESCO Jean-Yves GUEDJ - 47/49, avenue Edouard Vaillant 92617 Boulogne-Billancourt Cedex.

## CEGELEC SUD-OUEST TOULOUSE Filiale d'ALSTOM, recrute

pour son activité Courants faibles

### Ingénieur chargé d'affaires

De formation Grandes Ecoles d'ingénieurs (SUPELEC, ARTS & METIERS), 2 à 3 ans d'expérience, vous aurez en charge le développement de l'activité courants faibles réseaux et télécommunications.

pour son activité Ingénierie Electrique (Courants forts et courants faibles)

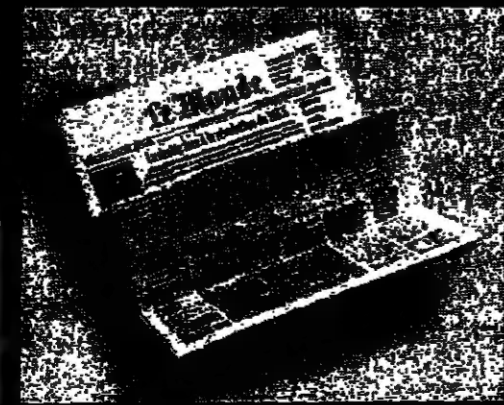
### Ingénieur chargé d'affaires

De formation Ingénieur, vous justifiez de 2 à 3 ans d'expérience réussie dans le domaine.

Pour ces deux postes, vous aurez à superviser l'organisation du chantier, le chiffrage, le suivi, l'animation des équipes bureau d'études et chantier et la recherche de techniques innovantes. Rigoureux, autonome, avec le goût du contact terrain. Bonnes connaissances de l'anglais technique.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV et prétentions en précisant l'activité choisie à CEGELEC - SUD-OUEST Mme CROZADE - 11 Impasse des Arènes - 31082 TOULOUSE Cedex 1.

POUR DONNER UN NOUVEL ÉLAN À VOTRE CARRIÈRE, LISEZ LE MODE D'EMPLOI



\* Consultants, juristes, spécialistes de la communication et du marketing, responsables des ressources humaines. Les offres d'emploi qui vous concernent sont dans votre supplément du lundi, mardi et mercredi.

\* Spécialistes des hautes technologies, de l'informatique, de l'industrie ou de la recherche. Les offres d'emploi qui vous concernent sont dans votre supplément du mardi, mercredi et jeudi.

Ouvrez Le Monde. Le monde de l'emploi s'ouvre à vous

Le Monde

MATRA DATAVISION, partenaire N°1 des entreprises industrielles pour les solutions produits-process d'ingénierie assistée par ordinateur

Pour répondre aux besoins croissants des entreprises qui souhaitent renforcer leur compétitivité industrielle grâce à l'amélioration de leur solution produits-process en conception et fabrication, MATRA DATAVISION offre une gamme complète de services : audit, consulting, support, formation, assistance, déploiement, re-engineering de process.

De plus, dynamisée par sa coopération avec DASSAULT SYSTÈMES et IBM, dont il est le seul Business Partner international en IAO, MATRA DATAVISION commercialise et déploie la gamme des solutions CATIA (CFAO), Enovia (GDT) et Deneb (IPAD), en sus de ses propres gammes Euclid, Design Manager (GDT) et Cas.Cade (applications spécifiques).

Déjà fort de ses 650 salariés présents en Europe et Amérique du Nord, MATRA DATAVISION, filiale de MATRA HAUTES TECHNOLOGIES et bientôt d'AEROSPATIALE-MATRA, poursuit ses investissements.

Pour faire face à la croissance de ses activités, MATRA DATAVISION recherche des :

## GESTIONNAIRES / CHEFS DE PROJET

Vous êtes chargé d'établir et de négocier les offres de services autour de nos produits et nos solutions. Une fois la commande prise, vous réalisez les affaires en respectant vos objectifs de qualité, coût et délais.

Vous possédez une solide expérience du monde du service en milieu industriel et une bonne connaissance des technologies de pointe.

## INGENIEURS SUPPORT METIER

Après une première expérience dans un bureau d'études et/ou bureau de méthodes, vous maîtrisez le processus de conception et fabrication des métiers de l'automobile et/ou de l'aéronautique.

Vous avez travaillé sur des logiciels de CFAO (CADDS, CATIA, Euclid), ou des logiciels process (Robcad, Igrapi), ou encore de simulation de flux (Witness, Arena, Simple++, Quest...) et êtes motivé par des missions de service à forte valeur ajoutée.

## INGENIEURS SUPPORT ASSISTANCE

Vous maîtrisez un logiciel GDT du marché ainsi que les techniques courantes de bases de données et vous possédez une connaissance des enjeux de la gestion de données techniques.

Autonomie, sens du relationnel allié à un réel souci de réponse aux attentes clients, sont les qualités requises pour réussir à ce poste.

Pour tous ces postes, la maîtrise de la langue anglaise est indispensable.



Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en précisant le poste choisi à notre Direction des Ressources Humaines.

MATRA DATAVISION 31, avenue de la Baltique - Z.I. de Courtaubouf - 91954 Les Ulis Cedex.

OUVRONS LA VOIE AU TALENT

## INITIATIVES LOCALES

les offres d'emplois cadres des collectivités territoriales

## Ingénieurs et informaticiens



ESSONNE 27 000 habitants recrute

## ANALYSTE SERVICE INFORMATIQUE

(grade de technicien territorial)

### VOS MISSIONS :

Rattaché au responsable du Service Informatique, vous gérerez les projets de la phase de détermination des besoins à l'exploitation quotidienne.

Après avoir étudié le cahier des charges, vous effectuerez l'analyse technique des offres.

Pilote technique du projet, vous coordonnerez les interventions internes et externes tout en assurant le paramétrage, l'intégration et le suivi de l'application ainsi que l'assistance aux utilisateurs.

Outre la gestion des demandes, vous aurez également en charge les développements complémentaires.

VOTRE PREMIERE MISSION CONSISTERA A POURSUIVRE LA MISE EN OEUVRE DE L'INFORMATISATION DE LA MEDIATHEQUE.

Les horaires de travail sont liés à ceux de la Médiathèque.

### VOS COMPETENCES :

Vous connaissez l'environnement technologique des serveurs Escala AIX, NOVELL et WINDOWS NT.

Votre sens des contacts vous permettra d'entretenir des relations avec les correspondants informatiques et les utilisateurs de l'ensemble des services.

Rémunération statutaire + régime indemnitaire + primes de fin d'année et d'intéressement.

Adresser lettre manuscrite + C.V. et photo à :  
Monsieur le Sénateur-Maire  
B.P. 43 - Rue du Marwan  
91942 LES ULIS Cedex

Mieux vivre notre ville

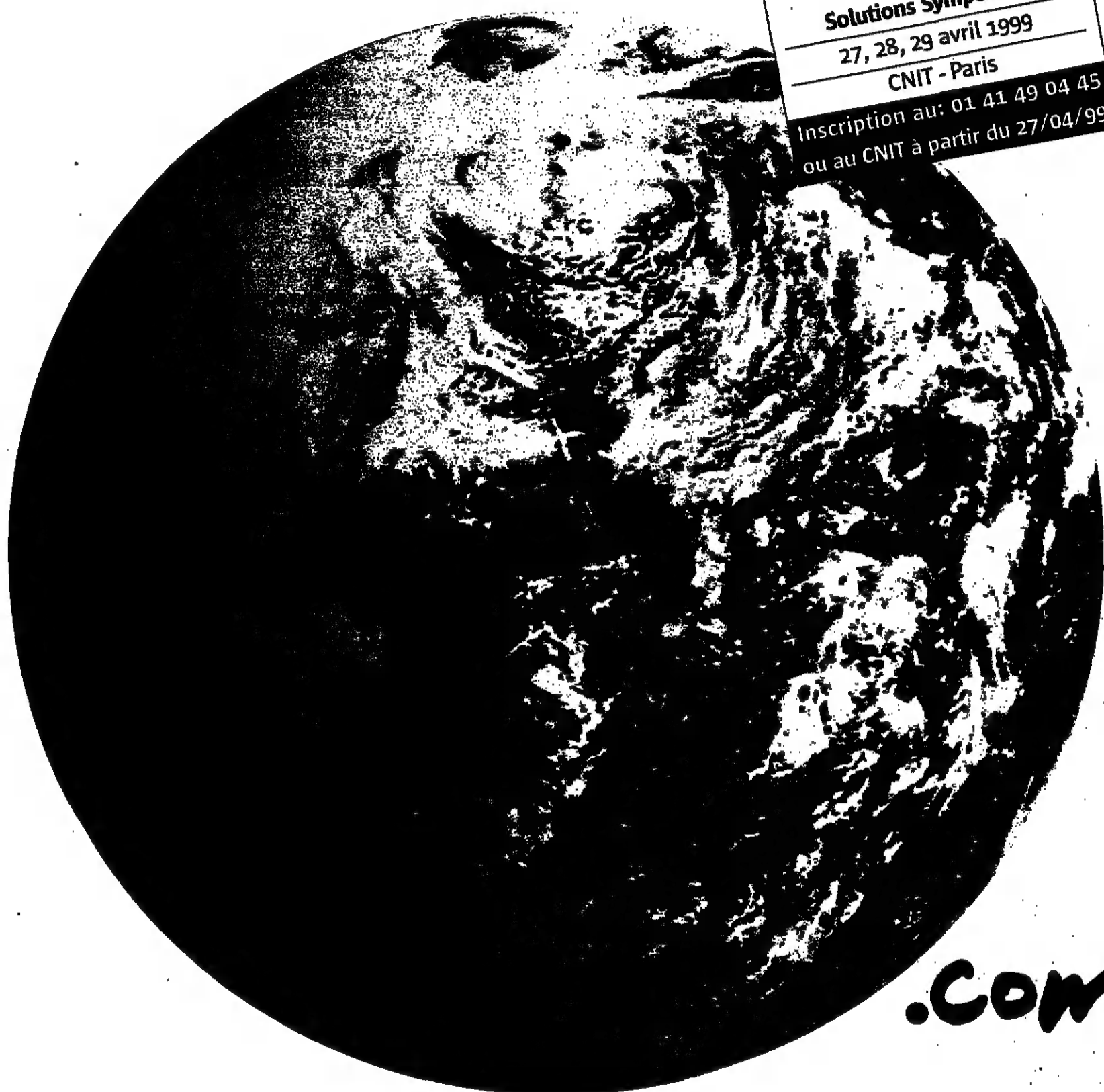
هكذا من الأمثل



هكذا من الأصل

XIV / LE MONDE / MERCREDI 28 AVRIL 1999

(Publicité)



Java Enterprise  
Solutions Symposium

27, 28, 29 avril 1999

CNIT - Paris

Inscription au: 01 41 49 04 45  
ou au CNIT à partir du 27/04/99

.com

Aujourd'hui,

tout le monde est plus ou moins familier des .com

qu'on voit fleurir un peu partout. Mais qui est le point de .com ?

Nous sommes le point de .com

Nous sommes le point de .com. Sun Microsystems a inventé un langage -Java- qui permet à Internet de tourner en toute liberté, partout et pour chacun. Grâce aux autres inventions de Sun Microsystems, l'usage du Net est en train de s'étendre à la Terre entière, créant un nouveau monde d'interactions. Avec SPARC, Solaris, Java et Jini à leurs côtés, des milliers de sociétés, certaines vieilles de 50 ans et d'autres de quelques heures, sont en train de marquer des .com dans le monde du business, se réinventant chaque jour grâce à nous. Que pouvons-nous mettre au .com pour vous ? [www.sun.fr](http://www.sun.fr) THE NETWORK IS THE COMPUTER.™

**Sun**  
microsystems

\*LE RESEAU EST L'ORDINATEUR